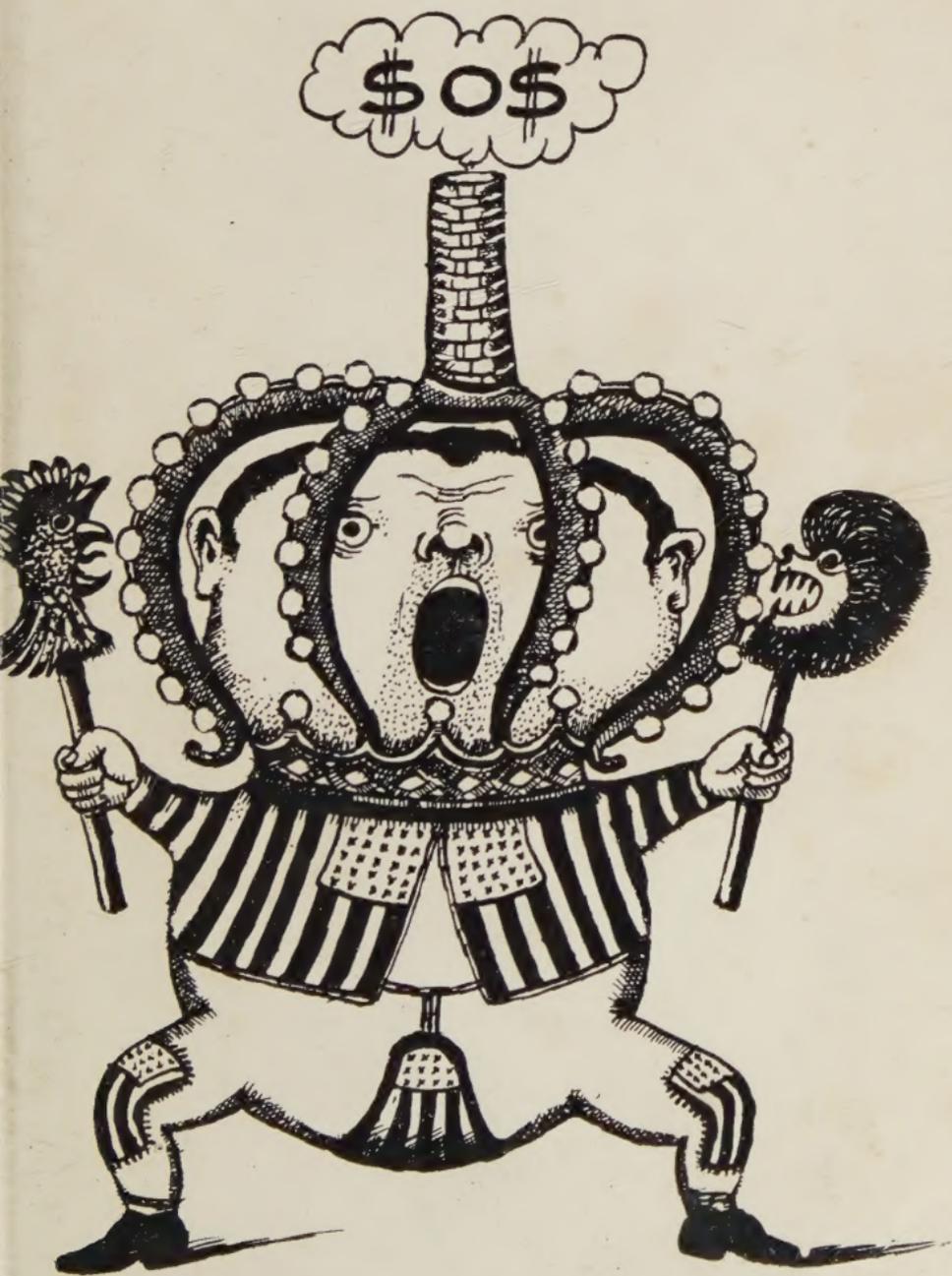


Karl Marx, Friedrich Engels

LA BELGIQUE  
ETAT CONSTITUTIONNEL MODELE



EDITION FIL DU TEMPS PRIX . 25,-FF 200 F.B.

Dépositaire EDI 29, rue Descartes 75005-Paris

Karl Marx, Friedrich Engels

# LA BELGIQUE

Première Partie

## LA BELGIQUE DES INSURRECTIONS

“Les congrès de la Sainte-Alliance après 1815, les expéditions autrichiennes contre Naples, Turin, la Romagne, la détention d’Ypsilanti, la guerre d’oppression de la France en 1823 contre l’Espagne (sur l’ordre du congrès de Vérone de la Sainte-Alliance) provoquée et soutenue par l’Allemagne, les partis réactionnaires de Don Miguel et de Don Carlos soutenus par l’Allemagne, LA BELGIQUE MORCELEE ET THERMIDORISEE SOUS L’INFLUENCE ALLEMANDE, les Allemands constituant les principaux soutiens du grand et des petits autocrates en Russie — toute l’Europe est inondée de Cobourgs!

“La Pologne pillée et démembrée, Cracovie assassinée avec l’aide de la soldatesque allemande!” (cf. Fr. Engels, *la Politique étrangère de l’Allemagne*, in: “la Nouvelle Gazette rhénane”, 3.VII.1848).

1

---

INTRODUCTION

## HIER, AUJOURD'HUI ET DEMAIN

*Les textes, où Marx-Engels évoquent la Belgique, sont à l'image concrète de ce pays au sein de l'ample monde économique, politique ou idéologique: subitement le lecteur se trouve ramené du complexe cadre international à ce petit point barré par une frontière artificielle, mais néanmoins relié à la scène mondiale par mille bouts allant dans des directions souvent inattendues. Le lecteur risque de s'en trouver d'autant plus décontenancé qu'il y est transporté dans un monde qui n'a rien à voir avec celui qu'on lui présente officiellement et dans lequel il vit son train-train de tous les jours, puisque le marxisme a une vision du monde révolutionnaire et communiste dont la coloration, les connexions, voire le contenu sont tout différents, sinon opposés. Engels explique dans un compte rendu sur le Capital que Marx posa les fondements du socialisme scientifique, "en se haussant à des hauteurs théoriques, d'où il lui fut possible de scruter clairement tout le champ des conditions sociales modernes comme le montagnard surplombe du sommet d'un pic toutes les gorges et vallées environnantes.*

*Les textes sur la Belgique appellent directement la méthode du Fil du Temps, qui est de repérer les points d'appui centraux dans le parallélogramme des forces pour pouvoir y appliquer le levier subversif de l'ordre établi. Après avoir découvert dans le marxisme invariant du siècle dernier, illuminé par les éclairs de l'orage révolutionnaire, les lignes de force historiques, on peut saisir notre actualité présente et déceler le cours des événements futurs puisqu'en ces temps noirs de contre-révolution que nous vivons, l'histoire figée devient impénétrable à ceux qui ne voient que le présent bloqué et ne peuvent donc suivre son film et sa dynamique. A l'aube des temps modernes, où jaillit le monde capitaliste, nous trouvons chez Marx-Engels, par delà les frontières et les générations, des connexions entre événements qui ont échappé entièrement aux historiens officiels et à leurs contemporains formés dans les écoles publiques de l'Etat ou de l'Eglise. Ainsi donnent-ils, par exemple, à la création de l'Etat belge une autre notification et attribuent-ils aux événements d'autres ressorts au sens non seulement des intentions et des buts poursuivis, mais encore des faits, des rapports et même des protagonistes qui sont à la source des*

dramas. Ainsi chez quel historien officiel trouve-t-on que les acteurs finalement décisifs de la révolution de 1830, qui mit aux prises armée et "populace" — ou prolétariat — de Lyon, Paris et Bruxelles, ce furent les insurgés polonais de novembre 1830? \*

En détournant sur elle les troupes prussiennes, prêtes à envahir la Belgique et la France, la Pologne insurgée évita une réédition de la coalition anti-jacobine de 1792 au profit de la puissance féodale russe qui exerçait son hégémonie en Europe et se permettait de tirer les frontières de l'Europe occidentale. Certes, la rescousse polonaise ne put que limiter la casse, puisque la Sainte-Alliance, par l'action combinée des grandes puissances contre-révolutionnaires de l'époque, créa l'Etat belge et intronisa en France le roi bourgeois Louis-Philippe, soit l'exact opposé des buts poursuivis par les insurgés.

Dans les études de l'histoire diplomatique tournant autour de la Pologne et de la Belgique que nous publions au début de ce recueil, Marx démontre que la Prusse, par sa soif d'agrandissements territoriaux dans l'intérêt dynastique de l'Etat prussien au dépens de l'Allemagne et de la Pologne, s'avéra l'exécuteur des basses oeuvres du tsarisme russe, qui par ailleurs achetait la neutralité française pour ses entreprises impérialistes en Europe. En jouant les fers de lance en Pologne comme en Belgique, pour le colosse russe, puissant lui même dans la défensive, mais faible dans l'attaque à l'extérieur, l'Autriche, mais plus encore la Prusse se forgea de solides traditions anti-jacobines. La défaite des forces révo-

---

\* Toute l'action révolutionnaire belge en 1830 s'achève de la même manière que la révolution de mars 1848 en Allemagne, par l'instauration d'un ministère révolutionnaire qui n'est pas né de la volonté de la révolution, mais de celle de ses ennemis. "La révolution de mars, le mouvement révolutionnaire allemand en général, ne se laissent pas muer, par quelques tours de passe-passe, en "incidents" d'importance plus ou moins grande.

"Louis-Philippe a-t-il été élu roi des Français, parce qu'il était un Bourbon, ou bien a-t-il été choisi bien qu'il fût un Bourbon? On se souvient que cette question divisa les partis après la révolution de Juillet. Pourquoi, au fond, cette question? Parce que la révolution avait été remise en question, et que l'intérêt de la classe parvenue au pouvoir et de ses représentants politiques n'était pas celui de la révolution. "La déclaration de M. Camphausen (chef du cabinet allemand après mars 1848) a la même signification; son ministère n'est pas né grâce à la révolution de Mars, mais après la révolution de Mars." Cf. Marx, le Ministère Camphausen, in: "La nouvelle Gazette rhénane," 4. VI. 1848.

lutionnaires de 1830 permit la création, par l'Europe de la Sainte-Alliance, \* de l'Etat nation belge qui satisfait les classes dominantes installées en France et en Prusse, tout en les laissant sur leur faim pour des conflits ultérieurs dans le droit fil de cette trame primitive.

Aux yeux de Marx, l'insurrection polonaise de 1830, qui permit au mouvement ouvrier de repartir à l'assaut du pouvoir dès 1848 aux côtés des nations révolutionnaires du continent, n'est qu'un maillon d'une longue chaîne de soulèvements des ardents Polonais qui avaient appuyé la révolution française dans son action intérieure et plus encore extérieure, alors qu'ils aboutirent au second et troisième partage de leur malheureux pays. Marx trouve l'origine de cette

---

\* Pour décrire le rôle de l'Angleterre de connivence avec la Russie dans la création de la Belgique en 1830, Kautsky avait repris le schéma exposé par Robespierre dans son flamboyant discours du 17 novembre 1793, où il dénonçait le caractère impérialiste des guerres commerciales entre la France et l'Angleterre prônées par ses adversaires girondins. En effet, à une époque où il lui restait encore quelques lueurs marxistes, Kautsky affirmait (dans son étude sur la Belgique parue dans le *Neue Zeit*, la revue théorique à laquelle collaboraient tous les leaders européens de la social-démocratie d'avant la première guerre mondiale) que l'Angleterre avait appuyé la formation d'un Etat belge pour éviter que ce pays ne devienne français ou allemand, car Ostende était comme un pistolet braqué sur le coeur de l'Empire anglais — la métropole de Londres —, et ne devait en aucun cas échoir à l'une ou l'autre des grandes puissances rivales qui étaient en train de se développer sur le continent européen à cette époque de systématisation des Etats nationaux en Europe occidentale. Le présent recueil ne renferme pratiquement pas d'indications sur l'intervention anglaise dans la création de l'Etat belge, car nous n'avons pu disposer que des documents diplomatiques élaborés par Marx en liaison avec la Russie et publiés par les Polonais: (cf. Karl Marx, *Contribution à l'histoire de la question polonaise*, *Ksiazka i Wiedza*, Varsovie, 1971). Les manuscrits, sans doute parallèles et complémentaires, de Marx sur l'Europe occidentale ne nous sont pas accessibles, et pourtant — à en croire le marxologue Rubel, cf. Karl Marx devant le bonapartisme, chap. 1<sup>er</sup> sur Marx, historien de la France — Marx a accumulé les travaux sur ce sujet, car il en avait "la passion qui semble s'être transformée vers la fin de sa vie en une sorte de manie" (p. 7). C'est sans doute pour nous éviter la lecture de ce maniaque que ces documents demeurent inédits! L'institut international d'histoire sociale d'Amsterdam, détenteur du Fonds de manuscrits Marx-Engels, possède quatre cahiers d'extraits chronologiques (plus de cinq cents pages d'une écriture minuscule) où Marx a noté les faits et les dates historiques depuis 90 av. J. - C. à 1648, d'après F. Ch. Schlosser, *Weltgeschichte für das Deutsche Volk*. Des fragments en ont été publiés dans: Marx-Engels-Lenin-Stalin, *Zur deutschen Geschichte*, Dietz Berlin, 1953, I, p. 285-516. Ces cahiers semblent dater de la fin des années 70'. (ibid, note page 7)

alliance des "nations révolutionnaires" avec le prolétariat communiste dans la solidarité jacobine et polonaise des années-1793 - 94, où les plébéiens dirigeaient pratiquement l'Etat français et décrétèrent la guerre de propagation révolutionnaire. Le 2.XII.1856, Marx écrivait à ce sujet à Engels: "Ce qui dans mes récentes études sur l'histoire polonaise m'a fait prendre décidément parti pour la Pologne, c'est le fait historique que l'on peut mesurer avec une grande certitude l'intensité et la vitalité de toutes les révolutions depuis 1789 à leur comportement à l'égard de ce pays. En effet, la Pologne est leur thermomètre "extérieur". On pourrait le démontrer en détail avec l'histoire de France, et cela saute aux yeux aussi pour notre brève période révolutionnaire en Allemagne, et de même pour la révolution hongroise (en 1848 - 49). De tous les gouvernements révolutionnaires — y compris Napoléon 1er —, il n'y a que l'exception du Comité de salut public (qui devint sous l'impulsion de Robespierre la matrice du pouvoir exécutif révolutionnaire. N.d.Tr.). Celui-ci ne refusa pas son intervention par faiblesse, mais par "méfiance".

Et Marx d'expliquer aussitôt d'où ce Comité tira sa "méfiance": "En 1794, il convoqua le délégué des insurgés polonais et posa à ce citoyen les questions suivantes: "Comment se fait-il que votre Kosciusko, dictateur populaire, tolère auprès de lui un roi, dont il sait au surplus qu'il a été mis sur le trône par la Russie? Comment se fait-il que votre dictateur n'ose pas proclamer la levée en masse des paysans, parce qu'il craint les aristocrates, qui ne veulent pas qu'on leur soustraie un seul "bras"? Comment se fait-il que ses proclamations perdent de leur coloration révolutionnaire à mesure qu'il s'éloigne de Cracovie? Comment se fait-il qu'il ait immédiatement puni du gibet l'insurrection populaire de Varsovie, tandis que les aristocrates qui trahissent la patrie se promènent en toute liberté ou sont à l'abri derrière les procédures judiciaires lentes à souhait? Répondez! " C'est sur quoi le citoyen polonais resta sans voix! "

Ce dur jugement politique peut sembler en contradiction avec les descriptions que nous donnera Marx de l'héroïque lutte des Polonais, et de Kosciuszko lui-même, cf. les manuscrits sur la Pologne au début de notre recueil. Cependant, il faut bien distinguer entre l'héroïsme, l'abnégation et l'esprit de sacrifice dont font preuve les Polonais au stade

national et les méthodes de lutte plébésiennes ou prolétariennes, infiniment plus radicales et systématiques, en un mot directes. Toute la différence provient du niveau social de la lutte: dans une révolution de caractère national les compromis entre les classes sont de rigueur et rendent les combats plus sinueux, long, meurtriers, voire inconséquents et contradictoires. Précisément pour systématiser et radicaliser les luttes nationales, Marx-Engels proposèrent — comme la révolution française en avait manifesté la tendance spontanée — de placer les mouvements “des peuples révolutionnaires” sous la direction énergique du parti ou de l’Etat prolétarien. Et peu nous chaut au plan historique et théorique que l’on oppose à cette stratégie les hésitations contingentes de l’aide jacobine aux insurgés polonais. Cette combinaison était seule capable de sortir les insurgés polonais du cercle infernal où l’avaient enfermé les conditions locales et les forces contre-révolutionnaires qui les assaillaient. C’est pourquoi à la veille de la révolution européenne de 1848, Marx-Engels proposèrent à Bruxelles, dans un discours retentissant, d’incorporer la Pologne dans le processus de la révolution permanente internationale sous la direction du parti chartiste. Il y définit cette stratégie, reprise en 1920 au congrès de l’Internationale Communiste de Bakou sur les peuples coloniaux. Le parti du prolétariat des pays les plus développés doit prendre en charge les luttes anti-impérialistes des “peuples révolutionnaires”: “La victoire des prolétaires anglais sur la bourgeoisie anglaise sera donc décisive pour la victoire de tous les opprimés sur leurs oppresseurs. C’est pourquoi la Pologne n’est pas à émanciper en Pologne, mais en Angleterre. C’est pourquoi vous, les chartistes, vous n’aurez pas à formuler de voeux pieux pour la libération des nations: Renversez vos propres ennemis à l’INTERIEUR, et vous pourrez avoir la fière conscience d’avoir défait toute la vieille société”\*.

Les soulèvements polonais sauvèrent néanmoins la révolution française et lui promirent de passer à la contre-offensive pour atteindre son seuil belge qui signale sur le terrain l’internationalisation du processus de la révolution permanente que Marx-Engels ont décrit de manière classique

---

\* Cf. K. Marx et Fr. Engels, la Gazette allemande de Bruxelles, 9.XII.1847, (trad. fr. in: Ecrits militaires, p. 146 - 148 ).

*d'après l'expérience française.*

## Les textes sur la Belgique et le programme d'aujourd'hui

*Les schémas d'explication marxistes de l'histoire d'hier nous fournissent la clé des événements mondiaux d'aujourd'hui. Ainsi on ne peut manquer d'être frappé par le fait que le processus de la révolution de 1793 - 1794 se répète depuis lors inlassablement dans le monde: il permet de saisir l'importance aussi bien du soulèvement national polonais qui s'est porté en 1830 à la rescousse des ouvriers de Paris et de Bruxelles, que la dynamique du grandiose mouvement anti-impérialiste des valeureux peuples de couleur de cet après-guerre, dont les insurrections nationales — du Vietnam au Congo et à l'Amérique Latine — ont ébranlé maintenant le régime de la contre-révolution, dont la lourde patte s'était abattue sur le prolétariat des métropoles européennes après la première défaite de leur révolution dans les années 1920 - 1926 et s'était faite encore plus pesante après la seconde défaite due à l'impérialiste guerre mondiale de 1939 - 1945. La publication par le Fil du Temps des textes de Marx-Engels sur la Belgique, relie les mots d'ordre révolutionnaires de nos vieux classiques aux luttes actuelles, qui sans eux s'effectueraient plus encore en tâtonnant. Nous y ordonnons directement les textes de Marx-Engels d'HIER aux événements et préoccupations d'AUJOURD'HUI, afin de nous éclairer sur le cours de la révolution de DEMAIN! Cet ordonnancement des textes, des présentations et des notes est certes complexe, mais la méthode en est limpide. Les thèses de Marx se dégagent d'abord des événements historiques ainsi que de la base économique et sociale du passé puis sont appliquées au monde du siècle dernier par le parti Marx, avant de rejaillir aux périodes révolutionnaires de notre siècle et de notre espace. C'est le patrimoine vivant et efficient de toute la classe, agissant demain comme hier sur la même ligne de force vers le même but invariant du communisme. Le marxisme jette des arches de pont par-dessus les abîmes contre-révolutionnaires qui brisent la continuité historique de notre mouvement.*

*En Belgique, nous ne pouvons guère nous référer à la littérature socialiste publiée depuis un siècle pour maintenir notre vision de classe autonome et originelle face aux procédés*

officiels. Pour cette grandiose conception du monde, c'est à Marx-Engels eux-mêmes que nous devons nous relier fondamentalement, l'intermède communiste des années 1920 - 1926 ayant été trop bref dans la petite Belgique pour être autre chose qu'une passerelle très fragile encore qu'infiniment précieuse aujourd'hui pour nous.

En somme, dans ces textes de Marx-Engels sur la Belgique, le lecteur devra suivre un long cheminement à travers les siècles et les continents pour aboutir à la vision marxiste de l'actualité d'aujourd'hui et aux tâches qui en découlent pour demain. C'est seul ce qui peut justifier un intérêt quelconque pour nos vieux classiques tirés des oubliettes ou peu connus, puisque nous ne sommes pas des académiciens, mais des révolutionnaires. Au demeurant nous serons toujours fiers qu'on nous rétorque de déchiffrer dans Marx-Engels les tâches pratiques qui s'imposent à notre époque, non certes, au jour le jour, comme le font les immédiatistes, mais à l'échelle internationale de l'histoire. En s'en prenant à nous, les communistes officiels non seulement avouent qu'ils veulent mettre Marx-Engels dans les oubliettes des bibliothèques spécialisées des chercheurs, mais sont encore obligés de reconnaître — pour le dénoncer en vrais contre-révolutionnaires qu'ils sont — le caractère militant, de parti, de nos publications, lorsqu'ils jugent, par exemple, nos méthodes de publication "indéfendables, parce qu'oeuvres non de chercheurs, mais de partisans". \*

Les soi-disant communistes jouent évidemment sur la fascination qu'exerce sur les gens simples la prétendue "objectivité neutre et impartiale" de l'appareil scientifique, dont ils entoureraient leurs éditions de l'oeuvre de Marx-Engels. Or, celles-ci font apparaître une double mystification: d'abord, nul ne peut être sans parti pris vis-à-vis de l'oeuvre de Marx-Engels, qui sont tout pénétrés eux-mêmes d'esprit de parti, et, ensuite ces éditeurs soi-disant objectifs truffent eux-mêmes

---

\* Cf. *L'Humanité* du 14.1.1975: "Éditer Marx, oeuvre de chercheurs ou de partisans?"

Si l'on disposait d'une édition — traduite dans les principales langues — des Oeuvres complètes de Marx-Engels du genre de celle de la MEGA de Riazanov, on pourrait d'autant plus sûrement établir des recueils de textes pour l'usage militant pratique, tels que ceux que nous avons publiés dans la tradition solidement établie depuis plus d'un siècle, sur le syndicalisme, le parti, etc. Cf. sur toute cette polémique, Marx-Engels, *le Parti de classe t. 1er*, p. 5 - 13 (Editions Maspéro) ainsi que notre *Fil du Temps* no. 11, p. 217 - 219.

leurs rares publications nouvelles de notes et de préfaces imprégnées de l'idéologie du parti de la "démocratie avancée", devenu le parti de l'Ordre en temps de paix et de la Patrie en temps de guerre, c'est-à-dire l'exact opposé des conceptions internationalistes et révolutionnaires de Marx-Engels.

C'est en reliant l'oeuvre de Marx-Engels à l'action actuelle de ceux qui revendiquent un marxisme invariant avec ses moyens et buts révolutionnaires de toujours que l'on obtient la meilleure garantie d'une reproduction fidèle et scrupuleuse de leurs idées, qui restent vivantes par-delà les générations dans le parti de classe historique, sinon formel, du prolétariat.

La méthode d'exposition des éditoriaux, intitulés dans notre presse *Fil du Temps*, est donc reprise directement ici pour la publication des textes de Marx-Engels, qui forment la base née *HIER* pour notre programme d'*AUJOURD'HUI* et de *DEMAIN*. Cette méthode est précisément la plus fidèle, à cause de notre esprit de parti et de notre autonomie vis-à-vis des organisations de la Gauche officielle qui est liée par mille fils aux conditions capitalistes et aux gouvernements établis auxquels ils ont et veulent encore participer sans changer révolutionnairement la base économique et sociale du capitalisme.

## La Belgique dans le champ de forces international

---

Aucun texte officiel, socialiste ou "communiste", ne répond à la première question, qui se pose aux révolutionnaires d'un pays donné et qu'Engels a résolue de manière lumineuse pour nous, ses lointains et fidèles disciples: déterminer quelle est la topographie militaire avec les relevés des points et lignes stratégiques du pays, où se déroule, par la force des choses, la lutte contre la bourgeoisie nationale et le capitalisme mondial. Dans le second grand texte de ce recueil\*, Engels décrit le terrain belge avec ses données de classe, qui, au sens marxiste englobe non seulement la configuration géographique, mais encore la base économique et sociale, qui a été développé

---

\* Cf. le manuscrit d'Engels encore inédit que nous publions dans la première partie de ce recueil relatif à la Belgique, **Conditions et perspectives d'une guerre de la Sainte-Alliance contre la France révolutionnaire en l'année 1852.**

dans l'histoire et à partir de laquelle se déroule la lutte politique et militaire des classes.

Cette partie du recueil permet d'élucider quel est le rôle des forces révolutionnaires dans le champ belge du parallélogramme des forces internationales: le ring sur lequel se déroule la lutte, dont la toute première phase, celle où le prolétariat affronte tout d'abord sa propre bourgeoisie, a encore une forme nationale, bien que son contenu ne l'ait pas.

Ce lieu de passage stratégique qu'est la Belgique entre l'Angleterre, l'Allemagne et la France a une importance tout à fait essentielle. Selon qu'il est barré par l'Etat contre-révolutionnaire belge ou balayé pour l'ouragan de la crise révolutionnaire, il change du tout au tout la face de la lutte des classes en Belgique et en Europe. Engels nous livre le secret militaire de la Belgique qui est aussi celui de la révolution prolétarienne ayant vaincu dans l'une des grandes capitales de l'Europe occidentale développée, Paris ou Berlin pour ce centre, la révolution est ou bien enfermée dans le champ national, ou bien s'étend à l'extérieur, en devenant internationale sur le terrain, selon qu'elle reçoit ou non l'appui d'une insurrection concomitante en Belgique. Celle-ci réalise aussitôt la jonction entre les pays décisifs de l'Europe occidentale où est concentré le prolétariat le plus dense et le plus révolutionnaire de par ses traditions historiques — et déplace alors en notre faveur l'équilibre du monde entre capitalisme et socialisme.

Il se trouve en outre que la Belgique, de par son sous-sol et son histoire révolutionnaire, a préparé toutes les conditions pour le développement industriel et donc la prolétarianisation la plus forte en Europe. Dès la révolution française, qui mit en scène non pas deux puissances, les féodales et la bourgeoisie, mais trois, dont le prolétariat, la Belgique a constitué le seuil de la révolution bourgeoise, lorsque le prolétariat a pris le pouvoir en 1793 - 1794. La Belgique en se soulevant contre ses oppresseurs, a assuré alors l'internationalisation de la révolution sous direction plébéienne. La Belgique a donc joué — par rapport à Paris et les grandes villes et campagnes françaises — le même rôle d'appui dans le dos de la coalition anti-jacobine que la Pologne insurgée en une révolution nationale, qui ne pouvait être que le début dans le procès de la révolution permanente. De fait, la Belgique a

figuré longtemps parmi les "nations" révolutionnaires, comme hier l'Irlande, la Pologne, et aujourd'hui l'Indochine, par exemple.

Dans le premier groupe de textes que nous reproduisons ci-après, les multiples soulèvements polonais trouvent leurs parallèles dans les insurrections belges. "La patrie de Kosciuszko tombe comme naguère la patrie de Van der Noot", lit-on, par exemple, dans les extraits de Marx sur la Pologne. Tous deux font écho à la révolution française, où les plébéiens parisiens jouaient le rôle décisif de 1789 à 1830. Mais la différence en est que les Belges luttèrent dès 1793 en contact étroit et au même niveau que les plébéiens, tandis que les Polonais étaient historiquement condamnés à se battre au plan national.

Le sort tragique de la Pologne — analogue à celui de l'Indochine, toujours déchirée après plusieurs décennies de luttes ininterrompues — vient de ce que la victoire de la contre-révolution y fit reflourir les infâmes conditions de servage précapitalistes, alors qu'en Belgique — comme en France — elle ne put s'opposer à l'instauration de la société salariée capitaliste. La lutte ne pouvait donc que se rallumer d'une génération à l'autre en Pologne, toujours au niveau national, étant la lourde oppression absolutiste qui s'abattait sur elle, tandis que la petite Belgique isolée s'engageait avec l'accumulation élargie du capital, dans les luttes de classe entre prolétaires et bourgeois et autres propriétaires fonciers.

L'expérience historique a montré que l'isolement de la Belgique par une muraille chinoise (dont la France bonapartiste s'entoura d'ailleurs ensuite elle-même, pour freiner les effets de la prolétarisation) parvint à atténuer, puis à empêcher les soulèvements concomitants qui s'étaient produits à Lyon, Paris et Bruxelles en 1830 : des graves troubles éclatèrent encore en Belgique au début de 1848, mais Engels attendit en vain une reprise qu'il avait cru possible lorsqu'il écrivit en 1851 que — pour appuyer Paris, ou le prolétariat aurait pris le pouvoir et aurait à faire face aussitôt à l'armée coalisée de toutes les puissances officielles de l'Europe — "il fallait envoyer l'armée révolutionnaire à l'arrière des lignes des envahisseurs pour y susciter des soulèvements comme en 1793" (cf. Le texte d'Engels cité dans la note précédente et publié dans la première partie de notre recueil).

Engels avait en vue des soulèvements non seulement en

*Belgique, mais encore dans des provinces de l'Allemagne, alors non encore unifiée sous la direction prussienne, notamment en Bade et au Palatinat, où s'était déjà déroulée la campagne militaire à laquelle Engels avait participé et qu'il avait décrite dans son étude sur la Campagne pour la constitution du Reich (mars-avril 1850). A ces provinces allemandes, Engels avait lancé un vibrant appel au défaitisme révolutionnaire et à la solidarité de lutte internationale, qui foulent aux pieds tout sentiment national: "Mais si le Palatinat éprouve des sympathies pour le peuple français et surtout alsacien, s'il ne rejette pas cette sympathie pour une folle auto-satisfaction, s'il envoie des émissaires à Paris afin d'être informé sur l'état d'esprit qui règne en France ainsi que sur la nouvelle tournure que prendra la politique de la République française — alors il y a haute-trahison à l'égard de son pays; autrement dit, c'est vendre l'Allemagne à la France, à "l'ennemi héréditaire", à "l'ennemi de l'Empire". C'est ainsi que raisonnent les journaux contre-révolutionnaires. Certes, messieurs "de la Grâce Divine", tout cela le Palatinat et le Bade l'ont fait, et ils n'en rougiront pas! ”\**

*De la situation même de la Belgique se déduit — en temps de crise violente comme en temps de paix capitaliste — la politique fondamentale que doit y suivre l'avant-garde révolutionnaire: nouer des liaisons internationales pour agir de concert avec le prolétariat des grands pays développés, voire oeuvrer à la fusion organisationnelle. De fait, c'est aussi ce contre quoi les autorités locales réagissent le plus vivement, par exemple, avec l'expulsion d'étrangers (cf. l'affaire Marx, le 3 mars 1848 dans la seconde partie de ce recueil).*

### La Belgique dans l'anneau industriel de l'Europe

*Si la Belgique joue un rôle contre-révolutionnaire AU-JOURD'HUI, en ces temps de recul général du mouvement ouvrier des pays développés, il nous faut jeter un coup d'oeil sur son passé révolutionnaire d'HIER pour voir s'esquisser, dans un très proche DEMAIN l'activité et la fonction de son prolétariat dans la lutte de classe internationale.*

---

\* Cf. Fr. Engels, le Mouvement révolutionnaire au Palatinat et en Bade in: *Bote für Stadt und Land*, 3. VI.1849).

*Les textes militaires d'Engels et politiques de Marx sur la place de la Belgique dans le parallélogramme des forces internationales au cours de la lutte anti-capitaliste du prolétariat nous fournissent les éléments essentiels à la compréhension de la dynamique de la révolution qui jaillira de l'actuelle crise historique de l'économie capitaliste, et sur ce plan ce Fil du Temps poursuit en droite ligne les deux précédents que nous avons consacrés à la question militaire et à la crise économique actuelle dans notre perspective révolutionnaire. Dans les Ecrits militaires (p. 321 - 429), Marx-Engels expliquent, au chapitre sur la Topographie et la conformation des Etats modernes, à la veille de leur systématisation dans les années 1850 - 1870, que toute grande révolution déplace les axes géographiques de la vie sociale. Dès le début de l'ère bourgeoise sur le continent, l'Europe, prise dans l'étau du despote anglais du marché mondial et du gendarme féodal russe sur le continent, s'efforça de déplacer les voies de communication en même temps que le centre des affaires mondiales vers la partie occidentale de l'Europe. Déjà les plébéiens de 1793 s'étaient appuyés sur le demi-cercle industriel de la Belgique, du Nord et de l'Est de la France, de l'Ouest allemand et de l'Italie du Nord\* pour en tirer non seulement son équipement et son armement, mais encore ses effectifs humains d'attaque contre la double pression hégémonique russe et anglaise.*

*Nous avons déjà explicité dans les précédents Fil du Temps, la perspective de la révolution de demain à partir de nos textes de parti qui avaient prévu il y a 20 ans que la crise décisive éclaterait vers 1975 et que le pivot de la révolution internationale de demain serait cette Allemagne, où s'effectue la jonction entre capitalismes russe et américain*

---

\* En ce qui concerne la position stratégique de l'Italie dans l'anneau industriel de l'Europe centrale, cf. les articles d'Engels au moment des luttes pour l'unité italienne de 1859, le Pô et le Rhin ainsi que la Savoie, Nice et le Rhin (trad. fr. in: Ecrits militaires, p. 332-383 et 384 - 429). Engels établit le parallèle suivant (p. 336) entre la Belgique et l'Italie: "Plus encore que la Belgique, l'Italie du Nord est, depuis de longs siècles, le champ de bataille où Allemands et Français voient leurs querelles. Que les Allemands envahissent la France, ou les Français l'Allemagne, la possession de la Belgique et de la vallée du Pô est nécessaire à l'attaquant. En effet, seule cette possession assure complètement les flancs et les arrières de l'envahisseur. Seule une neutralité absolue pourrait constituer l'exception à cette règle, mais elle n'a JAMAIS existé jusqu'ici".

aujourd'hui hégémoniques qui doivent être ébranlés si l'on veut que la révolution prolétarienne ait une chance de vaincre. De fait, la lutte anti-impérialiste amorcée par les peuples de couleur, de Corée, au Congo jusqu'en Amérique du Sud, tout au long de cet après-guerre, a déjà gagné le continent européen et s'avance progressivement vers le centre allemand, confirmant la vision que nous avons reproduites aux pages 17 - 18 du Fil du Temps no. 11: "Ce ne serait absolument pas une absurde perspective, à condition que la lutte interne de classe ressurgisse en plein centre de l'Europe, entre l'Est et l'Ouest.

"Le seul espoir, ce ne peut être que la mission du grand prolétariat allemand, qui remplirait l'histoire des décennies restantes de ce siècle, car il ne s'agit plus de la seule Europe. Tous les continents sont en mouvement. Bien que la question nationale soit encore une charge à régler pour de nombreux peuples de couleur — avec un résultat révolutionnaire cependant — on trouverait une direction qui serait pleinement internationaliste dans la formule de l'unité allemande, avec l'érection d'un nouveau grand état prolétarien en Allemagne, affrontant les puissances de l'Est et de l'Ouest, toutes capitalistes socialement. Les peuples de couleur pourraient avancer rapidement et sauter des siècles."

Ce serait concevoir de manière statique et non dialectique une telle perspective axée sur l'Allemagne, si l'on pensait que les ouvriers des autres pays d'Europe méridionale ou occidentale devraient attendre le signal allemand — ce qui reviendrait à faire ressurgir la thèse, réfutée par Engels et prônée par Staline en 1926, sur la mission prééminente du prolétariat d'un pays dans la révolution socialiste. En fait, comme les événements actuels le confirment, la crise et, à sa suite, le mouvement révolutionnaire avancent des pays méditerranéens du continent européen vers les métropoles industrielles du centre et du nord de l'Europe, et l'on peut prévoir aussi qu'une fois le pivot allemand atteint, la lutte se déchaînera à l'échelle mondiale pour le socialisme, en jetant dans la fournaise les Etats-Unis d'Amérique et la Russie avec tout le bloc oriental — dès lors le mouvement irradiera de nouveau dans toutes les directions à partir de ce centre. Cependant, rien ne s'oppose à ce que — dans une vision non plus statique mais dynamique — le prolétariat de tel ou tel autre pays européen ne monte à l'assaut du pouvoir bour-

geois avant ou après l'Allemagne pour accélérer, renforcer ou diffuser plus énergiquement la révolution pour le pays suivant, le tournant allemand marquant — comme nous l'avons souligné — le point décisif, celui, entre autres, où Russes et Américains s'engagent directement et non plus indirectement dans la lutte. Si cet assaut se fera auparavant, cela témoignera lumineusement de la vigueur du mouvement. Le tournant allemand est, dans notre prévision schématique, un point de repère fixe, en quelque sorte une photographie. Certes, elle est en harmonie parfaite avec le schéma du Manifeste selon lequel la conquête du pouvoir s'effectue forcément dans le cadre national, mais nous savons parfaitement que le contenu de notre révolution est déjà international dès le départ. L'analyse de la situation de 1793 - 1794 de la Pologne et de la Belgique nous permet de saisir le film de la révolution, avec son mouvement d'amorce préalable ou d'extension ultérieure, de son internationalisation de fait, celle-ci étant dictée par la nature même de l'action du prolétariat, qui n'est pas national, mais international et qui est concentré en Europe centrale dans l'anneau "supranational" entourant largement l'Allemagne, comme nous l'avons mentionné au début de ce chapitre. C'est sur ce point que les textes de Marx-Engels sur la Belgique nous fournissent le maximum d'éclaircissement pour la prévision de parti faite il y a plus de vingt ans. Ils nous permettent de fourbir nos armes pour la lutte qui nous attend. Dans un article faisant le bilan 40 ans après la révolution russe\*, on pouvait lire: "Quarante ans nous séparent de

---

\* Cf. Le Marxisme devant la Russie, in: "Programme Communiste", no 2, p. 9 - 21 et reproduit dans la brochure intitulée l'Economie russe d'Octobre à nos jours.

Le groupe qui continue de prétendre qu'il représente les positions traditionnelles de la Gauche italienne avec sa perspective de la guerre ou de la révolution pour les années 1975, a observé longtemps le silence sur cette prévision tout à fait essentielle du parti communiste historique que nous revendiquons dans tous nos Fil du Temps, cf. par exemple le no. 3 sur la Crise économique et sociale de Mai 1968.

Ainsi les immédiatistes du groupe qui intitule encore son organe "Programme communiste" n'a-t-il soufflé mot de la perspective de 1975 dans ses nos. 61 et 64 de décembre 1973, octobre 1974 et juillet-septembre 1975, sur le cours de l'impérialisme ainsi que dans le Prolétaire no. 176 de juillet 1974 qui concluait (p. 3, col. 5):

"Nous n'en déduisons pas l'affaiblissement des Etats bourgeois, ni la

suite de la note (voir page suivante).

1917, et environ trente de la date à laquelle Trotsky évaluait à une cinquantaine d'années (ce qui portait à 1975 environ)\*\* le temps qu'il serait possible de rester au pouvoir en Russie.\*\*\* Mais la révolution prolétarienne n'est pas venue en Occident... Une récente étude d'économistes bourgeois américains sur la dynamique mondiale des échanges calcule que la course actuelle à la conquête des marchés (qui, après un second conflit mondial s'est dissimulée derrière le louche puritanisme de la secourable Amérique) atteindra un point critique en 1977. Vingt ans nous séparent encore de la nouvelle flambée de la révolution permanente conçue dans le cadre international, ce qui coïncide tant avec les conclusions du lointain débat de 1926 qu'avec le résultat de nos recherches de ces dernières années ... Peut-on hasarder un schéma de la future révolution internationale? Son aire centrale sera constituée par les pays qui ont répondu aux ruines de la guerre par une puissante reprise de la production — en premier lieu l'Allemagne, y compris celle de l'Est,

---

suite note de la page précédente

génération spontanée et mécanique (sic) par la crise d'une lutte sociale généralisée, ENCORE MOINS de la crise révolutionnaire capable de régler son compte à la société bourgeoise, alors surtout que les conditions subjectives font si cruellement défaut. Nous en déduisons au contraire plus que jamais, loin de tout optimisme béat (sic), la nécessité du travail de préparation révolutionnaire”.

En fait, c'est une polémique CONTRE la perspective de 1975: s'il s'agit “encore moins de la crise révolutionnaire capable de régler son compte à la société bourgeoise”, la solution bourgeoise de la guerre a déjà prévalu, puisque la perspective constamment répétée par notre courant était et est: soit guerre, soit révolution dans les années 1975. L'Aveu du reniement des positions sur la perspective de 1975 de la Gauche italienne devient explicite et brutal dans le Prolétaire no. 207 du 15 - 28. XI. 1975 où sa position devient nettement contre-révolutionnaire pour une Gauche qui, en cas d'hésitation, préconise pour le moins de ne pas s'opposer au mouvement réel. En effet, on y lit à propos du Portugal d'aujourd'hui: “Nous n'en sommes pas aujourd'hui à l'heure de la révolution, mais à l'heure où quelques pas pratiques peuvent être fait pour relier la théorie et l'organisation du Parti à la lutte réelle”.

Quand on pense combien de décennies il a fallu aux programmistes pour regrouper quelques rares militants, on peut être fixé sur le temps qu'il faudra au Portugal pour en arriver à la révolution.

\*\* Les parenthèses sont dans le texte original.

\*\*\* Cf. Le discours de Trotsky à la XVème conférence du P.C.R. (B.), in: La correspondance Internationale, n° 123, 6e année, 19 novembre 1926.

la Pologne et la Tchécoslovaquie. \* Une INSURRECTION PROLETARIENNE succèdera à l'expropriation féroce de tous les possesseurs de capital popularisé, et son épiceutre devrait se trouver entre Berlin et le Rhin, le Nord de l'Italie et le Nord-Est de la France étant rapidement entraînés dans le mouvement”.

Dans cet article dédié spécialement aux problèmes du bloc russe, l'accent était mis sur une sorte de second axe industriel qui avait après 1945 été développé et renforcé, “derrière le rideau de fer” à l'extrémité occidentale du bloc “socialiste” pour faire en quelque sorte pendant à celui de l'Europe occidentale. Au lieu de s'intégrer à celui-ci en un anneau complet, il prit la forme d'un axe dorsal en demi-cercle écrasé, partant de la Tchécoslovaquie (séparée artificiellement de la zone industrielle autrichienne) pour se prolonger à travers l'Allemagne de l'Est “super-industrialisée” et se souder, en Pologne industrialisée, au Nord de Dantzig face à Stettin, passer par Poznan et s'achever à la frontière tchèque dans le bassin houiller et sidérurgique de l'ancienne Silésie.

Par un coup de force politico-militaire, Staline s'efforça de couper, en deux groupes opposés, les pays de l'anneau prolétarien au coeur de l'Europe, \*\* en dépit des lois de la production capitaliste qui l'avait fait naître ensemble et du marché mondial qui le soudait avant comme après la “guerre froide” entre les Russes et les Américains, complices dans le partage de l'Europe. Nous avons dénoncé la vanité de la prétention stalinienne de créer un “marché mondial et une zone de production socialistes”, puisque son système est capitaliste comme celui de l'Ouest. Et de fait, du point

---

\* Dans le *Fil du Temps*, n° 1 consacré à la Belgique, nous avons situé les problèmes de ce pays au coeur de l'Europe industrielle: “Notre perspective suppose le déblaiement complet de tous les Etats et fédérations qui barrent aujourd'hui la route au règne du prolétariat communiste, dont l'ossature vive sera constituée par les grands centres industriels et productifs qui vont de la Ruhr et du Rhin, à l'Italie du Nord (Milan - Gènes - Turin) pour suivre la même ligne de la Lorraine, Sarre et Nord de la France et finir en Belgique en rejoignant la Ruhr” (présentation de la page de garde au début de la brochure).

\*\* Il poursuivait ainsi, en liaison avec son compère yankee, l'oeuvre contre-révolutionnaire de la Sainte-Alliance russo-anglaise qui détacha la zone la plus industrialisée — la Belgique — de la France révolutionnaire du début du XIX<sup>e</sup> siècle, cf. *Fil du Temps*, no. 1, la Révolution en Belgique, p. 51 - 73.

de vue économique les liens du demi-anneau d'Europe orientale et occidentale deviennent de plus en plus étroits: sans parler de la Tchécoslovaquie, l'Allemagne de l'Est évolue davantage vers le "germanisme" que vers le "socialisme russe", et la Pologne est le pays "socialiste" le plus lié à l'Occident — et à un rythme de plus en plus rapide. A cette évolution spontanée et inéluctable de l'économie mercantile des deux "Europe" s'opposent les mesures politiques et militaires contre-révolutionnaires des deux compères impérialistes qui prétendent se partager l'Europe et, pour cela, lui imposent des mesures de contrainte violentes et armées qui pèsent essentiellement sur l'Allemagne vaincue dans la dernière croisade démocratique, et vont en sens inverse de l'évolution irrépressible du capitalisme lui-même. Il est donc facile de prévoir qu'elles aboutiront, à ce point-charnière précis à l'explosion inéluctable dans la crise capitaliste.

Comme nous l'avons longuement expliqué dans notre précédent Fil du Temps, ces contradictions sont si profondes qu'elles reflètent l'opposition fondamentale entre le mode de distribution (d'appropriation privé des personnes, des groupes, des entreprises et même des nations) et le mode de production de plus en plus socialisé, concentré et centralisé. Elles se lisent aussi dans l'opposition entre les superstructures politiques, étatiques et idéologiques (qui, après la croisade guerrière anti-allemande, s'expriment dans l'ordre anti-allemand instauré après 1945 par les démocraties et leurs complices opportunistes) et la base économique productive, de caractère mercantile et salarial à l'Est comme à l'Ouest. Après la guerre menée contre le "peuple allemand", on a exploité la même idéologie raciste pour couper l'Europe industrialisée en deux zones d'exploitation impérialiste dans lesquelles les super-Etats russe et américain se superposent aux Etats et administrations de classe traditionnels de l'Europe. C'est ce qui explique que ce n'est pas encore demain que les vainqueurs de la dernière guerre signeront un traité de paix avec les vaincus de 1945. En fait, il s'agit même de bien plus qu'eux et de l'Allemagne officielle dans tout cela. Déjà en 1891, prévoyant la guerre impérialiste mondiale, Engels déclarait à Bébél qu'il fallait que les Français prennent conscience du fait qu'une guerre contre l'Allemagne en alliance avec la Russie serait avant tout une guerre contre le parti

socialiste le plus puissant et le plus combattif d'Europe".\* La conclusion d'Engels était alors — et elle est toujours valable tant que les bourgeois mènent des guerres impérialistes dont l'ennemi numéro un n'est pas l'autre bourgeoisie, mais le prolétariat socialiste en son point le plus fort et le plus menaçant pour l'ordre capitaliste — que le prolétariat doit conquérir le pouvoir, après avoir refusé de se laisser embriquer au service de sa bourgeoisie nationale.

On a mené depuis lors deux grandes guerres impérialistes et l'on y a entraîné les prolétaires au nom de "nations asservies à libérer". Il faut souligner à ce point qu'une telle hypothèse est anti-historique dans l'aire géographique où la révolution bourgeoise est déjà faite, car il n'est de guerre "défensive" à soutenir contre les "opresseurs étrangers" qu'au moment du passage révolutionnaire du féodalisme au capitalisme.

Nous repoussons, comme pernicieuse et absolument fautive, la théorie selon laquelle il pourrait y avoir un second asservissement de nations capitalistes qui justifierait que le prolétariat reprenne les armes pour libérer sa nation de l'oppression impérialiste.\* Certes, l'impérialisme dominant opprime l'Europe aujourd'hui, par exemple, mais cela signifie pas que le prolétariat doive prendre les armes pour rétablir "l'indépendance de sa nation", puisque cette "oppression" est dans l'ordre des choses, qu'elle est même souhaitée par les bourgeoisies opprimées, qui se développent le mieux sous l'ombre

---

\* Engels élabore un long texte à ce sujet qui fut reproduit effectivement en France et en Allemagne afin de dénoncer le caractère anti-socialiste du conflit qui se préparait alors, cf. version française in: *Marx-Engels, le Parti de classe*, t. IV, p. 81 - 91.

\*\* Cette fautive théorie politique s'appuie sur la non moins fautive théorie développée par Staline, qui cherchait à distinguer l'économie russe — prétendument socialiste — de l'économie capitaliste, et déclarait pour cela que l'économie capitaliste au stade ultime de son développement était fatalement vouée à stagner, seules les grandes sociétés et nations dominantes pouvant encore s'agrandir au détriment des plus petites, de sorte que le profit ne ressortait plus de l'accumulation élargie et de la croissance économique du capital, mais de l'oppression des petits par les grands. Les trotskystes ont plus ou moins repris cette fatale théorie que dément tout le développement économique de cet après-guerre, avec leur thèse de la stagnation du capitalisme et de la crise permanente du système capitaliste. Pour la réfutation de la thèse stalinienne avec ses multiples implications, cf. le *Dialogue avec Staline*, in: "Programme Communiste" n°8, 1959.

tutélaire des baïonnettes étrangères, comme l'ont montré l'extraordinaire croissance économique et la "prospérité" de l'Europe occidentale aussi bien qu'orientale.

Nous ne tomberons jamais dans de tels pièges. Toute l'histoire de l'Allemagne, par exemple, hurle que la bourgeoisie allemande a toujours voulu faire des affaires et exploiter le prolétariat à l'abri des baïonnettes étrangères ou de représentants de partis et de classes autres qu'elles. Ainsi Bismarck a-t-il fait la révolution bourgeoise par le haut pour elle et a longtemps gouverné à la fois pour et contre elle, en mystifiant le prolétariat social-démocrate. \* Aujourd'hui elle se sent bien à l'aise; à l'Est et à l'Ouest, derrière les baïonnettes américaines et russes, et jamais elle ne fut plus prospère.

Nous ne verserons donc jamais une larme sur l'oppression de l'Allemagne officielle des classes ou de la petite Belgique. Ce qui est marxiste, c'est que la lourde patte de la contre-révolution s'est abattue en premier sur le prolétariat allemand depuis Noske et Scheidemann en passant par Hitler et les Brandt, Schmidt ou Grotewohl et Honecker, et c'est sur lui, la force vive du prolétariat de l'anneau industriel de l'Europe centrale et occidentale, que pèse de tout son poids la contre-révolution, dont les centres décisifs sont à Washington et Moscou. Il n'y a donc pas lieu d'appeler à une guerre de libération nationale, mais bel et bien à la guerre de classe par-delà les innombrables frontières naturelles et artificielles dressées dans cette zone à l'histoire tourmentée. -

C'est sur ce point précis de la mystification idéologique par la politique de force des Etats impérialistes en opposition avec les lois irrépressibles du système capitaliste lui même que les textes de Marx Engels sur la Belgique nous ont permis d'obtenir une vision plus claire et plus aiguë grâce au fil qu'ils nous fournissent, d'une part, sur l'origine de l'anti-germanisme des démocraties bourgeoises française et anglo-saxonne, qui dominaient alors le monde, et d'autre part, sur les moyens traditionnels du capitalisme de diviser politiquement et diplomatiquement les unités économiques qui ont une tendance irrépressible vers la concentration et la centralisation — ce qui transforme les crises économiques en crises politiques et sociales violentes que les bourgeois tentent de

---

\* Cf. Marx-Engels, la Social-démocratie allemande, Editions 10/18, 1975 p. 20 - 27.

résoudre en ayant recours à une nouvelle guerre à laquelle nous opposons la révolution prolétarienne de classe. Tout le sujet de la Belgique est précisément celui de la mutation contre-révolutionnaire qu'a subi ce pays à un moment donné de son histoire, en étant isolé du reste de l'Europe occidentale, afin d'être neutralisé socialement dans la lutte de classes et coupé au niveau politique et militaire, par de factices institutions étatiques et administratives, de la base économique de l'Europe occidentale qui l'a vu naître et se développer.

Ces textes de Marx-Engels nous dévoilent la genèse de la politique contre-révolutionnaire du diviser pour régner de la bourgeoisie mercantile — la diplomatie, les guerres commerciales et impérialistes du monarque absolu Louis XIV, mû par les bourgeois, marchands et financiers, n'a-t-elle pas servi de modèle au tsarisme lui-même, au dire de Marx? Celui-ci montre, en outre, qu'au centre de la politique contre-révolutionnaire des grandes démocraties occidentales, on trouve la mystification de l'anti-germanisme que ne cesse de dénoncer Engels, en ramenant ce concept à son caractère de classe: la haine anti-jacobine des classes régnautes de tous les pays, la peur du spectre révolutionnaire de toutes les classes dominantes, toujours prêtes à s'associer contre le prolétariat malgré leurs rivalités commerciales et impérialistes.

### Naissance de l'anti-germanisme.

Dans le premier groupe de textes sur l'histoire des affaires extérieures de l'Europe du XVIIe au XXe siècles, Marx a mis en évidence comment le morcellement de la rive gauche du Rhin, où se trouve précisément la Belgique, a été le terrain complexe de luttes séculaires contradictoires qui ont abouti aux grandes "ratées"\* qui éclatèrent au grand jour

---

\* L'Allemagne est la première victime de ces "ratées", la division est en effet, son talon d'Achille. Les faiblesses de son unité apparaissent depuis l'origine, avec l'invasion germanique qui vivifia toute l'Europe occidentale au détriment de la Germanie aux actuelles divisions pépétrées par les divers impérialismes.

Dans ses Notes manuscrites sur l'histoire de l'Allemagne (cf. Ecrits militaires, p. 94 - 101), Engels explique, par exemple, qu'à la suite de la révolution bourgeoise manquée de 1525, "les routes du commerce

suite note (voir page suivante).

lors de la systématisation de cette partie du monde en nations modernes en 1871. Ce sont elles qui ont fourni à la fois le terrain matériel et les motifs idéologiques et politiques de toutes les guerres mondiales impérialistes, déclenchées systématiquement par l'Europe de génération en génération: la contestation des territoires de la rive gauche du Rhin, avec, entre autres, l'annexion de l'Alsace-Lorraine. Engels met en évidence les sources de l'anti-germanisme de l'ère moderne du capitalisme dans le troisième groupe de textes analysant la neutralité belge au cours de la guerre franco-prussienne de 1870.

Déjà Marx avait fait l'historique de l'anti-germanisme dans ses manuscrits sur la Pologne, la Prusse et la Rive du Rhin convoitée par la France avec l'appui russe, car ce texte fut rédigé en 1863, au moment même où allait se décider le sort de l'unité allemande. Il se trouve, en effet, que le plan de la révolution allemande de Marx-Engels s'opposait directement à celui de la Prusse qui prévalut, hélas, à la fin et qui, par son manque de radicalisme, laissa subsister tous les points de litige du passé, voire les aggrava encore, renforçant du même coup le côté impérialiste du développement capitaliste, avec cette mini-unité allemande, sur laquelle vinrent se greffer ensuite les multiples divisions successives de l'Allemagne et même de Berlin.

Les études "diplomatiques" avaient convaincu Marx de la nécessité d'une révolution allemande par le bas. Celle-ci

---

suite note de la page précédente.

mondial se déplacèrent et l'Allemagne fut repoussée dans un coin isolé, ce qui brisa la force des bourgeois. La Hollande fut la seule partie de la Hanse à conserver son importance commerciale, mais elle se détacha de l'Allemagne, en la privant de son embouchure du Rhin, si bien qu'elle finit par dominer tout le commerce allemand. Les bourgeois allemands, pourtant bien plus nombreux, furent impuissants à s'opposer à l'hégémonie hollandaise, car la bourgeoisie de la petite Hollande, avec ses intérêts développés de CLASSE, était plus puissante que la bourgeoisie allemande qui n'était qu'un ETAT au sein de la société féodale". Et Engels d'ajouter: "A la frontière septentrionale, on confia aux Danois le soin de protéger l'Allemagne... contre les Danois (ainsi naîtra la question du Schlesvig-Holstein), tandis qu'à la frontière méridionale, le garde-frontière suisse, dépourvu de fonction, se détacha de l'Allemagne et se constitua en nation autonome". Enfin, Engels remarque comment, de la révolution ratée de 1525, allait surgir la coupure religieuse de l'Allemagne, en un Nord protestant et un Sud-Ouest catholique, qui devait favoriser la naissance, puis la rivalité de la Prusse et de l'Autriche, qui allaient déchirer l'Allemagne.

devait passer — comme la révolution française l'avait déjà montré — par l'alliance de la nation révolutionnaire polonaise (qui aurait ainsi dépassé son fatal stade national) avec les révolutionnaires allemands disposant alors des moyens pour contrecarrer les empiètements impérialistes russes en Allemagne qui avaient abouti à la funeste rivalité des États croupions d'Autriche et de Prusse, qui bradaient l'Allemagne pour leur propres agrandissements et intérêts dynastiques. A leur manière, la Prusse et l'Autriche étaient des excroissances manquées, pathologiques, de l'échec de la révolution allemande de 1525 qui, selon Engels, fut plus européenne encore que la française et — cela va sans dire — que l'anglaise du début du XVII<sup>e</sup> siècle, qui fut la plus réussie du point de vue bourgeois grâce à son caractère insulaire et étroitement national.

Les petits États sont le plus sous la dépendance des grandes puissances établies, au service desquelles elles se placent lorsqu'elles ont des ambitions "nationales" propres. La Belgique tant qu'elle ne fut qu'une province de passage en Europe occidentale joua le rôle de la Pologne dans les révolutions progressives — et c'est en ce sens que l'on peut dire d'elle par rapport à la Pologne insurrectionnelle ce que Marx disait dans la préface du *Capital* des pays qui allaient suivre l'évolution capitaliste de l'Angleterre: de te fabula narratur, c'est de toi qu'il est aussi question! La Belgique fut d'abord révolutionnaire — comme la Pologne — puis contre-révolutionnaire — comme les États allemands asservis à la Russie et l'Angleterre — et nous prévoyons qu'avec la crise générale du capitalisme elle retournera à ses sources révolutionnaires.

Les textes de Marx et surtout d'Engels sur les événements de 1870 permettent de démystifier un double mensonge, c'est-à-dire à la deuxième puissance, que l'on ne peut rétablir par une simple négation, puisqu'il s'agit d'une position adverse partant déjà de prémisses opposés aux thèses révolutionnaires.

Ainsi, la Belgique, devenue indépendante — à l'image de l'ancienne Prusse et Autriche contre-révolutionnaires — a toujours fait plus hypocritement preuve d'anti-germanisme alors qu'elle devait à la Prusse, au service anglo-russe, de l'avoir directement détachée de la révolution française, puis plus indirectement — mais néanmoins efficacement — comme

Marx le montre lumineusement pour 1830 — de l'avoir séparée définitivement pour en faire un Etat-Nation indépendant. On aurait pu penser que les classes dirigeantes de Belgique se rapprocheraient de l'Allemagne. Or, c'est du côté des puissances désormais les plus conservatrices, qu'elles se mirent toujours — ces grandes démocraties occidentales qui sont les ennemis les plus acharnés de la révolution socialiste, et sont toujours anti-allemandes pour mystifier les masses dans leurs croisades militaires qui, en langage marxiste, sont des guerres impérialistes: "Voilà plus de 50 ans maintenant que l'on accuse les Allemands de tous les malheurs qui tombent sur l'humanité dans ce cycle atroce tout au long duquel la "civilisation bourgeoise" ne cesse de reculer par rapport à ce qui a pu être son apogée de grandeur."\* Ce serait déjà un grand résultat si demain l'impérialisme venait à manquer de ses justifications "allemandes".

Considérons cet intéressant processus qui, de mensonge en mensonge trace de nouvelles frontières et crée de petits Etats si nombreux à l'ère de l'impérialisme croupissant: quand il y a un antagonisme, un intérêt séparé, on tire une frontière "nationale" pour lui permettre de subsister dans l'ordre mondial... jusqu'à ce que de nouveaux antagonismes aient surgi en son sein, que l'on règle toujours en traçant de nouvelles frontières.

Comme on sait, la Belgique, qui fut placée dans les conditions modernes par la révolution française, fut créé en se séparant progressivement de la France, ce qui n'empêcha qu'elle fût gouvernée par la bourgeoisie francophone de Wallonie: Il ne pouvait d'ailleurs en être autrement, ce territoire ayant effectué le plus radicalement sa révolution bourgeoise.

La bourgeoisie wallonne sut en profiter pour industrialiser son fief, en laissant plus ou moins les Flandres en friche et en se contentant d'exploiter simplement la main-d'oeuvre flamande — d'où sa francophilie et son anti-germanisme. La question linguistique s'avère toujours sous le capitalisme comme une pure mystification.

Le seul moment où l'influence allemande s'exerça sur une

---

\* Cf. Malheur aux vaincus!, Allemagne, in: Fil du Temps, no. 12 p. 126 - 131.

classe belge, ce fut lorsque la social-démocratie allemande fit admettre son programme dans toute la seconde Internationale: cela servit aux Vandervelde et Cie. de couverture à... l'Union Sacrée belge. La victoire alliée, aux côtés des puissances les plus réactionnaires, permit ensuite à la petite Belgique d'éviter de partager le "destin catastrophique" de l'Allemagne révolutionnaire des années 1918 - 23. Mais toutes les constructions factices de la contre-révolution ne résistent pas, à la longue, au développement de l'économie. Ce fut la banqueroute de la production du charbon et du fer en Wallonie,\* qui compromit toute l'économie — et du même coup les superstructures de contrainte de classe de l'Etat-nation belge. L'axe wallon dominant en fut brisé, et les Flandres exigèrent une "part du gâteau national" avec des crédits pour leur industrialisation bien tardive. Ce fait économique fondamental fut masqué par le conflit sur la nation belge et le fédéralisme que recouvre la querelle linguistique, comme le principe démocratique recouvre le principe anti-germanique, que dénonçait déjà Engels dans ses textes sur 1870.

La quatrième et dernière partie de la première section de notre recueil rassemblera donc tout logiquement les données établies par Engels sur l'installation des nationalités en Belgique au moment de la migration des peuples et les zones linguistiques, qui sont à la racine de si grandes mystifications dans le passé et plus encore à l'heure actuelle.

Jamais les contradictions internes belges n'ont dû subir autant de falsifications pour permettre la survie du système, mais on le voit, les constructions des classes dirigeantes deviennent de plus en plus fragiles à mesure du développement catastrophique de l'économie.

### Les manuscrits de Marx sur la Pologne.

Après cette synthèse de la première section de notre recueil, revenons au premier texte de Marx sur la Pologne pour faire la transition. Marx y attaque en premier la Prusse, mais sa thèse est que ce pays minable n'est qu'un instrument entre

---

\* Cf. les statistiques concises, mais éloquentes sur ce sujet dans notre *Fil du Temps*, n<sup>o</sup> 4 sur l'Etat et la Nation dans la théorie marxiste, p. 43 - 44.

les mains de la réaction féodale, incarnée par le gendarme russe, qui s'efforçait à tout prix de rétablir la monarchie absolue dans toute l'Europe, afin de faire rétrograder toute l'évolution progressive de siècles entiers sur le continent. C'est indubitablement de cette période que date l'anti-germanisme des pays d'Europe occidentale, gênés dans leur évolution par les laquais prussien et autrichien — ces fers de lance de l'absolutisme russe. Les dirigeants prussiens et autrichiens, asservis au tsarisme dans leur soif de terres étrangères à dominer, s'efforçaient d'asseoir leur régime absolutiste à l'intérieur pour éviter d'être touchés eux-mêmes par la vague de la révolution bourgeoise de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Cette politique de conquête de l'Autriche et de la Prusse amènera ces deux puissances, avant d'être capitalistes elles-mêmes, à occuper la Pologne et les Pays-Bas de manière impérialiste, en faveur de l'ordre absolutiste établi. Qui plus est, c'est au détriment de la tâche progressive de l'unité nationale, que Prussiens et Autrichiens, en renonçant à l'Allemagne, occupèrent entre autres les Flandres. La monarchie française agit de manière autre en identifiant finalement ses intérêts à ceux de la nation à unifier. Une telle politique, si elle avait été suivie par l'Allemagne aussi, eût créé pour l'Europe occidentale, à l'époque de la systématisation des nations bourgeoises, une série de grandes nations qui eussent accéléré au maximum l'évolution économique et sociale du monde, et lui eût donné un tout autre visage que celui qu'elle obtint avec ces avortons de nations tout autour de la France et de l'Allemagne, qui sont le fruit mesquin et négatif de toutes les "ratées" antérieures de l'histoire officielle.

Engels espérait toujours en 1853 que le grand mouvement progressif de la bourgeoisie aurait encore assez de force pour créer ces grandes nations progressistes, afin d'assurer à l'humanité un développement qui n'aurait pas eu la mesquinité des petites nations: "Lorsque les nations de l'Europe auront reconquis leur capacité d'agir librement et normalement, elles verront ce qu'il faut faire de ces petits Etats "neutres" qui se sont faits les mercenaires de la contre-révolution en marche et se comportent en "neutres, voire en ennemis, de tout mouvement révolutionnaire, en se faisant passer tout de même pour des nations libres et indépendantes. Quoi qu'il en soit, à un moment donné, ces excroissances

*d'un corps malsain disparaîtront sans doute, en ne laissant aucune trace*"\*.

---

\* Cf. *Fr. Engels*, la Situation politique de la République suisse, in: *New York Daily Tribune*, 17.V.1853.

# 1. BELGIQUE ET POLOGNE.

## Impérialisme et nations révolutionnaires

Pour notre sujet il suffit de dire que la France utilisa ses alliés pour mettre en oeuvre le *traité de Westphalie* qui non seulement divisa l'Allemagne — dont une partie fut donnée à la France, et l'autre à la Suède —, mais donna encore expressément à tous les petits princes et barons allemands le droit de vendre leur pays, la France obtenant un *protectorat* sur l'Allemagne.\*

Après le traité de Westphalie, durant la seconde moitié du XVII<sup>e</sup> siècle, Louis XIV — le véritable représentant de la vieille politique des Bourbons à l'époque de leur puissance — acheta le roi d'Angleterre, Charles II, en vue de ruiner la République hollandaise et subsidiairement de piller la Belgique.\*\* Son *système de vandalisme et de perfidie*, tourné alors contre la Hollande, la Belgique, l'Espagne, l'Allemagne et le Piémont — durant près de quatre ans — ne saurait être mieux caractérisé que par ce simple fait: le mémorandum établi en 1837 par la chancellerie russe pour l'information de *l'actuel tsar*, recommande le système de guerre et de

---

\* Cf. K. Marx, la Pologne, la Prusse et la Russie, ainsi que les Rapports entre la France, la Pologne et la Russie, manuscrits des années 1863 - 1864 pour la brochure l'Allemagne et la Pologne. Considérations politiques et militaires à l'occasion du soulèvement polonais de 1863 sur la polémique surgie au Conseil Général de la 1<sup>ère</sup> Internationale entre Marx et Peter Fox. Nous avons ordonné le texte selon l'ordre chronologique et nous avons introduit des sous-titres pour plus de clarté.

\*\* Une première invasion des Pays-Bas en mai 1667 par les Français rompit l'alliance franco-hollandaise et jeta la Hollande dans les bras de l'Angleterre et de la Suède (1668). Mais Louis XIV, en échange de hauts subsides, signa en 1670 avec le Stuart Charles II à Douvres un accord secret, qui isola complètement la Hollande. En juin 1672, l'armée française, conduite par Louis XIV lui-même, occupait la majeure partie des Pays-Bas. Mais à la suite d'irrésistibles mouvements populaires, Guillaume III d'Orange fut nommé gouverneur et les oligarques durent lui céder tous les droits pour lutter contre Louis XIV. Il refusa l'humiliante paix offerte par la France et l'Angleterre, et ouvrit les écluses contre les assaillants. Les anglais devant la suprématie navale des Hollandais durent signer l'accord de Westminster. Après une seconde campagne, les Français durent se retirer et signer, à leur tour, la paix de Nimègue (1678 - 1679).

diplomatie de Louis XIV, de la moitié à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, comme un modèle à suivre par la Russie...

Durant la guerre de sept ans (1756 - 1763), les russes utilisèrent la Pologne, pourtant manifestement neutre, comme leur base d'opération contre la Prusse. Les Polonais le *permirent sous la pression diplomatique de la France*. C'est ce qui mit les russes en état, durant la guerre de sept ans, de dévaster la Prusse proprement dite, la Silésie, la Poméranie, le brandebourg, et même de saccager Berlin. De fait, ils ravagèrent le royaume de Prusse comme des bêtes sauvages, tandis que les Français opéraient dans le même style au Hanovre, en Westphalie, en Saxe, en Thuringe, etc. Or, à ce moment là, la Pologne était astreinte par le *Traité de Wehlau* (1657) à défendre la Prusse contre la Russie. Frédéric II insista pour que ce traité fût exécuté. Qu'il ait eu raison de demander aux Polonais d'observer scrupuleusement une neutralité complète et de ne pas permettre aux Russes d'user de leur pays, etc., c'est ce qui est démontré par le fait que toutes les assemblées siégeant depuis l'ouverture des hostilités étaient absolument incapables de prendre la moindre résolution, et que le *parti patriotique* déclarait que les Polonais ne pouvaient délibérer aussi longtemps que les armées russes occupaient le sol polonais et opéraient contre la Prusse. La dernière année de la guerre (1762), la noblesse de Posnanie (Grande Pologne) avait même formé une ligue contre les Russes.

Si d'autre part, la Belgique, en dépit de sa neutralité, permit à la Prusse de l'utiliser comme base d'opération contre la France durant la guerre de Sept ans, pourquoi, la France n'aurait-elle pas eu le droit de traiter la Belgique comme son ennemi, de s'annexer la Belgique ou de détruire son indépendance?

Il ne peut pas y avoir le moindre doute que la Pologne donna à Frédéric II de justes motifs de ressentiment, qu'elle viola sa neutralité, forma une base d'opération pour les Russes, et qu'elle négligea à cette occasion de se soulever contre eux. Les efforts faits en ce sens demeurèrent partiels. mais l'influence française contribua à empêcher qu'ils ne prennent corps et s'amplifient...\*

En 1780, la Russie refusa de renouveler son traité d'alliance

---

\* note (voir page suivante.)

offensif et défensif avec Frédéric II de Prusse et, pour faire pièce à celui-ci, se mit à flirter avec Joseph II. En effet, la Russie soutint le plan de Joseph II d'échanger la Belgique contre les possessions bavaroises de Charles Théodore.\*\* Qui plus est, Catherine paya Joseph II de fausses promesses

---

*note de la page précédente*

\* Après avoir décelé dans l'histoire l'exemple d'une solidarité de lutte entre la Belgique et la Hongrie, Marx décèle à présent dans un bref épisode de la carrière de Frédéric II de Prusse la velléité de secouer le joug russe qui pesait traditionnellement sur son pays grâce à une alliance allemande avec les Polonais. C'est toujours cette alliance que Marx-Engels considéreront comme l'alternative à la révolution par le haut de Bismarck: le soulèvement simultané des Allemands et des Polonais assurant la défaite de leurs adversaires féodaux de l'intérieur et de l'extérieur: "Nous autres démocrates allemands, nous sommes particulièrement intéressés à la libération de la Pologne. Ce furent les princes allemands qui tirèrent avantage du partage de la Pologne, ce sont des soldats allemands qui oppriment aujourd'hui encore la Galicie et la Posnanie. Nous autres Allemands, et nous autres démocrates allemands plus encore, nous devons avoir à coeur d'effacer cette tache de notre nation. Une nation ne peut pas devenir libre tout en continuant d'opprimer d'autres nations. La libération de l'Allemagne ne peut donc pas être réalisée sans que l'on libère la Pologne de l'oppression allemande. C'est pourquoi la Pologne et l'Allemagne ont un intérêt commun, et les démocrates polonais et allemands peuvent collaborer à l'émancipations des deux nations". Cf. Engels, **Discours sur l'alliance du parti chartiste, de l'Allemagne et de la Pologne**, in: "Gazette allemande de Bruxelles", 9.XII.1847 (trad. fr. in: Marx-Engels, **Ecrits militaires** p. 146 - 149)

Marx-Engels lie, dès 1847, cette solidarité des nations révolutionnaires à deux conditions *sine qua non* pour le dénouement positif de leur lutte: 1. le passage révolutionnaire au sein de la nation en question de la forme précapitaliste au mode de production moderne. Aujourd'hui il n'existe donc plus de "nations révolutionnaires" en Europe, mais demain dans le cordon industriel qui relie la partie industrielle du nord de l'Italie aux bassins houillers et sidérurgiques de l'Est et du Nord de la France en passant par la Suisse à la haute technique moderne, puis la ceinture de la Sarre, de la Belgique et de la Ruhr à Poznan, la Silésie, la Tchécoslovaquie et la zone industrielle de l'Autriche, en passant par l'Allemagne de l'Est par delà le rideau de fer, pour boucler la ceinture industrielle de l'Europe, un soulèvement ouvrier appuiera l'autre, ainsi que le pouvoir politique de la dictature du prolétariat érigé dans l'une ou l'autre des capitales de ces pays liés entre eux économiquement — et alors politiquement aussi, 2. l'alliance avec le parti de classe du prolétariat des pays développés.

\*\* Cet épisode confirme la thèse de Marx, selon laquelle du 18<sup>ème</sup> siècle au 19<sup>ème</sup> siècle la Russie dominait la politique étrangère même en Europe occidentale où elle trouvait un terrain favorable dans la politique d'expansion allemande et française des monarchies absolues en direction des Pays-Bas et de la Belgique par exemple.

pour qu'il adopte ce plan. Frédéric II, dont la Russie était le garant "contre la soif d'aggrandissement de l'Autriche" fut en conséquence obligé peu avant sa mort, de chercher protection auprès de la *Ligue des Princes allemands* (23 juillet 1785) en vue de maintenir la Constitution de l'Empire allemand, à laquelle il avait lui-même porté le dernier coup avec l'aide de la Russie...

Si la Prusse, dans le premier partage de la Pologne, a fait figure de principal agent diplomatique de la Russie, dans le second partage, elle devient *l'agent provocateur* russe et, dans le troisième, elle s'est promue *bourreau de la Pologne* au profit de la Russie.

Le lamentable successeur de Frédéric II - Frédéric Guillaume II, l'homme de l'édit sur la religion, le saint du Parc aux Cerfs — monta sur le trône à l'époque où la Prusse était en "disgrâce" auprès de la Russie. A Pétersbourg, à Kiev, lors de la rencontre de Cherson, où Catherine et Joseph II dressèrent des plans de partage de la Turquie et d'incorporation de la Bavière à l'Autriche, il était de bon ton à la cour russe de ne qualifier Frédéric Guillaume II que de "petit comte de la marche du Brandebourg" ou de "cochon" (*porcus epicureus*). Sa personne et sa puissance étaient traitées avec un égal mépris. Après que la Russie eut longtemps joué la Prusse contre l'Autriche, son plan vis-à-vis de la Turquie voulait qu'à présent elle jouât l'Autriche contre la Prusse. Or, petit comme il était, Frédéric Guillaume II possédait l'avantage vis-à-vis de son grand prédécesseur d'être "le neveu de l'oncle" — du tsar. En outre, il bénéficia de la faveur des circonstances en Europe. Alors que la Russie et l'Autriche l'avaient écarté, un "événement de famille" lui procura l'alliance de l'Angleterre et de la Hollande. Le soulèvement des patriotes hollandais \* contre Guillaume V d'Orange, gouverneur héréditaire, beau-frère de la Prusse et instrument de

---

\* La révolution de 1747 n'ayant pu satisfaire les aspirations civiles ni empêcher le déclin des Pays-Bas, il se forma un parti patriotique qui soutint la guerre d'indépendance des Etats-Unis contre l'Angleterre qui, après avoir déclaré la guerre à la Hollande en 1780, la dépouilla de ses colonies. Les patriotes réussirent à chasser Guillaume V de la Haye en 1785, parce qu'ils l'estimaient trop mou dans sa lutte contre l'Angleterre. L'essor du parti patriotique fut stoppé en 1787, lorsque Frédéric Guillaume II de Prusse, sous prétexte d'une insulte à sa soeur Wilhelmine, envoya une armée aux Pays-Bas pour rétablir le gouverneur à la Haye. Des milliers de patriotes se réfugièrent en France. La dynastie des Orange fut battue en 1793 par les révolutionnaires français.

l'Angleterre, suscita, en effet, une promenade militaire de la Prusse en Hollande, afin de renverser le parti républicain et créer une alliance offensive et défensive entre l'Angleterre, la Hollande et la Prusse. La passivité et la surprise muette avec lesquelles la France subit l'intervention prussienne contre le parti-républicain officiellement allié avec elle, révéla l'impuissance totale de *l'ancien régime*. La Prusse n'avait donc rien à craindre de ce côté-là.

Par ailleurs l'Angleterre, semblant enfin alarmée de la progression russe, menaça d'engager une guerre à l'Est, poussa la Turquie à se montrer belliqueuse et entraîna effectivement la Suède dans une guerre contre la Russie. Menacée de troubles en Belgique\* et d'une agitation en Hongrie, l'Autriche se lia les mains elle-même en participant aux côtés des Russes à la guerre contre les Turcs. Au sein de l'Empire allemand, la Saxe (pour la Pologne) et le Hanovre (à cause de l'Angleterre) étaient hostiles à l'alliance austro-russe. Cependant, le fait décisif fut le *soulèvement de la Pologne* contre la Russie, qui régnait sans conteste en Pologne depuis le premier partage grâce à son ambassadeur, son armée, le Conseil permanent et les aristocrates vendus. Les Polonais décidèrent d'utiliser les circonstances propices pour secouer le joug russe. Les Diètes de 1788 et de 1790 annoncent la *régénération du peuple polonais*, celle-ci allant désormais de pair avec l'effondrement de l'Etat polonais\*\*. La première insurrec-

---

\* Il a fallu retourner loin dans le passé — alors que la Belgique n'était qu'une simple province excentrique avant la formation bourgeoise des nations — pour trouver la situation qui est dictée aux belges de par leur situation géographique et sociale : se soulever pour s'émanciper eux-mêmes en liaison avec les masses d'autres pays contre l'oppression impérialiste.

Avant d'être "neutralisée" par la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire, la Belgique avait donc sa place toute trouvée parmi les petites nations qui, telle que la Pologne, l'Irlande d'hier et du Vietnam d'aujourd'hui, sont révolutionnaires dans des circonstances données. C'est de l'étude de l'histoire vivante du passé que Marx-Engels tirèrent leur tactique révolutionnaire.

\*\* Marx fait allusion ici à ce qui est l'un des mystères de la Pologne, qui n'est pas sans lien avec notre analyse de la fonction de l'Etat contre-révolutionnaire : tandis que ce pays étouffait sous la pression des institutions écrasantes et inadaptées de l'Etat, la société et la vie polonaises débordaient de vitalité et de dynamisme. Cet antagonisme entre base économique et sociale, d'une part, et superstructures politiques, d'autre part, oblige à une position révolutionnaire du peuple polonais.

(suite note voir page suivante.)

tion nationale coïncide nécessairement avec la tentative de subversion intérieure de l'Etat, la révolution politique, le début de la régénération sociale...

### Alliance anti-jacobine et Pologne.

Dans le tome VIII, p. 172 de son *Histoire de France pendant le XVIII<sup>e</sup> siècle*, le royaliste Ch. Lacretelle écrivait: "C'était sur Catherine II que les émigrés français avaient placé le plus d'espérances.\* Nulle part ils ne recevaient une hospitalité plus magnifique, plus ingénieuse dans ses soins. Chaque fois que d'illustres Français lui rappelaient ses promesses, elle leur disait: "Laissez-moi pacifier la Pologne, laissez-moi signer ma paix avec la Turquie: il est bien juste que je m'occupe d'abord de mes voisins"\*\*.

*suite note page précédente.*

*Cet antagonisme est d'autant plus explosif que les superstructures de contrainte sont de type asiatique et centralisé. Marx a vu le même phénomène se produire en Espagne à l'époque des guerres napoléoniennes: "C'est ce qui explique que Napoléon, à l'instar de tous ses contemporains, ne voyait dans l'Espagne qu'un cadavre sans vie et fut très péniblement surpris, lorsque les événements lui firent découvrir que l'Etat espagnol était certes bel et bien mort, mais que la société espagnole était pleine de vie et de santé, et recéléait dans toutes ses parties une force de résistance et une énergie débordantes", cf. Marx-Engels, la Chine Edit, 10/18, p. 21.*

*\* Il est logique que, dans la révolution bourgeoise, les forces féodales renversées en France trouvent l'appui le plus énergique et le plus décidé dans la Russie tsariste qui menaçait alors non seulement de rétablir la monarchie et le féodalisme en France, mais encore en Angleterre, c'est-à-dire dans toute l'Europe, cf. Marx-Engels, la Russie, Edit, 10/18, p. 39.*

*S'il est parfaitement logique que la révolution bourgeoise se heurte en premier lieu aux puissances féodales à l'intérieur comme à l'extérieur, il ne l'est pas du tout qu'elle trouve aussi sur sa voie les pays capitalistes déjà nantis. De fait, c'est essentiellement pour des raisons commerciales, de concurrence que ses dernières puissances attaquent à leur tour la révolution bourgeoise — ce que Robespierre a fort bien compris lorsqu'il s'interrogeait sur les raisons de la guerre dans son discours du 17 novembre 1793 où il dénonçait les visées impérialistes de la bourgeoisie française aussi bien qu'anglaise dans un éventuel conflit.*

*\*\* Si le principal protagoniste de la réaction féodale — la Russie tsariste — n'est donc pas intervenu contre la France durant toute la première phase de la révolution française, laissant les comparses prussien et autrichien, qui occupaient la Belgique, entrer en guerre contre la France révolutionnaire et mater l'insurrection dans les provinces belges, c'est que les Russes étaient occupés à battre l'insurrection polonaise. La Pologne fut ainsi, dès le début des guerres révolutionnaires, l'alliée la plus sûre de Paris insurgée.*

La campagne de 1792 des Polonais soulevés, conduite par le neveu du roi, le Prince Joseph Poniatovski occupa 100.000 Russes à distance, tandis que la France soutenait la guerre contre les Autrichiens et les Prussiens": Cette fatale diversion, s'écrie Lacretelle (p. 264. du tome X, 1. c.), et l'attrait du nouveau partage, devait agir sur la politique du cabinet de Vienne et l'affaiblir dans la lutte sérieuse qu'il soutenait contre la France.

"Après la guerre contre la Turquie, Catherine II ne commença ses hostilités contre la Pologne que lorsqu'elle apprit que l'Assemblée nationale venait de déclarer la guerre à l'Autriche. Cette nouvelle était parvenue le 30 avril à Vienne, et le 18 mai, l'ambassadeur russe, Boulgakov présenta la déclaration de guerre au roi polonais Stanislas Auguste..."

Il convient de citer ici le rapport de Pozzo di Borgo (devenu apostat et diplomate russe) fait au nom des trois Comités, militaire, diplomatique et de la sécurité publique. Ce rapport du 16 juillet 1792, fait immédiatement après le Manifeste de Brunswick, contient le passage suivant sur les visées russes:

*"La Ligue du Nord prescrit à l'Europe entière une servitude générale, et montre de toute part son front menaçant. Selon son système, la Pologne ne doit voir finir les horreurs de la guerre qu'avec le sacrifice de son indépendance: les libertés de l'Allemagne sont détruites par le changement de la politique prussienne; la France doit être livrée aux affres d'une guerre intestine jusqu'à ce que, cédant aux torrents de maux qu'on lui prépare, elle soit livrée à la discrétion de ses protecteurs, à qui toutes les usurpations seront faciles."*

Là-dessus. "le 19 novembre 1792, la Convention décrète publiquement qu'elle accordera fraternité et secours aux peuples qui voudront recouvrer leur liberté." Mais engagée par le Cabinet anglais de St. James à s'expliquer sur ce point, elle réplique qu'elle n'y pensait pas. " En fait, tous ses actes ultérieures démentiront ces phrases pompeuses: "C'est une phrase française qui ne signifie rien du tout" (p. 28 - 29). Le 19 novembre 1792, la Convention promulgue le décret proposant l'aide à toutes les nations désireuses de secouer le joug de leurs tyrans.

Le 21 janvier 1793, Louis XVI est décapité.

Le 25 mars 1793, Pitt signe un accord avec la Russie.

Ce qui fit surtout pression sur l'Angleterre, l'Autriche et la Prusse, c'était le danger des principes révolutionnai-

res.\* Quant à elle, Catherine poursuivait avec zèle ses propres intérêts séparés (en Turquie et en Pologne), sans fournir le moindre Cosaque, ni souscrire le moindre rouble pour la "cause commune".

*Le dernier acte de Catherine (le jour de sa mort) fut la signature d'un nouveau traité de coalition avec l'Angleterre. Le véritable jour de sa mort, elle laissa aux bovidés européens tous les sacrifices de la guerre anti-jacobine, et se réserva à elle-même tous ses avantages.*

*La Pologne fut escamotée de l'avant-scène sous le couvert de la révolution française et de la guerre anti-jacobine.*

Le révérend L.K. Pitt (un neveu ou cousin du ministre anglais), chapelain d'une église anglaise de Saint-Petersbourg, écrivit dans un document secret : *Account Of Russia During The Commencement Of The Reign Of The Emperor Paul:*

"Sans doute ne déplaisait-il pas (à la tsarine) de voir toutes les puissances européennes s'épuiser elles-mêmes dans une bataille, dont la violence croissait en proportion de son importance... La situation des provinces nouvellement acquises en Pologne était de même un point qui avait une influence considérable sur la conduite politique de Catherine. Les effets fatals résultant de la crainte d'une révolte au dernier siège de la conquête semblent avoir été ressenties à un degré considérable par les puissances alliées, qui, dans la toute première période de la révolution, étaient proches de restaurer le gouvernement régulier en France. Cette même terreur de la révolte détourna aussi la dernière impératrice de Russie d'une guerre de grande envergure."

La question se pose donc: comment la France révolutionnaire se comporta-t-elle vis-à-vis de son allié polonais qui lui fut si précieux?

Écoutons l'historien français Lacretelle (t. XII, p. 261 sq.):  
"La République avait considéré avec une grande indifférence les troubles et les malheurs de la Pologne. C'était, au contrai-

---

\* Au-delà de la "guerre de principe" anti-jacobine que l'Angleterre mena contre la révolution française se trouve évidemment aussi le heurt des puissants intérêts économiques anglais qui s'opposaient à ceux de la France depuis les guerres commerciales, menées par les rois Louis contre les Anglais. Cette rivalité économique anglo-française atteignit évidemment son point culminant, lorsque la France fit sa révolution bourgeoise en dotant la société et la production françaises des structures modernes, susceptibles de dépasser son rival anglais. Cette rivalité anglo-française eut finalement même des répercussions sur les frontières françaises.

re, pour elle un grand motif de sécurité de voir l'impératrice de Russie occuper toutes les forces de son puissant Empire à la conquête et au démembrement de ce malheureux pays. Très rapidement la République française se rendit compte que la Pologne la libérait de son ennemi le plus ardent, le roi de Prusse, etc. ”.

## La France révolutionnaire sauvée par les insurrections polonaises.

Le 20 avril 1792, la France déclare la guerre à l'Autriche.\* Le duc de Brunswick lance, le 25 juillet 1792, son premier Manifeste, et le 27 juillet 1792 son second.

Le 2 septembre 1792, les Prussiens, etc. s'emparent de Verdun, puis avancent jusqu'en Champagne.

La situation ne cesse d'empirer en France, jusqu'à ce que les effets du soulèvement polonais se fassent sentir.

Le 17 juillet 1792, c'est la bataille de Doubienka. Quatre mille polonais sous les ordres de Kosciusko maintiennent leur position contre dix huit mille Russes, mais sont contraints à la retraite parce qu'un autre corps d'armée russe menaçait de les prendre à revers à partir de la Galicie. En outre, le roi Stanislas se rallie à la confédération de Targovice, qui se transforme maintenant en Confédération Générale. A la suite de la trahison des Grands, du parjure du roi et de l'invasion des Russes en Pologne, elle reçoit une apparence de légitimité. Le 20 septembre 1792, c'est la canonnade de Valmy. Des négociations s'ouvrent maintenant à Verdun, où le "cochon" (Guillaume de Prusse) rossé par les français en appelle aux ministres russe et autrichien du Luxembourg auprès desquels il s'excuse du retrait quelque peu suspect de ses troupes de France, en se déclarant prêt à réparer de nouveau l'entreprise manquée, si on lui accordait quelques subsides. Les Autrichiens l'autorisent à envahir la Grande-Pologne.

---

\* Marx relève le rapport entre l'occupation de la Belgique et le soulèvement polonais de 1792 qui obligea les Prussiens à se retirer de la Champagne: les Polonais insurgés permettaient aux Belges insurgés de liquider leurs oppresseurs féodaux, en liaison avec la révolution antiféodale de Paris, dirigée par les plébéiens insurgés qui un moment détrônèrent la bourgeoisie du pouvoir et de la direction de la révolution au cours de la phase de la révolution permanente qui vit les Jacobins et Robespierre à la tête de l'Etat.

L'ordre de la retraite des Prussiens avait déjà été donné le 30 septembre 1792 et, en conséquence, les Français s'emparent de la Belgique et des territoires soumis jusque-là aux Autrichiens. Les Français sont accueillis avec enthousiasme sur la rive Gauche du Rhin et en Savoie. Le 21 octobre 1792 ils occupent Mayence.

Dumouriez s'empare de la Belgique d'octobre à novembre 1792. La Hollande elle-même est menacée après la bataille de Jemappes (6 novembre).

Au cours de sa lutte de 1793, la Pologne envoie une députation à Paris. La Convention (le président de celle-ci) leur donne l'"accolade fraternelle" — "et tout est dit". Par une anomalie singulière et un démenti réciproque, le cochon de Frédéric Guillaume combat les Polonais et démembre leur territoire, *parce qu'il les trouve jacobins*, et Catherine II parce qu'ils se sont donnés une constitution trop monarchique. Les deux manifestes du roi de Prusse, publiés le 6 janvier et le 24 février 1793, donnent pour motif principal de son accession au second démembrement l'identité d'intérêts de la Pologne avec la France.

En janvier 1793 les Russes se retirent de la partie nord-ouest de la frontière polonaise vers l'intérieur, afin de céder leur place aux Prussiens.

Le 4 janvier: la Prusse et la Russie signent un traité d'alliance et c'est le second partage de la Pologne. L'Autriche donne son accord secret, et l'Angleterre, pour sa part, reçoit une compensation.

C'est uniquement parce que les Alliés anti-jacobins étaient occupés à abattre l'insurrection en Pologne que *la première croisade guerrière contre la révolution française* (1792) avait pris un tour si désastreux que, dès le début de l'hiver, les Pays-Bas autrichiens (*Belgique*) étaient occupés par les Français. La Prusse exploita encore cette circonstance pour exécuter ses plans d'agrandissements qui ne pouvaient se réaliser qu'aussi longtemps seulement qu'elle s'entendait avec la Russie: la condition posée par elle au *Congrès de Verdun* pour poursuivre la guerre anti-jacobine était qu'elle fût autorisée à participer à un *second démembrement de la Pologne*, l'Autriche devant recevoir en compensation des avantages en Alsace. Ensuite, la Prusse demanda, pour continuer à prendre part à la guerre anti-jacobine, que l'Autriche et l'Angleterre ne s'opposent pas à son alliance avec la

Russie pour ce qui concerne ce second partage de la Pologne. Enfin, la Prusse escroqua des subsides à Pitt. ( Le 19 avril 1794, un traité d'assistance fut signé entre l'Angleterre et la Prusse). Le consentement anglais fut acquis par la Russie, qui signa pour cela une convention avec l'Angleterre le 25 mars 1793:

“Leurs Majestés le Roi d'Angleterre et Impératrice de toutes les Russies ont jugé opportun (lit-on à la fin du Traité) de se concerter tous deux, afin de prévoir les moyens pour opposer une barrière suffisante contre les dangers qui menacent toute l'Europe, à la suite de tels principes, vues et conduites (révolutionnaires de la France)”. Accessoirement la Russie promet quelques avantages supplémentaires au commerce britannique, qui était plutôt menacé par l'incorporation du port de Dantzig à la Prusse.

En février 1793, la guerre reprend avec la première Coalition.

Le 18 mars 1793, Dumouriez est complètement battu par les Autrichiens à Neerwinden. Le 14 septembre 1793, les Prussiens font leur jonction avec l'armée autrichienne d'Alsace. Mais à la fin de 1793, la Prusse doit de nouveau retirer ses troupes pour marcher, sous les ordres du Roi, vers les frontières polonaises (“afin d'assurer” sa possession polonaise). Ainsi, dès octobre 1793, le cabinet prussien manifeste clairement son intention de se retirer de la guerre contre la France. Des divergences éclatent, en outre, à propos de diverses stipulations définitives entre la Prusse et la Russie, cette dernière semblant utiliser contre la Prusse l'influence qu'elle avait sur la Diète polonaise moribonde des traîtres de Targovice.

Les Alliés anti-jacobins commencent leur campagne à la mi-avril 1794. Au printemps de 1794, c'est le soulèvement révolutionnaire de Kosciusko en Pologne. Le 16 septembre, Frédéric-Guillaume II déclare à Vienne qu'il retire ses troupes de la Coalition, *parce qu'il en a besoin en Pologne*.

Une fois de plus, la Prusse envoie ses troupes contre la Pologne, qui est battue. En septembre 1794, alors que la Prusse est contrainte de se retirer de Varsovie, la Posnanie, à son tour, se soulève. Dès lors, le roi de Prusse affirma son intention d'arrêter les hostilités qui l'opposent à la France. L'Autriche également détache, en automne 1794, un corps de troupe en Pologne: ce fait assure le succès des armées

françaises sur le Rhin et au-delà. Dès la fin de 1794, la Prusse entame des négociations avec la France.

Le cochon (Guillaume II de Prusse) "accourt avec une troupe de 40.000 hommes et s'efforce de réparer par une histoire si honteuse (en Pologne) les échecs qu'il vient d'essuyer en Champagne."

Vers la fin de 1794, il ne reste plus que Mayence et Luxembourg aux mains des Alliés sur toute la rive gauche du Rhin, et même les Hollandais sont repoussés de plus en plus loin. Lors des délibérations sur le complet démembrement de la Pologne, Frédéric-Guillaume déclare son intention de se retirer de la guerre contre la France. L'Autriche, qui aurait dû dans ce cas redoubler d'effort pour s'opposer à la progression des Français vers le Rhin, détache au contraire un corps d'armée pour l'envoyer en automne en Pologne.

La Prusse négocie à la fin de 1794 avec la France. A la fin de 1794, elle envoie d'abord le comte Goltz, ensuite Hardenberg à Bâle. Le 5 avril 1795, signature du traité de Bâle, où la Hollande et la rive gauche du Rhin sont cédés à la France. La partie septentrionale de l'Allemagne est neutralisée (déclarée neutre avec une ligne de démarcation). La Prusse devait être indemnisée par la sécularisation de quelques évêchés allemands.

En conséquence: *la Prusse retira trois fois ses troupes à cause de la Pologne.* En septembre, après le congrès de Verdun. Ne fit rien durant la première partie de 1793: *elle permet de libérer la Belgique.*

En septembre 1793, afin de prendre effectivement possession des provinces polonaises, les Autrichiens se retirèrent de l'Alsace.

Au printemps etc. de 1794, la guerre de Kosciusko fut décisive pour la Hollande.

En effet, au début 1793, les Prussiens envahirent la Posnanie, etc. et, pour cela, avaient déjà retiré leurs troupes de France dès septembre 1792. Ensuite, en septembre 1793 le roi-lui-même y entra afin de prendre Targovice après le repli des Russes, etc. , et du printemps à septembre 1794, ils se débandèrent complètement dans la conduite de la guerre contre la France.

Ces diversions facilitèrent à leur tour la conquête de la Belgique, les succès dans les Alpes, les Pyrénées, sur la rive gauche du Rhin et, en 1795 la conquête de la Hollande par Pichegru.

Au même moment, c'était en Pologne la bataille de Macejowice, l'incendie et le massacre de Prag •

“Charette correspondait avec le généralissime russe Souvorov... Dans les archives diplomatiques de France, on conserve une lettre de Souvorov à Charette où le général russe encourage le chef des Vendéens à agir en France comme lui-même agit en Pologne, et qu'aussitôt qu'il aura fait sa besogne dans le Nord de l'Europe, il viendra à son secours”\*.

“En pactisant avec l'ennemi, la République se fait pour un temps un rempart des cadavres de la Pologne...\*\*”

“24 avril 1793, la Convention reçoit et approuve la déclaration des droits rédigée par Robespierre, où l'on trouve : Celui qui opprime une nation se déclare l'ennemi de toutes. Ceux qui font la guerre à un peuple pour arrêter les progrès de la liberté et les droits de l'homme, doivent être poursuivis par tous, non comme des ennemis ordinaires, mais comme des assassins et des brigands rebelles... Quelques jours après, Robespierre, dans l'action, se révolte lui-même contre ladite déclaration, proposant à la Convention le système de non-intervention, qui est aussitôt adopté .”

“La patrie de Kosciusko tombe comme naguère la patrie de Van der Noot. L'attitude semblable du gouvernement ne l'empêche pas, en outre, de tromper ses alliés par des brillantes promesses.”

L'envoyé polonais Bars à Paris affirme : “Il présenta au

---

\* Pour montrer que la France ne fit rien pour la Pologne, qui fut pourtant son arme absolue contre les envahisseurs étrangers, Marx recourt aux documents authentiques des protagonistes, généraux et diplomates, de l'époque, dont il reproduit les citations avec les références dans l'original, le plus souvent français.

\*\* Cette rude critique des faits historiques contre l'inconséquence politique de Robespierre ne doit cependant pas mettre en doute la supériorité de la stratégie qui subordonne le mouvement national polonais au parti plébéien de Paris et qui seule eût permis — si elle avait été suivie — de mener les deux mouvements à la victoire. Les inconséquences contingentes de Robespierre — sévèrement critiquées par Engels dans le texte sur la propagation révolutionnaire que nous publions après les manuscrits polonais — ne doivent pas nous faire oublier qu'il s'agit d'une défaillance, et non d'une conséquence nécessaire d'un mode de lutte, la méthode plébéienne réprouvant au contraire des tares qui témoignent du caractère petit-bourgeois de Robespierre. Quoi qu'il en soit, c'est l'attitude, toute courageuse de Kosciuszko, qui ne peut dépasser les compromis de classe au niveau national, d'où d'ailleurs sa tragédie, tant que son mouvement reste isolé et donc cantonné au niveau national.

gouvernement”, dit Oginski, témoin oculaire, “le plan de la révolution qui devait s’opérer en Pologne, et qui fût reçu avec un enthousiasme et une approbation générale. Il fit connaître le besoin qu’on avait des secours en tout genre pour cette entreprise aussi importante que hardie. Le *Comité du Salut Public* trouva sa demande très juste, promit de faire ce qui serait possible, mais c’est à quoi se borna toute la négociation” Cf. Michel Oginski, *Mémoires de etc. sur la Pologne, de 1788 à la fin 1815*, t. 1<sup>er</sup>, 1826, p. 358.

“Le *Comité du Salut Public* avait promis au général Kosciusko 3 millions de livres tournois et quelques officiers d’artillerie, mais nous n’avons vu ni un seul officier ni un seul sou, nous rapporte un aide-de-camp de Kosciusko”.

(Cf. J. Niemcewicz, *Notes sur ma captivité à St-Petersbourg en 1794, 1795 et 1796*, Paris, 1843, p. 90, V).

“La République, écrit Lacretelle (t. XII, p. 261 sq. ), s’était montrée très indifférente aux troubles et aux malheurs de la Pologne. C’était même un grand motif de sécurité pour elle que de voir l’impératrice de Russie occuper toutes les forces de son puissant Empire à la conquête et au démembrement de ce malheureux Etat. Bientôt la République française put s’apercevoir que la Pologne la délivrait encore de l’ennemi qui s’était montré le plus ardent contre elle” (le cochon prussien). “En effet, c’était pour concourir à l’entreprise de Catherine II, et pour en partager le prix avec elle, que le roi de Prusse s’était déjà retiré en fait de la Coalition”.

Dans ses *Mémoires* (tome II, p. 20), Oginski écrit : Le cochon (Guillaume Frédéric de Prusse) avait été d’autant plus alarmé par les premiers succès des insurgés polonais en Grande-Pologne, que l’armée française avançait en Allemagne, et ses deux Etats se trouvaient par conséquent menacés par deux ennemis à la fois, qui pouvaient s’entendre et faire cause commune contre lui”\*.

---

\* Cette dernière remarque sur la période plébéienne de la révolution française montre la solidarité objective qui régnait entre la France jacobine et la Pologne insurgée, en dépit de toutes les défaillances contingentes qui ne manquent de se produire en l’absence d’un parti préalable à la révolution et non soumis à l’Etat existant même révolutionnaire. Les faits historiques témoignent eux-mêmes de la différence entre la politique jacobine et thermidorienne. Les négociations entre la France et la Prusse au sujet de la sortie de Prusse de la Coalition avaient commencé de manière officieuse en juillet 1794. Dans la première phase,

suite note (voir page suivante).

## Les Thermidoriens et la Pologne.

Dans le traité de Bâle conclu avec la Prusse (5 avril 1795), le Directoire trahit la patrie de Kosciusko. Il n'avait stipulé aucune condition en faveur de la Pologne. "Au contraire, ce traité *en garantissant les possessions respectives des deux puissances contractantes* et ne refermant aucune clause relative aux provinces envahies de la Pologne et de l'occupation de ces provinces d'après le dernier partage, était ipso facto garantie par cette même puissance que *la Pologne en deuil considérait comme son alliée naturelle et son appui le plus sûr*" (ibid.).

En concluant la paix, le traité de Bâle "garantissait les possessions respectives des deux puissances, et ne renfermait aucune clause relative aux provinces envahies de la Pologne". Autrement dit, il en garantissait au roi de Prusse la possession. Pourtant dès que les Polonais (cf. Oginski) eurent entendu qu'il devait y avoir des négociations entre la Prusse et la France, le citoyen Bars — en leur nom — s'adressa aux membres du *Directoire* les plus favorables à la Pologne, pour leur demander une clause obligeant le roi de Prusse à renoncer etc.: "On lui répondit que la condition n'était pas acceptable parce qu'elle retardait et empêcherait les négociations avec la Prusse, que la France avait besoin de restaurer ses forces, que la paix avec la Prusse ne serait pas longue, que les Polonais se tiennent eux-mêmes prêts à *tous les efforts que l'on exigerait d'eux* pour soutenir la cause de la liberté et par la

---

*suite note de la page précédente.*

*la France exigea que la Prusse rendit les territoires polonais, lors que les Thermidoriens reprirent le cours des négociations ils ne posèrent plus cette revendication, de sorte qu'à la paix de Bâle, la France reconnut le démembrement de la Pologne et garantit à la Prusse sa frontière orientale contre des concessions territoriales à la France et la sortie de la Prusse de la Coalition anti-française.*

même de leur patrie etc.”\*

Le même Oginski affirme (t. II, p. 133, 223) : “le traité conclu entre la République française et le roi de Prusse avait fait une très mauvaise impression sur la Turquie, qui prétendait que si la France n’avait pu rien obtenir pour la Pologne dans ses négociations avec la cour de Berlin, il n’était pas possible que les Turcs seuls pussent agir en faveur des Polonais”. Et de poursuivre; “Verninac, ambassadeur à Constantinople, me parla d’un traité d’alliance offensive et défensive entre la France, la Suède, le Danemark et la Porte -Ottomane pour agir de concert contre la Russie... Il ne désespérait point et mettait beaucoup de confiance dans les négociations de celui qui devait le remplacer”... “Ce fut le général Aubert Dubayet mais il n’était pas plus heureux que son prédécesseur.”

En 1794, sitôt que la Pologne fût entièrement partagée, l’Angleterre et l’Autriche formèrent la Triple Alliance avec la Russie. Toutefois, la Russie “est obligée de faire asseoir quelque temps ses troupes sur le sein haletant de la Pologne, pour étouffer les suites de son désespoir etc.”

## Les campagnes de Bonaparte.

Tandis que Bonaparte guerroyait en Italie, Jourdan et Moreau se battent sur le Rhin. Naples est conquis en 1798 par le général Championnet, et il fonde la République parthéno-péenne. Expédition en Egypte. Partout il y a des légions polonaises, cf. entre autres Chodzko, *Histoire des Légions polonaises en Italie de 1795 à 1802*, Paris, 1829, 2<sup>e</sup> édit.

---

\*Les Thermidoriens du Directoire marquent le retour sur scène des bourgeois qui, ayant profité des efforts révolutionnaires des sans-culottes, poursuivent leur propre politique d’intérêts égoïstement nationaux et préparent de nouvelles guerres d’expansion, en alliance avec d’autres Etats, féodaux ou bourgeois, pour assurer l’hégémonie française en Europe dans la lutte contre la Russie et l’Angleterre. Les divers revirements de la Révolution française s’expliquent directement par la nature de la classe qui a la direction de la révolution et de l’Etat à chaque moment précis au cours d’une révolution effectuée par plusieurs classes contre les puissances féodales.

11 volumes\*.

Là dessus, c'est le traité de Campo-Formio, le 17 octobre 1797: "le Directoire y a commis la même trahison envers la Pologne et son propre intérêt, que dans celui de Bâle". Avec la conclusion de cette paix, le général *Dombrowski*, avec l'assentiment de Bonaparte d'après un plan mutuellement dressé, devait se rendre à la tête des légions polonaises à travers la Croatie et la Hongrie en direction de la Galicie, afin "de faire une diversion en faveur de Bonaparte, qui se serait porté sur Vienne. Charles de la Croix, ministre des relations extérieures (cf. Oginski, tome II, p. 272 - 278) proposa en personne d'insurger la Galicie"

Oginski redoute "qu'on ne se soucia que de faire une diversion *utile pour la France*, de se servir de nous comme d'un instrument que l'on abandonne après le coup". Il réclame comme "une assurance positive" que ces sacrifices "nous mériteraient la protection française pour nous faire recouvrir notre pays". Lacroix se met alors en colère: "Que le gouvernement français n'avait pas besoin de nous, et que si nous n'avions pas confiance en lui, nous pouvions ne rien faire, et chercher nos espérances dans les espaces imaginaires." Il donna trois jours de réflexion à Oginski "pour répondre oui ou non sans conditions. Les malheureux polonais (de surcroit, Lacroix se vante vis-à-vis d'Oginski avec la protection que le gouvernement accorderait aux réfugiés, la formation des légions qui ne sont là que pour le service de la France, etc.) s'y résignent, ils sont prêts à tout tenter".

---

\* Nous n'en sommes plus maintenant à la méthode plébéienne de la révolution effectuée par le moyen d'insurrections à l'intérieur et à l'extérieur appuyées par l'armée révolutionnaire des sans-culottes. C'est l'état-major des armées révolutionnaires bourgeoises qui, pour défendre la révolution nationale française, manipule directement les légions et les révoltes extérieures en un plan élaboré consciemment dans l'intérêt national français.

Dès lors que la bourgeoisie est au pouvoir, les Polonais n'ont plus rien à espérer de la France bourgeoise, toute révolutionnaire qu'y soit encore la situation. En se subordonnant à un centre national extérieur au leur, ils font la même erreur et se condamnent au même échec que les Gneisenau et Scharnhorst qui prétendirent lutter révolutionnairement pour l'unité allemande sous la direction de la monarchie absolue prussienne. Tout ce point d'histoire n'est pas sans lien avec le mouvement ouvrier belge. De l'expérience polonaise, Marx-Engels tireront leur position contre l'aventure des légions pour porter la révolution de Paris à Bruxelles etc. et ce bien avant l'affaire Risquons tout dont nous reproduisons les textes dans la seconde partie de ce recueil.

Mais "une suspension d'armes est signée à Leoben le 18 avril 1797 avec l'Autriche, et celle-ci fait évanouir tous ces beaux plans". La nouvelle de ce projet, ébruitée à la cour de Vienne, contribua beaucoup à accélérer la négociation du traité de Campo-Formio." (p. 45 - 47).

En 1799, Souvorov envahit l'Italie et la Suisse pour porter secours aux Autrichiens, et c'est l'invasion anglo-russe de la Hollande. Masséna sauve la patrie à la bataille de Zurich, et "arrête l'invasion de la France. Les Anglo-Russes guerroyent en Hollande. Tous ces désastres achèvent l'impopularité du Directoire, et on peut dire que *les baïonnettes russes précipitèrent sa chute et celle de la République, avant les baïonnettes des grenadiers de Bonaparte.*"\*

La révolution française entreprend désormais des guerres de rapine en Italie, en Hollande, en Belgique, en Suisse et en Allemagne. L'Empire ne fera que surpasser la République du Directoire à cet égard: "La fondation de tant de républiques autour de la République française ne dit rien: on les a établies, on les a renversées avec le même caprice, sans consulter le voeu de ces nations."

Les Républicains français du Directoire font autant de brigandages que les brigands royalistes, de sorte que la Coalition anti-jacobine, "prétendit ostensiblement reprendre sous sa protection les Etats que les Français ont maltraités ou négligés, et regagnaient ainsi leur ascendant moral. *L'Autriche et la Prusse d'abord se proclamaient protectrices des Etats envahis par les Français.* En 1801, les articles du "Moniteur", écrits, dit-on, par Bonaparte lui-même (Histoire du Consulat et de l'Empire" par Thiers, tome III, 153) justifiaient l'ambition de la France, en arguant que ces conquêtes étaient à peine un équivalent des acquisitions que la Prusse, l'Autriche et la Russie avaient faites lors du partage de la Pologne etc.

---

\* Pour autant que la Bourgeoisie du Directoire reprenait directement la politique impérialiste des Girondins, elle ruinait, en une lutte inégale contre toute l'Europe coalisée, les chances françaises et compromettait même l'acquit de la révolution bourgeoise. Cette incapacité militaire à défendre les conquêtes assurées jusqu'ici à la révolution par les plébéiens ~~de~~chus du pouvoir à présent, contribua au renversement du Directoire et à l'instauration du Bonapartisme, qui transforma la révolution permanente en guerre permanente pour la France révolutionnaire bourgeoise en mobilisant la classe enthousiaste et belliqueuse de la paysannerie parcellaire. C'est toujours la guerre extérieure qui marque le pouls de la révolution française.

Déjà non seulement la Grande Bretagne, mais Paul et puis Alexandre, intercédèrent en faveur du Bade, du Wurtemberg, de la Bavière, du Piémont, de Naples et de la Porte-Ottomane (pour que la France lui restituât l'Égypte). L'Angleterre avait l'air de contrecarrer la rapacité des Français dans toutes les affaires de leurs conquêtes et surtout dans les Pays-Bas, en Suisse, en Espagne et au Portugal, sous prétexte de vouloir sauvegarder le principe des nationalités chez ses alliés\*. C'est Alexandre qui parlait le premier de restaurer toute la Pologne en 1804 et 1806. C'est l'Autriche qui proposait en 1809 la cession des deux Galicies, afin de les incorporer au duché de Varsovie. C'est Alexandre qui parlait, en 1812 de restaurer toute la Pologne antique. Ce fut lui qui adressa les proclamations, en 1813, à tous les peuples de l'Europe, pour secouer disait-il, le joug français. La France était devenue pour plusieurs nations ce que la Russie est envers la Pologne: les Polonais seuls n'y croyaient pas.

## Napoléon 1<sup>er</sup> et la Pologne révolutionnaire

Les Polonais se battirent à Marengo et à Hohenlinden. Dans son ordre du jour, Moreau rend justice "à l'inébranlable constance du général Kniaziewicz et de ses soldats polonais. Le général Dombrowski communiqua à Bonaparte son plan de faire une irruption en Galicie, à la tête de 30.000 Polonais." Mais Moreau conclut le traité de Lunéville avec l'Autriche, le 9 février 1801. De nouveau, la Pologne est sacrifiée. Dans le traité de paix de Paris (1801) avec la Russie (signé en octobre), Paul 1<sup>er</sup> et Bonaparte "s'étaient promis: "de ne pas souffrir qu'aucun de leurs sujets se permît d'entretenir une correspondance quelconque, soit directe, soit indirecte, avec les ennemis intérieurs du gouvernement actuel des deux Etats, d'y propager des principes contraires à leurs constitutions respectives, ou d'y fomenter des troubles. Cet article visait les Polonais, d'une part, les Bourbons, de l'autre. "Les légions polonaises, pendant la paix, semblaient vraiment être

---

\* Dans l'article fondamental sur le "principe marxiste des grandes nations et le principe impérialiste des nationalités" que nous reproduisons plus loin, Engels explique longuement que l'impérialisme, pour se donner des airs libéraux et en même pour diviser afin de régner, se base toujours sur le principe de l'auto-détermination des nationalités dans sa démagogie internationale.

à charge de l'Etat qui n'avait plus de la République que le nom, et Bonaparte en a donné une partie en cadeau à la reine d'Étrurie (Marie-Louise-Joséphine), comme s'il s'agissait de Mamelouks. Puis, après le traité d'Amiens, le 27 mars 1802, le premier consul faisait embarquer par force une partie des légions polonaises à St. Domingue, et il fit présent de l'autre au nouveau roi de Naples."

1804. Napoléon Empereur "changeait l'état de la France, faisait abolir toutes les républiques de nouvelle création". "En changeant la forme du gouvernement, tout fut changé. Dorénavant il ne s'agit plus que de changer le personnel: un pas manqué du héros eût suffi à restituer le trône aux vieux Bourbons."

11 avril 1805. l'Angleterre conclut une alliance avec la Russie; "l'Autriche y accéda peu après." Ce plan de coalition partit de nouveau de Pétersbourg. (3 novembre 1805, traité secret d'Alexandre avec la Prusse, et Alexandre jure "sur le tombeau de Frédéric la grande amitié éternelle au roi de Prusse.")

"La paix de Pétersbourg, signée le 26 Décembre 1805, fait une réticence sur les malheurs de la Pologne."

Bonaparte recherche l'alliance de Kosciuszko, "demeurant alors à Paris... que la République française, en 1794, a abandonné. Fouché fut le médiateur entre les deux partis." Mais Kosciuszko "répondit aux avances de Napoléon, qu'il ne se mêlerait des affaires de Pologne, qu'autant qu'on assurait à sa patrie un gouvernement national, une constitution libre et ses anciennes frontières." Il refusa de coopérer autrement. En réponse, Napoléon "chargea Fouché de le faire conduire à Varsovie par les gendarmes, "Je n'en resterai pas moins étranger aux plans de Napoléon," répliqua ce républicain des deux hémisphères. "et je dirai à toute la Pologne que je ne suis pas libre". "Bon", dit Fouché, "nous nous passerons de vous". Ils s'en passèrent, en effet, au détriment de la cause générale. "Après avoir rompu les négociations on ne négligea pas de semer en Pologne des fausses proclamations signées Thadée Kosciuszko, que cet homme illustre désavoua." Thiers (tome VII, p. 278) cite les mots de Napoléon à cette occasion: "Kosciuszko est un sot" disait-il, "qui n'a pas dans sa patrie toute l'importance qu'il croit avoir."

Le 18 Décembre 1806 Napoléon réside à Varsovie, qui

appartenait alors à la Prusse. Il y fut accueilli avec beaucoup d'enthousiasme de la part des Polonais. Dans sa *biographie de Thomas Ostrowski*, le Président du Sénat, Paris, 1836 (en polonais), raconte que Napoléon accueillit les membres de l'administration, lors de la première audience avec ces mots: "Messieurs, il me faut aujourd'hui 200.000 bouteilles de vin et autant de portions de riz, de viande et de légumes. Point d'excuses, sinon je vous abandonne, je vous laisse au bâton russe, je mets le feu et je m'en vais. Il me faut des preuves de votre dévouement; j'ai besoin de votre sang." Il enrôla l'armée polonaise. La campagne dura jusqu'à mi-1807. 25 et 26 juin 1807: Fraternalisation entre Napoléon et Alexandre sur le Niemen. Napoléon "remania l'existence de la Pologne à sa fantaisie et de manière à satisfaire ses convives, plutôt qu'un peuple ami de la France. C'est le quatrième partage de la Pologne, sanctionné par notre allié et le représentant du peuple français."

Le traité de Tilsit fut signé le 7 juillet 1807, et le 9 avec la Prusse. "L'article V proclame la fondation du *duché de Varsovie* (qu'il concède) en toute *propriété* et *souveraineté* au roi de Saxe et le régit par des constitutions, qui, en assurant les libertés et les privilèges de ce duché, se concilient avec la tranquillité des Etats voisins". L'article IX cède à la Russie une partie de la Pologne, le district de Bialystock, *conquis récemment sur la Prusse*, qui sera réuni à perpétuité à l'Empire russe, afin d'établir les limites naturelles entre la Russie et le duché de Varsovie".

"Après avoir battu les Russes et les Prussiens avec l'assistance des Polonais, Napoléon disposait de la Pologne à son détriment, comme de sa *propriété* ou d'un *pays conquis*. Aussi par le traité de Tilsit, promut-il les plans de la Russie".\*

---

\* Ce texte est un véritable avertissement à tous les mouvements révolutionnaires de cet après-guerre. Il les prévient contre toutes les formes de l'illusion de secours venant d'Etat nationaux étrangers. Le Vietnam et Mao lui-même ne purent recevoir d'aide de l'un des camps impérialistes — celui de la Russie — que pour autant qu'ils étaient eu-mêmes des mouvements nationaux bourgeois, c'est-à-dire ne parvinrent pas à réaliser complètement leur unité nationale, ne serait-ce que parce qu'ils se heurtaient à l'autre camp impérialiste, avec lequel la Russie avait conclu des traités sur les zones d'influence réciproque.

Le texte de Marx sur la Pologne montre qu'un Arafat, par exemple, n'est qu'un traître vulgaire, lui qui s'appuie uniquement — à l'encontre d'autres mouvements palestiniens plus indépendants — sur des Etats officiellement constitués: il livre les palestiniens à leurs adversaires comme Napoléon livraient les Polonais à leurs pires ennemis.

Ce duché de Varsovie était petit, sans dimension européenne. Il était grevé d'une lourde liste civile, le gouvernement *civil* était saxon et le *militaire* napoléonien, beaucoup de sinécures étaient distribuées aux généraux français; il était écrasé d'impôts; en cas de rupture de l'alliance, le duché devenait nécessairement le théâtre de la guerre. 40.000 Polonais étaient rapidement embrigadés dans l'armée.

"Davoust, à Varsovie, gouvernait le nouveau duché sous le nom du roi de Saxe, dans les vues de Napoléon; il en avait fait un dépôt militaire pour la France; de la chair à canon." 27 septembre 1808. Rencontre de Napoléon avec Alexandre à Erfurt.

### Les Polonais sont sacrifiés par Napoléon en Espagne

---

1808-1811: "on n'oubliera jamais les lanciers polonais à Tudela, Mallen Alagon, Epila, Saragosse, etc."

La guerre contre l'Autriche finit avec la bataille de Wagram en 1809. Là encore le duché de Varsovie a rendu le plus grand service à Napoléon. Tandis que l'armée française opérait sur le Danube, Varsovie n'était défendue que par 12.000 soldats sous le commandement de Joseph Poniatowski, 60.000 Polonais étant en Espagne ou en garnison dans les forteresses prussiennes. L'archiduc Ferdinand à la tête d'une armée d'invasion de 45.000 hommes lança le 14 avril aux Polonais une proclamation "où il les exhorte à secouer le joug français. Les Polonais du duché, laissés seuls pour défendre leur territoire contre une force prépondérante, en chassèrent les Autrichiens et surprirent Napoléon (lorsqu'il apprit qu'ils débouchaient en Galicie). Les alliés des Français, les Russes, entrèrent peu après dans cette province et à Cracovie, pour *paralyser les opérations des vainqueurs*. L'entrée des Russes dans l'ancienne Pologne devait, d'une part, empêcher les Polonais de s'en rendre maître à nouveau, d'autre part, "selon l'aveu et la jactance présomptueuse des Autrichiens" les aider "en attendant le sort de la guerre." Les Prussiens étaient également prêts. La diversion des Polonais à Varsovie occupa l'archiduc Ferdinand, "et contint même les Russes vacillants au moment de la bataille de Wagram."... "Bonaparte craignit que la guerre ne se rallume et que les Polonais ne commencent à opérer pour leur propre compte. Il *arrête leurs victoires*", et conclut avec empressement le traité de Schönbrunn, le 14 octobre 1809. Il ne détacha de la Galicie qu'une mince portion en faveur du

duché; mais à titre de compensation pour satisfaire la Russie, il lui fit présent d'une partie de la même province dans les arrondissements de Tarnopol et de Zbaraz. Dans une lettre au prince Kourakine, publiée dans les gazettes de Pétersbourg et de Moscou du 1<sup>er</sup> novembre 1809, Alexandre écrivait: "La ratification du traité vient d'être conclue entre la France et l'Autriche, et par conséquent nos mouvements hostiles contre cette dernière cessent en même temps.

D'après les principes de cette paix, l'Autriche reste notre voisine par la possession de la Galicie, comme auparavant; et les provinces polonaises, au lieu d'être réunies dans un seul corps, sont partagées pour toujours entre les trois couronnes. Ainsi les rêves de la révolution politique en Pologne sont évanouis. L'ordre actuel des choses fixe les limites entre la Pologne et la Russie, qui non seulement n'a éprouvé aucune perte dans cette affaire, mais qui vient encore d'étendre sa domination au sein de la Pologne." Peut-on être plus satirique et plus vrai! Ce fut le cinquième partage!

Norvins lui-même dit (*Histoire de Napoléon*, tome III, Paris 1827, p. 227): "Napoléon a pu, en 1810, réaliser enfin ce noble projet (la restauration de la Pologne), quand l'Autriche lui offrit les deux Galicies; il les refusa pour ne pas avoir de guerre avec la Russie, qui la préparait contre lui dès le lendemain du traité de Tilsit."

En 1812, Napoléon ne fit pas la guerre pour restaurer la Pologne, mais "pour forcer la Russie à observer le système du blocus continental contre l'Angleterre."

Les Polonais se battaient à l'étranger pour l'intérêt de la France exclusivement. Jamais la France n'a entrepris une seule guerre pour l'intérêt de la Pologne: au contraire, elle sacrifiait toujours son alliée à ses propres intérêts mal entendus."

Le 11 mai 1812, Napoléon dit à Metz: "Je veux mettre à cheval toute la Pologne." A Wilna, il répondit à la députaion de la confédération de Varsovie, qu'il était lié des engagements et des traités. Sa récompense pour tous nos sacrifices se renfermait dans des phrases: "Je vous aime, je suis content de vous". Il ne demandait point, si nous étions contents de lui."

Ségur (*Histoire de Napoléon et de la Grande Armée* etc. Paris, 1824, tome I, p. 9) raconte que l'Autriche se fit cependant garantir la Galicie, mais en admettant pour elle la possibilité d'une cession: "elle eût reçu en dédommagement les

Ce duché de Varsovie était petit, sans dimension européenne. Il était grevé d'une lourde liste civile, le gouvernement *civil* était saxon et le *militaire* napoléonien, beaucoup de sinécures étaient distribuées aux généraux français; il était écrasé d'impôts; en cas de rupture de l'alliance, le duché devenait nécessairement le théâtre de la guerre. 40.000 Polonais étaient rapidement embrigadés dans l'armée.

"Davoust, à Varsovie, gouvernait le nouveau duché sous le nom du roi de Saxe, dans les vues de Napoléon; il en avait fait un dépôt militaire pour la France; de la chair à canon." 27 septembre 1808. Rencontre de Napoléon avec Alexandre à Erfurt.

### Les Polonais sont sacrifiés par Napoléon en Espagne

---

1808-1811: "on n'oubliera jamais les lanciers polonais à Tudela, Mallen Alagon, Epila, Saragosse, etc."

La guerre contre l'Autriche finit avec la bataille de Wagram en 1809. Là encore le duché de Varsovie a rendu le plus grand service à Napoléon. Tandis que l'armée française opérait sur le Danube, Varsovie n'était défendue que par 12.000 soldats sous le commandement de Joseph Poniatowski, 60.000 Polonais étant en Espagne ou en garnison dans les forteresses prussiennes. L'archiduc Ferdinand à la tête d'une armée d'invasion de 45.000 hommes lança le 14 avril aux Polonais une proclamation "où il les exhorte à secouer le joug français. Les Polonais du duché, laissés seuls pour défendre leur territoire contre une force prépondérante, en chassèrent les Autrichiens et surprirent Napoléon (lorsqu'il apprit qu'ils débouchaient en Galicie). Les alliés des Français, les Russes, entrèrent peu après dans cette province et à Cracovie, pour *paralyser les opérations des vainqueurs*. L'entrée des Russes dans l'ancienne Pologne devait, d'une part, empêcher les Polonais de s'en rendre maître à nouveau, d'autre part, "selon l'aveu et la jactance présomptueuse des Autrichiens" les aider "en attendant le sort de la guerre." Les Prussiens étaient également prêts. La diversion des Polonais à Varsovie occupa l'archiduc Ferdinand, "et contint même les Russes vacillants au moment de la bataille de Wagram."... "Bonaparte craignit que la guerre ne se rallume et que les Polonais ne commencent à opérer pour leur propre compte. Il *arrête leurs victoires*", et conclut avec empressement le traité de Schönbrunn, le 14 octobre 1809. Il ne détacha de la Galicie qu'une mince portion en faveur du

duché; mais à titre de compensation pour satisfaire la Russie, il lui fit présent d'une partie de la même province dans les arrondissements de Tarnopol et de Zbaraz. Dans une lettre au prince Kourakine, publiée dans les gazettes de Pétersbourg et de Moscou du 1<sup>er</sup> novembre 1809, Alexandre écrivait: "La ratification du traité vient d'être conclue entre la France et l'Autriche, et par conséquent nos mouvements hostiles contre cette dernière cessent en même temps.

D'après les principes de cette paix, l'Autriche reste notre voisine par la possession de la Galicie, comme auparavant; et les provinces polonaises, au lieu d'être réunies dans un seul corps, sont partagées pour toujours entre les trois couronnes. Ainsi les rêves de la révolution politique en Pologne sont évanouis. L'ordre actuel des choses fixe les limites entre la Pologne et la Russie, qui non seulement n'a éprouvé aucune perte dans cette affaire, mais qui vient encore d'étendre sa domination au sein de la Pologne." Peut-on être plus satirique et plus vrai! Ce fut le cinquième partage!

Norvins lui-même dit (*Histoire de Napoléon*, tome III, Paris 1827, p. 227): "Napoléon a pu, en 1810, réaliser enfin ce noble projet (la restauration de la Pologne), quand l'Autriche lui offrit les deux Galicies; il les refusa pour ne pas avoir de guerre avec la Russie, qui la préparait contre lui dès le lendemain du traité de Tilsit."

En 1812, Napoléon ne fit pas la guerre pour restaurer la Pologne, mais "pour forcer la Russie à observer le système du blocus continental contre l'Angleterre."

Les Polonais se battaient à l'étranger pour l'intérêt de la France exclusivement. Jamais la France n'a entrepris une seule guerre pour l'intérêt de la Pologne: au contraire, elle sacrifiait toujours son alliée à ses propres intérêts mal entendus."

Le 11 mai 1812, Napoléon dit à Metz: "Je veux mettre à cheval toute la Pologne." A Wilna, il répondit à la députaion de la confédération de Varsovie, qu'il était lié des engagements et des traités. Sa récompense pour tous nos sacrifices se renfermait dans des phrases: "Je vous aime, je suis content de vous". Il ne demandait point, si nous étions contents de lui."

Ségur (*Histoire de Napoléon et de la Grande Armée* etc. Paris, 1824, tome I, p. 9) raconte que l'Autriche se fit cependant garantir la Galicie, mais en admettant pour elle la possibilité d'une cession: "elle eût reçu en dédommagement les

Danton et Robespierre l'emportent: la Commune (Hébert, Cloots, etc.) est décapitée. A partir de ce moment, il n'y a plus de point d'accord entre ceux qui veulent la paix avec la seule Angleterre et ceux qui la veulent avec les puissances allemandes. Comme les élections anglaises tournent à l'avantage de Pitt, Fox est exclu du pouvoir pour de longues années, et la position de Danton est ruinée. Robespierre triomphe donc, et Danton est décapité.

Mais — et voici le point qui n'a *pas été suffisamment* mis en lumière par Avenel — tandis que la terreur fut poussée jusqu'à l'absurde, parce qu'elle ne visait plus qu'à maintenir Robespierre au pouvoir dans les circonstances données à l'intérieur\*, elle devint tout à fait superflue après la victoire de Fleurus, le 24 juin 1794, qui libéra non seulement les frontières, mais encore livra à la France la Belgique et, indirectement, la rive gauche du Rhin. Robespierre était désormais superflu, et il tomba le 14 juillet 1794.

Toute la révolution française est ainsi dominée par la guerre de Coalition : toutes ses pulsations en dépendent. L'armée de Coalition pénètre-t-elle en France ? La tension prédominante, le cœur bat violemment, — c'est la crise révolutionnaire.

Recule-t-elle? Il y a détente, le cœur bat moins vite, les éléments réactionnaires se pressent sur l'avant-scène, et les plébéiens — les débuts du prolétariat ultérieur — dont l'énergie seule a sauvé la révolution, sont ramenés à la raison et à l'ordre

Ce qui est tragique, c'est que le parti de la *guerre à outrance* pour la libération des peuples a eu constamment raison, puisque la République est venue à bout de toute l'Europe; mais la tragédie, c'est que ce parti a été décapité très vite et qu'à la place de la guerre de propagation à l'extérieur, il y eut bientôt la paix de Bâle et l'orgie bourgeoise du Directoire. \*\*

*\* Le fait de "guillotiner pour ne pas être soi-même guillotiné" est caractéristique de la révolution bourgeoise, "qui tue ses propres enfants" puisque c'est une révolution réalisée par plusieurs classes du côté anti-féodal et qui admet donc plusieurs alternatives à la tête de l'Etat révolutionnaire, le tout s'achevant par la victoire de la bourgeoisie, qui pour un temps a abandonné le pouvoir à des éléments plus radicaux qu'elle.*

*La révolution prolétarienne est à la fois plus radicale, violente en sens rectiligne, c'est à-dire plus rigoureusement conséquente. Elle n'est plus faite par des personnes, mais par la classe dirigée par son parti politique*

*\*\*note (voir page suivante)*

Ton livre doit être entièrement remanié et raccourci. Les grandes déclamations doivent être supprimées, et les faits des manuels d'histoire courants complétés et mis en évidence avec clarté. Certaines données importantes des *Lundis révolutionnaires* de G. Avenel peuvent y être introduites, et nous aurons alors un ouvrage sur la révolution comme il n'en existe pas d'autre.

Dans sa remarquable critique de *l'Histoire de la révolution française* de H. Léo, K.F. Koeppen a montré comment la bataille de Fleurus a provoqué la chute du règne de la Terreur. Tu la trouveras dans la (première) *Gazette rhénane* de 1842.

Cher Kautsky,

Dans ton article *les Contradictions de classes en l'an 1789*, il faudrait mentionner, ne serait-ce que brièvement, comment ces plébéiens (qui étaient *en dehors* du système féodal des ordres et états, et ne disposaient donc, à peu de choses près, d'aucun droit, étant exclus de tous les liens sociaux en vigueur) devinrent peu à peu ce que tu appelles le "sans-culottisme" (encore un *isme!* ), et quel rôle ils jouèrent.\*\* A la page 53 de ton article, tu escamotes la difficulté en amenant ton artillerie lourde — à savoir l'explication qui se fonde sur le mode de production nouveau — mais tu n'y fais que des affirmations vagues et des allusions mystérieuses. En fait, les choses sont simples: les bourgeois ont toujours été trop lâches pour défendre leurs propres intérêts: dès la Bastille, la plèbe a dû faire tout le travail pour la bourgeoisie. En effet, sans cette intervention, ni le 14 juillet, ni les actions des 5 et 6 octobre au 10 août, ni le 2 septembre

\* Les radicaux politiques, qui étaient pourchassés par les autorités réactionnaires des pays voisins de la France (Belges, Hollandais, Allemands, Italiens, Polonais, Hongrois. ) adhèrent en masse au parti de la guerre à outrance pour républicaniser toute l'Europe, préparant ainsi les noyaux des futurs mouvements de libération et d'unification nationales qui atteignirent leur but dans les années 1870 seulement. Le babouviste italien Buonarrotti, par exemple, a théorisé l'extension de la révolution au-delà des frontières nationales dans l'ouvrage sur la Conspiration pour l'Égalité dite de Babeuf. Ed. Sociales. Cf. aussi J. Juypers, Buonarrotti et ses sociétés secrètes. Les Egalitaires en Belgique, Bruxelles, 1960.

\*\* Cf. Fr. Engels à Karl Kautsky, 20 février 1889

etc., n'eussent eu lieu; la bourgeoisie eût à chaque fois succombé devant l'ancien régime. Mais ces interventions n'allaient pas sans que les plébéiens donnent aux revendications révolutionnaires de la bourgeoisie un sens qu'elles n'avaient pas. Ainsi, ils poussaient l'égalité et la fraternité jusqu'à leurs conséquences extrêmes qui inversaient le sens bourgeois de ces formules, ce sens poussé à l'extrême se changeant alors en son contraire. Mais cette égalité et cette fraternité *plébéiennes* ne pouvaient être qu'un pur idéal, à une époque où il devait s'agir de réaliser *précisément le contraire*. Comme ce fut le cas partout, l'ironie de l'histoire fit que cette conception *plébéienne* des mots d'ordre révolutionnaires fut le levier le plus puissant pour faire passer dans les lois la conception opposée — l'égalité bourgeoise — et pour faire passer dans la production l'exploitation — au lieu de la fraternité.

Je parlerai beaucoup moins du mode de production nouveau. A chaque fois, c'est un véritable abîme qui le sépare des événements dont tu parles. Dès lors qu'on en parle dans un rapport trop direct, on tombe dans *l'abstraction pure*, les choses ne devenant pas plus claires — au contraire.\*

En ce qui concerne la Terreur, c'est essentiellement une *mesure de guerre*, et elle s'explique pour autant. Grâce à elle, la seule classe, ou mieux le groupe de la fraction de classe, qui pouvait assurer le triomphe de la révolution, ne se maintint pas seulement au pouvoir (c'était la moindre des choses après la victoire sur les rebelles), mais encore s'assurait une liberté de mouvement, une marge de jeu, une possibilité de concentrer les forces à l'endroit décisif: aux frontières. Fin 1793, celles-ci étaient déjà relativement sûres. 1794 commença bien, les armées françaises progressaient presque partout. La Commune et sa direction extrême devinrent

---

\* En ne distinguant pas nettement entre superstructures de force ou de conscience (politique, juridique, idéologique, etc.) et infrastructure économique, autrement dit en expliquant de façon trop immédiate les premières par la seconde, Kautsky sous-estimait tout simplement l'effet vrai et propre de la révolution politique sur la société et l'économie, ce qu'Engels appelle l'action en retour des mesures politiques sur la base sociale. C'est de là que vient plus grave que la révolution française fut précisément le modèle de la révolution politique bourgeoise. L'erreur de méthodologie (philosophique) se combine à l'erreur d'appréciation politique.

Les rapports entre superstructures et base économique sont explicités dans "Facteurs de race et de nation dans la théorie marxiste", *Fil du Temps*, n<sup>o</sup>. 5, p. 33 - 39.

superflues. Leur propagande pour l'extension de la révolution devint un obstacle pour Robespierre et pour Danton, qui tous deux — chacun d'une manière différente — voulaient la paix. Dans ce conflit entre trois éléments, ce fut Robespierre qui triompha, mais, dès lors, la Terreur devenait pour lui un simple moyen de se maintenir au pouvoir, ce qui la rendit absurde. Le 26 juin à Fleurus, Jourdan déposa toute la Belgique aux pieds de la République,\* la terreur devenait insoutenable: le 27 juillet, Robespierre tomba, et l'orgie bourgeoise commença.

La formule "bien-être pour tous grâce au travail" exprime sur un mode trop précis (dans ton article) les aspirations de la fraternité plébéienne d'alors. Nul ne pouvait dire ce qu'ils voulaient jusqu'à ce qu'après la chute de la Commune, Babeuf lui donna une forme déterminée. Si la Commune était venue trop tôt avec ses aspirations de fraternité, Babeuf est arrivé trop tard...

## La guerre du côté impérialiste

La guerre anti-jacobine offrit l'occasion au prince royal anglais de devenir commandant suprême de son armée.\*\*

---

\* Avec la Belgique, la révolution bourgeoise avait atteint son seuil, ou bien elle se poursuivait et atteignait le stade communiste, ou bien elle était arrêtée, et les bourgeois reprenaient les rênes de l'Etat, après en avoir chassé les Jacobins.

\*\*Cf. Karl Marx, la Chambre des lords et le monument commémoratif du Duc d'York, in: *The People's Paper*, 26.IV.1856.

Marx narre dans cet extrait les "prouesses" de l'armée impérialiste anglaise dans ses guerres contre la France jacobine, et souligne le fait qui s'est confirmé à chaque intervention militaire des forces réactionnaires contre des mouvements révolutionnaires, à savoir: leur débilité et couardise insignes. Bien que l'impérialisme britannique dominât alors le monde entier et s'était allié avec tout le reste de l'Europe, il dut lutter pendant 25 ans pour détrôner à la fin Napoléon 1<sup>er</sup> sans réussir, cependant à restaurer en France les conditions pré-révolutionnaires.

Si les armées impérialistes ne sont pas battues, elles ne le doivent pas à leur valeur militaire, très faible, mais à leur prépondérance économique. Celle-ci peut admettre la victoire militaire des mouvements nationaux bourgeois révolutionnaires au plan militaire. Mais l'impérialisme cherche autant que possible à frustrer l'adversaire du bénéfice politique et économique de sa victoire, d'abord, en rognant le mouvement anti-impérialiste du bénéfice de sa victoire nationale — comme cela se voit aujourd'hui en Indochine. C'est ce qui oblige les combat-

suite note (voire page suivante).

Bien que l'armée anglaise ait été chaque fois battue dans ses opérations éternellement glorieuses en Flandres et ses non moins glorieuses opérations à Helder\*, elle eût néanmoins la satisfaction de voir son royal généralissime retourner en Angleterre sans une égratignure. Il est notoirement connu qu'il s'est sauvé comme un lapin à Hondschoot devant Houcharde et que son siège de Dunkerque dépassa en ridicule le siège de Troie. La gloire qu'il conquiert au cours de sa campagne en Flandres fut si grande que le premier ministre Pitt, préoccupé de sa réputation, demanda à son ministre de la

*suite note de la page précédente.*

*tants anti-impérialistes à se hausser au niveau de la lutte pour le socialisme au cours de laquelle seule, sous la direction du prolétariat des pays capitalistes développés, l'impérialisme hégémonique du monde capitaliste pourra être vaincu complètement par un mouvement radicalement révolutionnaire.*

*Le texte de Marx des années 1856 évoque déjà les exploits de l'armée impérialiste yankee, dont nous décrivons comme suit la glorieuse intervention dans la première guerre mondiale dans le Fil du Temps n° 12, p. 82 "Quand les régiments américains débarquèrent en France vers la fin de la première guerre mondiale, les techniciens militaires de leurs alliés européens se mirent à rigoler à leur spectacle, et l'état-major français se garda bien de leur confier autre chose que les parties les plus secondaires du front, afin d'éviter que les troupes de Guillaume ne soient à Paris le lendemain. Les braves boys américains, alors aussi imbibés d'alcool qu'aujourd'hui, auraient pu répondre qu'ils s'en battaient l'oeil. Aujourd'hui nous nous rendons compte que ces "bleus" du militarisme nous en font voir de toutes les couleurs et surclassent tous les militarismes de l'histoire millénaire de l'Europe et du reste du monde. En effet, ce qui importe en fin de compte, pour faire la décision dans la guerre, c'est l'argent, les capitaux et les installations et équipements productifs. L'habileté militaire et le courage sont ensuite des marchandises qui s'achètent sur le marché mondial, tout aussi riche en superfourbes qu'en superimbéciles". Hier l'impérialisme américain a acheté le sang de 17 millions de prolétaires russes qui lui acquièrent en échange du Prêt et Bail la victoire contre l'Allemagne. Aujourd'hui Kissinger relègue sur la vaillante armée de Mao Tsé-toung pour un éventuel conflit avec la Russie, d'où il espère sortir en dominateur incontesté de toute l'Europe.*

*\* En 1793, le duc d'York fut nommé généralissime des troupes britanniques dans la première guerre de coalition. Il fut envoyé dans les Flandres avec la mission de s'emparer de Dunkerque. Après le siège maladroit et infructueux de Dunkerque, les armées révolutionnaires françaises infligèrent une cuisante défaite aux Anglais les 6-8 septembre 1793 à Hondschoot. L'armée britannique n'échappa à la destruction totale que parce que le duc d'York refusa le combat et se retira du champ de bataille avant l'assaut des Français. Au cours de la seconde guerre de coalition en 1799, le duc d'York fut envoyé en Hollande (alors République batave) à la tête d'une armée russo-anglaise. Le corps expéditionnaire anglais débarqua fin août à Helder, et il fut battu en octobre par les Français en raison de l'incapacité militaire du duc*

guerre de faire parvenir par les voies les plus rapides à sa Majesté Royale la nouvelle urgente qu'il devait revenir en Angleterre, et devait daigner réserver ses actes de hardiesse personnelle pour des temps de danger plus grand et se souvenir de l'ancienne maxime de Fabien "Famae etiam iactura facienda est pro patria" (Il faut même sacrifier sa gloire à la patrie)...

Au cours de cette campagne anti-jacobine, les prouesses financières du duc d'York dépassèrent encore celles qu'il réalisa sur le plan militaire: un incendie déclenché en temps opportun dans un dépôt militaire régla une fois pour toutes les factures de tous ses officiers d'intendance. En dépit de tous ces actes de bravoure, nous trouvons de nouveau sa Majesté royale en l'an 1799 à la tête de l'expédition du Helder, que les journaux britanniques entièrement à la dévotion de Pitt commencèrent par décrire comme une promenade dominicale, puisqu'on se figurait qu'il était tout naturel qu'une armée de 45.000 hommes, couverte par une escadre qui dominait le Zuiderzee et dirigée par un rejeton de la maison royale de Brunsvick, ne ferait qu'une bouchée de l'armée populaire débraillée des Français forte de 20.000 hommes "sous le commandement d'un garçon imprimeur du Limousin, un dénommé Brune qui avait reçu son éducation militaire et politique sur les courts de tennis de la révolution française"\*.

Le garçon imprimeur du Limousin eût cependant l'effronterie — avec le lourd cynisme qui était propre aux généraux jacobins — de battre à plate couture sa Majesté Royale à chaque bataille. Or, lorsque sa Majesté Royale s'efforça d'atteindre de nouveau Helder, parce qu'elle jugeait plus méritoire de vivre pour sa patrie que de mourir pour elle, Brune fut assez malpoli pour ne pas le laisser passer tant qu'il n'eût pas signé la fameuse capitulation d'Alkmaar\*\* qui prévoyait la libération de dix-huit mille marins français et hollandais qui se trouvaient en captivité anglaise.

---

\* Marx cite l'article de Cobbett intitulé *Mr. Cochrane Johnstone* publié sous le n<sup>o</sup>. 1 du volume X de "*Cobbett's Weekly Political Register*" du 5. VII.1806.

\*\* La capitulation d'Alkmaar du 18 octobre 1799 clôt la campagne anglaise de la seconde guerre de Coalition. Le duc d'York dut, à la suite de ce traité retirer, ses troupes de Hollande.

## Les événements de 1830.

Nous en venons maintenant au roi bourgeois, qui représentait "la meilleure république".\* A peine fut-il monté sur le trône que, dans une lettre d'une grande humilité, il dénonça au tsar la révolution de juillet comme une "catastrophe" et le supplia de bien vouloir lui pardonner.\*\* La Pologne rendit cette fois à la France un service encore plus grand qu'en 1794: elle se jeta directement dans la bataille pour la France. A partir des documents enlevés au grand-duc Constantin lors du soulèvement de Varsovie en 1830, Lafayette démontra à la Chambre des députés que la Russie s'appêtait à déclencher la guerre contre la France. Le poste avancé de la Russie, la Prusse, voulait, en outre, envahir la Belgique, mais retira sa patte à un geste ferme du gouvernement français. Cependant une simple nuit de sommeil sur les coussins de velours des Tuileries suffit à chasser toutes les aspirations libérales de l'esprit de Louis-Philippe.

---

\* Après ces quelques textes traitant de points particuliers de la révolution française, nous revenons au texte de Marx traitant de la Pologne et de la Belgique au cours des événements révolutionnaires de 1830. La révolution de 1830 forme une chaîne dans les révolutions de la fin du XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles tant dans le temps que dans l'espace. Dans la Sainte-Famille, Marx écrit: "L'Histoire de la révolution française, inaugurée en 1789, n'est pas encore terminée en 1830, où l'un des éléments — le prolétariat — doté maintenant de la conscience de sa signification sociale, a remporté la victoire". Il fut frustré: de cette victoire en raison de son immaturité générale, notamment au plan théorique. "Grâce à ce nouvel assaut, il accéda à l'expérience nécessaire à la révolution de 1848" La seconde révolution — celle de 1830 — a produit un nouveau communisme plus puissant encore (que celui de Babeuf). Ce fut la "Grande Semaine" de 1830, à la suite de l'alliance de la bourgeoisie et de la classe ouvrière, des libéraux et des républicains. Une fois le travail accompli, la classe ouvrière fut renvoyée dans ses foyers, et les fruits de la révolution furent accaparés par la seule bourgeoisie. Les ouvriers s'étaient soulevés au cours de diverses insurrections pour briser le monopole politique et pour instaurer une République, mais il furent, à chaque fois vaincus, car non seulement la bourgeoisie disposait de l'armée, mais encore elle avait formé une garde nationale". Cf. *Ecrits militaires*, p. 123.

\*\* Marx connaissait "cette première et stérile lettre de Louis-Philippe au tsar Nicolas" (p. 732) qui fut saisie dans les Archives du grand-duc Constantin par les insurgés de Varsovie dans la nuit du 29 novembre 1830. Il contribua lui-même à sa publication avec d'autres documents dans la collection de D. Urquhart parue à Londres en 1836, puis à Paris en 1837, sous le titre "The portfolio, or a Collection of State Papers etc., illustrative for the history of our times"

Dans un *humble appel autographe au père de toutes les Russies*, il prostitua à la foissa dignité et la révolution, en se présentant comme l'instrument volontaire du torrent des événements, et s'excusa pour la charte qu'il avait promise à la France.

Il est caractéristique de l'homme — *avant la révolution polonaise*, il n'eût aucun scrupule à encourager les réfugiés d'Espagne, dirigés par Mina, Valdes et Torrijos, dans leur entreprise contre le roi bigot de Bourbon, qui refusait de reconnaître sa dignité et dont le ministre avait écrit une circulaire condamnant formellement la révolution de juillet. Ces réfugiés payèrent chèrement la confiance qu'ils avaient placée dans le gouvernement français. Après qu'il leur ait fourni des armes et de l'argent, puis les ait poussés à la guerre par des assurances verbales, le gouvernement français permit à l'armée espagnole de les poursuivre à travers la frontière française pour les faire prisonniers.

*Soulèvement à Varsovie, le 29 novembre 1830. Metternich*

---

se contenta d'un projet de reconstruction de la Pologne, en faveur d'un prince autrichien, qu'il proposa à l'Angleterre et à la France; mais comme Louis-Philippe ne voulut pas agir sans l'Angleterre et comme Palmerston persévéra dans sa fidélité au tsar, le tout resta à l'état de projet. Les desseins ambitieux de l'empereur François pour la Pologne s'évanouirent rapidement devant les désordres surgis en Italie.

La conduite de Louis-Philippe fut la plus infâme — d'autant que l'insurrection polonaise avait sauvé la France d'une nouvelle guerre anti-jacobine, que la Prusse s'était entendue avec la Russie pour intervenir contre la France, et que *la situation générale en Allemagne permettait à Louis-Philippe d'agir sans égard aucun vis-à-vis de l'Angleterre*. Il eût pu forcer la main de Palmerston, parce que l'Angleterre elle-même était alors en pleine agitation révolutionnaire et que le gouvernement whig — selon l'expression de Peel — ne vivait que sur l' "*alliance française*".

Les Russes — à la nouvelle des barricades de Paris — décidèrent d'envahir la France; l'une de leur premières mesures fut de renforcer la garnison russe (non polonaise) de Varsovie avec des troupes essentiellement russes, afin de faciliter le mouvement de l'armée *polonaise* de Constantin vers la frontière française. Or, ce remplacement des garnisons russes

à Varsovie et ailleurs était une grave violation de la Constitution qu'il avait promise... Les Polonais les plus braves se précipitèrent aux armes et attaquèrent la garnison russe, et le soulèvement devint général après le succès de l'assaut contre la garnison de Varsovie.

En 1831, Louis Philippe dit dans son discours de la couronne: "que la nationalité de la Pologne ne devait pas périr". En réponse, ce fut la même rengaine à la Chambre des députés française.

Ce fut ensuite le fameux cri de Sébastiani: "l'ordre règne à Varsovie" (Fr.).

Casimir dit à la Chambre, le 7 mars 1832, que la Pologne n'avait pas perdu ses droits de traité; le 26 février, la Russie proclama son statut, faisant de la Pologne une province russe. La nation polonaise (ou mieux *la clique diplomatique*) pouvait se fier aux "belles paroles" françaises. On intimida les généraux polonais; s'ils déclenchaient une attaque contre l'armée russe dans les deux mois, leur sécurité ne pourrait être garantie. Les généraux polonais différèrent l'attaque — et cette temporisation leur fut fatale. La Pologne fut perdue, non par la force des armes, mais par les promesses de la France (et de l'Autriche).

Lafayette réfuta les dénégations de Guizot, Thiers, Périer, Sébastiani en communiquant à la Chambre des députés les documents prouvant: 1<sup>o</sup> que les Polonais avaient brisé la coalition russe contre la France; 2<sup>o</sup> que Louis Philippe avait poussé les Polonais à prolonger leur résistance de deux mois; 3<sup>o</sup> que cela eût été parfaitement au pouvoir de la France, grâce à une ferme déclaration, comme on l'avait fait à propos de la Belgique pour prévenir l'attaque de la Prusse, qui décida en pratique de la victoire russe.

*Séance de la Chambre des Députés du 16 janvier 1831 :*

Lafayette: "La guerre était préparée contre nous; la Pologne devait former l'avant-garde, l'avant-garde s'est retournée contre le corps de bataille! "

Mauguin: "Qui a arrêté le mouvement de la Russie? C'est la Pologne. On voulait la précipiter sur nous; elle est devenue notre avant-garde, et nous l'abandonnons! Eh bien! qu'elle meure! ses enfants sont accoutumés à mourir pour nous."

Diebtisch dit au colonel Wylenzynski, envoyé du dictateur polonais à Nicolas: "Bien, polonais! Votre révolution n'a pas en fin de compte, le mérite d'être arrivée à temps. VOUS

VOUS ETES SOULEVÉS A UN MOMENT OU TOUTES LES FORCES DE L'EMPIRE RUSSE PASSAIENT PAR VOTRE PAYS POUR RAMENER A LA RAISON LES REVOLUTIONNAIRES DE FRANCE ET DE BELGIQUE... Nous avons l'intention de faire une campagne sur le Rhin, nous devons la faire à présent sur l'Elbe et même sur l'Oder, après vous avoir écrasés."

Le 19 et 20 septembre 1831, le ministre des Affaires étrangères françaises avait repoussé avec vigueur l'accusation d'avoir conseillé au gouvernement polonais de prolonger la lutte pendant deux mois, afin de donner à la France le temps d'intervenir en sa faveur. Lafayette le convainquit de mensonge en produisant les pièces qui attestaient le fait. Après quelques explications sur la conduite de ce consul de France à Varsovie qui, avant de prêter serment au nouveau gouvernement, avait osé en demander la permission à l'empereur de Russie, il démontra que le gouvernement français, par son conseil, d'abord paralysa les moyens de défense, et ensuite prolongea l'insurrection sous de faux prétextes.

### Conclusion pour la Belgique.

Depuis la guerre anti-jacobine, il y a de plus qu'aux yeux de la Prusse la Pologne est un volcan révolutionnaire et représente le corollaire révolutionnaire oriental de la France, tandis que la Russie et le principe (absolu) du règne du sabre et du bureau — la légitimité au sens *prussien* du terme. Le tsar était ce que s'efforçait de devenir le Hohenzollern. La pression de la Russie sur l'Allemagne et l'Europe représentait ce qu'il fallait aux Prussiens pour éprouver eux-mêmes leur qualité de "sujets". Plus l'esprit devenait révolutionnaire en Allemagne, plus le Hohenzollern et la bande des fous du roi, des curés, des militaires, des bureaucrates et des hobereaux qui le soutenaient voyaient la dernière garantie de leur existence dans *la Russie*, dans la Barbarie russe. C'est ce dont les Prussiens furent encore plus conscients après 1830 et 1848. L'Alliance russe apparut en 1815 au Hohenzollern comme un mur protecteur contre les prétentions de ses "sujets" devenus teutons et nostalgiques à la suite des guerres de libération nationale contre Napoléon. Enfin, depuis la guerre anti-jacobine, la Prusse se sent en opposition contre la France comme elle se sent dans l'Empire allemand en opposition contre l'Autriche.

Point n'est besoin d'exposer ici comment la Prusse se tint derrière la Russie comme un fidèle lansquenet de 1815 à 1830. Il suffit de rappeler que Nicolas, le gendre du "juste" (qui se tient par rapport au Zeus mongol dans un rapport inverse à celui de l'Amphitryon grec) utilisa surtout son armée polonaise dans les expéditions contre les Turcs. Ses expéditions contre la Turquie se poursuivirent de 1825 à 1830, et la guerre de 1828 à 1829. Metternich s'y opposa, tandis que la Prusse applaudit avec enthousiasme à la mission chrétienne de la Russie.

Or, à la fin de cet épisode, il apparut soudain que le tsar avait conclu un accord secret avec Charles X de France qui devait recevoir la rive gauche du Rhin contre son soutien à l'entreprise russe en Turquie. C'est ce secret que la *révolution de juillet* fit éclater au grand jour. La Prusse ne fut pas plus consultée dans cette affaire qu'au traité de Tilsitt, où on lui avait dit carrément qu'elle n'avait pas le droit à la parole. Cependant la Prusse resta entièrement dévouée à la Russie.

Juillet 1830 : Révolution en France.

Septembre 1830: Révolution en Belgique.

Novembre 1830: Révolution polonaise.

Est-ce que la Prusse fut simplement poussée par la peur des Jacobins, et ce d'autant plus que la fièvre de Juillet travaillait également l'Allemagne? Ou était-ce la méthode invétérée des Hohenzollern qui, à chaque coup de pied reçu du tsar, manifestaient leur loyauté russe avec plus de ferveur? Ou était-ce la peur que la Belgique (notamment après que la révolution y ait éclatée) ne soit incorporée à la France, de sorte que la possession des provinces rhénanes se trouvait menacée? Tout cela a dû agir; comme toujours la conjoncture extérieure est la cause profonde qui précipite la Prusse dans les bras de la Russie. Or donc la Prusse savait maintenant que la vocation de la Russie n'était pas d'exécuter la politique de la Prusse. Elle devait en tant que puissance mondiale, contracter des rapports qui étaient "douloureux" et impitoyables pour la Prusse, voire se faisaient à ses dépens. Une fois de plus, le chacal prussien fut dédommagé en Pologne pour ses pertes de territoires sur la rive gauche du Rhin. Il fut même, à cette occasion, grossi au dépens de son frère nordique, car, en raison de l'alliance avec la France et des

plans contre la Turquie, la Russie se trouvait en opposition directe avec l'Autriche. De plus, la Prusse n'était-elle pas nécessaire à la Russie comme valet d'armes dans l'Empire. En conséquence, la Prusse savait que si la Russie négociait ses provinces rhénanes derrière son dos, elle toucherait in petto une compensation. L'esprit prussien servile des Hohenzollern pouvait donc s'abandonner à la grande politique de la Russie.

Un démembrement de l'Allemagne par la cession de la Rhénanie à la France signifie nullement une diminution de la puissance dynastique des Hohenzollern, de l'Etat prussien. Qui plus est, elle est parfaitement compatible avec une extension et un renforcement topographique de la Prusse. Point n'était donc besoin que le Zeus moscovite condescende, lors de ses grandes actions européennes, de mettre son sujet prussien dans le secret. Le roi de Prusse n'avait pas seulement l'instinct, mais la Russie lui avait fait à l'occasion suffisamment de signes pour que la Prusse fût assurée qu'elle progresserait vers le Main au fur et à mesure des empiètements de la Russie aux frontières occidentales et méridionales de l'Allemagne lors des indispensables cessions de provinces allemandes à la France. Or donc, il suffit d'un signal de la Russie pour que la Prusse concentre son armée à la frontière belge, mais, selon les bonnes habitudes des Hohenzollern,\* elle se calma au premier signe menaçant des Tuileries.

Son zèle inconditionné de gendarme put néanmoins se donner libre cours durant l'insurrection polonaise de 1830 - 1831.

---

\* Le fait que l'unité allemande se soit faite si tard par rapport à celle de l'Angleterre et de la France, et, de plus, au prix de telles bassesses — s'agrandir aux dépens de l'Allemagne pour ses services de laquais à la Russie —, ce fait semble redevenu actuel aujourd'hui, par exemple, dans les rapports de l'Allemagne de l'Ouest avec le despote U.S. du monde. C'est en léchant les bottes américaines, et en effectuant les sales besognes du maître auprès des petits allés de l'OTAN récalcitrants, que l'Allemagne de l'Ouest a développé sa prospérité inouïe, et l'anti-communisme, si courant dans l'opinion publique d'outre-Rhin et la presse "démocratique" d'argent à grand tirage, n'est pas sans évoquer, lui aussi, ce passé infâme de l'Allemagne anti-jacobine qui se conserve tant qu'il reste des miettes du festin que lui laissent pour ses services les grandes puissances contre-révolutionnaires. Est-il besoin de dire que, précisément parce qu'ils trahissent le prolétariat révolutionnaire et gèrent si bien le capital, les sociaux-démocrates en République fédérale et les "communistes" en République démocratique jouent le mieux ce rôle de larbin de l'impérialisme?

## 2. TOPOGRAPHIE MILITAIRE DE LA BELGIQUE.

### Conditions et perspectives d'une guerre de la Sainte-Alliance contre la France révolutionnaire en l'année 1852.

J'admets comme établi que toute révolution parisienne victorieuse en l'année 1852 aura pour conséquence immédiate une guerre de la Sainte-Alliance contre la France.\*

Cette guerre sera toute différente de celle de 1792 - 94, et les événements d'alors ne peuvent en aucune façon soutenir le parallèle avec ceux d'aujourd'hui.

---

\* Ce texte, demeuré à l'état de manuscrit inédit, fut rédigé par Engels en avril 1851, alors qu'il pouvait encore escompter un rebondissement de la crise révolutionnaire européenne. Il part de l'hypothèse que la classe ouvrière française s'est emparée du pouvoir, ce qui a pour effet immédiat de déclencher une guerre contre elle de toute la réaction, forces armées belges y comprises. En effet, dans le recensement des forces des deux camps en présence, Engels admet d'emblée que la Belgique contre-révolutionnaire fournira 80.000 hommes aux armées de la Sainte-Alliance.

Ce texte a un double intérêt. Premièrement, c'est l'un des rares écrits de Marx-Engels traitant de ce qui se passe après la conquête du pouvoir par les ouvriers: dans la lutte des classes, la violence augmente encore d'un degré. En effet, la conquête du pouvoir fournit au prolétariat, en plus du parti, l'arme de l'Etat, et devenant plus dangereux pour le système capitaliste tout entier, la lutte s'aggrave encore. Double refutation de l'anarchisme: non seulement la lutte ne s'arrête pas au soir où l'Etat bourgeois est abattu dans un pays, mais on obtient, avec l'Etat ouvrier, une arme efficace pour détruire les vestiges de la société de classe à l'intérieur et pour défendre la révolution contre l'extérieur. Deuxièmement, Engels analyse dans ce texte ce qui constitue le terrain physique — non seulement géographique, mais encore historique et économique, avec la répartition des forces dans ce champ — de la lutte du prolétariat: la conformation du terrain national. Son analyse conduit à la compréhension de la structure et de l'articulation physique du prolétariat lui-même, et de sa place dans le parallélogramme de forces international dans la lutte entre bourgeoisie et prolétariat. Le champ franco-belge est tout à fait caractéristique, avec la frontière du Rhin, le plat pays de passage belge et Paris centralisé, non seulement géographiquement, mais encore économiquement et politiquement. Le merveilleux stratège qu'est Engels met en évidence que, dans sa lutte, le prolétariat est déterminé par le fait que le centre de gravité de la France est Paris, qui est littéralement le coeur du mouvement ouvrier de ce pays — comme Berlin l'est pour l'Allemagne, en dépit des actuelles divisions politiques de cette ville et de ce pays.

I. Les miracles de la Convention, lorsqu'elle a battu militairement la coalition, se réduisent considérablement si on les considère de plus près — et l'on comprend, et l'on trouve même justifié en beaucoup de points, le mépris de Napoléon pour les quatorze armées de la Convention. Napoléon aimait à dire que les gaffes de la Coalition y avait le plus contribué — ce qui est parfaitement juste — et à Sainte-Hélène encore il tenait Carnot pour un esprit médiocre.

En août 1792, 90.000 Prussiens et Autrichiens envahirent la France. Le roi de Prusse voulut marcher directement sur Paris, Brunswick et les généraux autrichiens ne voulurent point. Il n'y avait pas d'unité dans le commandement: tantôt on hésitait, tantôt on avançait rapidement, on changeait constamment de plans. Après le passage des défilés des Ardonnes, Dumouriez prit position en face d'eux à Valmy et St. Menehould. Les Alliés pouvaient le contourner et le laisser tranquillement sur place: il eût dû alors les suivre à Paris, et si l'on avait agi quelque peu judicieusement il n'eût même pas pu leur tomber dans le dos. Mais ils pouvaient aussi agir sûrement et le battre, étant donné qu'ils disposaient de troupes plus nombreuses et meilleures — ce que les Français eux-mêmes admettaient. Au lieu de cela, ils lui livrent la ridicule cannonade de Valmy,\* au cours de laquelle — durant la bataille, voire au cours de l'attaque même des colonnes — les généraux passèrent des plans les plus audacieux aux plans les plus timorés. Les deux attaques étaient minables, en ce qui concerne les masses, la force et l'esprit mis en oeuvre. La faute n'en revient pas aux soldats, mais à l'indécision du commandement. C'est à peine s'il y eût des

*\* Cette explication de la défaite des Alliés à la suite de l'incompétence militaire pour ainsi dire inhérente à la direction contre-révolutionnaire ne contredit pas l'analyse de Marx sur le fait que c'est l'insurrection polonaise qui a défait les armées de l'Alliance anti jacobine en France. Au contraire, elle l'explique.*

*Dans son analyse des forces en présence en 1852, Engels fait en outre abstraction de l'élément contingent du moral des armées et du "génie militaire" de l'une ou de l'autre armée. C'est pourquoi il ne sera pas tendre non plus pour l'état-major du Comité de Salut public, Carnot, par exemple. En effet, dans sa lettre du 3 avril 1851, où Engels explique à Marx le but de la présente étude, il écrit: "Plus je bûche les questions de la guerre, plus je méprise les grandes phrases sur l'héroïsme qu'un soldat convenable n'a jamais dans la bouche. Lorsqu'il ne fait pas de proclamations ou tirades, mais parle froidement, Napoléon ne dit jamais glorieux, courage indomptable, etc., mais tout au plus: il s'est bien battu".*

attaques, ce fut à la rigueur une démonstration militaire. Une avance résolue sur toute la ligne eût sans doute culbuté les volontaires français et les régiments démoralisés. Après la bataille, les alliés restèrent une fois de plus indécis — jusqu'à ce que la maladie eût gagné la troupe.

Dans la campagne de Jemappes, Dumouriez triompha, en opposant mi instinctivement une concentration de masse\* au système autrichien du cordon et aux fronts démesurément allongés (d'Ostende jusqu'à la Meuse). Mais au printemps suivant — à la suite de sa marotte (vouloir conquérir la Hollande) — il retomba dans la tactique surannée de la dispersion des forces, tandis que les Autrichiens attaquèrent de manière concentrée; le résultat en fut la bataille de Neerwinden et la perte de la Belgique. A Neerwinden, et plus particulièrement dans les engagements moins importants de cette campagne, il apparut que les volontaires français, ces héros si fameux — à moins d'être constamment surveillés par Dumouriez lui même — ne se battaient pas mieux que la "milice populaire" d'Allemagne méridionale de 1849. En outre, maintenant Dumouriez désertait, la Vendée se soulevait, l'armée dispersée était découragée, et si les 130.000 Autrichiens et Anglais avaient marché résolument sur Paris, la révolution eût été ruinée et Paris conquise — tout comme l'année précédente, si l'on n'avait pas fait autant de bêtises. Au lieu de cela, ces messieurs campèrent devant les fortifications, puis les attaquèrent en ordre dispersé en vue d'obtenir

---

\* Engels cherche à déterminer en opposition au système militaire bourgeois le système ouvrier, en s'appuyant sur l'analyse de la période de 1793 - 94. Il définit comme suit le système bourgeois: "Je prends le système militaire moderne tel que Napoléon l'a pleinement élaboré. Ses deux pivots en sont: **massivité des moyens d'attaque en hommes, chevaux, canons, et mobilité de ses moyens d'attaque, la mobilité étant la conséquence nécessaire de la massivité**". La question qui se pose, en effet, pour Engels est la suivante; "Mais une révolution nouvelle ne portera-t-elle pas au pouvoir une classe toute nouvelle qui, comme la précédente — la bourgeoisie — suscitera de nouveaux moyens militaires, ainsi qu'une nouvelle façon de conduire la guerre, devant laquelle le système napoléonien actuel apparaîtra aussi suranné et impuissant que celui qui fut employé durant la guerre de Sept Ans, face au système de la première révolution? "

Comme Lénine l'a souligné pour la guerre civile en Russie, l'arme essentielle de la révolution prolétarienne mondiale est le défaitisme révolutionnaire qui retourne les armes contre sa bourgeoisie et se soulève dans tous les centres prolétariens qui sont autant de points névralgiques du champ de forces internationales — ce que l'histoire a montré en 1793 -94 avec l'insurrection révolutionnaire belge.

un avantage mineur en déployant le maximum de pédanterie stratégique, et ils perdirent ainsi six bonsmois.

L'armée française, restée en activité après la défaillance de Lafayette, peut être estimée à 120.000 hommes, les volontaires de 1792 à 60.000. En mars 1793, on leva 300.000 hommes. En août, lors du décret de la levée en masse, l'armée française devait compter au moins 300 - 350.000 hommes, pour en atteindre environ 700.000 après la levée en masse. Toutes déductions faites, les Français disposèrent d'environ 750.000 hommes contre la Coalition, soit bien plus que la coalition anti-française.

D'avril à octobre 1793, les Français furent systématiquement vaincus; mais il se trouve que ces défaites n'aboutirent à aucun résultat décisif — grâce à la gabegie régnant dans la Coalition. A partir d'octobre, le succès changeait de camp, durant l'hiver la campagne fut suspendue; au printemps 1794, les levées en masse jouèrent avec leur pleine efficacité sur le front, le résultat en fut des victoires systématiques en mai, jusqu'à ce qu'enfin Fleurus décida du sort de la révolution de juin.

La Convention, et le ministère du 10 août avant elle, eurent donc le temps d'armer. Du 10 août 1792 à mars 1793, il ne se passe rien — les volontaires ne comptent pour rien. En mars 1793, la levée porte sur 300.000 hommes. Jusqu'à mars 1794, la Convention eut tout le temps et toute liberté pour mobiliser et armer, soit une pleine année, dont dix mois au cours desquels, à la suite du renversement des Girondins, le parti révolutionnaire était libéré de toute entrave. Et il ne faut pas être sorcier, dans un pays de 25 millions d'hab. possédant un contingent normal d'hommes aptes à la guerre, pour lever, si nouvelle que fut la tâche, un million d'hommes, ce qui donne 750.000 combattants actifs — soit 3 o/o de la population — contre un ennemi extérieur, dès lors qu'on dispose d'un délai d'un an.

A part la Vendée, on peut estimer, du point de vue militaire qu'il n'y avait pas de soulèvement. En six semaines, de Lyon à Toulon, ils furent apaisés sans coup férir: à Lyon ce fut par les levées en masse et à Toulon par l'assaut foudroyant de Napoléon et les erreurs des défenseurs.

Sur les 750.000 hommes qui marchèrent en 1794 contre la Coalition, il y avait au moins 100.000 vieux soldats de la monarchie et 150.000 autres, en partie des volontaires, en

partie des hommes de la levée qui s'était montée à 300.000 hommes aguerris depuis 18 ou 12 mois grâce à de constants engagements; en outre, sur les 500.000 nouveaux, la moitié au moins avait participé à des actions militaires depuis sept., et nov. 1793, et les plus jeunes devaient être au moins 3 mois au bataillon avant de monter en ligne. Durant la campagne d'Espagne, Napoléon évalue à 3 - 4 semaines le temps d'exercice, pour l'école de bataillon. Abstraction faite des cadres subalternes et des officiers d'état-major, qui étaient alors certainement meilleurs chez les Alliés, l'armée française de 1794, grâce au temps qui lui fut laissé pour s'organiser, grâce au système de batailles perpétuellement inefficaces des Alliés — un système démoralisant une armée expérimentée, particulièrement agressive, et habituant à la discipline et à la guerre celle de l'ennemi, surtout si elle est encore jeune et doit se tenir sur la défensive — n'était donc plus un corps mal dégrossi, gueulard et enthousiaste à l'idée "de mourir pour la République", mais une armée digne de respect, au moins égale à ses ennemis. En tout cas, les généraux français étaient bien meilleurs en 1794, bien qu'ils faisaient encore bien des gaffes; mais la guillotine assura l'unité de commandement et l'harmonie des opérations contre les représentants qui agissaient de par leur propre initiative et faisaient des bêtises ce qui devint donc exceptionnel grâce au noble Saint-Just.

#### Notes sur la tactique de masses

1<sup>o</sup> La première idée brute en surgit après l'heureuse manoeuvre de Jemappes, qui était alors plus instinctive que militairement calculée. Elle naquit de l'état déplorable de l'armée française, qui avait besoin d'être supérieur en nombre pour acquérir un peu d'assurance sur le plan militaire : la masse devait remplacer la discipline.

La participation de Carnot à cette découverte n'est pas clairement établie.

2<sup>o</sup> Cette tactique de masse demeura à l'état brut et ne fut pas utilisée, par exemple, en 1794 à Tourcoing et Fleurus. Les Français et Carnot lui-même firent les gaffes les plus grossières — jusqu'à ce qu'enfin Napoléon, en 1796 durant la campagne piémontaise et grâce à l'anéantissement réel d'une force supérieure démontra aux hommes jusque dans le détail vers quoi ils évoluaient sans qu'ils en aient jusque-là une claire conscience.

3<sup>o</sup> En ce qui concerne Carnot lui-même, ce gaillard m'est de

plus en plus suspect. Je ne puis naturellement exprimer un jugement définitif, car je ne dispose pas de ses dépêches aux généraux. Mais d'après ce que l'on sait, il semble que son mérite principal ait résidé dans l'ignorance et l'incapacité sans bornes de ses prédécesseurs Pache et Bouchotte et dans l'absence totale de connaissances militaires de tout le reste du comité de salut public: *dans le royaume des aveugles, le borgne est roi.* (Fr.). Carnot, en tant qu'ancien ingénieur, officier et représentant auprès de l'armée du Nord, savait ce dont une fortification ou une armée avait besoin en matériel etc., soit précisément ce qui faisait défaut aux Français. Il avait également, de toute nécessité, une certaine conception de la manière dont on met en oeuvre les ressources militaires d'un pays tel que la France. En outre, étant donné qu'une levée en masse révolutionnaire impliquait de toute façon beaucoup de déchets et qu'on en était pas à une dilapidation plus ou moins grande des ressources, pourvu que l'on atteigne le but principal — la mobilisation rapide de ces ressources —, il n'est pas nécessaire d'attribuer un grand génie à Carnot pour expliquer les résultats obtenus. Ce qui fait que je doute qu'il ait découvert la tactique de la guerre de masse qu'on lui attribue, c'est notamment que ses plans les plus grandioses pour 1793 - 94 reposent exactement sur la stratégie militaire opposée: il *divisa* les armées françaises, au lieu de les concentrer, et opéra contre l'aile de l'ennemi, de sorte que celui-ci devait *se concentrer de lui-même*. Ensuite sa carrière ultérieure, ses protestations de vertu sous le consulat, etc., sa brave défense d'Anvers. — la défense d'une place fortifiée est, en général, le meilleure poste, pour un officier médiocre, mais méthodique et doué de quelque obstination, afin de se distinguer, de plus le siège d'Anvers ne dura pas 3 mois en 1814 — enfin sa tentative d'imposer en 1815 à Napoléon face aux 1.200.000 de soldats centralisés de la Coalition et cela à l'occasion d'une stratégie militaire toute différente, les moyens erronés employés en 1793, ainsi que son philistinisme en général, tout cela ne plaide guère en faveur du génie de Carnot. Et puis, comment expliquer qu'un gaillard convenable soit passé au travers de Thermidor, de Fructidor, et de Brumaire?

En dernière analyse: la Convention fut sauvée pour la simple raison que le coalition n'était *pas centralisée*, de sorte qu'elle bénéficia de toute une année pour mobiliser et armer. Elle

fut sauvée comme le vieux Frédéric II le fut durant la guerre de Sept Ans et Wellington en 1809 en Espagne, bien que les Français y étaient, du point de vue quantitatif et qualitatif, au moins trois fois plus forts que tous leurs ennemis et, après le départ de Napoléon, n'étaient paralysés dans leur puissance colossale que par les maréchaux qui se faisaient entre eux toutes les niches possibles\*...

Nous en venons maintenant à la conduite réelle de la guerre. Admettons que sur une carte d'état-major, on pose le pied du compas sur Paris et on trace un cercle ayant pour rayon la distance de Paris à Strasbourg. La périphérie de ce cercle touchera au Sud la frontière française entre Grenoble et Chambéry — près de Pont de Beauvoisin —, se poursuivra en direction du Nord par Genève, le Jura, Bâle, Strasbourg et Haguenau, puis le cours du Rhin jusqu'à son embouchure: si cette ligne s'éloigne çà et là de la frontière, ce n'est jamais que d'une longueur correspondant à deux jours de marche. Si le Rhin était la frontière de la France, Paris serait, jusqu'à le mer du Nord, tout aussi éloignée de la frontière que du point où les Alpes cessent de couvrir cette frontière. Le système militaire de la France, avec Paris comme centre, bénéficierait de toutes ses conditions géographiques. La base militaire réelle de l'affirmation que le Rhin constitue la frontière naturelle de la France, c'est ce simple arc de cercle de Chambéry à Rotterdam. En effet, il ramène tous

---

\* Par souci de brièveté et pour nous concentrer sur le sujet belge, nous sautons la partie du texte où Engels analyse les effectifs des troupes et l'armement des deux camps opposés.

Nous passons donc directement à l'analyse du terrain où se déroulerait la bataille, après avoir reproduit ci-après l'important extrait de la lettre à Marx du 3 avril 1851, où Engels indique quelle est sa préoccupation centrale dans la lutte qu'il estime imminente. Tout repose, comme on le verra, sur le soutien insurrectionnel de la Belgique au centre révolutionnaire assailli, par les forces combinées de la Sainte-Alliance: "S'il éclate l'an prochain une révolution en France, il est certain que la Sainte-Alliance arrivera pour le moins jusqu'aux portes de Paris. Et, vu les connaissances remarquables et la rare énergie de nos révolutionnaires français, on peut fort bien se demander si les fortifications et l'ençeinte de Paris seront même armés et approvisionnés. Une fois deux forts pris, par exemple, le fort Saint-Denis et le fort voisin à l'Est, Paris et la Révolution sont, jusqu'à nouvel ordre, dans le lac. Je t'expliquerai tout cela, et je t'indiquerai en même temps la seule mesure que l'on puisse prendre pour contrecarrer l'invasion: l'occupation des forteresses belges par les Français et celle des forteresses rhénanes grâce à un coup de main insurrectionnel, au demeurant très aléatoire". (Engels à Marx, le 3 avril 1851).

les points de l'unique frontière découverte de la France — et qui plus est, de la frontière qui est la plus proche de la capitale — à une distance toujours égale de Paris, soit environ 70 milles allemands, ou 14 jours de marche, sans parler de ce qu'elle couvre en même temps la frontière par un large fleuve.

Cependant, cette même configuration particulière du cours du Rhin fait de ce fleuve le point de départ de toutes les attaques concentriques sur Paris, car les différentes armées, pour arriver en même temps à Paris et pouvoir menacer en même temps Paris à partir de ses différents côtés, doivent s'ébranler en même temps d'un point également éloigné. Les opérations de toute armée de coalition contre-révolutionnaire contre la France doivent être concentriques, tout dangereuses que soient les opérations concentriques dans lesquelles le point de concentration se trouve dans le champ de l'ennemi, voire constitue sa base d'opération parce que: 1. Paris étant pris, la France est conquise; 2. aucune partie des frontières situées dans le champ des opérations des armées françaises ne doit être laissée à découvert, car sinon les Français pourraient provoquer des insurrections par l'envoi de leurs armées sur le territoire de la Coalition, à l'arrière de la ligne du front\*, 3. les masses que toute Coalition doit lancer

---

\* A ce point, Engels en arrive aux conclusions de tactique militaire qui donnent son véritable sens à ce qu'il a exposé jusqu'ici: Tant qu'elle sera sur sa défensive, la révolution se battra dans le bassin parisien, le Nord de la France et la Belgique étant occupés par la Coalition contre-révolutionnaire. Pour trouver une position plus favorable le révolution devra susciter une insurrection dans le Nord, la Belgique et l'Ouest de l'Allemagne. Ce cas s'est vérifié aussi bien en 1794 qu'en 1830: les journées de Juillet à Paris furent bientôt suivies de journées de Septembre en Belgique et de Novembre en Pologne qui empêchèrent la contre-révolution russe de passer à l'attaque contre Paris: cf. Marx-Engels, la Russie, 10/18, p. 89.

On notera que ni les statistes, ni les vonckistes de la révolution brabançonne n'opèrent une insurrection dans ce but au moment de la révolution française. Ce rôle fut joué par les Liégeois qui agirent en liaison avec les clubs et comités plébéiens, en exigeant de Paris la guerre de propagation révolutionnaire. En ce sens, le seuil belge fut atteint dans la Révolution française par le gouvernement plébéen de 1793 - 94, et c'est pour éviter qu'à l'avenir la simultanéité révolutionnaire antibourgeoise se renouvelle en Belgique et en France qu'une frontière a été tracée entre ces deux pays. Elle commença à jouer en 1848.

On peut donc dire que la frontière du Nord de la France s'explique comme une réaction contre-révolutionnaire aux formules de la propagation de la guerre révolutionnaire à l'extérieur, formules lancées par les plébéiens de 1793, la topographie et le tracé des frontières donnant un tour international à toute révolution victorieuse à Paris.

contre la France ont besoin de profondes lignes d'opération pour trouver de quoi se nourrir.

Pour les deux armées, la frontière à couvrir va de Chambéry à Rotterdam. Pour l'heure, nous laisserons de côté la frontière espagnole. Du Var à l'Isère, la frontière italienne est couverte par les Alpes et s'éloigne toujours plus de Paris, car elle forme la tangente du cercle ci-dessus. Il n'y a lieu de la considérer que : 1. si les défilés fortifiés des Alpes savoyardes notamment du Mont-Cenis, sont entre les mains des Français; 2. si l'on veut opérer une diversion sur la côte, ce qui exige des raisons particulières; 3. si les armées françaises après avoir assuré les frontières en tous ses points, veulent opérer de manière offensive, comme Napoléon en 1796. Pour tous les autres cas, elle est trop éloignée.

Les opérations actives — aussi bien pour la coalition que pour la France — se limitent donc finalement à la ligne de Chambéry ou de l'Isère jusqu'à la mer du Nord ainsi qu'au territoire situé entre cette ligne et Paris. C'est précisément cette partie de la France qui offre un terrain créé pour la défense et dont le système de montagnes et de rivières ne saurait être meilleur du point de vue militaire.

Du Rhône à la Moselle, la frontière est couverte par une ligne de montagnes longue et difficile que l'on ne peut traverser qu'en certains endroits bien déterminés: le Jura auquel se rattachent les Vosges que le Hochwald et l'Isarwald continuent à leur tour. Ces montagnes sont parallèles à la frontière, et les Vosges sont, en outre, couvertes par le Rhin. Entre la Moselle et la Meuse, les Ardennes et, au-delà de la Meuse, les Argonnes, couvrent le chemin vers Paris. Seul le champ entre la Sambre et la mer est donc ouvert, mais ici la situation de toute armée d'invasisseurs devient plus périlleuse à chaque pas qu'elle fait en avant: dès lors que l'opération est assez bien menée par une armée française puissante, elle risque d'être coupée de la Belgique et d'être rejetée à la mer. En outre, toute la ligne du Rhône à la mer du Nord est parsemée de forteresses, dont certaines — par exemple, Strasbourg — dominant des provinces entières.

Du point de jonction entre Jura et Vosges, une chaîne de montagnes court en direction du Sud-Ouest vers l'Auvergne, qui constitue la ligne de partage des eaux de la Mer du Nord et l'Océan, d'une part, et de la Méditerranée, d'autre part. A partir d'elle, la Saône coule vers le Sud, tandis que paral-

lèlement à la Moselle, la Meuse, la Marne, la Seine, l'Yonne et la Loire — de longues chaînes de montagne courent à chaque fois, et celles-ci ne sont traversées que par de rares routes séparant les diverses vallées. Certes, tout le pays de montagne est en grande partie praticable pour toutes les armes, mais il est très infertile, de sorte que de grandes armées ne pourront s'y maintenir longtemps.

Dès lors que sont traversées ces montagnes ainsi que les hauteurs tout aussi infertiles de la Champagne, qui sépare le bassin de la Meuse de celui de la Seine, l'armée ennemie arrive dans le bassin de la Seine. Et c'est ici seulement qu'apparaissent complètement les avantages militaires remarquables de la situation de Paris.

Le bassin de la Seine, en aval jusqu'à l'embouchure de l'Oise, est formé par plusieurs rivières coulant en arcs de cercle presque parallèles en direction du Nord-Ouest — l'Yonne, la Seine, la Marne, l'Oise et l'Aisne, dont chacune a, en outre, des affluents qui coulent dans la même direction. Toutes ces vallées en arc de cercle se rapprochent assez près l'une de l'autre, et Paris se trouve au centre de ces points de jonction. Les routes principales de Paris vers les régions frontières entre la mer Méditerranée et l'Escaut passent par ces vallées et forment un réseau concentrique autour de Paris. L'armée qui défend Paris peut donc toujours, plus vite que l'armée assaillante, se concentrer et se tourner d'un point menacé à l'autre, parce que de deux cercles concentriques celui de l'intérieur a la plus petite périmétrie. L'admirable utilisation de ces avantages, l'inlassable mouvement sur la périmétrie de ce cercle intérieur permirent à Napoléon, lors de sa campagne éclatante de 1814, de tenir durant deux mois toute la Coalition en échec avec une poignée de soldats dans le bassin de la Seine. (Ici s'arrête le manuscrit).

II. Plus encore que la Belgique, l'Italie du Nord est, depuis de longs siècles, le champ de bataille où Allemands et Français vident leurs querelles.\* Que les Allemands envahissent la France, ou les Français l'Allemagne, la possession de la Belgique et de la Vallée du Pô est nécessaire à l'attaquant. En effet, seule cette possession assure complètement les flancs et les arrières de l'envahisseur. Certes, une neutralité absolument garantie pourrait consituer l'exception à cette règle ;

---

*Cf. Fr. Engels, le Pô et le Rhin, texte écrit de Février à Mars 1849, publié en brochure anonyme à Berlin.*

mais elle ne s'est jamais réalisée jusqu'ici...

III. Ce qui vaut pour l'un doit valoir aussi pour l'autre. Si les Allemands réclament le Pô et le Rhin pour nous défendre — non pas tant contre les Italiens, mais contre les Français — nous ne devons pas nous étonner si les Français revendiquent à leur tour la ligne de certains fleuves pour se défendre contre nous.

Le fait est que le centre de gravité de la France ne se situe pas au milieu du pays sur la Loire près d'Orléans, mais dans le Nord, sur la Seine à Paris. Par deux fois, l'expérience a montré qu'avec Paris, c'est toute la France qui tombait.\* L'importance militaire de la configuration des frontières françaises varie donc en fonction de la défense qu'elle procure à Paris.

Entre Paris et les villes de Lyon, Bâle, Strasbourg et Lauterbourg, la distance est à chaque fois à peu près égale, soit environ cinquante-cinq milles. Toute armée envahissant la France à partir de l'Italie et visant Paris, doit nécessairement passer par la région lyonnaise, entre la Rhône et la Loire ou plus au Nord, si elle ne veut pas mettre en danger ses communications. La frontière alpine au Sud de Grenoble ne doit donc pas être prise en considération lors d'une attaque sur Paris, qui est entièrement à couvert de ce côté-là.

A partir de Lauterbourg, la frontière française s'éloigne du Rhin et trace par rapport à lui un angle droit en direction du Nord-Ouest; elle suit une ligne presque droite de Lauterbourg à Dunkerque. L'arc de cercle que l'on peut décrire avec le rayon Paris-Lyon, atteint également Bâle, Strasbourg et Lauterbourg, mais se trouve brisé au-delà. La frontière septentrionale de la France constitue plutôt la corde de cet arc, et le segment du cercle au-delà de cette corde n'appartient pas à la France, Aussi, la ligne de communication la plus courte entre Paris et la frontière septentrionale — la ligne Paris-Mons — est-elle longue seulement de la moitié du

---

\* Engels fait allusion à l'entrée à Paris des troupes de la coalition européenne les 30 - 31 mars 1814 et les 6 - 7 - 8 juillet 1815. Pour Engels, la stratégie moderne date de l'époque napoléonienne, qui inaugure l'ère des guerres modernes. Engels relie le service militaire obligatoire pour tous aux institutions politiques, typiques de la domination bourgeoise: le suffrage universel démocratique, etc...

rayon Paris-Lyon ou Paris-Strasbourg.

*Ces simples rapports géométriques expliquent pourquoi la Belgique doit être le champ de bataille de toutes les guerres menées dans le Nord entre l'Allemagne et la France.* La Belgique contourne toute la partie orientale de la France, depuis Verdun, et la Haute-Marne jusqu'au Rhin, cela signifie que l'armée entrant en France par la Belgique peut arriver à Paris avant qu'une armée française, stationnée sur le Rhin, puisse y refluer en passant par Verdun ou Chaumont. L'armée d'invasion qui avance par la Belgique peut donc, si elle mène une offensive efficace, s'intercaler entre Paris et l'armée française de la Moselle ou du Rhin. Cela est d'autant plus facile que la route menant de la frontière belge aux points névralgiques de la Marne (Meaux, Château-Thierry, Epernay) est plus courte encore.

Mais, ce n'est pas tout. Sur toute la ligne allant de la Meuse à la mer, l'ennemi avançant en direction de Paris ne rencontre pas le moindre obstacle de terrain jusqu'à ce qu'il ait atteint l'Aisne et le cours inférieur de l'Oise, qui suivent au Nord un tracé plutôt défavorable à la défense de Paris; en 1814 et en 1815, ces rivières n'opposèrent pas de difficultés sérieuses aux assaillants. Mais même si nous admettons que ces cours d'eau soient inclus dans le système de défense constitué par la Seine et ses affluents, et en 1814 ils y étaient déjà en partie incorporés, cela ne fait que confirmer le fait que la défense de la France septentrionale ne commence véritablement qu'à Compiègne et à Soissons, et que la première ligne de défense couvrant Paris au Nord se trouve à douze milles seulement de la capitale.

Il est difficile d'imaginer un Etat, dont la frontière soit plus vulnérable que celle de la France en face de la Belgique. On sait quels efforts Vauban déploya pour pallier la faiblesse des moyens de défense naturels par un système défensif, édifié avec les moyens de l'art. Mais on sait aussi que la triple ceinture de fortifications fut percée en 1814 et 1815 par les assaillants qui n'y trouvèrent pas d'obstacle notable. En effet, en 1815, un seul corps d'armée prussien s'empara d'une forteresse après l'autre, à la suite d'un siège et d'un bombardement extrêmement rapides. Avesnes capitula le 22 Juin 1815, après avoir reçu pendant quelques heures une dizaine d'obus de campagne. Guise se rendit après dix coups de canon sans avoir tiré elle-même un seul obus. Maubeuge

capitula le 13 juillet après un siège de 15 jours; Landrecies ouvrit ses portes le 21 juillet après que la garnison assiégée ait reçu à peine 126 obus et 52 grenades. Mariembourg n'exigea que pour la forme l'honneur d'un assaut, et il suffit d'un seul obus de 24 livres pour l'amener à capituler le 28 juillet. Philippeville résista à un siège de deux jours et à un bombardement d'une heure. Les assaillants creusèrent quelques tranchées autour de Rocroy qu'ils bombardèrent pendant deux heures. Mézières fut seule à tenir pendant dix-huit jours après qu'elle eût été entourée de tranchées. Il sévissait une véritable épidémie de capitulation parmi les commandants, et elle ne le cédait en rien à celle qui s'était répandue en Prusse après la bataille de Iéna. Lorsqu'on avance l'argument que les places fortes enlevées en 1815 n'étaient pourvues que d'une faible garnison et d'un mauvais armement, il ne faut pas oublier toutefois que, sauf exceptions rares, ces forteresses ont toujours été négligées. La triple ceinture fortifiée de Vauban a perdu toute valeur de nos jours; qui plus est, elle est positivement dommageable à la France.

Aucune des forteresses à l'ouest de la Meuse ne couvre par elle-même un quelconque morceau de terrain, et nulle part on ne peut en trouver quatre ou cinq pour former un groupe fortifié au sein duquel une armée puisse à la fois s'abriter et manoeuvrer. Cela provient de ce qu'aucune d'elles ne trouve à s'appuyer sur un grand fleuve. La Lys, l'Escaut et la Sambre n'acquièrent d'importance militaire qu'en territoire belge. C'est ainsi que le champ de forces des fortifications françaises, éparses en terrain ouvert, ne dépasse pas la portée de leurs canons.

Abstraction faite de quelques rares dépôts importants qui, à la frontière, servent de base à une offensive en direction de la Belgique, et de quelques points qui, sur la Meuse et la Moselle, ont une importance stratégique, toutes les autres places fortes et fortifications édifiées sur la frontière septentrionale de la France ne font que disperser inutilement les forces disponibles. S'il se trouvait un gouvernement pour les raser, il rendrait service à la France; mais cela heurterait tous les préjugés traditionnels français.

La frontière septentrionale de la France est donc éminemment défavorable à la défense. En fait, elle est indéfendable; la ceinture des fortifications de Vauban, au lieu de la ren-

forcer, ne fait que témoigner de sa faiblesse à l'heure actuelle.

Comme les théoriciens chauvins de la "Grande Puissance du Centre de l'Europe", il est des Français qui cherchent une ligne fluviale au-delà de leur frontière septentrionale pour s'assurer une bonne position défensive. Où peut-on donc la trouver?

La première ligne qui s'offre à eux, c'est celle du cours inférieur de l'Escaut, puis celle de la Dyle prolongée jusqu'à l'embouchure de la Sambre dans la Meuse. Cette ligne donnerait à la France la moitié — la meilleure — de la Belgique. Elle engloberait pratiquement tous les célèbres champs de bataille belges, où se sont heurtés Français et Allemands: Oudenaarde, Jemappes, Fleurus, Ligny, Waterloo. A vrai dire, elle ne constitue pas encore une ligne défensive, car elle laisse ouverte une grande brèche entre l'Escaut et la Meuse, par laquelle l'ennemi peut s'engouffrer sans rencontrer d'obstacles.

La seconde ligne serait formée par la Meuse. Cependant, même si la France possédait la rive gauche de la Meuse, elle n'aurait pas encore une position aussi favorable que celle dont l'Allemagne dispose en Italie sur la seule ligne de l'Adige. En effet, celle-ci fait un contour presque entier, alors que la Meuse ne trace qu'un contour imparfait. En vérité, elle constituerait une ligne frontière bien meilleure, si elle coulait de Namur à Anvers, au lieu de se diriger vers le Nord-Est après Namur et de dessiner un grand arc après Venloo lorsqu'elle coule vers la Mer du Nord.

Tout le territoire situé au Nord de Namur — entre la Meuse et la Mer — ne pourrait être protégé en temps de guerre que par un système de fortifications; en effet, si l'ennemi traversait la Meuse, il trouverait devant lui l'armée française déployée dans la plaine du Brabant méridional. Même si une offensive française se dessinait en direction de la rive gauche du Rhin, elle se heurterait bientôt à la forte ligne du Rhin et au camp retranché de Cologne. L'angle saillant, formé par la Meuse entre Sedan et Liège, bien qu'il soit couvert par les Ardennes, contribue encore à affaiblir cette ligne. La ligne de la Meuse donne donc trop d'un côté, et pas assez de l'autre pour assurer une bonne ligne de défense à une frontière française. Mais, poursuivons notre analyse. Si nous posons de nouveau la pointe de notre compas sur

Paris pour décrire, avec le rayon Paris-Lyon, un arc allant de Bâle à la mer du Nord, nous trouvons que le cours du Rhin, *de Bâle à la source du Rhin, suit cet arc* avec une précision remarquable. A quelques milles près, tous les points importants du Rhin sont à une égale distance de Paris. *Telle est la véritable raison des visées françaises sur la frontière du Rhin.*

Si la France tient le Rhin, Paris devient vraiment, par rapport à l'Allemagne, le centre de la France. Dès lors, tous les rayons partant de Paris pour aboutir à une frontière attaquée, fût-elle sur le Rhin ou sur le Jura, auraient la même longueur. Partout, ce tracé présenterait à l'ennemi une périmétrie circulaire convexe, derrière laquelle il doit manoeuvrer par des détours, alors que l'armée française peut se déplacer sur la corde plus brève et donc prévenir l'ennemi. Les lignes d'opération et de retraites seraient ainsi également longues pour toutes les armées françaises, ce qui faciliterait considérablement une retraite en direction du centre et, en conséquence, permettrait de rassembler facilement à un point donné deux de ces armées en vue de porter un coup décisif à un adversaire encore divisé.

En occupant la frontière du Rhin, la France disposerait d'un système de défense qui, du point de vue des conditions *naturelles* représenterait l'un des cas "idéaux" dont parle le général Willisen, c'est dire qu'il ne laisserait rien à désirer. Le puissant système de défense interne du bassin parisien, avec les fleuves confluant dans la Seine en forme d'éventail — l'Yonne, l'Aube, la Marne, l'Aisne et l'Oise — serait uniformément protégé dans toutes les directions. Et l'on sait quelles dures leçons de stratégie Napoléon a su y donner aux Alliés de 1814\*. L'ennemi, arrivant à peu près au même moment de tous les côtés, peut être arrêté sur les fleuves jusqu'à ce que l'armée française, ayant réuni toutes ses forces, attaque l'une après l'autre les colonnes encore isolées de l'adversaire.

En revanche, sans la ligne du Rhin, la défense ne peut commencer qu'à 12 milles environ de Paris, au point décisif qui se situe entre Compiègne et Soissons. Il n'est aucun terri-

---

\* Engels fait allusion aux batailles de Montmirail, Château-Thierry, Reims, etc... de Février et Mars 1814, ou Napoléon 1<sup>er</sup> battit les troupes supérieures en nombre de la sixième coalition anti-française.

toire en Europe où les chemins de fer n'appuieraient autant la défense en permettant de concentrer rapidement des forces importantes, qu'entre la Seine et le Rhin.

Depuis le centre — Paris — les lignes de chemin de fer rayonnent en direction de Boulogne, Bruges, Gand, Anvers, Maestricht, Liège et Cologne, en direction de Mannheim et Mayence par Metz, et en direction de Strasbourg, Bâle, Dijon et Lyon. A quelque point que l'ennemi surgisse en force, on peut lancer contre lui toute l'armée de réserve amenée de Paris en chemin de fer. La défense interne du bassin de la Seine pourrait être encore renforcée, si tous les rayons du chemin de fer y suivaient la vallée des diverses rivières (Oise, Marne, Seine, Aube et une partie du cours de l'Oise).

Mais, ce n'est pas tout. Trois arcs concentriques de chemins de fer forment, dans la longueur du moins, un cadran autour de Paris, à des distances à peu près égales: le premier est formé par les lignes ferroviaires de la rive gauche du Rhin, qui vont presque sans interruption de Neuss à Bâle; le second part d'Ostende ou d'Anvers et continue par Namur, Arlon, Thionville, Metz et Nancy jusqu'à Epinal (il est pour ainsi dire tout aussi achevé que le premier); le troisième part de Calais, et passe par Lille, Douai, Saint-Quentin, Reims, Châlons-sur-Marne et Saint-Dizier pour aller jusqu'à Chaumont. Ce réseau fournit donc, en tous lieux, les moyens de concentrer des troupes importantes à un point quelconque et dans les délais les plus brefs. Grâce à la nature et à l'art, sans aucune fortification, la défense y serait si puissante étant donné les moyens de manoeuvrer, qu'une invasion de la France se heurterait indubitablement à une résistance tout autre qu'en 1814 - 1815\*.

Il manquerait cependant quelque chose pour que le Rhin constitue un bon fleuve frontière. Tant qu'une rive est entièrement allemande et l'autre entièrement française aucun des deux peuples ne domine l'autre\*\*. Nul ne pourrait empêcher

---

\* *La défense de Paris en 1870 a confirmé ce pronostic d'Engels, et si la Commune avait eu la chance de mener ses opérations offensives avec plus de bonheur elle aurait pu tirer largement parti des enseignements militaires d'Engels.*

\*\* *Dans l'Origine de la Famille et de l'Etat des Editions Sociales, on trouve en annexe un texte intitulé Sur l'histoire des anciens Germains, où Engels raconte comment les Romains déjà avaient su établir des cêtes de ponts sur le rive droite du Rhin en vue d'opérations offensives, cf. p. 196.*

que l'armée qui est la plus forte — à quelque nation qu'elle appartînt — ne passe le Rhin, comme l'expérience l'a montré cent fois et comme la stratégie l'explique amplement. Si les Allemands lançaient une offensive avec des forces supérieures, les Français ne pourraient l'arrêter que loin en arrière: l'armée du Nord sur la Meuse, entre Venloo et Namur; l'armée de la Moselle à l'embouchure de la Sarre, par exemple; l'armée du Haut-Rhin sur le cours supérieur de la Moselle et de la Meuse. Pour dominer complètement le Rhin, pour être en mesure de contrer énergiquement tout passage du Rhin par l'ennemi, il faudrait que les Français disposent de têtes de pont sur la rive droite du Rhin. (C'est dans cette logique que Napoléon a, sans autre forme de procès, incorporé Wesel, Castelle et Kehl à l'Empire français.). Dans l'état actuel des choses, pour compléter les belles forteresses que les Allemands lui ont construites sur la rive gauche du Rhin, son neveu réclamerait Ehrenbreitstein, Deutz et, faute de mieux, la tête de pont de Gernersheim. Dès lors le système géographico-militaire de la France serait parfait pour l'offensive comme pour la défensive, et tout nouvel appendice ne lui serait que nuisible. Les Alliés de 1813 ont démontré avec éclat qu'ils estimaient qu'un tel système avait une base naturelle et allait de soi. En effet, il y avait à peine dix-sept ans que la France s'était aménagé ce système et il semblait déjà si normal que les augustes Alliés — malgré leur victoire écrasante et la défaite complète de la France — tremblèrent à l'idée sacrilège d'y toucher: si des Allemands attachés à leur nation n'avaient osé l'arracher à la France, le Rhin serait aujourd'hui encore un fleuve français.

Si nous cédions aux Français non seulement le Rhin, mais encore les têtes de pont sur la rive droite, alors les Français auraient rempli leur devoir vis-à-vis d'eux-mêmes (au sens, où l'entendent les Radowitz, Willisen et Hailbronner qui réclament des Allemands qu'ils occupent la ligne de l'Adige et du Mincio ainsi que les têtes de pont de Peschiera et de Mantoue). Dans ce cas, l'Allemagne serait aussi impuissante vis-à-vis de la France, que l'Italie l'est aujourd'hui vis-à-vis de l'Allemagne. Et alors, comme en 1813, la Russie apparaîtrait comme le "libérateur" naturel de l'Allemagne (comme la France ou plutôt le gouvernement français apparaît aujourd'hui comme le "libérateur" de l'Italie). Comme salaire

de ses efforts désintéressées, la Russie demanderait seulement quelques lambeaux de territoire pour arrondir ses possessions polonaises, par exemple la Galicie et la Prusse polonaise. Ces provinces ne “contournent”-elles pas justement la Pologne!

Le Rhin est pour la France ce que sont pour nous l'Adige et le Mincio, et même quelque chose de plus. Si la Vénétie entre les mains des Italiens — et éventuellement des Français — contourne la Bavière et le Haut-Rhin et ouvre la route en direction de Vienne, la Belgique — et l'Allemagne au travers de la Belgique — contourne l'Est de la France et ouvre encore plus directement la route en direction de Paris. De l'Isonzo à Vienne, il y a tout de même l'espace d'une soixantaine de milles en un terrain où la défense peut toujours finir par stopper l'avance ennemie. De la Sambre à Paris, il n'y a que trente mille et ce n'est qu'à une douzaine de milles de Paris — près de Soissons ou de Compiègne — que la défense trouve une ligne fluviale pour se retrancher tant bien que mal.

Si, selon Radowitz, l'Allemagne, en cédant l'Adige et le Mincio, se place d'emblée dans la situation d'un pays qui aurait perdu une campagne militaire, la France dans ses frontières actuelles, est dans la situation d'un pays qui, après avoir tenu la frontière du Rhin, aurait perdu deux campagnes, la première sur la ligne fortifiée du Rhin et de la Meuse, et la seconde en rase campagne, dans la plaine belge.

En conséquence, les Allemands retrouvent sur le cours inférieur du Rhin et sur la Meuse la puissante position du système de forteresses dont ils disposent en Haute Italie. Ne pourraient-ils pas facilement faire de Maestricht, Cologne, Jliers, Wesel et Venloo, avec deux ou trois points fortifiés intermédiaires à peine, un puissant réseau retranché couvrant la Belgique et le Brabant septentrional? Tout cela ferait qu'une armée française, trop faible pour affronter une bataille en rase campagne, ne pourrait retenir qu'un moment entre les rivières un adversaire plus fort grâce à des manoeuvres, avant de se retirer finalement par le moyen des chemins de fer dans la plaine belge ou vers Douai.

Tout au long de notre analyse, notre hypothèse était que la Belgique demeurerait ouverte à une attaque allemande contre la France et ses alliés. Comme nous devons argumenter du point de vue français nous avons autant le droit de

faire cette hypothèse que nos adversaires à propos du Mincio lorsqu'ils présupposent qu'en toute occurrence l'Italie — même si elle est unifiée et libérée — doit être hostile aux Allemands. Dans tous les cas de ce genre, il est de règle que l'on envisage tout d'abord la pire hypothèse, afin de s'y préparer. Les Français doivent procéder ainsi, lorsqu'ils recherchent quelle est la capacité de défense et la configuration stratégique de leur frontière septentrionale. Nous n'avons donc pas à tenir compte ici du fait qu'en vertu des traités européens, la Belgique est un pays neutre comme la Suisse. L'expérience historique a encore à démontrer qu'en cas de guerre européenne cette neutralité représente plus qu'une feuille de papier. Quoi qu'il en soit, la France ne pourra jamais y compter au point de considérer, du point de vue militaire, que toute sa frontière avec la Belgique est aussi sûre que si ce pays constituait un bras de mer séparant la France de l'Allemagne. En conclusion, la faiblesse de la frontière reste la même, qu'on la défende d'une manière vraiment active, ou qu'on y détache quelques troupes pour la défendre contre d'éventuelles attaques.

Nous avons ainsi tracé pour l'essentiel le parallèle qui s'établit entre le Pô et le Rhin. Hormis les dimensions plus considérables du Rhin, qui ne sauraient que renforcer les prétentions françaises, l'analogie est aussi complète que possible. Il ne reste qu'à souhaiter qu'en cas de guerre, les soldats allemands défendent, en pratique, le Rhin sur le Pô avec plus de succès que ne le font en théorie, les chauvins partisans de la "Grande Puissance du Centre de l'Europe". En effet, si ceux-ci défendent le Rhin sur le Pô, *c'est uniquement pour les Français.*\*

Au reste, pour le cas où les Allemands auraient l'"infortune" de perdre leur "frontière naturelle" du Pô et du Mincio, pour ce cas, nous voulons pousser l'analogie encore un peu plus loin. Les Français n'ont possédé leurs "frontières naturelles" que pendant dix-sept ans et ont dû se tirer d'affaire sans elles depuis presque quarante-cinq ans. Durant ce laps

---

\* Engels s'efforce ainsi de démontrer que si les Allemands prétendent avoir besoin des positions fortes de la Haute-Italie pour se défendre (alors qu'ils ont négligé d'unifier l'Allemagne elle-même jusque là, en lorgnant toujours sur des terres étrangères), les Français seront tout fondés à réclamer des terres... allemandes pour se défendre, alors qu'eux ont déjà fait leur unité.

de temps, leurs meilleurs théoriciens militaires ont reconnu que les lois modernes de la guerre avaient rendu inutile la ceinture fortifiée de Vauban en cas d'invasion, et donc qu'en 1814 et 1815 ce ne fut ni le hasard ni la fameuse "trahison" qui permit aux Alliés de passer à travers la ligne des forteresses sans le moindre effort. Quoi qu'il en soit, il fallait absolument faire quelque chose pour protéger la frontière septentrionale trop exposée, d'autant qu'il était clair qu'il n'existait aucune perspective de récupérer bientôt la frontière du Rhin. Comment fallait-il s'y prendre? Les Français recoururent à un moyen qui fait honneur à un grand peuple: ils fortifièrent Paris. Ils furent les premiers, dans l'histoire moderne, à faire de leur capitale un gigantesque camp retranché. Les experts militaires de la vieille école hochèrent la tête devant cette invraisemblable entreprise. C'était de l'argent jeté par les fenêtres, simplement pour satisfaire la vanité française! Derrière cette façade, il n'y avait que du vent! A-t-on jamais vu une forteresse ayant une circonférence de neuf milles et renfermant un million d'habitants! Comment la défendre sans y tenir en garnison la moitié de l'armée? Et comment ravitailler tout ce monde? C'était pure folie, présomption bien française, sacrilège, retour à la tour de Babel! Tel était le jugement des perruques de la science militaire qui en sont toujours encore à l'étude de l'hexagone de Vauban et qui, dans l'art de la défense, ne connaissent que la contre-attaque au moyen d'une sortie du peloton d'infanterie entre le chemin couvert et le pied de l'enceinte.

Mais, les Français continuèrent à fortifier et, bien que Paris n'ait pas encore eu à affronter l'épreuve du feu, les experts militaires qui portent pas perruque, leur ont donné raison. Wellington se mit à dresser des plans pour fortifier Londres, et, si nous sommes bien renseignés, on a commencé à construire des forts avancés autour de Vienne, tandis qu'on discute de la fortification de Berlin. N'a-t-il pas fallu en revenir à l'étude de l'exemple de Sébastopol pour se rendre compte de la force énorme que représente un gigantesque camp retranché\*, s'il est occupé par une armée entière,

---

\* *Marx et Engels ont écrit la valeur d'un livre de cinq cents pages sur la guerre de Crimée, et, notamment, le siège de Sébastopol. Pour l'esuite de la note (voir page suivante).*

sachant mener de manière offensive une défense sur une grande échelle. Or, Sébastopol n'avait qu'un mur d'enceinte et quelques ouvrages de campagne, et ne disposait d'aucun fort détaché, ni d'aucune escarpe!

Depuis que Paris est fortifié, la France peut se passer de la frontière du Rhin. Comme l'Allemagne en Italie, elle devra mener sa défense sur la frontière septentrionale de manière tout d'abord offensive. La disposition du réseau ferroviaire prouve que les Français l'ont compris. Si cette offensive est repoussée, l'armée pourra s'arrêter sur l'Oise et sur l'Aisne. Or, cet arrêt a toutes les chances d'être définitif, car une progression ultérieure de l'ennemi serait aventureuse, puisqu'après avoir traversé la Belgique, l'armée d'invasion risque fort de ne plus avoir les moyens d'opérer contre Paris. A l'abri de l'Aisne, en solide liaison avec Paris, et dans le pire des cas, derrière la Marne, l'aile gauche appuyée sur Paris, en position de flanc offensive, l'armée française du Nord pourrait attendre l'arrivée des autres armées. L'envahisseur n'aurait plus d'autre solution que d'avancer sur Château-Thierry et d'opérer contre les communications des armées françaises de la Moselle et du Rhin. Mais, cette action n'aurait plus l'importance décisive qu'elle avait avant la fortification de Paris. Dans le pire des cas, on ne saurait

---

*suite note de la page précédente.*

*sentiel, ces analyses ne sont pas dépassées. En effet, Engels vient de montrer qu'à partir du moment où un pays ne dispose pas de l'avantage du terrain pour se défendre, il doit recourir aux procédés de l'art en édifiant un système de forteresse conçues non pas comme une muraille de Chine (ligne Maginot qui, une fois traversée, laisse le champ découvert), mais en s'appuyant sur des positions solides de terrain, reliées en un réseau rationnel, de manière à permettre aussi bien des mouvements défensifs qu'offensifs contre un adversaire éloigné de ses bases. Au cours de la guerre de 1939 - 45, la forteresse de Sébastopol a une fois encore, tenu. C'est probablement le système américain des bases fortifiées au Vietnam, qui a empêché une déroute totale des Américains, au cours de l'année 1967 - 68.*

*\* Ainsi, on pouvait espérer, en 1871, qu'une armée française se resaisirait derrière la Loire et arracherait sinon la victoire, du moins une paix "honorable", qui eût été "la meilleure issue de la guerre: les deux nations se prouvant mutuellement leur invincibilité" (Marx à Engels, 17 août*

*suite de la note (voir page suivante).*

empêcher que les restes de l'armée française ne se replient derrière la Loire,\* dès qu'ils s'y regrouperaient, ils seraient toujours encore assez forts pour mettre en danger l'armée d'invasion, affaiblie et divisée par l'encercllement de Paris, ou même pour s'ouvrir un chemin vers Paris. En un mot : le contournement par la Belgique a perdu de son efficacité depuis que Paris est fortifié.\* Il n'est plus décisif : il est facile de faire le compte des inconvénients qui en découlent, et des moyens dont les Français disposent pour y parer.

---

*suite note de la page précédente.*

1870). Engels a longuement décrit les combats au Sud de Paris qui laissaient espérer une telle issue à la guerre (Cf. Notes sur le Guerre de 1870 - 1871 d'Engels, Ed. Costes, 1947, 304 p.).

En revanche, il était aberrant, du point de vue de la géographie stratégique de la France, de construire la ligne Maginot, en portant tout l'effort défensif sur les frontières, qui, le plus souvent, ne correspondent pas aux points stratégiques fondamentaux.

\* Pour saisir pleinement le sens de cet article, il faut préciser qu'il a été publié sans nom d'auteur, Engels ne voulant pas que sa personnalité influence le jugement des lecteurs allemands auxquels il s'adressait pour leur demander de cesser leurs velléités impérialistes à l'étranger, en Italie notamment, pour se consacrer enfin aux tâches urgentes de l'unité nationale que l'histoire avait enfin mise à l'ordre du jour immédiat. De fait, la critique attribua la brochure à un général prussien soucieux de l'intérêt bien compris de son pays.

En arguant que la France avait renoncé — par la force des choses — à la rive gauche du Rhin jugée indispensable à sa défense, Engels cherchait à amener les Allemands à abandonner leurs possessions étrangères pour s'atteler à des choses plus sérieuses en Allemagne même, et à compter davantage sur eux-mêmes que sur la fatalité et les caprices des "frontières naturelles". Il y développait la théorie des fortifications qui remplacent efficacement les lacunes des frontières "naturelles", comme l'histoire ultérieure l'a démontré amplement. La fortification de Paris servit même à la Commune qui résista longtemps à la coalition de l'armée française et prussienne. En soulignant que la France avait pu se développer après avoir été contrainte de renoncer à la Belgique, Engels voulait convaincre les Allemands qu'ils devaient se cantonner volontairement aux tâches nationales. Il prévenait ainsi à l'avance, avec des arguments rationnels confirmés par l'histoire, le coup de l'annexion impérialiste de Bismarck. Mais comme on le sait cette argumentation rationnelle, qui eût été la plus favorable au développement même de la bourgeoisie, ne trouva absolument aucun écho auprès de la bourgeoisie de l'époque — au contraire, celle-ci se lança dans la pire politique impérialiste.

La leçon qu'il faut en tirer, c'est que la bourgeoisie n'est absolument pas sensible aux conseils et aux admonestations si favorables soient-ils à ses intérêts bien compris, et s'avère toujours plus bornée et rapace, suscitant pour cela tous les conflits violents, même en son sein, pour distraire le prolétariat de ses tâches de classe autonomes.

Nous ferions bien d'imiter l'exemple des Français, et de ne pas nous laisser assourdir par les clameurs de ceux qui prétendent que les possessions hors d'Allemagne nous sont indispensables, alors qu'en fait elles sont chaque jour plus précieuses. Il faudrait donc nous préparer au moment inéluctable où nous devons renoncer à l'Italie. Plus vite nous commencerons à édifier les fortifications nécessaires, mieux cela vaudra. Notre tâche n'est pas ici d'indiquer précisément où et comment il faudra les édifier. Mais, évitons de dresser des points de barrage illusoire et de négliger ensuite les diverses fortifications qui peuvent permettre à une armée en retraite de s'arrêter: il faut des camps retranchés et des groupes de forteresses sur les fleuves.

### 3. BELGIQUE ET ANTI-GERMANISME.

En France, le corps administratif de l'armée (intendance etc.) reçoit ses ordres, non du maréchal ou du général exerçant le commandement, mais directement de Paris.\* Dès lors que Paris se trouve paralysé, les communications avec lui étant coupées, il n'y a plus de centre d'organisation pour les provinces. Celles-ci sont à leur tour paralysées, et ce d'autant plus que la dépendance des provinces à l'égard de Paris et de son initiative est par une longue accoutumance devenue un article de la foi nationale, contre laquelle se rebeller n'est pas seulement un crime, mais un sacrilège.

A côté de cette raison principale, il y en a néanmoins une autre, secondaire, mais en l'occurrence à peine moins importante: c'est à la suite de l'évolution historique intérieure de la France que son centre se trouve à une dangereuse

---

\* Cf. Fr. Engels, sur la Guerre XX, in: "The Pall Mall Gazette", 3. X. 1870.

Dans cet extrait, Engels explique toute l'expansion nationale française en direction du Nord, vers la Belgique, une fois la France du Sud — pays occitan assujéti — à la France du Nord après la guerre des Albigeois au temps de Louis XI, cf. *Fil du Temps* n° 1 sur la Nation et l'Etat belges, produit de la contre-révolution, chap. sur les Trois parties de la future nation bourgeoise de France, p. 66 - 102.

Les extraits sur la Belgique, écrits par Engels dans le feu de la guerre franco-prussienne de 1870, soulignent encore une fois la position stratégique de la Belgique à l'extrémité de l'Europe occidentale entre l'Angleterre, l'Allemagne et la France, au point décisif des grandes guerres modernes de 1870 à la dernière grande offensive allemande de Noël 1944 dans les Ardennes.

proximité de la frontière du Nord-Est. C'était plus vrai encore il y a trois siècles. Paris était alors situé à une extrémité du pays. Couvrir Paris du Nord et du Nord-Est par une plus grande étendue de territoire fut le but de la série presque ininterrompue de guerres contre l'Allemagne, et contre l'Espagne tant que celle-ci avait la Belgique en sa possession.\*

Depuis le moment où Henri III s'empara des Trois Evêchés — Metz, Toul et Verdun (1552) — jusqu'à la Révolution, l'Artois, des parties des Flandres et du Hainaut, la Lorraine, l'Alsace et Montbéliard furent successivement conquis et annexés à la France pour servir de tampons destinés à amortir le premier choc d'une invasion contre Paris. Il faut reconnaître que la plupart de ces provinces étaient prédestinées par la race, la langue et les moeurs à devenir partie intégrante de la France, et que la France a su — principalement par la Révolution de 1789 - 1798 — assimiler complètement le reste. Mais aujourd'hui encore Paris est dangereusement exposé. De Bayonne à Perpignan, d'Antibes à Genève, les frontières sur terre sont à grande distance de Paris. De Genève par Bâle à Lauterbourg en Alsace, la distance reste la même: elle forme un arc, décrit de Paris comme centre, ayant un seul et même rayon de 250 milles. Mais à Lauterbourg, la frontière quitte l'arc et forme à l'intérieur une corde dont chaque point n'est qu'à 120 milles de Paris: "Là où le Rhin nous quitte, le danger commence", dit Lavallée dans son ouvrage chauvin, *les Frontières de la France*. S'il est vrai que Mac-Mahon a effectué le mouvement straté-

---

\* Dans son analyse de la politique extérieure du tsarisme russe (cf. traduction française dans Marx-Engels, sur la Russie, 10/18, p. 152-193), Engels analyse l'origine de l'hégémonie russe en Europe au siècle dernier et il y reprend l'analyse de Marx selon lequel la Russie avait su se gagner la France de l'époque de la monarchie absolue en la soutenant dans ses efforts pour éloigner la frontière septentrionale de la France de sa capitale Paris: "Il ne restait plus que trois puissances, dont la Russie devait tenir compte (dans ses visées hégémoniques): l'Autriche, la France et l'Angleterre. Il était relativement facile de les exciter les unes contre les autres ou de les acheter, en faisant miroiter à leur yeux une possibilité d'agrandissement de leur territoire. L'Angleterre et la France rivalisaient toujours sur mer. On pouvait avoir la France par la perspective de gains territoriaux en Belgique et (sur la rive gauche du Rhin) en Allemagne". L'Angleterre industrielle fut liée par son commerce à la Russie, et l'Autriche intéressée au partage de la Pologne.

gique en question, il place délibérément son armée dans une position absolument semblable à celle où la marche de flanc de Napoléon, dans la partie Sud de la forêt de Thuringe plaça en 1806 l'armée prussienne de Iéna.\* Une armée numériquement et moralement plus faible est délibérément placée dans une position où, après une défaite, sa seule ligne de retraite est l'étroite bande de territoire menant en territoire neutre ou à la mer. Ce faisant, Napoléon força les Prussien à capituler en atteignant Stettin avant eux. Les troupes de Mac Mahon devront se rendre dans cette étroite bande de territoire français qui s'enfonce dans le territoire belge entre Mézières et Charlemont-Givet. \*\* Dans le meilleur des cas, elles pourraient s'échapper en direction des forteresses du Nord, Valenciennes, Lille, etc. où en toute occurrence elles deviendront inoffensives. Et alors la France sera à la merci de l'envahisseur.

Le 26 août, alors que presque tous les autres correspondants de guerre étaient occupés avec trop de zèle et d'emphase à

---

\* Dans l'extrait ci-dessus de la *Pall Mall Gazette*, du 26. VIII sur la Guerre XII, Engels analyse le mouvement du corps d'armée de Mac-Mahon, parti de la région parisienne, pour débloquer l'armée de Bazaine encerclée dans Metz. On sait que le kronprinz allemand était déjà avancé jusqu'à Châlons-sur-Marne et tenait solidement à partir de cet avant-poste la ligne de la Meuse et des Argonnes, soit le chemin le plus direct par Verdun vers Metz. La région déterminante dans ce heurt devenait en conséquence la route des invasions en direction des Ardennes belges, par laquelle en l'occurrence Mac-Mahon pouvait prendre de flanc l'armée du kronprinz et, en cas de succès, menaçait même le territoire de la Prusse, dont la première ligne de défense était Mayence, Coblenze et Cologne, situées à la hauteur de la Belgique. Après avoir analysé le terrain stratégique du Nord-Est de la France, qui fut le théâtre des trois dernières grandes guerres que la France mena contre l'Allemagne, Engels montre que le passage vers la Belgique fait partie intégrante de toute stratégie dans cette partie tourmentée du territoire, de par la conformation géographique même de toute cette région. Engels indique dans cet extrait que Mac-Mahon, se rend lui-même dans une souricière du genre de celle que Napoléon a posée aux Prussiens à Iéna, et que l'issue décisive de cette bataille est une bande de territoire "neutralisée" en Belgique!

\*\* Tout au Sud de cette bande de territoire, qui s'enfonce en Belgique se trouve Sedan où les 1<sup>er</sup> et 2 septembre 1870 — comme Engels l'a prévu ici — les Prussiens infligèrent à l'armée française de Mac-Mahon la lourde défaite qui décida de l'issue de toute la guerre, comme ce fut aussi le cas pour la France en 1940. Engels ne prévint pas seulement cette catastrophe militaire mais détermina encore avec beaucoup de précision où elle devait se produire.

commenter la signification première de la marche "résolue" du kronprinz sur Paris pour avoir du temps à consacrer à Mac-Mahon, nous nous sommes risqué à signaler que le mouvement réellement important de la journée était celui de ce général en vue de secourir Metz.\* Nous disions qu'en cas de défaite, "les troupes de Mac-Mahon devront se rendre sur cette étroite bande de territoire français qui s'enfonce en territoire belge entre Mézières et Charlemont-Givet".

Ce que nous avons prévu alors c'est maintenant presque entièrement réalisé...

Il est encore trop tôt pour tenter de critiquer le plan tactique de Mac-Mahon, en vue et au cours de cette bataille, car nous sommes fort peu renseignés sur ce point. Quoi qu'il en soit, on ne saurait condamner assez sévèrement sa stratégie. Il a laissé échapper toute bonne occasion favorable pour s'échapper. Sa position entre Rethel et Mézières lui eût permis de combattre de façon à maintenir ouverte sa retraite vers Laon et Soissons et, par là, de nouveau la possibilité de gagner Paris ou l'Ouest de la France. Au lieu de cela, il a combattu comme si sa seule ligne de retraite avait été vers Mézières et si la Belgique lui avait appartenu. On dit qu'il se trouve en Sedan. Les Allemands victorieux doivent avoir, à l'heure présente, occupé avec leurs troupes la rive gauche de la Meuse, non seulement devant cette forteresse, mais encore devant Mézières. De là, leur flanc gauche s'étendra dans les tout prochains jours jusqu'à la frontière belge près de Rocroi. Dès lors Mac-Mahon sera encerclé dans la petite bande de territoire sur laquelle nous avons attiré l'attention du lecteur il y a six jours.

Une fois là il ne lui reste plus guère d'issue. Il y a autour de lui quatre forteresses: Sedan, Mézières, Rocroi et Charlemont. Or sur douze milles carrés de territoire, en ayant devant lui une armée qui lui est supérieure et derrière lui un territoire neutre, il ne peut pas appliquer la tactique des quatre points fortifiés\*\* : il sera affamé ou vaincu. A la fin il

---

\* Cf. Fr. Engels, Notes sur la guerre XV. in: *The Pall Mall Gazette* 2.IX.1870.

\*\* Dans le quadrilatère fortifié du nord de l'Italie, constitué par les villes fortifiées de Mantoue-Peschiera-Vérone et Legnago sur l'Adige, le Mincio et le cours inférieur du Pô, le vieux feldmaréchal autrichien Radetzky remporta une victoire écrasante sur les italiens en 1848 alors qu'il était lui-même dans une position presque désespérée, cf. Marx-Engels, *Ecrits militaires*, p. 349 - 352.

devra se rendre, soit aux Prussiens, soit aux Belges. Mais une autre voie lui reste ouverte. Nous avons dit qu'il avait agi comme si la Belgique lui appartenait. Que ferait-il si c'était réellement ce qu'il pense? Faisons comme si tout le mystère, au fond de cette inexplicable stratégie, était le projet arrêté d'utiliser le territoire belge comme s'il appartenait à la France? Depuis Charlemont, il existe, par Philippeville, une route directe, en territoire belge qui mène de nouveau en territoire français près de Maubeuge. Or cette route est de moitié moins longue que celle de Mézières à Maubeuge en territoire français. Qu'arriverait-il si Mac-Mahon avait l'intention de se servir de cette route pour s'échapper, au cas où il en serait réduit à cette dernière extrémité? Il peut se dire que les Belges ne seront pas en état de résister à une armée aussi forte que la sienne. Or si les Allemands, comme il est très probable, suivent Mac-Mahon en territoire belge, au cas où les Belges ne pourraient l'arrêter, alors surgiraient de nouvelles complications politiques qui pourraient de toute façon améliorer, mais à coup sûr ne pourraient rendre plus défavorable la situation présente de la France. Ensuite, si Mac-Mahon réussissait à pousser ne fût-ce qu'une patrouille allemande en territoire belge, la violation de neutralité serait établie et servirait d'excuse à toutes ses propres violations ultérieures du territoire belge, de telles idées peuvent bien avoir passé par la tête de ce vieux général qui s'est battu si longtemps dans les conditions algériennes. Elles seraient en conformité avec ses méthodes de guerre africaine, et, de fait elles sont pratiquement les seules qui puissent expliquer sa stratégie. Mais même cette issue pourra lui être coupée: si le kronprinz agit avec sa rapidité habituelle, il peut atteindre Monthermé et le confluent de la Semoy et de la Meuse avant Mac-Mahon — et celui-ci sera alors coincé entre Semoy et Sedan sur à peine assez d'espace pour servir de camp à ses hommes et sans espoir de trouver une route de traverse neutre.\*

---

\* C'est ce qui se produisit effectivement avec la bataille de Sedan, le 1<sup>er</sup> et 2 septembre 1870, où le kronprinz sauva du même coup la fameuse "neutralité" belge, menacée cette fois par les Français. Dans la Savoie, Nice et le Rhin, Engels écrivait à ce propos: "L'offensive la plus dangereuse pour la France proviendra toujours de la Belgique, et si celle-ci est neutre, de la rive gauche allemande du Rhin et du Haut-Rhin badois. Toute autre offensive ferait un détour, serait excentrique et non directement dirigée sur Paris" (cf. Marx-Engels, *Ecrits militaires*, n. 417).

L'issue du combat de mardi a été désastreuse pour les corps français engagés.\* Près de vingt canons, onze mitrailleuses et 7.000 prisonniers sont un résultat à peu près équivalent à celui de Woerth, mais pour les Prussiens il fut acquis beaucoup plus aisément et avec des sacrifices moindres. Les Français, sur les deux rives de la Meuse, furent repoussés jusque dans le voisinage immédiat de Sedan. Sur la rive gauche, il semble que leur position après la bataille soit bornée à l'Ouest par la Bar et le canal des Ardennes (qui tous deux longent la même vallée et débouchent dans la Meuse à Villiers, entre Sedan et Mézières), et à l'Est par le ravin et ruisseau descendant de Raucourt vers la Meuse. Ayant ainsi ses deux flancs assurés, le gros de leurs troupes occuperait le plateau intermédiaire, prêt à faire face à une attaque venant de n'importe quel côté. Sur la rive droite, il semble qu'après la bataille de mardi, les Français aient franchi la rivière Chiers, qui se jette dans la Meuse à quatre milles environ au-dessus de Sedan, en face de Remilly. Trois gorges parallèles courent au Nord et au Sud de la frontière belge, les deux premières dans la direction de la Chiers, la troisième et la plus large juste devant Sedan, en direction de la Meuse. Sur la seconde, près de son point culminant, se trouve le village de Cernay; sur la troisième en haut, à son point d'intersection avec la route de Bouillon en Belgique, Givonne; et plus bas, au point où la route de Stenay et Montmédy traverse la gorge, il y a Bazeilles. Au cours de la bataille décisive de jeudi (celle de Sedan), ces trois gorges ont dû former autant de positions de défense successives pour les Français qui, naturellement, auront tenu la dernière et la plus forte avec la plus grande ténacité. Cette partie du champ de bataille ressemble beaucoup à celui de Gravelotte; mais, tandis qu'à Gravelotte, les gorges pouvaient être (et furent effectivement) tournées par le plateau d'où elles partaient, ici la proximité du territoire belge rendait fort risquée une tentative pour les tourner et obligeait à une attaque de front directe.

Au Nord de la Seine, Manteuffel et son premier corps d'armée tiennent Rouen et les environs, après qu'il ait

---

\* Cf. *Fr. Engels, les Défaites françaises (près de Sedan), in; Pall Mall Gazette, 3.IX.1870, d'où il ressort que le verrou belge que l'armée française n'était plus en mesure de forcer aggrava la défaite de Sedan des 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> Septembre 1870.*

envoyé le 8<sup>e</sup> corps en Picardie.\* Ce dernier corps en a vu de dures. Le général Faidherbe ne laisse guère de répit à son armée du Nord. Les trois départements les plus septentrionaux de France, de la Somme à la frontière belge, ont environ vingt places fortes d'importance diverse. Bien qu'elles soient entièrement dépourvues d'intérêt de nos jours en cas d'une grande invasion par la Belgique, elles ne constituent pas moins dans le cas présent une base d'opérations très favorable et presque inattaquable.\*\*

Quand il y a près de deux cents ans, Vauban conçut le plan de cette triple ceinture de forteresses, il ne pensait certainement pas qu'elle servirait de triple camp retranché, sorte de quadrilatère fortifié, à une armée française contre un ennemi qui viendrait du coeur de la France. C'est ce qui arrive maintenant, et tout restreint qu'est ce morceau de territoire, il est pour cette fois un terrain imprenable, et même un terrain d'importance par suite de ses ressources manufacturières et de sa population dense.

... Les bataillons des faubourgs de Paris, composés d'ouvriers, sont résolus à se battre; ils obéiront et manifesteront une espèce de discipline *instinctive*, s'ils sont conduits par des hommes ayant personnellement et politiquement leur confiance.\*\*\* Envers tous les autres chefs, ils seront rebelles. En outre, ils n'ont ni instruction, ni officiers entraînés et,

---

\* Cf. Fr. Engels, Notes sur la guerre XXXIV in: Pall Mall Gazette 7.I.1871.

\*\* Des mois après la chute du Second Empire, Engels montre que la situation militaire de la France n'était pas encore désespérée, et qu'on eût pu encore espérer parvenir à "une paix honorable" sans annexion c'est-à-dire sans prétexte de guerres de revanche, si la bourgeoisie française avait voulu faire une paix honorable, et ne pas considérer son prolétariat comme l'ennemi plus dangereux encore que l'ennemi "prusien" — ce qui devait aboutir à la confirmation éclatante de la thèse selon laquelle il ne faut plus soutenir sa bourgeoisie dans une guerre rationnelle, une fois que la bourgeoisie est au pouvoir.

\*\*\* Cf. Fr. Engels, su la Guerre XXXI, in; The Pall Mall Gazette, 6.X.1870. Dans son article du 29.X.1870 sur la Chute de Metz, évoquant la capitulation de l'armée de Bazaine, dont les Prussiens devaient libérer des prisonniers pour se battre contre la Commune, Engels prévoit : "Nous apprendrons certainement que, dans cette guerre les motifs politiques ont paralysé, ici comme partout ailleurs, l'activité militaire."

à moins qu'il n'y ait une bataille finale derrière les barricades, leurs excellentes qualités de combat ne seront pas utilisées.

En revanche, le gros des Gardes nationaux, armés par Palikao, se compose de bourgeois, particulièrement de la classe des petits boutiquiers, et ces hommes-là répugnent par principe à se battre. Sous les armes, leur affaire est de garder leurs boutiques et leurs maisons: si celles-ci sont attaquées à distance par les obus ennemis, leur enthousiasme martial s'évanouira probablement. *C'est une force organisée plutôt contre un ennemi intérieur qu'extérieur.* Toutes ses traditions vont en ce sens, et neuf sur dix d'entre eux sont convaincus qu'un tel ennemi intérieur est dès maintenant embusqué en plein coeur de Paris, n'attendant qu'une occasion pour lui tomber dessus...\*

### L'ère impérialiste des annexions.

Lorsqu'après Sedan la Prusse s'est présentée avec ses exigences d'annexion, on déclara: La nouvelle frontière est uniquement déterminée par des nécessités stratégiques, on ne prendra que ce qu'il nous faut absolument besoin pour couvrir notre flanc; au sein de cette nouvelle frontière et une fois que les fortifications seront complètement aménagées, nous pourrons faire face tranquillement à toute attaque.\*\*

---

\* Dans son article du 26 janvier 1871, Engels écrit: "Toutes les informations de Paris rapportent unanimement que l'absence de succès est due au manque de confiance des soldats dans le haut commandement. Nous ne devons pas oublier que Trochu est orléaniste et, en tant que tel, il vit dans la peur constante de la Villette, de Belleville et des autres quartiers révolutionnaires de Paris, qu'il craint plus que les Prussiens. Ce n'est pas une simple hypothèse ou conclusion de notre part. Nous le savons d'une source qui ne laisse aucun doute: une lettre..." Cf. la lettre de Marx à Lafargue du 4 février 1871. Cf. Marx-Engels, la Commune de 1871, Ed. 10/18, 1971, pages 110 - 111.

\*\* Cf. Fr. Engels, la Loi militaire d'Empire, in: Volksstaat 11.3.1874 Dans les deux extraits suivants, Engels analyse les résultats de la guerre de 1870 pour les Allemands, en faisant une vive critique du militarisme par lequel on essayait de justifier l'annexion de l'Alsace-Lorraine qui compléta l'unité allemande, enfin réalisée à Versailles en 1871, pour mener à terme une révolution bourgeoise commencée en 1525. Engels montre ici combien l'argument national est fallacieux pour justifier l'annexion de l'Alsace-Lorraine pour des raisons de sécurité militaires. La Belgique dans tout cela? Si vraiment elle était une véritable nation, formant barrage entre l'Allemagne et la France — l'argument de l'annexion de l'Alsace-Lorraine pour des raisons de sécurité nationale allemande fut devenu sans fondement aucun.

En fait, tout ce qui nous guide est d'ordre purement stratégique.

La ligne fortifiée du Rhin, avec ses trois grands points fortifiés essentiels — Cologne, Coblenze et Mayence — n'avait que deux défauts: Premièrement, on pouvait la contourner par Strasbourg, et deuxièmement il lui manquait une ligne d'avant-postes avec ces points fortifiés, qui donnent une profondeur à toute cette position. L'annexion de l'Alsace-Lorraine remédiait à ces deux défauts. Strasbourg et Metz constituent maintenant la première ligne, Cologne, Coblenze et Mayence la seconde — ce ne sont là que des fortifications de premier ordre, pourvues de forts très avancés et capables d'offrir une grande résistance à la moderne artillerie tractée; de plus, elles sont, l'une par rapport à l'autre, à des distances telles que l'exigent les colossales armées modernes pour se mouvoir librement, et ce, dans un terrain extrêmement propice à leur défense. Tant que la neutralité de la Belgique est respectée, une attaque française peut facilement être repoussée sur l'étroite bande de territoire entre Metz et les Vosges; on peut, si on le veut, se replier dès le début derrière le Rhin et l'on peut forcer les Français à s'affaiblir dans la première bataille décisive par des attaques de détachements armés contre Metz, Strasbourg, Coblenze et Mayence. C'est une position qui n'a pas d'égale dans toute l'Europe; le quadrilatère fortifié vénitien est un jeu d'enfant en comparaison de cette position pratiquement inexpugnable.

Ni l'annexion des Danois du Schlesvig septentrional, ni la violation et l'escamotage final de l'article V du traité de paix de Prague relatif au droit de la **population** de cette région de voter son rattachement au Danemark, ni l'annexion de l'Alsace-Lorraine, ni les mesures vexatoires contre les Polonais prussianisés n'avaient quoi que ce soit à faire avec la réalisation de "l'unité nationale"\*. Bismarck a su donner à l'Allemagne la réputation d'avoir soif d'annexer des terres étrangères. Si le chauvin citoyen allemand a rejeté les Allemands d'Autriche de l'Allemagne pour chanter néanmoins la fraternité de tous ceux qui habitent "entre l'Adige et la Memel", il veut tout de même unir à l'Empire allemand la Hollande, les Flandres, la Suisse et les prétendues provinces

---

\* Cf. Fr. Engels, l'Europe peut-elle déarmer? , in: Vowärts, 10.3. 1893.

allemandes baïtes de la Russie. Or ce chauvin allemand a servi fidèlement Bismarck, et ce, avec un tel résultat magnifique qu'il n'y a plus personne de nos jours qui ait confiance en "les braves allemands" dans toute l'Europe. Allez où vous voulez: vous trouverez partout de la sympathie pour la France, et de la méfiance pour l'Allemagne, que l'on TIENT pour la cause de l'actuelle (1893) menace de guerre. \*

...Le coup de l'annexion de l'Alsace-Lorraine ne fut pas sanctionné par autre chose que la force.\*\*On se vengeait un

---

\* A peine la bourgeoisie avait-elle systématisé, avec des moyens révolutionnaires, l'Europe occidentale en nations bourgeoises modernes en l'année 1871 qui vit naître l'unité nationale non seulement de l'Allemagne, mais encore des pays nordiques et méridionaux de l'Europe, de l'Italie au Danemark, sans oublier l'Espagne et le Portugal, que les protagonistes les plus classiques du nationalisme — la France et l'Allemagne — donnèrent des signes indubitables de dégénérescence de l'esprit national qui ait dû éclairer les prolétaires contre les dangers du chauvinisme dans les futurs conflits impérialistes. Pour sa part, la France bourgeoise préféra laisser amputer son territoire national et fut honteusement battue par le premier arriviste bourgeois venu par crainte de son prolétariat, et en Allemagne sous prétexte d'unité nationale, on annexait des terres étrangères après avoir exclu des millions d'Allemands de l'Autriche allemande de l'unité de la nation: Dans les deux pays, le nationalisme n'était plus qu'une mystification et une farce.

\*\* Cf. Fr, Engels, le Rôle de la violence dans l'histoire, manuscrit inachevé, écrit entre Décembre 1887 et Mars 1888.

Cette politique impérialiste à la prussienne qui s'étala au grand jour en 1871, et alimenta l'anti-germanisme à l'étranger, pouvait déjà être décelée en germe dans les velléités chauvines des pangermanistes de 1848. Engels lui-même fait allusion à ce propos à un article de Koepen paru dans la Gazette rhénane du 22.3.1842 sur l'histoire de la révolution de 1789 de Leo. On y lit, dans toute sa simplicité, la genèse de l'anti-jacobinisme prussien dans l'idéologie stupide du pangermaniste: "Il n'en a jamais assez. Il n'a pas d'yeux pour un quelconque village ou bout de territoire de l'actuel lamentable Empire allemand. Mais il annexe tout d'un trait de plume, avec une violence plus grande que celle de Louis XIV. De fait, le papier supporte tout. En vertu de sa conception si bizarre de ce qui est juste, il ne réclame pas seulement l'Alsace-Lorraine, mais encore les Flandres françaises, la Belgique, les départements de Bourgogne, le comté libre d'Arclar. L'ensemble de la Lombardie avec tout ce qui s'y rattache et fait de la sorte des Allemands les souverains tutélaires de la moitié de l'Europe. Nous sommes déjà habitués aux rebaptêmes en allemand de Pechmont pour Piémont, de Aken pour Aquis, d'Atrecht pour Arras. Il a déjà dénommé Grenoble Grafwalde et Valenciennes Schwanenthal. Mais ce qui est neuf et génial, c'est Haimons-Eichicht pour Quesnoy, Klerasch pour Chierasco, Aemselbühel pour Pezzolo-Gormigare, Königglau pour Conegliano, etc. Bonaparte ou Brutus n'a pas traversé le Pô, mais le Pfad comme tel autre général jacobin a passé le Rotten et non le Rhône — Quel jargon et, quel mépris de toute réalité historique! Leo finirait par nous impliquer dans une guerre avec tous les

suite note (voir page suivante).

peu de la Révolution française, en annexant un territoire que, précisément, la Révolution avait soudé à la France. L'annexion a, certes, un but du point de vue militaire. Grâce à Strasbourg et à Metz, l'Allemagne obtient un front de défense d'une force sans pareille. Tant que la Belgique et la Suisse restent neutres, la France ne peut attaquer en force que sur l'étroite bande de terre allant de Metz aux Vosges. Or, elle s'y heurtera au quadrilatère fortifié le plus important et le plus puissant du monde, celui que constituent Coblençe, Metz, Strasbourg et Mayence. Comme le quadrilatère autrichien en Lombardie, il se trouve pour la moitié en pays ennemi, où les forteresses sont des moyens d'asservir la population. Il y a plus: pour le compléter, il a fallu s'emparer d'un territoire habité par un quart de million de Français nationaux, au-delà du pays de langue allemande. L'importance de l'avantage stratégique est donc la seule excuse que l'on puisse trouver à l'annexion. Mais, cet avantage est-il en proportion quelconque avec le préjudice causé? L'Allemagne s'est révélée trop étroite pour l'amour universel qu'éprouve Bismarck pour l'expression d'une opinion indépendante.\* Lorsque les Luxembourgeois ont manifesté leurs sympathies pour la France, Bismarck fit de cette expression d'un sentiment l'un de ses prétextes à la résiliation de la Convention de neutralité londonienne. Lorsque la Belgique commit le même pêché, l'ambassadeur prussien à Bruxelles — Monsieur Von Balan — somma le gouvernement belge d'interdire non seulement tous les articles de journaux anti-prussiens, mais encore d'imprimer simplement les nouvelles qui reconnaissaient que les Français faisaient preuve de courage dans leur lutte pour l'indépendance. En vérité, c'est

---

*suite note de la page précédente.*

*Latins." Dans cette mystification nationaliste apparaît toute la déchéance du monde bourgeois suranné. Nulle trace aucune de la base et des besoins économiques, qui déterminent le cours de l'histoire. Le machiavélisme, la fantaisie débridée et les manipulations les plus arbitraires, les plus absurdes remplacent l'idée toute simple que les guerres découlent de phénomènes économiques, et les guerres de la phase impérialiste des crises de surproduction. L'homme est retombé, pour ce qui est de la compréhension de son destin et de son évolution, au niveau bestial.*

\* Cf. K. Marx, Les libertés de presse et de parole en Allemagne, in: The Daily News, 19 janvier 1871.

une revendication très modeste que d'abolir la Constitution belge "pour le roi de Prusse" (Fr.)!

Personne au monde ne déteste autant les Français que les hobereaux prussiens.\* D'abord, ceux-ci étaient exempts d'impôts jusqu'à leur arrivée en Prusse. Ensuite ils eurent fort à souffrir de la correction que les Français leur infligèrent de 1806 à 1813 pour l'excès de leur présomption.

Enfin, et c'est le plus grave, ces athées de Français ont tant et si bien tourné les têtes par leur Révolution sacrilège, que l'antique souveraineté des hobereaux en fut ruinée, même dans la Vieille-Prusse, de sorte que nos malheureux hobereaux durent mener jour après jour un dur combat pour sauver les restes de leur splendeur d'antan et qu'une grande partie d'entre eux tomba bientôt au rang de minable noblesse parasitaire.

Il fallait donc tirer vengeance de la France, et les junkers de l'armée dirigée par Bismarck s'en chargèrent. On avait confectionné la liste des contributions de guerre levées par les Français en Prusse, afin de fixer le tribut à prélever dans les villes et les départements français, en tenant compte, bien sûr, du fait que la France était bien plus riche. On réquisitionna vivres, fourrages, vêtements, chaussures, etc., en affichant une impitoyable rigueur. Un maire des Ardennes reçut vingt-cinq coups de bâtons sans autre forme de procès pour avoir déclaré qu'il n'était pas en mesure d'effectuer une livraison. Le gouvernement français en a publié la preuve officielle.

Où qu'on les prit, on fusilla sans pitié les franc-tieurs, qui agissaient aussi exactement d'après les prescriptions des lois militaires prussiennes de 1813 sur le landsturm\*\* que s'ils les avaient apprises par coeur. Même les histoires de pendules envoyées au pays sont vraies, la *Gazette de Cologne* elle-même en a fait état. Certes, dans l'esprit de nos Prussiens, ces pendules n'étaient pas volées, mais simplement trouvées

---

\* Cf. Fr. Engels, le Rôle de la violence dans l'histoire, (trad. fr. complète, cf. *Ecrits militaires*, p. 572 - 573.

\*\* Cf. le plan de Gneisenau dans l'ouvrage de G.H. Pertz, *Leben des Feldmarschalls Grafen Neithardt von Gneisenau*, vol. 2 (1810 à 1813), p. 112 - 142. La loi sur le landsturm se trouve dans *Gesetz-Sammlung für die königlichen Preussischen Staaten*. 1813, Berlin, p. 79 - 89, et dans l'ouvrage de M. Blumenthal, *Der preussische Landsturm von 1813*, Berlin 1900, p. 163 - 178.

comme biens sans maître dans les maisons de campagne situées autour de Paris et vidées de leurs habitants; de plus, ne furent-elles pas annexées pour les chers parents demeurés au pays.

C'est ainsi que les hobereaux, sous la direction de Bismarck, se sont employés — malgré l'attitude irréprochable aussi bien des hommes de troupe que d'une grande partie des officiers — à marquer cette guerre du sceau spécifiquement prussien, et à faire admettre aux Français que l'armée tout entière était responsable des mesquines et odieuses rancunes des hobereaux.

## Théorie marxiste des nations et théorie impérialiste des nationalités.

On prétend que soutenir l'indépendance de la Pologne, c'est reconnaître le "principe des nationalités" qui est une invention bonapartiste, combinée pour étayer le despotisme napoléonien en France. Qu'est-ce que donc ce "principe des nationalités"? \*

---

\* Cf. Fr. Engels, *En quoi la Pologne concerne-t-elle la classe ouvrière?* in: *The Commonwealth*, 5, V. 1866. *Cet article n'ayant pas de titre, nous avons mis entre guillemets le nôtre qui résume bien l'opposition des thèses en présence: le principe impérialiste des nationalités qui use et abuse aujourd'hui plus que jamais du principe démocratique dégénéré de l'autodétermination des peuples afin de diviser pour régner, et la thèse marxiste des nations qui est simple, à savoir que les ouvriers luttent aux côtés de la bourgeoisie pour la systématisation des rapports bourgeois modernes en grandes nations viables, au moment où la question se pose sur le terrain révolutionnaire lors du passage du féodalisme au capitalisme. En Italie, en Allemagne, en Autriche, les ouvriers n'ont fait au fond que porter la bourgeoisie au pouvoir, car dans aucun pays le règne de la bourgeoisie n'est possible sans l'indépendance nationale. La révolution de 1848 devait donc entraîner l'unité et l'autonomie des nations, qui jusqu'alors en étaient privées: l'Italie, l'Allemagne, la Hongrie. La Pologne verra venir son tour.*

"Si donc la révolution de 1848 ne fut pas la révolution socialiste, elle lui a pourtant ouvert la voie et préparé le terrain. Avec l'élan ainsi donné dans chaque pays à la grande industrie, le régime bourgeois a créé partout, ces dernières quarante-cinq années, un prolétariat nombreux, concentré et puissant: il a ainsi engendré, pour employer l'expression du Manifeste, ses propres fossoyeurs." (Préface à l'édition italienne du Manifeste communiste, 1<sup>er</sup> février 1893). Tel est le sens de ce qu'Engels appelle le "mot d'ordre de la VIEILLE démocratie et de la classe ouvrière sur le droit des grandes NATIONS

*suite de la note (voir page suivante).*

Les traités de 1815 ont tracé les frontières des différents Etats européens au gré seulement de la diplomatie, et surtout de celui de la plus forte puissance continentale d'alors : la Russie. Ils ne tinrent compte ni de la volonté, ni des intérêts, ni même des différences nationales de la population. Il en résulta la division de la Pologne, de l'Allemagne, de l'Italie, sans parler des innombrables nationalités de moindre importance qui peuplent le Sud-Est de l'Europe et dont peu de gens avaient entendu parler jusque-là.

A la suite de ces morcellements, le premier pas de tout mouvement politique en Pologne, en Allemagne et en Italie devait se faire dans le sens d'une restauration de cette unité nationale, sans laquelle il n'y a qu'un simulacre de vie nationale. En conséquence, après l'échec des tentatives révolutionnaires de 1821 - 1823 en Italie et en Espagne et, une nouvelle fois, après la révolution de Juillet 1830 en France, les fractions politiques extrêmes de la majeure partie de l'Europe civilisée nouèrent entre elles des relations et s'efforcèrent d'élaborer une sorte de programme commun : la libération et l'unité des nations opprimées et morcelées devint leur mot d'ordre général. Il en fut de même en 1848, lorsque le nombre des nations opprimées s'accrut de la Hongrie.

---

*suite note de la page précédente.*

*européennes à une existence séparée".*

*Cette thèse a pour corollaire qu'une fois le passage du capitalisme effectué souvent "tant bien que mal", puisque l'expérience montre que la bourgeoisie est à chaque fois révolutionnaire ET contre-révolutionnaire, provoquant beaucoup de "ratées" — la Belgique, par exemple, ou l'Alsace-Lorraine annexée par la Prusse, etc. — qui sont autant de pièges pour le prolétariat qui ne doit plus intervenir, sous peine de faire le jeu de sa bourgeoisie toujours nationaliste et bientôt impérialiste. Cette thèse n'est pas du tout en contradiction avec la précédente, au contraire, elle complète et historicise la question nationale.*

*Engels vivra assez longtemps pour voir que l'impérialisme utilise l'irréductibilisme, toutes les séquences non liquidées de la question nationale pour chercher un prétexte à ses guerres impérialistes ultérieures, qui épuisent l'énergie du prolétariat au service de sa bourgeoisie nationale : "La guerre européenne commence à nous menacer sérieusement. Ces misérables vestiges de petites nations surannées — Serbes, Bulgares, Grecs et autre racaille pour laquelle le philistin libéral éprouve des transports — ne peuvent souffrir que l'un quelconque d'entre eux vive tranquillement, et ne peuvent s'empêcher de se prendre à la gorge pour se dépouiller. Que tout cela est merveilleux et conforme aux aspirations du philistin qui s'enthousiasme pour le principe des nationalités, selon lequel chacune des ces tribus naines dispose du droit de paix et de guerre pour tout l'Europe. Le premier coup de feu est tiré à Dragoman — mais nul ne peut dire où et quand le dernier sera tiré."*  
*(Fr. Engels à A. Bèbel, 17 novembre 1885)*

De fait, il ne peut y avoir deux opinions sur le droit de chacune des grandes formations nationales d'Europe de déterminer elle-même ses propres affaires intérieures, indépendamment de ses voisines, tant qu'elle n'empiète pas sur la liberté des autres. Ce droit de libre disposition est, en réalité l'une des conditions fondamentales de la liberté de tous à l'intérieur. Comment l'Allemagne, par exemple, peut-elle aspirer à la liberté et à l'unité, si en même temps elle aide l'Autriche à maintenir l'Italie sous le joug, soit directement, soit par le truchement de ses vassaux? C'est la raison pour laquelle la destruction complète de la monarchie autrichienne est la condition première de l'unification de l'Allemagne! Ce droit des grandes formations nationales d'Europe à l'indépendance politique reconnue par la démocratie européenne devait naturellement aussi trouver l'assentiment exprès des classes ouvrières. Cela ne signifie en fait rien d'autre que reconnaître pour toutes les grandes nations douées d'une vitalité certaine le droit à une existence propre, droit que les ouvriers de tous les différents pays réclament pour leur classe. Cependant, cette reconnaissance et la sympathie pour ces aspirations nationales se limitent aux grandes nations historiquement bien définies de l'Europe, à savoir l'Italie, la Pologne, l'Allemagne et la Hongrie. La France, l'Espagne, l'Angleterre, la Scandinavie\*, n'étant ni divisées, ni assujetties au contrôle étranger, ne sont donc qu'indirectement intéres-

---

\* *Nous ne voyons donc, dans les mouvements d'autonomie actuels, rien d'autre que la confirmation de la déchéance du nationalisme et de la désagrégation de la forme nationale et étatique du capitalisme — ce qui ne peut que nous réjouir. Mais ces mouvements eux-mêmes ne sont qu'un réflexe pathologique — d'où leur insigne faiblesse et leur inconsistance — à la maladie sénile du capitalisme: ils ne peuvent apporter par eux-mêmes de solution. Le capitalisme lui-même n'opère-t-il pas la régionalisation et la division politique des Etats pour continuer à régner? Rappelons donc ici la ferme position de Lénine sur la question, à une époque où elle avait un sens, le capitalisme étant encore en expansion et manifestant un dynamisme, qu'il n'a plus de nos jours. "L'Etat de New York où ce même recensement a enregistré plus de 78.000 Polonais, 166.000 personnes originaires de Russie (pour la plupart Juifs), 43.000 Suédois, etc. ressemble à un moulin en train de broyer les distinctions nationales. Et ce qui se passe en New York dans de vastes proportions se produit aussi dans chaque grande ville et chaque localité industrielle. Quiconque n'a pas sombré dans les préjugés nationalistes ne peut pas ne pas voir dans ce processus d'assimilation un immense progrès historique..." Cf. Notes critiques sur la question nationale, in: "Oeuvres", 20, p. 22.*

sées à cette question. En ce qui concerne la Russie, on ne saurait la mentionner autrement que comme détentrice d'une masse énorme de possessions volées, dont on lui fera rendre gorge le jour où se régleront les comptes.

Après le coup d'Etat de 1851, Louis Napoléon, empereur "par la grâce de Dieu et de la volonté nationale", dut trouver à sa politique étrangère, un nom aux résonances démocratiques et populaires. Pouvait-il inscrire quelque chose de mieux sur sa bannière que le "principe des nationalités"? Chaque nationalité doit disposer de son libre arbitre — chaque fraction isolée de sa nationalité doit pouvoir s'incorporer à sa mère-patrie: quoi de plus libéral? Mais il suffit de noter qu'il n'était plus désormais question de *nations*, mais de *nationalités*.

Il n'y a pas en Europe de pays dans lequel différentes nationalités ne soient pas sous la tutelle d'un seule et même gouvernement. Les Gaëls des Hauts-Plateaux et les Gallois sont indubitablement de nationalité autre que celle des Anglais: cependant, il ne viendrait à l'esprit de personne de qualifier de nations ces vestiges de peuples depuis longtemps disparus, pas plus que les habitants celtes de la Bretagne en France. En outre, aucune frontière d'Etat ne coïncide avec la frontière naturelle de la nationalité ou avec la frontière linguistique. Il y a une foule de gens hors de France dont la langue maternelle est le français, de même qu'une masse de gens parle l'allemand hors des frontières de l'Allemagne: selon toute probabilité, il en sera toujours ainsi.

C'est la conséquence naturelle du développement historique, lent et confus, que l'Europe a connu au cours du dernier millénaire: presque chaque grande nation a vu son corps mutilé de quelques portions périphériques, qui se sont séparées de la vie nationale et participent souvent à la vie nationale d'un autre peuple, — et ce au point de ne plus éprouver l'envie de retourner au tronc premier. Les Allemands de Suisse et d'Alsace ne désirent pas être réunis à l'Allemagne, pas plus que les Français de Belgique et de Suisse ne tiennent à être rattachés politiquement à la France.\* Et finalement

---

\* Engels prôna, conformément à la thèse marxiste des "grandes nations" formées au feu de la révolution, le rattachement de la Belgique à la France jusqu'en 1848 et même plus tard. Mais il ne le fit à

suite de la note (voir page suivante)

ce n'est pas un mince avantage que les différentes nations, telles qu'elles sont constituées au niveau politique, renferment le plus souvent dans leur sein quelques éléments étrangers, qui représentent un maillon les reliant à leurs voisines et apportent un changement dans l'uniformité, qui sans eux seraient monotone, du caractère national.\*

---

*Suite note de la page précédente.*

aucun moment pour inciter les ouvriers à soutenir la bourgeoisie, une fois au pouvoir dans une guerre "nationale" qui serait de nouveau révolutionnaire pour récupérer les départements belges. Les ouvriers devaient, au contraire, se préparer tant en France qu'en Belgique à organiser leur propre classe en vue de lutter contre leur propre bourgeoisie nationale, et Engels dénonçait en conséquence les parodies de guerre révolutionnaire de Napoléon III pour récupérer la rive gauche du Rhin ou la Belgique. Il est donc tout à fait clair qu'il ne fallait pas lever le petit doigt pour aider sa propre bourgeoisie à remédier aux "ratées" de sa lutte nationale.

Néanmoins tant que la systématisation nationale n'était pas encore achevée en Europe occidentale avant 1871, Marx-Engels, par exemple, dans leurs écrits polémiques sur le Pô et le Rhin ainsi que la Savoie, Nice et le Rhin (trad. Fr. in: *Ecrits Militaires*, p. 332 - 429) estimerent d'abord qu'il ne fallait pas que la France s'agrandisse trop en direction de la rive gauche du Rhin, puisque cela aurait eu pour effet d'empêcher l'unité allemande encore à faire.

Par la suite, l'unité allemande étant réalisée, la France aurait pu recevoir la Belgique en compensation pour le renforcement inévitable de l'Allemagne (dans laquelle l'Autriche allemande eût dû se fondre). ce qui aurait assuré un cadre grandiose au développement des forces productives, soit une gigantesque base pour la future révolution prolétarienne. En outre, on aurait pu éviter ainsi des guerres fratricides en Europe occidentale dans lesquelles le prolétariat est toujours pendant, puisqu'il est détourné alors de ses propres objectifs de classe. Au contraire, Bismarck réussit à susciter une nouvelle pomme de discorde avec l'annexion de l'Alsace-Lorraine — une nouvelle Belgique en quelque sorte — pour la future guerre impérialiste.

Marx-Engels étaient en droit d'espérer plus tard encore que la bourgeoisie ferait preuve d'assez d'intelligence politique pour écarter les causes de frictions occasionnées entre eux par les petits Etats afin d'éviter le massacre impérialiste, ne serait-ce que par peur d'une révolution au moment de la défaite. Ainsi Engels écrivait à Bébel, le 23-25.X.1886.<sup>41</sup> "Les grands Etats d'Europe commencent à avoir peur de déclencher l'affaire, du moins tant qu'existe encore la possibilité d'un compromis réciproque, l'un d'eux propose un plan et des solutions, par exemple, que les petits Etats existant en Europe soient avalés par les grands qui tous participeront à la curée. Il est tout à fait vraisemblable que Bismarck travaille déjà à un tel moyen de sauvetage." Cf. Marx-Engels, *la Sociale-démocratie allemande*, 10/18 p. 216-218.

\* Engels estimait, par exemple, que les Alsaciens-Lorrains annexés devaient lutter pour le socialisme et ne pas aggraver les tensions entre la France et l'Allemagne, car ils ne devaient jamais oublier qu'ils "constituent les seuls éléments susceptibles de servir d'amorce à une éventuelle réconciliation" (cf. *Rôle de la Violence etc.*, in: *Ecrits suite de la note (voir page suivante)*)

C'est là où nous voyons la différence entre "le principe des nationalités" et le mot d'ordre de la vieille démocratie et de la classe ouvrière sur le droit des grandes nations européennes à une existence séparée et indépendante. Le principe des nationalités soulève deux questions: avant tout, celle des frontières entre les grands peuples historiques, et ensuite celle du droit à une existence nationale autonome de ces innombrables petits vestiges de peuples qui, après avoir figuré pendant une période plus ou moins longue sur la scène de l'histoire, ont été finalement absorbés comme partie intégrante de telle ou telle nation plus puissante, dont la vitalité supérieure leur permet de surmonter des obstacles plus grands.

L'importance européenne d'un peuple et sa vitalité n'entrent pas en ligne de compte dans le principe des nationalités; en vertu de celui-ci, les Roumains de Valachie, qui n'ont jamais eu d'histoire ni l'énergie nécessaire pour en avoir une, ont le même poids que les Italiens avec leurs deux mille ans d'histoire et de vitalité nationale sans faiblesse. Les Gallois et les habitants de l'île Man auraient, s'ils en manifestaient le désir, le même droit à une existence politique indépendante que les Anglais — aussi absurde que cela puisse paraître. C'est une absurdité recouverte d'un habit populaire, afin de jeter de la poudre aux yeux du bon peuple, absurdité que l'on peut utiliser comme mot d'ordre le moment venu, ou laisser de côté quand les circonstances le requièrent.

Pour creux que soit ce principe, il fallut cependant un esprit autrement pénétrant que celui de Napoléon III pour l'imaginer. En effet, le principe des nationalités, loin d'être une trouvaille bonapartiste en faveur de la résurrection de la Pologne, n'est rien d'autre qu'une invention russe, ourdie pour détruire la Pologne. La Russie a absorbé la majeure partie de la vieille Pologne sous le prétexte du principe des nationalités, ainsi que nous allons le voir. Cette idée est déjà vieille de plus de cent ans, et la Russie s'en est constamment servie. Qu'est-ce que le panslavisme, sinon l'application par la Russie, dans son propre intérêt, du principe des nationalités vis-à-vis des vestiges de vieux peuples, serbe,

---

suite note de la page précédente.

militaires, p. 582.) Ce n'est pas qu'il eût des illusions sur la possibilité d'une réconciliation franco-allemande sous le capitalisme, mais il tenait absolument à empêcher les ouvriers de se laisser entraîner dans les conflits impérialistes préparés par leur bourgeoisie.

croate, ruthène, slovaque, tchèque, etc., dispersés en Turquie, en Hongrie et en Allemagne? En ce moment même, le gouvernement russe a des agents qui visitent les Lapons dans le Nord de la Norvège et de la Suède, afin de propager parmi ces populations nomades encore sauvages l'idée d'une "grande nationalité finnoise" qui devrait être restaurée dans l'extrême Nord de l'Europe - naturellement sous protectorat russe. Le "cri d'angoisse" des Lapons opprimés retentit avec force dans les gazettes russes, mais ce ne sont pas ces nomades opprimés, qui le poussent, mais bien les agents russes — et en vérité quelle dure oppression que celle qui contraints ces pauvres Lapons à apprendre la langue civilisée des Norvégiens ou des Suédois, plutôt que de se cantonner à leur propre idiome semi-esquimau de barbares! En fait, le principe des nationalités ne pouvait être inventé qu'en Europe orientale, où le flot de l'invasion asiatique, qui se poursuivit durant tout un millénaire par vagues successives, déposa ce magma de vestiges ou débris de peuples que l'ethnologue lui-même a du mal à distinguer les uns des autres de nos jours: les Turcs, les Magyars finnois, les Roumains, les Juifs et une bonne douzaine de souches slaves s'entremêlent dans une confusion sans limite. Tel est le terrain propre à l'élaboration du principe des nationalités, et nous allons voir l'exemple de la Pologne comment la Russie l'a pratiqué.\*

### Notice en guise de première conclusion.

---

Dans l'important discours qui suit, Marx constate que toutes les puissances officielles établies qualifient du même épithète subversif de *jacobin* ceux qui touchent tant soit peu à l'ordre établi, et il dénonce cet amalgame des forces révolutionnaires aussi bien bourgeoises que communistes. Pour appuyer sa démonstration, il définit le programme révolutionnaire des bourgeois-démocrates et le distingue de celui des communistes, en soulignant cependant que dans certains pays non encore capitalistes — comme l'Allemagne, l'Italie et la Pologne de l'époque — les communistes sont amenés à faire un petit bout de chemin avec les démocrates

---

\* Cf. *Marx-Engels, la Russie, Ed. 10/18, p. 205 - 210.*

bourgeois qui se battent dans la révolution antiféodale, afin de dépasser le cadre national, et donc bourgeois, de la révolution.

C'est en détachant un élément de cette phase historique déterminée du processus de la révolution permanente que les contre-révolutionnaires procèdent à l'amalgame qui visera *partout et toujours* n'importe quel fauteur de trouble et justifiera à son encontre la répression la plus féroce.

La figure du *jacobin* a pu être utilisée pour cet amalgame abusif, parce qu'elle a représenté le *point de passage* du révolutionnaire bourgeois au communiste au cours de la révolution française. Or cette transition implique que les tâches de la révolution bourgeoise soient déjà accomplies — ce qui exclut alors même l'amalgame des deux positions, bourgeoise et communiste. Après la révolution bourgeoise, le passage n'est plus possible, puisqu'il s'agit de deux positions de classe, non seulement autres, mais encore opposées, qui correspondent à des programmes et conceptions du monde irrémédiablement hostiles.

Cet amalgame contre-révolutionnaire a visé, en premier lieu, le mouvement subversif — avant tout bourgeois — dans les pays tels que l'Allemagne de 1847, où la révolution bourgeoise restait encore à l'ordre du jour et devait se faire inévitablement avant que soit possible une révolution communiste. Cet amalgame ne correspond pleinement, dans ces pays non encore bourgeois qu'aux vœux et intérêts des classes féodales au pouvoir, puisque tout mouvement subversif, et surtout le premier — bourgeois — leur est fatal. Mais il était repris par les classes bourgeoises de ces pays, associées ou non au pouvoir avec les féodales, puisque ce n'est que par la subversion des conditions existantes que tout le pouvoir tombe entre les mains de la bourgeoisie dans l'Etat et la société, et que ses intérêts sont pleinement comblés. Or, il n'y a que la bourgeoisie qui soit répugnante au point de nier qu'elle se hausse par la violence révolutionnaire aux privilèges que lui accordent les conditions politiques et économiques modernes et de cracher sur ceux qui se sont battus pour l'y amener: les fameux jacobins. En passant, remarquons que c'est là la théorie officielle de la bourgeoisie belge, qui prétend être arrivée au pouvoir sans révolution véritable: on la trouve aussi bien chez Pirenne que chez Kurth.\*

---

note (voir page suivante).

Cet amalgame est dans l'ordre des choses chez les cyniques classes bourgeoises au pouvoir dans les vieux Etats du capitalisme, tels Angleterre et la France, qui l'ont d'ailleurs inventé et l'ont constamment exploité à leur plus grand profit. En effet, tout mouvement prolétarien à l'intérieur y est ressenti presque aussi douloureusement qu'un mouvement révolutionnaire bourgeois à l'extérieur, puisque celui-ci entame l'ordre établi dans le monde et risque de modifier le statu-quo établi entre zones d'influence en avivant les rivalités impérialistes latentes et en aggravant la concurrence entre nations bourgeoises par l'accès de nouveaux pays au régime capitaliste moderne.

Ces vieilles bourgeoisies devaient, par le force des choses, manifester plus que l'allemande un esprit conservateur à tout prix et opposé à quelque subversion que ce soit, puisqu'en 1847 l'Allemagne avait encore à traverser le stade révolutionnaire bourgeois, si bien que ce pays aurait dû nourrir une sympathie générale — hormis chez les classes féodales — pour l'idéologie jacobine. Or, il se trouve que précisément là où la révolution bourgeoise était encore à l'ordre du jour l'amalgame entre communiste et bourgeois devint le plus courant et le plus féroce. La veulerie de la bourgeoisie d'Allemagne et sa servilité à l'égard des puissances

---

*note de la page précédente.*

\* Kurth, par exemple, déclara que les gens des villes et même des campagnes vivaient aussi bien avant qu'après la révolution de 1789: il affirme purement et simplement qu'en Belgique au moyen âge "l'air de la ville rend libre" et qu'"il fait bon vivre sous la crose de l'église" (Sixième leçon, in: "la Nationalité belge"). Il ne comprend absolument pas qu'il fallait une révolution violente pour sortir le pays du carcan des entraves féodales qui avaient entraîné une stagnation économique séculaire en Belgique, lorsqu'il cite Pirenne: "Le déclin de la Belgique depuis la fin du XVI<sup>e</sup> siècle lui a été imposé par les Provinces Unies". Certes, il constate que le commerce (donc aussi l'industrie) se développa après 1789, lorsque furent brisées les entraves intérieures et extérieures (l'Angleterre et la Hollande devenues bourgeoises et donc plus puissantes étranglaient leur concurrente belge) avec la proclamation du droit bourgeois à "l'absolue liberté de navigation" sur les fleuves et mers, bloqués jusque là par les féodaux et les rivaux capitalistes. Ainsi, sans en reconnaître la cause efficiente écrit-il: "Alors qu'au XVIII<sup>e</sup> siècle c'est à peine si 4 ou 5 navires étrangers entraient par an dans le port d'Anvers, il en reçut 2718 en 1804, et en 1815 ce chiffre s'élevait à 3.000!" (p. 99) —

On pourrait lire le caractère conservateur de la "révolution belge" de 1830 au simple fait suivant: "Ajoutez à cela qu'après notre révolution suite de la note ( voir page suivante).

ces officielles de leur pays et des grands Etats établis font que l'amalgame y fut repris en contradiction avec l'intérêt vital d'eux-mêmes et des Allemands qui avaient encore à commettre le péché original de la révolution bourgeoise pour se hausser aux conditions de l'époque moderne que les autres pays avaient déjà derrière eux.

Le fait qu'en Allemagne cet amalgame fut repris dès avant la révolution bourgeoise tend à faire croire que ce pays n'a jamais voulu ni connu de révolution et s'oppose par nature à tout mouvement d'émancipation politique et social. C'est là où Marx et Engels voient l'origine de la mauvaise image de marque de l'Allemand dans le monde, pour le discréditer auprès de toutes les forces progressives du monde et en faire la bête noire pour tout homme de progrès et de lumière, de quelque nature qu'ils soient. En fait, c'est en Allemagne que l'amalgame entre révolutionnaire bourgeois et communiste fut le plus fatal et constitue la pire diffamation ainsi que l'amorce de la plus vive répression — et ce même avant la révolution qui devait être en premier lieu bourgeoise et en second seulement communiste. La raison en est que les classes bourgeoises, avant d'être au pouvoir, étaient déjà vieilles et contre leur intérêt, par servilité et couardise, participaient à la répression — au profit des féodaux russes et des impérialistes anglais — de tout mouvement de progrès, par exemple, en Pologne et en Italie, alors qu'elles eussent dû au contraire — comme Engels le souligne avec force dans son discours — se solidariser avec ces pays pour avancer ensemble, d'abord vers le système bourgeois, en engageant la lutte contre les grandes puissances nanties qui défendaient la statu quo. Certes, en Allemagne de 1847, les classes dirigeantes féodales avaient incontestablement partie liée avec les grands Etats nantis pour craindre tout pas en avant, mais les classes bourgeoises allemandes, elles, devaient inéluctablement passer par la révolution jacobine pour pouvoir survivre et se développer. Or, par faiblesse et lâcheté pure, elles craignaient patho-

---

*suite note de la page précédente.*

*de 1830, la Hollande émit de nouveau le prétention de fermer l'Escaut... Ce droit, à la fois humiliant pour notre dignité et onéreux pour notre commerce, fut racheté en 1863, grâce surtout aux habiles négociations de notre grand diplomate, le baron Lambert, et de ce jour date le gigantesque essor du commerce anversois" (p.100).*

logiquement la subversion, d'où qu'elle vint. Face à l'inévitabilité de la révolution bourgeoise, l'amalgame y était donc particulièrement monstrueux. Il se trouve cependant que cet argument hypocrite — puisqu'il devait être démenti de toute nécessité par le mouvement historique — servit en fin de compte à détourner les masses d'une révolution *par le bas*, du genre de celle de 1789, et à la faire exécuter par ceux-là même qui se présentaient comme les plus antijacobins — Bismarck en tête — pour contrôler la révolution et en arracher pour eux tous les fruits.

On le voit donc, l'anti-révolutionnarisme foncier et acharné des Allemands est pure mystification destinée à juguler le mouvement révolutionnaire pour le contrôler en un processus où les contre-révolutionnaires sont eux-mêmes, pour un temps, les révolutionnaires, les Jacobins, mais en s'en cachant hypocritement. Engels réagira le premier à cette mystification en décrivant l'histoire du passé révolutionnaire de l'Allemagne avec la guerre des paysans, afin de démontrer que "les Allemands ont, eux aussi, des traditions révolutionnaires" (cf. les premières lignes du texte).

Cependant, la manoeuvre de l'amalgame qui vise tout fauteur de troubles qui agit sans la permission de l'Etat, aura de lourdes conséquences à l'avenir. Ceux-là mêmes qui ont fait une révolution prétendent désormais interdire aux autres de faire la leur, en toute hypocrisie. Cette théorie appliquée sournoisement par toutes les bourgeoisies fut menée brutalement en Allemagne par Bismarck, et Engels la réfute comme suit: "Ce que l'on est en droit de réclamer, c'est que des gens qui ont eux-mêmes fait une révolution, ne reprochent pas à d'autres d'être des révolutionnaires. L'Empire allemand est une création de la révolution — certes d'une espèce particulière, mais révolution quand-même. Il ne doit pas y avoir deux poids et deux mesures. La révolution reste la révolution, qu'elle soit faite par le roi de Prusse ou par un savetier".\*

La Belgique bourgeoise, par exemple, a plus facile de jouer ce jeu que l'Allemagne de Bismarck, puisqu'après la révolution de 1793 elle fut officiellement intronisée par la Sainte-Alliance en 1830, de sorte qu'elle peut prétendre, avec des

---

\* Cf. Engels-Marx, la Social-démocratie allemande, Edit. 10/18, p. 315.

apparences de vérité, ne pas être le fruit d'une révolution violente, et ne se fait pas faute de cracher sur les jacobins qui ont balayé définitivement chez elle les entraves du féodalisme à son essor.

Ce petit jeu sournois se retrouve chez toutes les bourgeoisies des vieux pays démocratiques qui renient leur passé révolutionnaire pour dénier aux ouvriers le "droit" à la révolution. Cependant elles sont plus infectes encore que l'Allemagne officielle de Bismarck, car elles ajoutent à son amalgame l'Allemand officiel bismarckien, qui devint leur bouc-émissaire. Depuis lors, l'anti-germanisme des vieilles démocraties, qui sont les forteresses du système capitaliste mondial, repose sur l'amalgame jacobine de l'Allemand qui a fait sa révolution nationale en 1870 et qui est désormais présenté comme la bête noire de la démocratie et du progrès en général, car c'est toujours contre l'Allemand qu'elle font la guerre *impérialiste* pour "libérer" l'Europe et le monde du joug totalitaire de l'Etat prussien d'abord, fasciste ensuite. Ce qui est proprement monstrueux, c'est qu'elles appliquent cet amalgame à celui-là même qui l'utilisait déjà contre les ouvriers au profit du système capitaliste: l'hypocrisie passe de la seconde à la troisième puissance chez les vieilles démocraties.

L'amalgame deviendra ainsi un moyen de mystification universelle, non seulement en Allemagne, mais encore et surtout dans le reste du monde, avec la complicité pleine et entière des classes dirigeantes, complicité que masquent à peine leurs rivalités impérialistes.

Il se trouve enfin qu'aujourd'hui la bourgeoisie allemande et ses représentants politiques — qu'ils soient chrétien-démocrates ou sociaux-démocrates — continuent le petit jeu réactionnaire des Bismarck et autres Hitler contre tout éléments subversif, alors que leur pays est amputé, divisé, occupé et exploité par les grandes puissances impérialistes après la dernière grande croisade démocratique de la seconde guerre impérialiste, en jouant à fond le jeu des grandes puissances de l'Ouest et de l'Est qui l'ont emporté en 1945. En effet, elle met tant de résolution et d'énergie à lutter pour l'ordre établi qu'elle réprime d'une manière totalitaire et policière la moindre velléité de critique de "son" système. Elle se fait ainsi passer à l'étranger pour le tenant "héréditaire" de l'immobilisme politique et totalitarisme conservateur. En té-

moigne, par exemple, l'interdiction par les sociaux-démocrates au pouvoir en Allemagne de l'Ouest de tous les mouvements anticonstitutionnels prétendument subversifs ou communistes, qui ont dû à l'avance abjurer toute prétention révolutionnaire pour être reconnus légalement, mais ne continuent pas moins d'être persécutés, puisque leurs membres mêmes ainsi châtrés n'ont pas accès aux fonctions de la vie publique, et ce non à l'heure de la guerre froide, mais de la détente et du commerce fructueux avec l'Est et l'URSS, qui a "le plus combattu le fascisme totalitaire" pour libéraliser l'Allemagne.

De la sorte et en dépit de la réalité objective qui fait de Washington et Moscou les centres actuels de l'impérialisme mondial, les dirigeants allemands officiels *font mine* d'être le *centre* de la réaction et de la répression, afin de plaire aux grandes puissances, dont ils sont les laquais les plus serviles et les plus complaisants. Dans ce rôle infâme, ils endossent tous les côtés négatifs de l'odieux système capitaliste, afin de donner un vernis de libéralisme aux pires tenants du système capitaliste.

La clé de cette apparente contradiction d'une bourgeoisie qui se salit elle-même pour laver ses compères étrangers est dans la peur qu'ont les milieux officiels allemands de leur propre prolétariat. Cette peur les pousse à s'allier en permanence avec l'impérialisme étranger qui les opprime eux-mêmes, parce qu'ils ressentent confusément ce que nous proclamons ouvertement à la suite de Marx-Engels, à savoir que le prolétariat allemand est la bête noire de toute la bourgeoisie internationale du fait qu'il constitue le centre du mouvement communiste, de par sa concentration inouïe, ses traditions révolutionnaires et sa position de charnière où se noue l'ordre mondial, en sens capitaliste ou socialiste.

Tout l'art subtil du discours de Marx consiste en ce qu'il part, comme d'une donnée de fait, de la mystification assimilant le jacobin d'hier au communiste d'aujourd'hui, alors que tout son texte distingue le révolutionnaire bourgeois du communiste marxiste. Cela va de soi pour le lecteur averti qui sait reconnaître ce qui est progressisme bourgeois et ce qui est émancipation communiste. Aujourd'hui cependant, il se trouve que la contre-révolution triomphante a effacé partout cette distinction fondamentale. Ce fut notamment son agent russe, qui baptisa systématiquement de communis-

te ce qui n'est que capitalisme vulgaire pour continuer de se faire passer pour révolutionnaire aux yeux du prolétariat mondial — et toutes les démocraties de l'Ouest sénile et archi-bourgeois de crier à l'anti-capitalisme de ce pseudo-révolutionnaire à l'heure où le monde entier est de bout en bout bourgeois, et du type le plus conservateur.

Le texte de Marx dénonçant l'infâme amalgame entre celui qui dérange simplement l'ordre bourgeois, voire n'exprime qu'une opposition impérialiste inhérente au système capitaliste — comme l'Allemagne officielle — et celui qui le révolutionne de fond en comble est aujourd'hui plus actuel que jamais et, comme nous l'avons vu, a eu des applications multiples et de plus en plus infectes. L'explication en est dans le fait que le monde bourgeois devient de plus en plus contre-révolutionnaire et avec lui tous ceux qui le servent ouvertement ou en catimini.

### Discours de Marx sur la Pologne.

tenu à Bruxelles le 22 Février 1848.

Messieurs,

Il y a dans l'histoire des analogies frappantes : le jacobin de 1793 est devenu le communiste de nos jours. En 1793, lorsque la Russie, l'Autriche, la Prusse se partagèrent la Pologne, les trois puissances s'en prirent à la Constitution de 1791, qui fut condamnée d'un commun accord, à cause de ses prétendus principes jacobins. La Constitution polonaise de 1791 qu'avait-elle proclamé ? Pas autre chose que la monarchie constitutionnelle, la législation mise entre les mains des représentants du pays, la liberté de la presse, la liberté de conscience, la publicité des débats judiciaires, l'abolition du servage, etc. Et tout cela fut appelé du jacobinisme tout pur ! Ainsi, vous voyez, Messieurs, l'histoire a avancé mais le jacobinisme d'alors est devenu aujourd'hui, en fait de libéralisme, tout ce qu'il y a de plus modéré.

Les trois puissances ont avancé avec l'histoire. En 1846, lorsqu'elles incorporèrent Cracovie à l'Autriche, elles confisquèrent les derniers débris de la nationalité polonaise et substituèrent le nom de communisme à ce qu'ils appelaient autrefois le jacobinisme.

Or qu'est-ce que le communisme de la révolution de Cracovie ? Est-ce être communiste que de vouloir rétablir la nationalité polonaise ? Autant vaudrait dire que la guerre, que l'Europe coalisée fit à Napoléon, pour sauver les nationalités, était une guerre communiste, et que le congrès de Vienne se composait de communistes à couronne. Ou bien la révolution de Cracovie fut-elle communiste pour avoir voulu instituer un gouvernement démocratique ? Or nul ne taxera les citoyens millionnaires de Berne et de New-York d'avoir des vellétés communistes.

Le communisme, lui, nie la nécessité de l'existence des classes; il veut abolir toute classe, toute distinction de classe. Les révolutionnaires de Cracovie n'ont voulu qu'effacer pour les classes les distinctions politiques; aux différentes classes, ils voulaient donner des droits politiques égaux. Mais en quel point enfin pouvait-elle bien être communiste, cette révolution de Cracovie ?

Serait-ce par hasard parce qu'elle tenta de briser les chaînes de la féodalité, d'affranchir la propriété tributaire et de la transformer en propriété libre, en propriété moderne ?

Si l'on disait aux propriétaires français : "Savez-vous ce que veulent les démocrates polonais ? Les démocrates polonais veulent introduire chez eux la forme de propriété qui existe chez vous", alors les propriétaires français répondraient : "Ils font très bien", Mais dites, avec M. Guizot, aux propriétaires français : "Les polonais veulent abolir la propriété telle que vous l'avez instituée par la révolution en 1789, et telle qu'elle existe encore chez vous", "Comment, ! s'écrieront-ils alors, ce sont donc des révolutionnaires, des communistes ! Il faut écraser les infâmes". L'abolition des jurandes, des corporations, l'introduction de la libre concurrence, s'appelle maintenant en Suède *du communisme*. Le *Journal des Débats* belge fait mieux encore : abolir la rente qui fonde le droit électoral censitaire de deux cent mille électeurs, c'est abolir une source de revenu et détruire une propriété acquise; c'est être communiste. Sans doute, la révolution de Cracovie, elle aussi, a voulu abolir une propriété ? Celle qui ne saurait pas être détruite en Europe occidentale - pas plus que le *Sonderbund* en Suisse - l'une et l'autre y étant devenues introuvables. \*

Personne ne niera qu'en Pologne la question politique se

*note (voir page suivante).*

rattachait à une question sociale. De tout temps, l'une est inséparable de l'autre.

Demandez-le même aux réactionnaires ! Pendant la Restauration, combattaient-ils seulement le libéralisme politique et son inévitable bagage de voltairianisme ?

Un écrivain réactionnaire très renommé a hautement avoué que la plus haute métaphysique d'un de Maistre et d'un de Bonald aboutissait en dernière instance à une question d'argent, et toute question d'argent n'est-elle pas directement une question sociale ? Les hommes de la Restauration ne cachaient pas que, pour ramener la bonne politique, il fallait ramener aussi la bonne propriété, la propriété féodale, la propriété morale, car tout le monde sait que la fidélité monarchique ne peut se passer de dîme et de corvée.

Remontons plus haut. En 1789, la question politique des droits de l'homme renfermait la question sociale de la libre concurrence.

Et que se passe-t-il donc en Angleterre ? Dans toutes les questions, depuis le Reform-bill jusqu'à l'abolition des lois céréalières, les partis politiques ont-ils combattu pour autre chose, sinon pour des changements de propriété, pour des questions de propriété, soit pour des questions sociales ?

Ici, en Belgique même, la lutte du libéralisme et du catholicisme est-elle autre chose que la lutte du capital industriel et de la grande propriété foncière ? \*

Et les questions politiques qu'on débat depuis dix-sept ans, ne sont-elles pas, au fond, des questions sociales ?

Dès lors, quel que soit le point de vue où vous vous place-

---

\* On notera que Marx cite toujours des exemples de "jacobinisme" déjà réalisé dans les pays ayant déjà effectué leur révolution bourgeoise, notamment la France, l'Angleterre, la Belgique, la Suisse et la Suède, ces vieux pays de démocratie bourgeoise.

L'anti-jacobinisme allemand est d'autant plus indécent et aberrant que les classes dirigeantes de Prusse allaient elles mêmes réaliser toutes ces mesures jacobines par le haut tout en hurlant à l'anti-jacobinisme. L'explication s'en trouve dans le fait que, pour mieux contrôler ce processus révolutionnaire, il leur fallait dénoncer d'autant plus le jacobinisme qu'ils réalisaient elles mêmes, afin d'empêcher que les masses ne le réalisent - ce qui aurait eu pour conséquence la fin de l'hégémonie prussienne en Allemagne et avec elle, la ruine de la classe des hobereaux.

rez - que ce soit le point de vue libéral, radical, aristocratique même - comment pourriez-vous encore reprocher à la révolution de Cracovie d'avoir attaché une question sociale à une question politique ?

Les hommes qui étaient à la tête du mouvement révolutionnaire de Cracovie, avaient la conviction intime qu'une Pologne démocratique pouvait seule être indépendante et une démocratie polonaise était impossible sans l'abolition des droits féodaux, sans le mouvement agraire, qui transformerait les paysans tributaires en propriétaires libres, en propriétaires modernes. Cependant, mettez à la place de l'autocrate russe des aristocrates polonais, et vous aurez donné au despotisme ses lettres de naturalisation. C'est ainsi que les Allemands, dans leur guerre contre l'étranger, en 1806 et 1813, ont échangé un Napoléon contre trente-six Metternich.

Si le seigneur polonais n'a plus de seigneur russe au-dessus de lui, le paysan polonais n'en aura pas moins au-dessus de lui un seigneur, mais ce sera un seigneur libre à la place d'un seigneur-esclave. Le changement politique va de pair avec celui de la position sociale.

La révolution de Cracovie a donné un exemple glorieux à toute l'Europe, en identifiant la cause de la nationalité à celle de la démocratie et à l'affranchissement de la classe opprimée. Si cette révolution a été étouffée pour un moment par les mains sanglantes d'assassins soldés, elle surgit maintenant glorieuse et triomphante en Suisse et en Italie. Elle trouve la confirmation de ses principes en Irlande, où le parti étroitement

---

*\* La brève allusion de Marx, dans ce contexte universel, est particulièrement intéressante. Dans l'État contre révolutionnaire belge, le seul progrès social qui restait encore à accomplir était que la classe des bourgeois industriels arrivent directement à prendre le pouvoir, en écartant l'oligarchie financière et commerciale ainsi que les propriétaires fonciers - ce qui ne s'était réalisé qu'en 1830 en Angleterre (qui avait fait sa révolution bourgeoise en 1640) et en France (en 1789). Or ce progrès, ou mieux encore cette réforme, peut se réaliser sans bouleversements révolutionnaire, au sein même des conditions réalisées par la révolution politique bourgeoise antérieure.*

*C'est pourquoi, il restait encore possible en Belgique, mais constituait un piège sérieux pour le prolétariat, qui devait appuyer, voire susciter les revendications bourgeoises - tel le suffrage universel - que la bourgeoisie elle-même négligeait entièrement, car elle était parfaitement à l'aise dans l'État constitutionnel modèle de la Belgique pour exploiter son prolétariat.*

national est descendu dans la tombe avec O'Connell, et où le nouveau parti national est avant tout réformateur et démocratique. C'est la Pologne encore, qui a pris l'initiative, non plus la Pologne féodale, mais la Pologne démocratique et dès ce moment son affranchissement doit être le point d'honneur de tous les démocrates de l'Europe.

## Discours de Fr. Engels

Messieurs,

L'insurrection dont nous célébrons aujourd'hui l'anniversaire a échoué. \*

Après quelques jours de résistances héroïques, Cracovie fut prise, et le spectre sanglant de la Pologne, qui s'était dressé un instant devant les yeux de ses assassins, redescendit dans la tombe.

En 1846, la révolution de Cracovie a subi une défaite, une défaite bien déplorable. Rendons les derniers honneurs aux héros tombés, plaignons leur échec, vouons nos sympathies aux vingt millions de Polonais dont cet échec a resseré les chaînes.

Mais, Messieurs, est-ce là tout ce que nous avons à faire ? Est-ce assez de verser une larme sur le tombeau d'un malheureux pays et de jurer à ses oppresseurs une haine implacable, mais jusqu'à présent peu efficiente ?

Non, Messieurs ! L'anniversaire de Cracovie n'est pas un jour de deuil seulement, c'est pour nous autres démo-

---

\* *Après que Marx ait dénoncé l'amalgame inventé par les classes dirigeantes des pays de capitalisme ancien, Engels montre quelle est la place de l'Allemagne dans l'échelle des pays qui s'opposent. On ne saurait réfuter plus clairement la thèse contre-révolutionnaire de l'Allemagne opposée par nature à toute révolution et à tout progrès politique et social, thèse qui a joué jusqu'ici un rôle essentiel dans la mobilisation des masses dans les guerres impérialistes successives de notre siècle.*

*Certes, l'Allemagne est aujourd'hui dirigée par une classe dominante qui ne le cède en rien à celle des autres pays de capitalisme ancien, Néanmoins l'odieuse mystification approuvée et entretenue aujourd'hui par la bourgeoisie allemande elle-même, joue toujours essentiellement dans l'intérêt des classes bourgeoises les plus fortes des pays de démocratie ancienne, en désignant à l'heure de la crise l'Allemand comme bouc émissaire et dérivatif aux véritables objectifs de la lutte de classe.*

crates, un jour de réjouissances; car la défaite même renferme une victoire, victoire dont les fruits nous restent acquis, tandis que les résultats de la défaite ne seront pas passagers. Cette victoire, c'est la victoire de la jeune Pologne démocratique sur la vieille Pologne aristocratique.

Oui, la dernière lutte de la Pologne contre ses oppresseurs étrangers a été précédée par une lutte cachée, occulte, mais décisive au sein de la Pologne même. Cette lutte est celle des Polonais opprimés contre les Polonais oppresseurs; c'est la lutte de la démocratie contre l'aristocratie polonaise. Comparez 1830 et 1846, comparez Varsovie et Cracovie. En 1830, la classe dominante en Pologne était aussi égoïste, aussi bornée, aussi lâche dans le corps législatif, qu'elle était dévouée, enthousiaste et vaillante sur le champ de bataille.

Que voulait l'aristocratie polonaise en 1830 ? Sauvegarder ses droits acquis, à elle, vis-à-vis du tsar. Elle bornait l'insurrection à ce petit pays qu'il a plu au congrès de Vienne d'appeler le royaume de Pologne; elle retenait l'élan des autres provinces polonaises; elle laissait intacts le servage abrutissant des paysans, la condition infâme des Juifs. Si l'aristocratie, dans le cours de l'insurrection, a dû faire des concessions au peuple, elle ne les a faites que lorsqu'il était déjà trop tard, lorsque l'insurrection était perdue.

Disons le hautement : l'insurrection de 1830 n'était ni une révolution nationale (elle excluait les trois quarts de la Pologne), ni une révolution sociale ou politique; elle ne changeait rien à la situation intérieure du peuple : c'était une *révolution conservatrice*.

Mais au sein de cette révolution conservatrice, au sein du gouvernement national même, il y eut un homme qui

---

*Suite note de la page précédente.*

*Certe, l'Allemagne est aujourd'hui dirigée par une classe dominante qui ne le cède en rien à celle des autres pays de capitalisme ancien. Néanmoins l'odieuse mystification approuvée et entretenue aujourd'hui par la bourgeoisie allemande elle-même, joue toujours essentiellement dans l'intérêt des classes bourgeoises les plus fortes des pays de démocratie ancienne, en désignant à l'heure de la crise l'Allemand comme bouc émissaire et dérivatif aux véritables objectifs de la lutte de classe.*

attaqua vivement les vues étroites de la classe dominante.\* Il proposa des mesures vraiment révolutionnaires et devant la hardiesse desquelles reculèrent des aristocrates de la Diète.

En appelant aux armes toute l'ancienne Pologne, en faisant ainsi de la guerre pour l'indépendance polonaise une guerre européenne,\*\* en émancipant les Juifs et les paysans en faisant participer ces derniers à la propriété du sol, en reconstruisant la Pologne sur la base de la démocratie et de l'égalité, il voulait faire de la cause nationale la cause de la liberté; il voulait identifier l'intérêt de tous les peuples avec celui du peuple polonais. L'homme dont le génie conçut le plan, si vaste et pourtant si simple, cet homme, ai-je besoin de le nommer ? C'était Lelewel.

En 1830, ses propositions furent constamment rejetées par l'aveuglement intéressé de la majorité aristocratique.

Toutefois, ces principes, mûris et développés par l'expérience de quinze ans de servitude, nous les avons vus inscrits sur le drapeau de l'insurrection cracovienne.

A Cracovie, on le voyait bien, il n'y avait plus d'hommes qui avaient de grands biens à perdre. Il n'y avait point d'aristocrates; toute la démarche portait l'empreinte de cette hardiesse démocratique, je dirais presque prolétaire, qui n'a que sa misère à perdre, et qui a toute une patrie, tout un monde à gagner. Là, point d'hésitation, point de scrupules : on attaquait les trois puissances russe, prussienne

---

\* La révolution était conservatrice en Pologne, dès lors qu'elle ne touchait pas aux privilèges de la classe dominante locale, liée inévitablement à l'oppression de la classe dominante russe. Cette affirmation d'Engels vaut *mutatis mutandis* pour la "révolution" belge de 1830 qui fut, elle aussi, conservatrice et laissa intactes les classes au pouvoir. La mystification de l'amalgame entre révolutionnaire bourgeois et communiste est d'autant plus odieuse qu'elle s'acharnait même contre cette révolution conservatrice. Mais désormais les classes dominantes sont devenues si séniles que tout mouvement qui dérange le statu quo leur est intolérable.

\*\* Voici le processus de cette transformation : la révolution de la vieille société polonaise implique une guerre contre les trois puissances qui se partageaient le pays : La Russie, la Prusse et l'Autriche. La révolution antiféodale, de nationale, devient donc une guerre européenne qui, à son tour lance dans la lutte le prolétariat des pays développés en 1848 d'Angleterre, de France, luttant pour sa propre cause, et non celle de sa bourgeoisie nationale. (Cf. *Le Fil du Temps* No 11, p. 101).

et autrichienne à la fois; on proclamait la liberté des paysans, la réforme agraire, l'émancipation des Juifs, sans se soucier un instant si cela pût froisser tel ou tel intérêt aristocratique.

La révolution de Cracovie ne voulut ni rétablir l'ancienne Pologne, ni conserver ce que les gouvernements étrangers avaient laissé subsister des vieilles institutions polonaises; elle n'était ni réactionnaire ni conservatrice.

Qui plus est, elle était davantage hostile à la Pologne elle-même, qu'à ses oppresseurs étrangers, hostile à l'ancienne Pologne, barbare, féodale, aristocratique, basée sur le servage de la majorité du peuple. Loin de rétablir cette ancienne Pologne, elle voulut la révolutionner de fond en comble, et fonder sur ses débris, avec une classe toute nouvelle, avec la majorité du peuple, une nouvelle Pologne moderne, civilisée, démocratique, digne du dix-neuvième siècle, et qui fût, en vérité, la sentinelle avancée de la civilisation.

La différence de 1830 et de 1846, le progrès immense fait au sein même de la Pologne malheureuse, sanglante, déchirée; l'aristocratie polonaise séparée entièrement du peuple polonais et jetée dans les bras des oppresseurs de sa patrie; le peuple polonais est gagné irrévocablement à la cause démocratique; enfin la lutte de classe à classe, cause motrice de tout progrès social, est engagée en Pologne comme ici (en Belgique) - telle la victoire de la démocratie enregistrée par la révolution cracovienne.

Tel est le résultat qui portera encore ses fruits quand la défaite des insurgés aura été vengée.

Oui, Messieurs, par l'insurrection de Cracovie, la cause polonaise, de nationale qu'elle était, est devenue la cause de tous les peuples. De question de sympathie qu'elle était, elle est devenue question d'intérêt pour tous les démocrates. Jusqu'en 1846 nous avions un crime à venger; dorénavant, nous avons à soutenir des alliés, et nous le ferons.

Et c'est surtout notre Allemagne qui doit se féliciter de cette explosion des passions démocratiques de la Pologne. Nous sommes nous-mêmes, sur le point de faire une révolution démocratique : nous aurons à combattre les hordes barbares de l'Autriche et de la Russie.

Avant 1846, nous pouvions douter du parti que prendrait la Pologne en cas d'une révolution démocratique en Allemagne. La révolution de Cracovie a écarté tout doute.

Désormais le peuple allemand et le peuple polonais sont irrévocablement alliés.

Nous avons les mêmes ennemis, les mêmes oppresseurs, car le gouvernement féodal russe pèse aussi bien sur nous que sur les Polonais. La première condition de la délivrance et de l'Allemagne et de la Pologne, est le révolutionnement de l'état politique actuel de l'Allemagne, la chute de la Prusse et de l'Autriche, le refoulement de la Russie au-delà du Dniester et de la Dwina.

L'alliance des deux nations n'est donc point un beau rêve, une charmante illusion. Non, Messieurs, elle est une nécessité inévitable, résultant des intérêts communs des deux nations, et elle est devenue une nécessité par la révolution de Cracovie.

Le peuple allemand, qui jusqu'à présent n'a presque eu que des paroles, aura des actions pour ses frères de Pologne; et de même que vous, démocrates polonais, de même tout le peuple allemand célébrera son alliance avec le peuple polonais sur le champ même de la première bataille gagnée en commun sur nos oppresseurs communs.\*

---

\* Sur la tactique d'alliance "démocratique" au cours de la phase bourgeoise de la révolution permanente, cf. *Le Fil du Temps* No 11 sur *Le Marxisme et la Question Militaire*, p. 68 102, sur la révolution de 1848.

Et en ce qui concerne l'actualité de ce problème, cf. *ibid*, p. 103 108 : les peuples à la recherche de la jonction de classe. Dans une lettre terrible, parce qu'elle fixe les lois impitoyables du déterminisme social, Engels écrit que la question nationale n'est progressive que comme tremplin à la lutte révolutionnaire du prolétariat, et ne constitue en rien un point du programme que le prolétariat aurait à défendre partout et TOUJOURS comme point de départ de la révolution à lui. C'est précisément à propos de la Pologne révolutionnaire pour laquelle il avait tant de sympathie qu'il écrit "Plus je réfléchis à l'histoire, plus il me devient clair que la Pologne est une nation foutue (en français). Nous ne l'utiliserons donc qu'aussi longtemps comme moyen que la révolution agraire n'aura pas démarré en Russie. A partir de ce moment là, les Polonais n'auront absolument plus aucune raison d'être (en français)" (Engels à Marx, 23. V. 1851).



“Sire,

Je, soussigné, Charles Marx, docteur en philosophie, âge de vingt-six ans, de Trèves, royaume de Prusse, ayant l'intention de m'établir avec ma femme et mon enfant dans les Etats de Votre Majesté, prends la respectueuse liberté de vous prier de bien vouloir m'accorder la permission d'élire domicile en Belgique. J'ai l'honneur d'être, avec le plus profond respect, de Votre Majesté, le très humble et très obéissant serviteur”. (Dr. Charles Marx, à Bruxelles, 24, Place du Petit Sablon, le 7.11.1845, au Roi Léopold Ier de Belgique: Extrait du dossier de police: Marx/Sûreté publique, à Bruxelles).

## Deuxième Partie

### L'ACTIVITE DU “PARTI MARX ” EN BELGIQUE

“Avant-hier, j'ai été à l'Administration de la Sûreté publique de Bruxelles, où j'ai dû déclarer par écrit que je ne ferai rien imprimer en Belgique sur l'actualité politique”. (Marx à Henri Heine, 24 mars 1845, rue Pacheco vis-à-vis de l'hôpital St. Jean, no. 35).

## 1. ACTIVITES DE MARX-ENGELS A BRUXELLES: DU 3 FEVRIER 1845 A DEBUT MARS 1848.

*Le choix de Bruxelles comme domicile n'a pas été pour Marx une affaire privée, ni le fruit du hasard. A chaque phase de son activité, il devait autant que possible se trouver au centre de gravité du mouvement international, tant pour la praxis révolutionnaire que pour l'élaboration de la théorie historique du prolétariat mondial.*

*Marx explique lui-même qu'à l'époque où il écrivait le Capital, le meilleur promontoire ou laboratoire d'observatoire et d'analyse était Londres, l'Angleterre étant alors le pays capitaliste développé qui annonçait leur avenir à tous ceux qui allaient suivre, en même temps qu'elle était la métropole d'un immense Empire colonial et le centre du marché mondial. Il y trouvait déposées toutes les traces de l'action décisive de l'impérialisme capitaliste dans le monde entier. En Angleterre, Marx trouva aussi dès 1864 un prolétariat assez développé pour asseoir l'activité du parti international sur la base syndicale de revendications économiques, avec une organisation et des leaders ayant une expérience suffisante pour démontrer que les ouvriers pouvaient s'émanciper eux-mêmes par leur activité propre. C'est ce qui permit à Marx d'étayer et de défendre les positions prolétariennes dans la Première Internationale face aux proudhouniens, puis aux anarchistes. Les premiers eurent leur centre à Paris, où il n'y avait pas encore de grande industrie, mais un artisanat produisant des travailleurs en voie seulement d'être prolétarisés et salariés, et les seconds en Suisse, petit pays de production parcellaire, marchande et coopérative, où Bakounine peut recruter en nombre des éléments libertaires qui défendaient l'autonomie du travail à l'échelle locale bornée ainsi que la dispersion des revendications et des forces révolutionnaires, face à la concentration du prolétariat des pays du capitalisme avancé.*

*Les revers essuyés par la révolution en Allemagne ayant amené Engels en Suisse il y écrivait à Marx le 7.1.1849, "S'il arrivait encore quelque chose dans cette minable Suisse, mais on n'y trouve que de la mesquinerie locale, et*

de l'espèce la plus puante. A ce propos, je t'enverrai bientôt quelques articles. Si je suis obligé de rester encore longtemps à l'étranger, j'irai à Lugano, dès que quelque chose éclatera en Italie, comme cela en a l'air. Mais je pense toujours que je reviendrai bientôt. Il me devient de plus en plus intolérable de pourrir sur pied à l'étranger, où l'on ne peut rien faire de bien et où l'on se trouve complètement en dehors du mouvement. J'en arrive à penser qu'il vaut mieux être sous surveillance judiciaire à Cologne qu'en liberté en Suisse. Ravaux a raison: même en Prusse où les droits des gens sont simplement octroyés, on est plus libre qu'en libre Helvétie. On ne trouve ici que des petits-bourgeois philistins qui non seulement sont assomants, mais pratiquent encore le mouchardage".

La Suisse devint tout naturellement le centre du mouvement anarchiste petit bourgeois qui, dans l'Internationale, mena la lutte contre le marxisme ouvrier. Les grands mots de liberté, d'égalité et de fraternité y trouvaient encore localement un écho dans les rêves d'autonomie parcellaire petit-bourgeois des paysans, boutiquiers et coopérateurs. Cette idéologie spécifique des anarchistes circulait alors sur le continent dans le sillage des politiciens bourgeois libéraux, chassés de leur pays par l'autocratie, et le libre Etat fédéral suisse, largement décentralisé et particulariste, était devenu après 1848 la "terre d'asile" des proscrits et réfugiés politiques bourgeois, à une époque où l'unité nationale se posait avec acuité en Italie, en Allemagne, Pologne, Hongrie, dans les Balkans, etc. Et il se trouve que les petits pays tels que la Suisse sont tout faits pour isoler les populations locales des grands mouvements politiques sociaux afin de les tenir enfermées dans l'horizon traditionnel du train-train quotidien borné, en abandonnant aux "étrangers" — qui n'ont rien de "national" — les pré-occupations politiques et sociales de vaste ampleur. L'étroitesse de la Belgique est également exploitée par la bourgeoisie pour couper les ailes de son prolétariat, car les politiciens, journalistes, avocats et autres "beaux parleurs"; étrangers, au radicalisme bourgeois stérile qui tiennent l'avant-scène politique s'y trouvent déracinés et sont bien faits pour déconcerter et rebuter les populations locales, dont les soucis immédiats sont à cent lieux des leurs. Cependant, de par sa grande industrie extractive, sa sidérurgie

ses manufactures et son industrie textiles, les conditions matérielles de la Belgique correspondaient à une économie diamétralement opposée à celle de la Suisse: comme en Angleterre, la grande industrie capitaliste y prévalait, et elle faisait de la Belgique l'une des toutes premières puissances économiques du monde.

Les conditions de production n'y créèrent un esprit borné que parce que l'exploitation capitaliste s'y trouva aggravée par l'isolement politique, artificiellement créé par la contre-révolution pour baillonner son prolétariat et l'écartier de son grandiose mouvement de classe.\*

C'est en Belgique que se vérifie directement la thèse marxiste, selon laquelle à l'époque capitaliste les idées qui dominant sont celles-là mêmes de la bourgeoisie. Les ouvriers y sont immergés dans l'ouvriérisme qui reflète leur aliénation idéologique et ne fait que rabâcher les préjugés dominants à l'usage du vulgaire dans les classes pauvres et laborieuses, le penser populaire remplaçant la conception propre de classe. La conséquence en est la paralysie de l'esprit et de l'initiative révolutionnaires. Le Belge est une personne réduite au privé, sans aucune pensée propre ni sens politique critique; c'est quelqu'un qui croupit, satisfait ou malheureux, dans la mesquinité du quotidien. Les conditions belges se rapprochent, au plan subjectif, de celles de la Suisse et annoncent le recul général de la conscience des périodes de reflux contre-révolutionnaire. Cependant, le promontoire belge s'avérait supérieur au Suisse, du fait que la Belgique des années 1840 représentait le centre névralgique du mouvement révolutionnaire européen, au carrefour entre l'Angleterre et la France déjà capitalistes et l'Allemagne etc. où la révolution bourgeoise devait alors se faire encore avant de pouvoir passer

---

\* Le caractère artificiel de l'Etat nation belge est une préoccupation permanente, toujours actuelle des habitants de ce pays — comme il ressort de l'extrait suivant du Monde du 14.1.76, intitulé **Les Flamands refusent tout fédéralisme à trois partenaires**: "Le professeur De Meyer de Louvain, propose autre chose. Pour lui, ceux qui veulent le découpage de la Belgique en régions linguistiques doivent être logiques et mettre fin à l'existence de l'Etat belge, en faisant du territoire néerlandophone un territoire indépendant à rattacher éventuellement aux Pays-Bas, le territoire francophone devenant une sorte de département Français et Bruxelles une espèce de ville libre au statut européen".

*au stade prolétarien.*

*L'isolement artificiel de la Belgique par rapport à ses conditions nationales et internationales révolutionnaires ne s'opposait pas à ce que Marx-Engels y remplirent leur tâche première et fondamentale durant leur séjour belge de 1845 à 1848 alors que le sous-sol de la société européenne toute entière était ébranlé par la secousse sismique annonçant la révolution: l'élaboration de la théorie et du programme communistes du prolétariat international qui furent consignés en février 1848 dans le Manifeste du Parti communiste.*

*Ce ne fut qu'en Belgique que Marx-Engels purent cependant tisser les contacts indispensables à la coordination des efforts révolutionnaires de 1848. S'installer en Suisse petite bourgeoise eût été, pour eux, s'immerger complètement dans l'horizon et le mouvement de la seule révolution bourgeoise et abandonner la pointe prolétarienne du combat qui seule indique le but général — et donc le sens de la lutte. L'un des secrets de la théorie politique du marxisme — parfaitement saisi par Lénine dans sa lutte contre les menchéviks — est que se limiter à la révolution bourgeoise signifie se condamner à la faire avorter, le prolétariat étant la force motrice essentielle de cette révolution, et son action seule permettant de l'effectuer véritablement, voire de la dépasser comme Marx-Engels et Lénine ont toujours tenté de le faire.*

*Or, la Belgique, comme la France, représentait en 1848 la base de départ idéale pour la révolution bourgeoise qui, en Allemagne et le reste du continent, devait préluder à la révolution prolétarienne en se combinant à la révolution qui était à l'ordre du jour\* en Angleterre et, après Février, en France et en Belgique, ces deux derniers pays constituant le trait d'union ou commun dénominateur de ces deux niveaux révolutionnaire. Il se trouve que la défaite napoléonienne de la révolution bourgeoise y avait ramené au pouvoir les ex-ci-devant, sans réussir cependant à faire rétrograder les conditions économiques fondamentales, une fois pour toutes capitalistes, de sorte qu'au plan de la tactique*

---

\* Cf. le Fil du Temps no. 11 sur la Question Militaire: la Révolution de 1848, p. 68, Dialectique des révolutions bourgeoise et prolétarienne.

politique immédiate les revendications bourgeoises de la liberté, de la démocratie ainsi que de la République pouvaient encore servir de tremplin à la mobilisation des masses pour leur propre révolution de classe, comme le démontra la révolution de Février qui précéda l'assaut prolétarien de juin 1848 au pouvoir bourgeois.\*

Comme la France, la Belgique disposait de la base économique objective d'une révolution prolétarienne,\*\* même si, au plan tactique, le point de départ et de mobilisation des masses y étaient aussi la lutte en faveur de la république et de la démocratie. Ainsi la France fut, par excellence, le pays d'où partait l'impulsion révolutionnaire, tandis que la Belgique représentait le noeud stratégique où la révolution devenait internationale.

La Belgique constituait alors le point de jonction de la subversion européenne, et si la révolution avait réussi, c'est là où se serait soudés les deux types de révolution, dont le point de départ et de jonction fut la révolution de Février à Paris, qui donna le signal général au Juin prolétarien aussi bien qu'aux révolutions nationales bourgeoises d'Allemagne et d'Europe centrale pour placer le tout à la fin sous la direction du parti chartiste anglais, décisif alors pour l'issue de la crise entière. C'est précisément en Belgique que Marx-Engels nouèrent de 1846 à 1848 des liens entre tous ces éléments de la révolution. Le fait que la Belgique ne répondit pas à Février 1848 montre, à lui seul, que cette plaque tournante fut décisive pour la contre-révolution — comme elle l'eût été pour la révolution, si le rapport des forces lui avait été plus favorable.

---

\* Cf. Marx-Engels, **le Mouvement ouvrier français. I. Tactique dans la révolution permanente.** Ed. Fr. Maspéro, 1974, chap. 2 et 3 sur la tactique d'alliance avec le parti socialiste démocrate petit-bourgeois et la Révolution permanente, p. 77,- 191.

\*\* Comme Engels le soulignait peu avant la révolution de 1848 dans son panorama sur les Mouvements de 1847 "En Belgique, la bourgeoisie a remporté une victoire décisive aux élections de 1847: le ministre catholique a dû céder la place, et ce sont les bourgeois libéraux qui règnent également ici pour l'heure". Non seulement la suite — l'éviction de la monarchie — n'aura pas lieu en 1848, mais les libéraux cèderont encore la place, des décennies entières, aux catholiques, représentants belges de la propriété foncière.

*On le sait, Marx fut expulsé de France en 1845, et c'est contraint et forcé qu'il prit le chemin de l'exil belge. C'est bien en France où le mouvement politique était le plus avancé au niveau prolétarien qu'il avait, par la force des choses, choisi d'aller d'abord. Le choix de la Belgique par Marx fut nécessaire, en ce sens que la police qui l'expulsa trancha en exprimant à sa manière un certain déterminisme qui a sa rationalité — ce qui vérifie l'adage selon lequel les flics sont des ballots, car les machinations policières ne peuvent arrêter une révolution qui est un processus naturel contre lequel toute volonté humaine est impuissante. Marx lui-même, parlant des gabelous belges, disait: ils m'ont emmené de force jusqu'à la frontière pour m'expulser en France; or, c'est précisément là où je voulais (et devais) aller.*

*Quelles sont donc les raisons pour lesquelles Marx, de 1845 à 1848, fut en fin de compte, mieux en Belgique qu'en France? Disons d'abord que l'Allemand Marx devait tout d'abord commencer par séjourner à Paris, là où à l'époque le mouvement politique était le plus épanoui, donc le mieux théorisable du point de vue prolétarien, la classe ouvrière étant encore dans les limbes en Allemagne. Il se trouve cependant que, du point de vue de l'organisation de la révolution allemande et de la coordination avec le mouvement Anglais déterminant, la Belgique permettait plus de recul et de marge de manoeuvre que la France où les Allemands étaient comparativement si faibles qu'ils tombaient automatiquement dans l'orbite des organisations ouvrières françaises qui les absorbaient. Or, la tâche de Marx-Engels était précisément d'organiser les travailleurs allemands, non plus au niveau des sectes ou des Sociétés conspiratrices, mais à celui du parti, en nouant des liens organisationnels au niveau international — et c'est là où cette tâche était la plus réalisable, soit en Belgique, qu'atterrirent aussi Marx-Engels. A Paris, ils se seraient englués dans les organisations et habitudes existantes, mais surannées, dont le poids les eût empêchés de réaliser la tâche toute nouvelle, du point de vue qualitatif, d'une organisation à l'échelle internationale pour préparer la révolution européenne de 1848.*

*La citation suivante, extraite de la lettre du 14/15.XI.1847 d'Engels à Marx exprime bien la dialectique selon laquelle*

à ce moment là il fallait être en dehors des centres (français ou anglais) pour agir sur les autres pays et même sur l'Angleterre et la France: "En me rendant à Londres, je ne pourrais pas passer par Bruxelles, car mes fonds sont trop bas. Nous devons nous rencontrer à Ostende, le 27 (samedi) soir, et faire la traversée de la Manche le dimanche pour pouvoir nous réunir le lundi. Lundi 29 anniversaire de la révolution polonaise, il y aura sans doute la manifestation de fraternité démocratique à laquelle nous ne pouvons pas ne pas assister. Ce sera très bien. Tu prononces à Londres un discours en français et nous le passons ensuite à La Réforme de Paris. Il faut absolument que les Allemands fassent quelque chose pour pouvoir avoir un poids face aux Français. Un seul discours pèsera plus lourd que dix articles et cent visites.

Tu as sans doute lu dans le Northern Star du 2 octobre l'invitation lancée par Harney et les Fraternal Democrats pour un congrès démocratique. Soutiens cette initiative. J'en ferai autant auprès des Français. On pourrait essayer de la tenir l'an prochain à Londres, peut-être en même temps que le nôtre. Si ce congrès a lieu, il produira un effet très salutaire sur les Français en leur rabaisant un peu le caquet. S'il n'a pas lieu, l'échec sera dû aux Français, et ils seront au moins contraints de s'expliquer. Si ce congrès pouvait se réunir à Bruxelles, ce serait le mieux. A Londres, Feargus O'Connor serait capable de faire des bêtises."

Si l'on considérait uniquement les textes de Marx-Engels qui nous restent aujourd'hui sur la Belgique et la morne actualité belge qu'ils suivaient d'aussi près que leur permettait la censure aggravée par leur statut d'étranger, on n'aurait qu'une maigre idée de la signification et de la portée de leurs efforts "bruxellois". C'est encore l'un des effets de la muraille chinoise de Belgique qui sépare tout mouvement de ce pays d'avec sa base et son but internationaux, qui sont infiniment grandioses.

Ces écrits et ces activités portent essentiellement sur la formation d'Associations démocratiques qui, aux côtés d'ouvriers ou d'organisations ouvrières, regroupaient aussi des petits-bourgeois et les fameux bourgeois dits radicaux. Si l'on considère les choses de manière statique, par une série de photographies, et non dynamiquement, en un film du drame imminent de 1848, la période belge se ratatine au

au niveau dérisoire de l'attente monotone de la révolution, avec les épisodes dérisoires de la triste vie d'exilés politiques. Mais il aurait suffi que la révolution gagne aussi la Belgique pour que la vision atteigne une toute autre ampleur. Quoiqu'il en soit, pour nous marxistes qui avons toujours les yeux rivés sur le formidable but final, c'est toujours en mouvement que nous voyons les choses.

L'activité de Marx-Engels en Belgique de 1845 à 1848 est alors fondamentale; non seulement la théorie et la tactique révolutionnaire du prolétariat mondial s'y élaborèrent en majeure partie, mais, devant nos yeux fascinés, ces maîtres incomparables nous montrent qu'une fois le grand but et la théorie établis, aucun abîme ne doit plus nous faire peur, et notamment ce qui sépare la praxis de la théorie en temps de triomphe de la contre-révolution. Face à une perspective immense, ils ne reculèrent pas devant les humbles tâches de la toute première organisation de l'enfant prolétaire, qui venait de naître, encore tout engourdi et inconscient, afin qu'il parvienne à exprimer ses sentiments et ses aspirations de classe propres en vue de prendre un bon départ pour le long et dur chemin de l'émancipation humaine.

La praxis, à ce début si essentiel, ne pouvait pourtant s'opérer qu'à une échelle dérisoire, que le cadre belge illustre bien. Mais il s'agissait de bien plus: l'époque était brûlante, d'une richesse et d'une complexité inouïes, et il fallait se hâter plus que jamais, puisque l'explosion révolutionnaire universelle était toute proche.

Au cours de cette période "démocratique" — avec le recul, nous dirions plus justement anti-démocratique, car elle était en cohérence parfaite avec la fin du communisme anti-égalitaire et anti-bourgeois — l'activité de Marx-Engels consistant avant tout à débarasser les ouvriers de la Belgique des influences sectaires et conspiratrices d'abord, démocratiques ensuite, dans le corps à corps avec la démocratie elle-même. Pour cela, ils durent commencer par briser l'influence des sectes et de la démocratie bourgeoise sur les ouvriers: les méthodes publiques démocratiques y servirent la transition au parti de classe. Si Marx-Engels n'eurent pas le temps de créer l'Internationale avant la crise révolutionnaire de 1848, ils purent néanmoins en jeter d'ores et déjà les bases pour la mettre sur pied en 1864.

Le marxisme n'aurait pu être la pleine et complète théorie

du communisme, s'il n'était que l'opposition à la société capitaliste, au sein de celle-ci, autrement dit s'il ne dépassait pas en tous sens le cadre bourgeois. C'est pourquoi, il ne faut pas isoler la brève partie "démocratique", belge, ni la séparer de toute la dynamique, dans laquelle les communistes ne font que passer par la phase démocratique plus ou moins bourgeois pour la démolir de fond en comble et en toute connaissance de cause. Marx écrivait dans la Gazette allemande de Bruxelles que les ouvriers "ont dû commencer, au cours de l'évolution, par produire eux-mêmes les conditions matérielles de la nouvelle société, et nul effort de l'esprit et de la volonté ne peut les soustraire à ce sort" (la Critique moralisante et la critique critisante, 11.XI.1847).

Marx a pu théoriser d'emblée ce dépassement communiste, parce que le prolétariat est une classe qui est non seulement dans la société bourgeoise, mais encore en dehors d'elle — et ce, en deux sens, en la précédant et en lui survivant. Par rapport à la conception marxiste, la Belgique — avec ses limitations et sa phase démocratique — constitue une mystification bourgeoise pour autant qu'elle se présente comme un pur produit du capitalisme, une création de la contre-révolution, alors qu'en réalité les rapports bourgeois, issus de la révolution de 1789, y existaient déjà en 1830, et qu'elle prétend rester éternellement telle qu'elle — purement belge — comme toutes les patries bourgeoises. Aussi les conditions locales, dans la mesure où elles sont belges, n'y secrètent-elles pas le marxisme, mais l'ouvriérisme, ce tissu de préjugés populaires aclassistes, cet extrait dilué de l'idéologie bourgeoise dominante. Le marxisme, lui, outre-passe la société capitaliste en deux sens: il prend son départ dans les sociétés précapitalistes, la révolution bourgeoise, pour se réaliser et s'épanouir, après une nouvelle révolution dans la société postcapitaliste, en exprimant une classe et une société, qui non seulement ne s'identifient pas avec la classe ou la société bourgeoises, mais les jouxtent et s'opposent à elles. Le marxisme ne prolonge pas, en plus perfectionné, l'idéologie bourgeoise, il se rattache par un côté à la production capitaliste où oeuvre le prolétariat à la socialisation des moyens de production — ce que la bourgeoisie ne peut nier, même dans la petite Belgique créée par la contre-révolution.

Comme les ouvriers ont oeuvré à la révolution bourgeoise — en cherchant d'emblée à la dépasser —, ils créent la surproduction capitaliste dans les usines et les mines pour faire éclater la crise, et partant, la révolution communiste sur les ruines du capitalisme. Ils ne peuvent se laisser enfermer dans les conditions capitalistes, sans cesser d'être eux-mêmes — ce que leur condition de prolétaires ne leur permet. Ils ne peuvent renverser de fond en comble le capitalisme et la démocratie que parce qu'ils les ont connus dans leur chair et qu'ils sont aussi d'un autre monde. Or, c'est précisément ce que s'efforce de masquer l'Etat-Nation belge, qui immerge les ouvriers dans le quotidien sinistre du capitalisme.

Vers la fin de la période belge, de 1847 à 1848, Marx-Engels descendirent donc dans l'enfer des rapports démocratiques bourgeois et firent, pour le communisme déjà épanoui en théorie, ce que Pierre Bayle fit pour le matérialisme bourgeois: prendre pied dans le système métaphysique de l'adversaire pour le dissoudre par une critique corrosive, effectuée sur le terrain même de l'adversaire, c'est-à-dire, en bonne dialectique, partir de la thèse de la réalité existante pour lui opposer l'antithèse, afin d'arriver à une synthèse nouvelle.\*

Le résultat de la période "démocratique" — "belge" — de Marx-Engels ne pouvait produire de fruits sur le terrain de la démocratie ou de la Belgique, car c'est de tout autre chose qu'il s'agissait alors: du point de départ d'un mouvement séculaire et de la révolution internationale dirigée par le prolétariat.

### Petite chronologie de l'activité de Marx à Bruxelles.

Extrait de la lettre de Marx au conseiller juridique Weber (3.III.1868): "Fin 1844, je fus expulsé de France par Guizot à l'instigation de la légation prussienne de Paris, et j'allai en Belgique. Quelle a été ma position parmi les radicaux français durant mon séjour à Paris, c'est ce qui ressort le mieux de la lettre de Flocon du 1er mars 1848, dans laquelle il me rappelle en France au nom du Gouvernement Provisoire

\* Cf. Marx-Engels, Utopisme et communauté de l'avenir, Petite Collection Maspéro 1976, p. 64.

et annule l'ordonnance d'expulsion du 11.I.1845 de Guizot. (Confidentiellement: en été 1844, après la banqueroute de l'éditeur Julius Fröbel, des Annales franco-allemandes, le Dr. Claessen, à l'instigation du premier ministre prussien Camphausen et des autres actionnaires de la "Gazette rhénane", m'a envoyé une lettre, avec 1.000 thalers pour me soudoyer, dans laquelle il décrit mes mérites de façon absolument dithyrambique, indigne d'être communiqué).

"A Bruxelles, je vécus au début 1845 à début mars 1848, d'où je fus expulsé et revins en France sur l'invitation de Flocon... Ma position à Bruxelles parmi les radicaux (de tendances très diverses) peut être définie par le fait que dans la société internationale publique (Association démocratique) j'ai représenté les Allemands au comité directeur, comme Lelewel (âgé de 80 ans, vétéran de la révolution polonaise de 1830-31 et savant historiographe) les Polonais, Imbert (par la suite gouverneur des Tuileries à Paris) les Français, et Jottrand (président de l'Association, avocat de Bruxelles, ancien membre de l'Assemblée Constituante et chef des radicaux belges) les Belges. Les deux lettres de Jottrand (un vieillard à présent) ainsi que celle de Lelewel illustrent mes relations avec ces messieurs durant mon séjour à Bruxelles. Jottrand m'a envoyé sa lettre après une querelle qui nous a mis aux prises lors d'une réunion publique le 22.II.1848, à la suite de laquelle j'ai donné ma démission de la société internationale. Il m'envoya la seconde lettre, lorsque je créai à Cologne la "Nouvelle Gazette rhénane". Je séjournai à Paris de mars à fin mai 1848.

(Confidentiellement: Flocon me proposa de l'argent ainsi qu'à Engels pour créer la "Nouvelle Gazette rhénane". Nous avons refusé, parce qu'en tant qu'Allemands — engagé dans la première phase, nationale de la révolution —, nous ne voulions pas recevoir de subsides d'un gouvernement français même ami.

"De mai 1848 à fin mai 1849, je publiai la "Nouvelle Gazette rhénane" à Cologne. Je fus élu au Comité directeur de la Démocratie de Rhénanie et de Westphalie. Confidentiellement: lors de mon arrivée à Cologne, un ami du président du cabinet prussien Camphausen me demanda d'aller le voir à Berlin). Revenu à Paris en juin 1849, j'en fus expulsé sous le ministère de Napoléon III et je dus me réfugier à Londres.)"

Riazanoff, l'éditeur des oeuvres de Marx et Engels arrachées aux oubliettes sociales-démocrates par la révolution bolchévique de 1917, a mis au point un précieux aide-mémoire de leur oeuvre et leurs activités au jour le jour en compilant leurs lettres, écrits et autres documents datés.\*

Ce rapide panorama de l'activité militante de Marx-Engels fournira en outre le cadre historique de leurs écrits belges, assez fragmentaires par eux-mêmes.

## FAITS LES PLUS MARQUANTS DU 8 FÉVRIER AU 10 MARS 1848.

FÉVRIER 1845 — MARS 1848 : MARX A BRUXELLES/  
RÉDACTION DES THÈSES SUR FEUERBACH/ ÉTUDES  
ÉCONOMIQUES/ VOYAGE EN ANGLETERRE/ RÉDAC-  
TION DE "L'IDÉOLOGIE ALLEMANDE"/ TRAVAIL  
"D'AUTO-CLARIFICATION" THÉORIQUE/ DÉBUTS DE  
LA PROPAGANDE COMMUNISTE ET TRAVAIL D'OR-  
GANISATION/ ORGANISATION DU COMITÉ DE COR-  
RESPONDANCE COMMUNISTE\*\*/ CIRCULAIRE CON-  
TRE KRIEGE/ POLÉMIQUE CONTRE LE SOCIALISME  
VRAI DE GRÜN, DE KARL HEINZEN/ "MISÈRE DE LA  
PHILOSOPHIE" CONTRE LE PROUDHONISME/ RUP-  
TURE AVEC L'UTOPISTE ALLEMAND WEITLING/ RE-  
LATIONS AVEC WILHELM WOLFF, LE CHARTISTE DE  
GAUCHE HARNEY/ LA LIGUE DES JUSTES/ LA "GA-

---

\* Cet aperçu de l'activité politique (ou militante) de Marx-Engels est extrait de *Karl Marx : Chronik seines Lebens in Einzeldaten* (Marx-Engels Verlag, Moscou, 1934) préparé par N. Riazanoff.

Nous mettons entre parenthèses les données ou écrits à partir desquels Riazanoff a pu établir les activités de Marx. Nous utilisons les abréviations utilisées par *Chronik*. MEGA est le sigle pour Marx-Engels Gesamtausgabe, oeuvres complètes de Marx-Engels préparées par Riazanoff.

Nous avons également utilisé l'étude de Franz Mehring, *Marx en exil à Bruxelles*, in: *Grünbergarchiv* (Archiv für die Geschichte des Sozialismus und der Arbeiterbewegung), Leipzig 1916, VII, p. 281-331.

\*\* Les textes de Marx-Engels concernant cette période de leur activité militante et notamment l'épisode du Comité de Correspondance communiste qui marque le début de la tentative d'organisation internationales des forces révolutionnaires d'Europe occidentale, se trouvent en français dans le recueil de Marx-Engels sur le Parti de classe, *Petite Collection Maspéro*, t. 1er, p. 96 - 102, et sur la préparation (en Belgique) de la révolution de 1848, p. 123 - 155.

ZETTE ALLEMANDE DE BRUXELLES"/ LA LIGUE DES COMMUNISTES/ L'ASSOCIATION DÉMOCRATIQUE/ CONTACTS AVEC LES FRATERNAL DEMOCRATS ANGLAIS/ DISCOURS SUR LE LIBRE-ÉCHANGE/ RÉDACTION DE "TRAVAIL SALARIÉ ET CAPITAL"/ LA QUESTION POLONAISE/ LE "MANIFESTE COMMUNISTE"/ TENTATIVE DE SOULÈVEMENT A BRUXELLES/ EXPULSION DE BELGIQUE.

3 FEVRIER 1845 : En même temps que Heinrich Bürgers, Marx arrive à Bruxelles en passant par Liège : sa femme et ses enfants le suivent un peu plus tard. (Cf. Marx à Heine, 1 et 9.II.1845, in "Grünbergarchiv" IX.132, W. Büchner, Ferdinand Freiligrath, 1882,II,142; H. Bürgers, Souvenirs de Ferdinand Freiligrath, in : "Vossische Zeitung", Berlin, supplément du dimanche, 26.XI et 3.XII. 1876; "Grünbergarchiv" III, 436; Piérard & Pierson, "Belgique, terre d'exil", Bruxelles 1932, 90).

DEBUT FEVRIER : Marx touche env. 50 thalers de la souscription organisée par Engels, et fin mars encore 122 thalers. (Cf. Engels à Marx, 22.II et 17.III.1845).

APRES LE 23 FEVRIER : Parution de la Sainte Famille ou Critique de la critique critique. Contre Bruno Bauer et consorts. (Cf. MEGA/3, 179; "Deutsche Allgemeine Zeitung". 14.III.1845; "Mannheimer Abendzeitung", 25.III,1845; "Der Kampf", Vienne, vol. XXI, 1928, 509.)

DE FEVRIER A MARS : Marx poursuit ses études économiques et fait des extraits entre autres de Buret "De la misère etc.", de MacCulloch, "Discours etc.", de Rossi, Pecqueur, Ad. Blanqui, ce qui, entre autres, confirme que le marxisme repose, dès ses débuts, sur une base solidement économique. (Cf. MEGA 6, 597\*.)

VERS MARS : Marx rédige les 11 thèses critiques "sur le matérialisme tel qu'il a existé jusqu'aujourd'hui, celui de Feuerbach y compris", dans lesquelles est exposé "le germe

---

\* Dans son ouvrage intitulé *Verelendung und Proletarisierung bei Karl Marx*, Droste-Verlag, Düsseldorf, Günther Heere a rassemblé les extraits et commentaires de Marx concernant des auteurs ayant traité de la phase initiale d'accumulation primitive et de prolétarisation en Europe occidentale. Ces notes et extraits sont parallèles à la première partie du IV<sup>e</sup> livre du *Capital* sur la succession des théories économiques bourgeoises qui reflètent l'évolution de la production capitaliste.

génial de la nouvelle conception du monde” du matérialisme dialectique et historique. (Cf. MEGA/5, 530, 533; Fr. Engels, préface du 21.II.1888 au “Ludwig Feuerbach, etc.”)

MARS - MAI : De concert avec Engels et avec la participation de Moses Hess, Marx projette de publier toutes les oeuvres marquantes des auteurs prémarxistes, communistes et utopistes, dans une collection intitulée “Histoire du socialisme et du communisme en France et en Angleterre depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle”; comprenant la traduction des ouvrages de Buonarrotti, Fourier, Godwin, Mably, Morelly, Owen, etc. avec des explications détaillées voire tout un volume de présentation\*. Le projet est présenté à l’éditeur Leske, qui répond par la négative. (Cf. Engels à Marx, 7 et 17.III.1845; Leske à Marx, 14.V. et 6.XII.1845; MEGA/5, 549).

1 MAI: Marx déménage de la Plaine de Sainte Gudule au 5, rue de l’Alliance dans le Faubourg de Saint Josse-ten-Nodde; Engels habite la maison d’à côté. (Cf. Sûreté Publique, ministère de la Justice de Bruxelles).

DE MAI A JUIN : Marx — de concert avec Engels — poursuit ses études économiques; il lit, fait des extraits et commente, entre autres, Say, Sismondi, Senior, Storch, Babbage, Ure, Ganih, Villegardelle et Watts. (Cf. MEGA/6, 597.)

ENTRE LE 12 JUILLET ET LE 21 AOUT : Marx-Engels entreprennent un voyage d’études en Angleterre. A Londres, ils entrent en contact avec la Ligue des Justes et avec Weitling, mais ils passent la majeure partie de leur temps à Manchester, où ils étudient surtout l’économie politique. Marx lit et fait des extraits de Petty, Tooke, Cooper, Thompson, Cobbett, etc. (Cf. la Gazette de Trèves, 16.VIII.1845; Weerth à Marx, 19.VIII.1845; Everbeck à Marx, 31.VIII.1845; Weitling à Marx etc. en nov. 1845; MEGA/6, 598).

---

\* La traduction française des lettres où Engels parle de ce projet, ainsi que les divers passages évoquant ces auteurs dans le genèse du marxisme se trouve dans Marx-Engels, Utopisme et communauté de l’avenir, Petite Collection Maspéro, 1976, p. 138 - 145, 159 - 175, ainsi que Marx-Engels, les Utopistes, Petite Collection Maspéro, 1976 p. 75-115. L’utopisme a joué un rôle déterminant dans la genèse du marxisme, et durant la période “belge” Marx-Engels se sont penchés avec passion sur les premiers socialistes et communistes du mouvement de la classe des travailleurs.

SEPTEMBRE : Naissance de la fille des Marx, Laura. (Jenny Marx à Louise Weydemeyer, 11.III,1861.)

SEPTEMBRE 1845 A JANVIER 1846 : En rédigeant la polémique contre Bauer et Stirner — l'“Idéologie allemande” — Marx-Engels développent leur nouvelle conception du monde sous ses multiples aspects. (MEGA/5, 71-432; Engels, “Contribution à l'histoire de la Ligue des communistes”, 8. \*)

1. DECEMBRE : Marx est informé de la perte de sa nationalité. (Cf. Marx-Engels Nachlass.) Mehring donne la précision suivante à ce sujet : Comme le gouvernement prussien continuait à relancer sans cesse le faible gouvernement belge afin d'expulser Marx, celui-ci avait demandé d'être rayé de sa nationalité, espérant ainsi pouvoir rester en Belgique. \*\* Cependant, comme en Allemagne, la première phase de la révolution devait réaliser l'unité allemande et instaurer la République une et indivisible, soit régler la question nationale, avant de pouvoir passer au stade prolétarien de la révolution, on constate que Marx a payé fort cher le prix de son séjour en Belgique, dont la direction est double — nationale et internationale, comme on le sait.

ENTRE NOVEMBRE ET DECEMBRE : Marx traduit et commente le texte de Peuchet sur le Suicide \*\*\* (Cf. MEGA/3, 391.)

---

\* Cf. Marx-Engels, le Parti de classe, Petite collection Maspéro, t.II, p. 18-43.

\*\* La Police belge rendait, elle aussi, des petits services à la prussienne, et réciproquement, comme il ressort de l'article suivant de la Nouvelle Gazette rhénane du 14.X.1848: “Un ami bien informé de Bruxelles nous écrit : “Engels et Dronke n'ont pu être arrêtés et conduits en voitures cellulaires au-delà de la frontière que parce qu'ils furent assez imprudents pour leur donner leur nom. Un ouvrier de Cologne, Schmitz, qui a contribué à la libération de Wachter, a partagé le même sort. La police de Bruxelles possédait en effet une longue liste de gens qui avaient fui de Cologne. C'est ainsi que la police belge était exactement informée de la prétendue participation de Schmitz à la libération de Wachter”. Le directeur de police et commissaire Geiger a-t-il peut-être connaissance de cette liste noire, ainsi que ceux qui l'ont établie et l'ont expédiée? ”.

\*\*\* Cf. La traduction française avec une présentation dans Marx-Engels, les Utopistes, Edit. Maspéro, p. 117 - 150.

*DE JANVIER A DEBUT MAI : Marx-Engels décident de réélaborer largement leur texte polémique contre Bauer et Stirner — “le Concile de Leipzig” — et de le compléter par une partie consacrée à Feuerbach et plusieurs chapitres contre les socialistes “vrais” sous le titre “l’Idéologie allemande . Critique de la plus récente philosophie allemande avec leurs représentants Feuerbach, B. Bauer et Stirner, ainsi que des socialistes vrais avec leurs divers prophètes”.*

*EN FEVRIER : Marx-Engels s’efforcent de mettre sur pied un système international de propagande communiste préparant une organisation communiste internationale sur la base du socialisme scientifique, en créant un Comité de correspondance communiste. Ils organisent l’un de ces comités à Bruxelles même. (Cf. Harney à Engels, 30.III.1846; Ewerbeck à Marx, 27.VII.1846).*

*FEVRIER-MARS : Marx-Engels informent le chartiste de gauche Harney de leurs plans de propagande et d’organisation, et le prie d’y collaborer activement, notamment pour ce qui concerne des contributions à une revue qu’ils projetaient de publier. Harney se déclare prêt à collaborer, après que les communistes de Bruxelles se soient entendus avec les chefs de la Ligue des Justes de Londres, et notamment Schapper. Mehring remarque à ce propos que la Ligue des Justes qui engendra la Ligue des Communistes sur laquelle Marx-Engels s’appuyèrent toute cette période, avait pu s’épanouir le plus pleinement à Londres, où d’innombrables artisans allemand s’étaient fixés comme à Paris et Zurich, en formant un excellent réseau pour un parti international : “En relation étroite avec les réfugiés de tous les principaux pays et en contact avec le mouvement chartiste anglais qui avait alors le vent en poupe, les dirigeants de la Ligue des Justes acquirent une largeur de vue qui dépassait de loin l’horizon des conceptions artisanales propres à leur situation économique. De fait, la Ligue des Justes demeura plus fraîche et acquit plus de vigueur à Londres, ce centre du trafic mondial, qu’à Zurich et même à Paris” (p.317).*

*30 MARS : Lors d’une séance du comité de correspondance communiste, à laquelle assistaient Marx, Engels, Gigot, Weitling, Edgar von Westphalen, Weydemeyer, Geiler et Heilberg,*

ainsi qu'Annenkov à titre d'invité, à propos de la propagande à mener en Allemagne, Marx critiqua vivement, au cours d'une longue intervention, d'abord le "communisme des artisans" à la Weitling, qui était sectaire et niait la nécessité de la lutte politique, puis le "communisme philisophique" des socialistes vrais; à la fin, il propose "une épuration" du "parti". (Cf. Weitling à Hess, 31.III,1846, in: E. Kaler, "W. Weitling, etc.", Hottingen-Zurich 1887, 72, ainsi que E. Barnikil. "Weitling der Gefangene und seine Gerechtigkeit", Kiel 1929, 269; "Neue Zeit", I,236.)

VERS AVRIL : Marx écrit une critique de Karl Grün: "Le mouvement social en France et en Belgique", qui est ajoutée à l'Idéologie allemande. (cf. MEGA, 5, 469 et 6, 259.).

5 MAI : Au nom du Comité de correspondance de Bruxelles, Marx s'adresse par lettre à Proudhon, afin de lui demander d'envoyer régulièrement des correspondances sur la France. Il prévient en même temps Proudhon de se garder de Karl Grün. (cf. Marx à Proudhon, 5.V.1846, imprimé dans : Proudhon, "Les confessions d'un révolutionnaire, etc.", Paris, 1929, 432.)

MI-MAI: Le Comité de correspondance communiste de Bruxelles, dans sa séance du 11. mai, prend une résolution contre Hermann Kriege le représentant du "communisme sentimental" des artisans.

VERS LE 6 JUIN : Un Comité de correspondance est constitué à Londres sous la direction de Schapper, Bauer, Moll, qui se déclarent d'accord pour rompre avec Weitling, mais condamnent la violence de ton de la circulaire contre Kriege. (cf. Schapper à Marx, 3.VI.1846).

ENTRE LE 12 ET LE 15 JUIN : Marx, Engels, Gigot et Ferdinand Wolff envoient, par le truchement de Koettgen, une adresse aux communistes de Wuppertal, en leur enjoignant d'échanger régulièrement avec eux des informations sur la situation du mouvement communiste dans les divers pays, d'établir le contact avec d'autres sociétés communistes en Allemagne et de faire de la propagande, par la collecte de signatures en masse en milieu ouvrier, sur les diverses revendications politiques et sociales. Ils déclarent, enfin, que le temps n'est pas encore mûr pour tenir le congrès général des communistes proposé spontanément par les ouvriers de Wuppertal. (Cf. Koettgen à Marx, etc. 10.VI.1846 et Marx

*etc, à Koettgen, 15.VI.1846).*

*22 JUIN : Le Comité de correspondance de Bruxelles met en demeure, dans une lettre au Comité de Londres, de combattre avec énergie le "communisme sentimental et philosophique", et soumet à la discussion le projet de congrès général des communistes. (Cf. Schapper à Marx, 17.VII.1846).*

*VERS LE 19 JUILLET : En réponse à la lettre de Marx du 22 juin, le comité de correspondance de Londres se plaint de l'"arrogance des intellectuels" de Bruxelles, se déclare en faveur d'une position moins dure vis-à-vis du "communisme sentimental et philosophique" et propose Londres comme lieu pour la tenue du congrès général des communistes prévu. (Cf. Schapper à Marx, 17.VII.1846).*

*29 JUILLET : Marx propose à Bürgers de créer un Comité de correspondance à Cologne; Bürgers et Daniels le tiennent pour prématuré. (Cf. Bürgers à Marx, 11.VIII.1846).*

*15 AOUT: Engels est chargé par le Comité de correspondance de Bruxelles de faire de la propagande à Paris et d'y oeuvrer à l'organisation des ouvriers (Cf. Engels à Marx, 19.VIII.1846).*

*FIN AOUT: Le Comité de correspondance bruxellois, par le truchement de Wilhelm Wolff, entre en liaison avec des communistes silésiens, qui enverront régulièrement des rapports sur la situation des ouvriers des villes, des tisseurs et paysans silésiens. (Lettres de Silésie, 7 et 30.IX., 20 et 30.X.1846, et plusieurs autres non datées dans Marx-Engels-Nachlass.)*

*SEPTEMBRE - DECEMBRE : Marx reprend ses travaux de critique économique. Il lit, fait des extraits et commente, entre autres, les ouvrages d'Owen, de Quesnay et de Bray. (Cf. MEGA/6, 599). Marx lit également l'ouvrage de Proudhon intitulé "Système des contradictions économiques ou Philosophie de la Misère". (Cf. Engels à Marx, 16 et 18.IX. et 23.X.1846; Marx à Annenkov, 28.XII.1846, in : Mouvement Socialiste, 1913, no.249 - 250, 141).*

*DECEMBRE : Naissance du fils, Edgar, des Marx. (Cf. W. Liebknecht, "Karl Marx zum Gedächtnis", Nuremberg, 90).*

*FEVRIER : Négociations entre Marx et le délégué du Conseil central de la Ligue des Justes, Joseph Moll, qui demande à Marx et son organisation d'entrer dans la Ligue afin de la réorganiser et de réélaborer son programme dans le sens du*

“communisme critique” marxiste. La Ligue des communistes s’était fixée comme tâche de créer des Associations de formation des ouvriers allemands, qui lui permettait de faire une propagande publique (elle-même avait un caractère conspiratif et secret) et lui permettait de recruter de nouveaux adhérents. Marx-Engels procéderont un peu de cette manière aussi à Bruxelles et leur action se conjuguera bientôt à celle de la Ligue des communistes. (Cf. Mehring, “Marx en exil etc.”; K. Marx, “Herr Vogt”, Londres, 1860, 35; Engels : “la Ligue des communistes”). \*

**DÉBUT MARS** : Marx met en demeure Daniels ou Bürgers de laisser tomber leurs affaires “bourgeoises” pour venir en Belgique — à Bruxelles ou Malines — afin de discuter d’affaires “communistes”, qu’il “ne peut leur communiquer par la poste”. (Cf. Marx à Daniels, 7.III.1847).

**DÉBUT JUIN** : Premier congrès de la Ligue des communistes à Londres. En raison notamment de ses difficultés financières, Marx ne peut faire le voyage et se fait remplacer par Engels (Paris) et W. Wolff (Bruxelles). Le congrès décide de réorganiser complètement la Ligue des Justes et de lui donner le nom de Ligue des communistes, de préparer pour le prochain congrès une profession de foi (qui sera le Manifeste) et d’exclure les partisans de Weitling. (Marx à Engels, 15.V.1847; Comité central de “la Ligue des communistes”).

**DÉBUT JUILLET** : Parution chez C.G. Vogler à Bruxelles en 800 exemplaires de la polémique de Marx contre Proudhon, la Misère de la Philosophie, le premier ouvrage économique de Marx qui ait été imprimé. (Cf. “la Gazette allemande de Bruxelles”, 11.VII.1847; Vogler à Marx, 21.IX.1847; MEGA/6, 117).

**5 AOUT** : Création de la commune bruxelloise et du comité directeur de la Ligue des Communistes; Marx en devient le président et il est élu — en même temps que Gigot, Jung et W. Wolff — membre du Comité directeur. (Cf. Note de Marx à la lettre de Jottrand, 20.X.1847 à Bornstedt, in : “Marx-Engels-Nachlass”).

**DÉBUT AOUT** : Marx s’accorde avec le directeur de la

---

\* A propos de l’activité de Marx-Engels pour la création de la Ligue des Communistes et la rédaction de ses statuts, cf. Marx-Engels : le Parti de classe, t.1er. Ed. Maspéro, p. 102 - 109 et 112 - 119, le texte français d’Engels sur la Ligue des communistes est reproduit dans le t. 2, p. 18 - 43.

“Gazette allemande de Bruxelles”, Bornstedt, pour que tous les articles fournis par Marx-Engels au journal y soient publiés. (Cf. Marx à Herwegh, 8.VIII.1847; Engels à Marx, 30.IX.1847; MEGA/6, 688).

FIN AOÛT : Marx-Engels fondent, d’après la méthode utilisée par la Ligue des Communistes, l’Association des ouvriers allemands de Bruxelles qui comprend dans son comité directeur Karl Wallau, Hess, W. Wolff et Riedel. Elle est placée aussitôt sous l’autorité de la commune bruxelloise de la Ligue des communistes. (“Gaz. allem. de Brux.”, 28.X.1847 Marx à Herwegh, 26.X.1847; Marx, “Herr Vogt”, Londres 1860, 35).

16 - 18 SEPTEMBRE : Participation au congrès des économistes sur le libre-échange. Le 18 sept., Marx demande la parole qu’on lui refuse. Après le congrès, Marx travaille le discours sur le protectionnisme, le libre-échange et la classe ouvrière et l’envoie à plusieurs journaux — entre autres aussi à “La Réforme” de Louis Blanc. Ce n’est que l’“Atelier Démocratique” qui le reproduira le 29 sept. (MEGA/6, 428, 678; Grünbergarchiv XI, 189).

Cet article prolonge la polémique engagée par Engels sur le protectionnisme contre Karl Heinzen en vue de défendre le système démocratique et centralisateur qui doit instaurer la bourgeoisie comme terrain indispensable de lutte ultérieure contre la bourgeoisie. Engels y avait défendu le protectionnisme à la veille de la révolution bourgeoise en Allemagne, car le libre-échange eût brisé les reins à la bourgeoisie, qui, à la Diète en février 1837, avait refusé à la monarchie absolue prussienne le vote des crédits, alors que sévissait une grave crise financière de l’Etat : la situation en Allemagne répétait celle du printemps 1789, où la bourgeoisie française avait refusé de l’argent à Louis XVI. Hermann Wagener, rejoignant la position de Karl Heinzen, défendait les positions du socialisme féodal-chrétien, critiqué dans le Manifeste, en prétendant que la bourgeoisie négligeait “le bien du peuple”... en laissant l’Etat prussien aller à la dérive — ce contre quoi Marx-Engels soulignaient que le prolétariat avait avant tout un intérêt à ce que se fasse la révolution bourgeoise, condition de sa propre révolution ultérieure.

MI-SEPTEMBRE A FÉVRIER 1848 : Marx collabore à la “Gazette allemande de Bruxelles” et en influence la rédaction en sens communiste. (Cf. MEGA/6, 688).

23 - 30 SEPTEMBRE : Engels informe Marx de la manière dont l'agent de la Prusse Bornstedt avait projeté de fonder à Bruxelles l'Association démocratique et avait contré sa manoeuvre \*. (Cf. la longue lettre d'Engels à Marx, du 23 - 30.IX.1847 que nous reproduisons dans le texte ci-après).

FIN OCTOBRE: Discussions entre Marx et le Directeur du "Débat Social" sur des questions d'organisation de l'Association démocratique. (Cf. Jottrand à Bornstedt, 20.X.1847 reproduit dans "Marx-Engels-Nachlass".)

25 OCTOBRE A FIN NOVEMBRE : Marx écrit une série d'articles polémiques: "La critique moralisante et la morale critisante. Contre Carl Heinzen", qui sera publiée dans "la Gazette allemande de Bruxelles". En opposition à la conception petite bourgeoise du fédéralisme et de la décentralisation politique à l'image suisse de l'Allemagne, Marx souligne la nécessité d'une République une et indivisible, centralisatrice et unificatrice ainsi que le fait que la révolution bourgeoise imminente doit être saisie "comme la condition de la révolution ouvrière." (Cf. MEGA/6, 298, 319).

15 NOVEMBRE : A la seconde réunion générale de l'Association démocratique, Marx est élu vice-président aux côtés de J. Imbert. (Cf. "Gazette allem. de Brux.", 18.XI.1847.)

29 NOVEMBRE — 10 DÉCEMBRE: Avec le communiste belge Victor Tedesco et Engels, Marx fait la traversée Ostende-Londres pour assister au second congrès de la Ligue des Communistes à Londres. Après de longs débats sur le programme, le congrès charge Marx-Engels de rédiger le Manifeste du parti communiste. (Cf. Engels à Marx, 23 - 24.XI.1847; MEGA/6, 682, Révélation, 14).

29 NOVEMBRE : A la commémoration de l'insurrection polonaise organisée par les Fraternal Democrats, Marx tient un discours et propose, au nom de l'Association démocratique, de réunir en 1848 un congrès démocratique international. (Cf. MEGA/6, 359, 625). Marx négocie un

---

\* Comme Marx-Engels ne cesseront de le répéter toute leur vie, dans les pays où la révolution reste à faire (comme en Allemagne de 1846), les communistes, pour être révolutionnaires, doivent commencer à renverser le féodalisme, c'est-à-dire contribuer, en un premier temps, à la révolution bourgeoise. En ce sens, les communistes peuvent lutter aux côtés des démocrates au cours du passage révolutionnaire "social-démocrate" du féodalisme au capitalisme.

accord avec les dirigeants chartistes Harney, Jones, etc. au début de décembre. (Cf. "Gazette allem. de Brux.", 26.XII.1847; Harney à Marx, 18.XII.1847).

**SECONDE MOITIÉ DE DÉCEMBRE** : Marx fait une série d'exposés sur Travail salarié et Capital à l'Association bruxelloise des ouvriers allemands. (Cf. MEGA/6, 473, 680).

**19 DÉCEMBRE** : Publication d'une déclaration rédigée en français par Marx contre Adolph Bartels et le "Journal de Bruxelles", qui s'en étaient pris à Marx et aux émigrés politiques de Bruxelles. (Cf. MEGA/6, 370).

**20 DÉCEMBRE** : Harney informe Marx de ce que sa proposition de convocation d'un Congrès International en 1848 a trouvé une adhésion unanime auprès des Fraternal Democrats, l'Association londonnienne des ouvriers allemands, le Comité londonien des chartistes et l'exécutif chartiste. (Cf. Harney à Marx, 18.XII.1847).

**23 DÉCEMBRE** : Marx va protester dans la salle de rédaction du "Journal de Bruxelles" contre les attaques perfides de ce journal contre les "étrangers" de Bruxelles. \* (Cf. Gaz. allem. de Brux.", 26.XII.1847).

## 1848

**17 - 23 JANVIER** : A la tête d'une délégation de l'Association démocratique de Bruxelles, Marx fonde une section de l'Association à Gand. (Cf. Archives de la ville, Bruxelles, Dossier Marx; Gaz. allem. de Brux., 20.1.1848).

**VERS FIN JANVIER** : Marx achève de rédiger le "Manifeste" et l'envoie à l'impression à Londres, alors que le Comité central de la Ligue des communistes la menace de "sanctions", parce que le texte est en retard. Mehring explique à ce propos que "Les Londoniens étaient sans doute aussi devenus d'autant plus impatients que Marx poursuivait à leurs yeux une propagande trop absorbante" (p.321).

**FÉVRIER** : Marx rédige le texte des exposés tenus sur le Travail salarié, et en donne le manuscrit à l'imprimeur

---

\* Ce n'est pas par hasard que Marx à pris très au sérieux cette annonce préalable de la persécution des étrangers qui se vira en Belgique dès que la révolution européenne se sera déchaînée en février 1848; n'est-elle pas l'effet direct de la politique contre-révolutionnaire d'isolement de la Belgique vis-à-vis des grands événements du monde? Le texte ci-après reproduit tous les articles de Marx dénonçant l'ostracisme belge vis-à-vis des étrangers.

bruxellois Callewaert. La suite de ce travail et son impression ne pourront avoir lieu en raison de la révolution de février et l'expulsion de Marx en Belgique. (Cf. C. G. Vogler à Marx, 24.IV.1848; Préface de "la Contribution" de 1859; "le Capital", vol, 1er edit. allem. p. 67; MEGA/6, 679.)  
VERS LE 10 FEVRIER : Marx touche de sa mère sa part de l'héritage paternel, soit quelque 6000 frs (Cf. Ministère de la Justice de Bruxelles, Dossier, Risquons tout à propos de Marx).

13 FÉVRIER : Marx polémique dans la Gazette allemande de Bruxelles \* contre le journal radical le Débat social, dont Jottrand était le directeur, parce qu'en termes voilés le communisme prétendument allemand y avait été attaqué. (Cf. l'article du 15.II.1848 de Marx reproduit dans le texte ci-après).

Il participe à la séance de l'Association démocratique, dont les débats portent sur le premier congrès international des démocrates, ainsi que sur la réponse à l'invitation faite par les Démocrates fraternels anglais de participer à ce congrès. Cette réponse, comportant un compte rendu sur les progrès effectués par l'Association, consignée de Marx en qualité de vice-président, sera publiée le 4 mars par le Northern Star.

MI-FÉVRIER : Engels, expulsé de Paris, arrive à Bruxelles. (Cf. "Gaz. allem. de Brux." 24.II.1848).

19 FÉVRIER : Marx quitte Ixelles, rue d'Orléans, pour s'installer à Bruxelles, plaine Sainte Gudule; il n'informerait la police de son changement d'adresse que le 26 février. (Cf. Ministère de la Justice, Bruxelles. Documents concernant Marx dans le dossier "Risquons tout" : MEGA, 1/6, p. 657).

---

\* La Gazette allemande de Bruxelles, était un bihebdomadaire, fondé par des réfugiés politiques allemands à Bruxelles. Il parut du 3 janvier 1847 à février 1848. Son orientation était d'abord déterminée par le démocrate petit-bourgeois Adalbert von Bornstedt qui s'efforçait de concilier entre elles les diverses tendances du camp radical et démocratique. Cependant, sous l'influence de Marx-Engels, à partir de l'été 1847, ce journal devint de plus en plus le porte-parole des éléments démocratiques-révolutionnaires et communistes. En septembre 1847, Marx-Engels collaborèrent en permanence au journal et eurent une influence déterminante sur son orientation. Ils prirent pratiquement la tête du journal au cours des derniers mois de 1847. Sous leur influence, le journal devint l'organe du parti révolutionnaire en formation: la Ligue des communistes.

22 FEVRIER : A l'occasion de la commémoration de l'insurrection de Cracovie de 1846, Marx tint un discours qui sera publié dans le compte rendu de cette réunion, *mi-mars*. A ce meeting, une controverse oppose Marx à Jottrand (président de l'Association démocratique de Bruxelles), à la suite de laquelle Marx démissionne de la vice-présidence. Cependant, après la lettre de Jottrand du 25 février, Marx retire sa démission. Cette polémique entre le président de l'Association démocratique et Marx annonce, elle aussi, au plan des controverses théoriques, la "défaillance révolutionnaire" de Jottrand, qui se laissera "manoeuvrer" par le roi Léopold au moment décisif de la révolution (Cf. Jottrand à Marx, 24.II.1848, d'après la copie trouvée dans le carnet de notes de Marx, 1860; lettre de Marx au conseiller à la cour Weber, mars 1860; Engels, Wilhelm Wolff, extrait intitulé "La révolution de Février 1848 en Belgique", reproduit ci-après : L. Jottrand. "Evénements de 1848 en Belgique", Bruxelles 1872; MEGA 1/6, 409, 676; "la Pensée", nov. - déc. 1958 sur la correspondance Marx-Jottrand).

FIN FEVRIER : Parution à Londres du Manifeste du parti communiste. Cf. MEGA, 1/6, p. 638).

DU 25 FEVRIER AU 4 MARS : Marx prend une part active aux préparatifs d'un soulèvement armé en faveur de la république à Bruxelles. Il donne des sommes d'argent importantes pour l'armement des ouvriers de Bruxelles\*. Il participe, en outre, aux préparatifs d'un soulèvement armé à Cologne au moment où les éléments cléricaux et libéraux s'efforçaient de séparer les provinces rhénanes de la Prusse. (Cf. La Nouvelle Gazette rhénane, du 18.8.1848, correspondance d'Anvers; Criminalzeitung de New York, 25.11.1853; Neue Zeit, XXI/1, p. 719; F. - A. Sorge, "En commémoration du 14 mars". Archives de l'Etat prussien de Berlin, A.A. I., rapport IV, police no. 232, Vol. 1).

VERS LE 27 FEVRIER : A l'instigation de Marx, l'Association démocratique, dans une adresse au conseil municipal de Bruxelles, réclame que la garde civile régulière soit complétée par un second contingent formé d'ouvriers et d'artisans. Le conseil municipal rejette cette revendication le 4 mars.

---

\* Selon les rapports de la police bruxelloise, sur les 6.000 frs que Marx venait de recevoir en héritage, il en aurait dépensé 5.000 pour acheter des armes destinées aux ouvriers de Bruxelles.

( Cf. *Ville de Bruxelles*, Bulletin des séances du conseil communal, année 1848 - 1849, p. 129; MEGA, 1/6, p. 655)

VERS LES 27 - 28 FEVRIER : Marx participe à l'élaboration de deux adresses de l'Association démocratique: l'une aux démocrates fraternels et au Northern Star, afin de rendre compte de l'activité de l'Association lors des événements révolutionnaires français de février 1848, l'autre pour saluer le gouvernement provisoire de la République française. (Cf. MEGA. 1/6, p. 653, 655).

VERS LE 3 MARS : Marx reçoit du gouvernement provisoire français l'invitation signée par Flocon, de revenir en France. (Cf. Marx, Herr Vogt, Londres, 1860. p. 187; Flocon à Marx, 1er Mars 1848).

3 MARS : Le comité de district bruxellois, agissant comme Conseil Central, décide de transférer à Paris le siège de la Ligue des communistes et transmet ses pouvoirs à Marx. (Cf. les références du 27 février.)

Vers 5 heures de l'après-midi, Marx reçoit du cabinet royal belge l'ordre de quitter la Belgique dans les 24 heures. (Cf. Ministère de la Justice, Bruxelles, dossier Marx; reproduit en fac-similé dans la Revue générale, Bruxelles. 15.9.1928; T. Basyn, l'Arrestation de Karl Marx à Bruxelles; MEGA, 1/6, p. 421. 471).

4 MARS : A 1 heure du matin, Marx est arrêté par la police, alors qu'il était en train de préparer ses bagages pour quitter Bruxelles, comme l'ordre lui en avait été donné; après plusieurs heures de garde à vue, il est amené, sous escorte policière, jusqu'à la frontière française, d'où il poursuit son voyage jusqu'à Paris, avec ses enfants ainsi que sa femme qui, au cours de la même nuit, avait été arrêtée également et maltraitée par la police. (Cf. MEGA, 1/6. p. 417. 657).

6 AU 10 MARS A PARIS : Marx prend la parole le 6 mars, dans une réunion organisée par la colonie allemande des artisans, pour s'opposer au recrutement des volontaires en vue de constituer une légion pour "faire" la révolution en Allemagne à l'instigation de la Société démocratique allemande (Herwegh, Bornstedt, etc.). Rencontre avec Julian Harney, Ernest Jones, Bauer et Moll. Marx Engels développent l'agitation parmi les travailleurs allemands contre le retour immédiat en Allemagne et pour la participation au prochain soulèvement armé du prolétariat parisien. ( Cf. Northern Star, 23.3.1848, p. 5.s. Seiler, Das Komplott vom 13 Juni 1849, Hamburg 1850, p. 21).

## Installation à Bruxelles

Après t'avoir plusieurs fois écrit de Cologne et sans succès, ton adresse vient de me parvenir à l'instant et je t'envoie aussitôt cette lettre. Dès que la nouvelle de ton expulsion\* a été connue, j'ai cru bon d'ouvrir une souscription pour répartir entre nous tous, en communistes, les frais extraordinaires que cette expulsion t'aura occasionnée. L'affaire a pris bonne tournure, et il y a trois semaines j'ai envoyé 50 et quelques thalers à Jung; j'ai demandé également aux amis de Düsseldorf de procéder de même: ils ont réuni la même somme et j'ai chargé Hess de faire une propagande adéquate pour cette collecte en Westphalie aussi. Ici toutefois la souscription n'est pas encore close, le peintre Köttgen ayant fait traîner les choses en longueur, si bien que je ne suis pas encore en possession de tous les fonds escomptés\*\*. J'espère cependant que la somme sera réunie dans quelques jours et je t'enverrai alors une traite sur Bruxelles. Comme par ailleurs je ne sais pas si cet argent suffira à ton installation à Bruxelles, il va de soi que je mets à ta disposition, avec le plus grand plaisir, les honoraires pour mon premier truc sur l'Angleterre,\*\*\* dont j'espère toucher bientôt une partie au moins. Je peux m'en passer pour le moment, puisque mon vieux est bien obligé de m'avancer des fonds. Qu'au moins ces

---

\* Cf. Engels à Marx, à Bruxelles, le 22 Février 1845.

Marx fut expulsé de France sous prétexte qu'il avait collaboré au journal de langue allemande *Vorwärts!* publié à Paris qui avait pris un tour communiste sous son influence. C'est sous la pression du gouvernement prussien que le gouvernement Français prit l'ordonnance d'expulsion en janvier 1845. Le 3 Février, Marx quitta Paris pour Bruxelles.

\*\* A propos de cette souscription, Engels écrivait à Marx le 17.III.1845 : "Ci-inclus le solde des souscriptions. Si l'affaire n'avait pas été si affreusement négligée par "nos amis bourgeois" d'Elberfeld, nous aurions pu ramasser encore au moins 20 thalers, les fonds auraient été collectés plus vite et la souscription aurait donné davantage".

\*\*\* Allusion à la Situation de la classe laborieuse en Angleterre, parue à Leipzig, chez Wigand, en été 1845. Traduction française aux Editions Costes et Editions sociales.

chiens n'aient pas le plaisir de te créer des difficultés d'argent par leur infamie!

Le comble de l'ignominie, c'est qu'on t'ait contraint par-dessus le marché à payer ton loyer d'avance. Toutefois je crains qu'on ne te fasse aussi des difficultés en Belgique, et qu'il ne te reste que l'Angleterre comme ultime ressource\*.

J'espère trouver encore suffisamment de temps demain pour vous rendre visite.\*\* Mon départ est fixé à lundi.

L'éditeur Leske que je viens de rencontrer, publie à Darmstadt une revue trimestrielle soumise à aucune censure. Engels, Hess, Herwegh, Jung, moi-même, etc. y collaborons. Il m'a prié de vous demander d'y collaborer — poésie ou prose. Vous ne refuserez certainement pas, car nous ne devons pas laisser échapper la moindre occasion de nous implanter en Allemagne.\*\*\*

De tous ceux que je quitte en partant, c'est la perte de Heine et du patrimoine qu'il représente, qui m'est le plus pénible. J'aurais aimé vous emporter dans mes bagages. Transmettez mes salutations et celles de ma femme à votre épouse.

Born se tirera très bien d'affaire pour son discours si tu lui mâches un peu le travail.\*\*\*\* C'est une bonne chose que les Allemands soient représentés par un ouvrier. Mais il faut absolument éliminer la modestie exagérée de Wolff. Ce brave garçon est un des rares qu'il faille pousser au

---

\* On voit que d'emblée Engels ne se faisait guère d'illusion sur le "libéralisme" des classes dominantes belges vis-à-vis des étrangers chassés des autres pays pour leurs convictions politiques. Que la Belgique ne soit pas un pays de refuge ou d'accueil des étrangers, mais plutôt une sorte de champ clos où l'on bannit ou enterre les indésirables politiques, c'est ce qui ressort lumineusement du titre de l'ouvrage de Piérard et Pierson, "Belgique, Terre d'exil", Bruxelles, 1932 (à propos de Marx, cf. *ibid.*, p. 90.).

\*\* Cf. Marx à H. Heine, le 12 janvier 1845.

\*\*\* Nous introduisons cette lettre dans ce texte pour montrer que l'objectif essentiel de Marx, en dépit des expulsions en série qu'il subissait, était de lutter contre sa propre bourgeoisie — d'autant que la révolution était imminente et permettait d'agir.

\*\*\*\* Cf. Engels à Marx, le 23/24, XI.1847. Ce passage montre que, dès le début de leur activité politique, Marx-Engels faisaient oeuvre de parti, en développant, dirigeant et impulsant un travail collectif. Engels parle ici de l'intervention que devait faire l'Association ouvrière à la commémoration internationale, le 24 novembre 1847, de l'insurrection polonaise de 1830.

premier plan. Pour l'amour du Ciel, que Weerth ne soit pas délégué! Lui qui s'est toujours montré d'une paresse complète, jusqu'à ce que le succès d'un jour au congrès l'ait lancé! Et voilà que par-dessus le marché il veut être un membre indépendant! *Il faut le tenir dans sa sphère de poète.*

## La fête des nations

La révolution de 1789 était déjà autre chose qu'une lutte pour telle forme d'Etat, comme on se le figure encore trop souvent en Allemagne.\* La connexion de la plupart des insurrections de cette époque avec les famines, l'importance que revêtait dès 1789 l'approvisionnement de la capitale, les lois contre l'accaparement de denrées alimentaires, le cri de bataille des armées révolutionnaires — "Guerre aux palais, paix aux chaumières" —, le témoignage de la Carmagnole, selon laquelle le républicain, doit avoir du pain, outre du fer et du coeur — et cent autres choses manifestes, en dehors déjà de toute recherche plus approfondie des événements, démontrent jusqu'à quel point la démocratie de l'époque était déjà bien autre chose qu'une simple organisation politique. Quoi qu'il en soit, on sait que la Constitution de 1793 et le terrorisme ont émané du parti qui s'appuyait sur le prolétariat insurgé, que le renversement de Robespierre marqua la victoire de la bourgeoisie sur le prolétariat, que la conjuration de Babeuf pour l'Egalité fut l'ultime conséquence de la démocratie de l'an 1793, dans la mesure où elle était alors possible. La révolution française fut, du début à la fin, un mouvement social, et, depuis lors, une démocratie purement politique est devenue une absurdité complète.

---

\* Cf. Fr. Engels, la Fête des Nations (commémoration de l'instauration de la République française, le 22 septembre 1792), in: *Rheinische Jahrbücher*, II/1846, comme compte rendu du meeting tenu à Londres, le 22.9.1845. Cette réunion posa les fondements de la société internationale des démocrates-fraternels, composée de membres de l'aile gauche chartiste, de la Ligue des Justes et de révolutionnaires de diverses nationalités vivant à Londres. C'est le germe premier de la future Première Internationale.

Nous plaçons ce texte au début des écrits de Marx-Engels sur la période de 1845 - 1848, parce qu'Engels y résume en quelque sorte le programme politique qu'il fallait défendre alors, en renouant avec les plébiens de la grande révolution française. Ce programme ne pouvait être qu'international, et c'est sur lui que Marx-Engels fondèrent leur activité politique en Belgique.

*De nos jours, la démocratie, c'est le communisme...* Tout le mouvement social de l'Europe est aujourd'hui purement et simplement le second acte de la révolution, le simple dénouement du drame qui a commencé en 1789 à Paris et a maintenant pour scène l'Europe entière.\* A notre époque bourgeoise de lâcheté, d'égoïsme et de bassesse, le moment est donc venu de réveiller dans les mémoires ces grandes années, où un peuple entier a rejeté un moment tout sentiment de couardise et d'égoïsme, où il y a eu des hommes qui ne reculèrent pas devant l'illégalité et que rien n'effrayait, d'hommes dont l'énergie de fer fit que, du 31 mars 1793 au 26 juillet 1794, dans toute la France, aucun pleurnichard, ni boutiquier ou agioteur, bref, aucun bourgeois, n'osait se faire voir. En vérité, il est nécessaire, en un temps où un Rothschild assure le maintien de la paix en Europe, tandis qu'un Vetter-Köchlin tient les douanes protectionnistes, un Cobden hurle à la liberté de commerce et un Diergardt prêche le salut de l'humanité pécheresse grâce à des associations de promotion des classes laborieuses — vraiment il est nécessaire alors de rappeler Marat et Danton, Saint-Just et Babeuf, les cris de joie au triomphe de Jemappes et de Fleurus. Si cette époque grandiose et ces natures de fer ne perçaient pas aujourd'hui encore au travers de notre monde affairiste, il faudrait vraiment que l'humanité désespère et se jette dans les bras d'un Vetter-Köchlin, d'un Cobden ou d'un Diergardt. De même la fraternisation des nations a aujourd'hui plus que jamais une signification purement sociale. Les élucubrations sur la République européenne, la paix éternelle sous un régime organisé sur une base politique sont tout aussi ridicules que les phrases sur la Fédération des peuples sous l'égide de la liberté universelle du commerce. Et tandis que

---

\* On ne peut dire plus nettement que les communistes se rattachent directement à la seconde phase — plébéienne ou jacobine — de la révolution bourgeoise, à cette tentative de la dépasser que brisèrent les Thermidoriens qui parvinrent à bloquer la révolution au niveau bourgeois. Engels remarque, en outre, que cette glorieuse tentative, liée à la guerre de propagation révolutionnaire de la république et de la démocratie à toute l'Europe, prépara le terrain à la possibilité de l'unification du processus révolutionnaire sur tout le continent, malgré les différences de niveau de chaque pays, avec la révolution permanente à l'échelle internationale prônée par Marx-Engels. Il s'agit là d'une impulsion énorme aux révolutions cantonnées jusque-là aux limites nationales, souvent fort étroites.

divagent de la sorte tous les démocrates sentimentaux et rêveurs, les prolétaires de toutes les nations — sans faire grand bruit — commencent déjà à *fraterniser vraiment* sous la bannière de la démocratie communiste. Les prolétaires sont les seuls aussi qui le puissent vraiment, car la bourgeoisie a, dans chaque pays, des intérêts particuliers; et, comme son intérêt est ce qui prime tout chez elle, elle ne peut dépasser la nationalité. Les quelques théoriciens sont dans l'impasse avec leurs beaux "principes" et ne peuvent que phraser parce qu'ils laissent subsister froidement ces intérêts divergents et contradictoires, comme tout ce qui existe. Les prolétaires, eux, ont dans tous les pays un seul et même intérêt, un seul et même ennemi, et ils ont donc un même combat à mener; dans leur grande masse, les prolétaires sont par nature sans préjugés nationaux; toute leur formation, comme l'ensemble de leur mouvement sont essentiellement humanitaires et anti-nationaux.\* Seuls les prolétaires peuvent détruire la nationalité, seul le prolétariat qui s'éveille peut faire fraterniser les différentes nations.

Les faits suivants fourniront la preuve effective de tout ce que nous avons dit jusqu'ici.

Depuis le 10 août de cette année, il y a eu à Londres une fête analogue pour commémorer un triple anniversaire — celui de la révolution de 1792, de la proclamation de la Constitution de 1793 et de la fondation de l'"Association démocratique" par la fraction la plus radicale du parti progressiste anglais de 1838-39.

Cette fraction la plus radicale est composée de chartistes — de prolétaires, comme cela va de soi; ceux-ci ont la vision la plus claire de ce que sera le but du mouvement chartiste et ils aspirent à l'accélérer. Alors que la masse des chartistes d'alors était entièrement préoccupée du transfert du pouvoir d'Etat à la classe ouvrière et n'avait encore que peu de temps pour réfléchir sur ce qu'elle ferait de ce pouvoir, les membres de cette Association, qui dans l'agitation d'alors

---

\* *Le discours d'Engels est essentiellement dialectique : la réalisation des nations, avec leur fraternisation aboutirait à leur élimination. En effet, on ne voit pas pourquoi les nations continueraient à diviser et à opposer l'humanité, dès lors qu'elles fraternisent dans le procès dynamique de transformation révolutionnaire des rapports sociaux à l'échelle internationale.*

ont joué un rôle éminent, tombèrent d'accord sur ce qui suit : ils étaient d'abord des républicains, et plus précisément des républicains dont la profession de foi était la Constitution de l'an 1793, des républicains qui repoussaient toute liaison avec la bourgeoisie et même la petite, et qui défendaient l'idée que les opprimés avaient le droit d'utiliser contre leurs oppresseurs tous les moyens que ceux-ci utilisaient eux-mêmes. Mais ils ne s'en tinrent pas là seulement, car ils n'étaient pas seulement des républicains, mais encore des communistes, et des communistes irreligieux. L'association se désagrégea lors de l'agitation révolutionnaire de 1838-39, mais son efficacité n'y a pas été perdue, mais a contribué au contraire à renforcer l'énergie du mouvement chartiste, en développant les éléments communistes qui s'y trouvaient. Déjà lors de la commémoration du Dix Août, on y exposa des principes tant communistes qu'internationalistes. A côté de l'égalité politique, on exigea la sociale aussi, et l'on porta un toast aux démocrates de toutes les nations avec enthousiasme.

### Premiers pas dans l'abolition des nationalités ou dans l'impérialisme.

Lorsque les nations d'Europe auront reconquis la capacité d'agir de nouveau librement et normalement, elles se préoccuperont de ce qu'il convient de faire avec ces petits Etats "neutres", qui se font les lansquenets de la contre-révolution en marche, tandis qu'ils se comportent en neutres, voire en ennemis, de tout mouvement révolutionnaire, bien qu'ils se fassent passer pour des nations libres et indépendantes.\* Cependant, il est possible que jusqu'à ce moment-là il n'y aura plus de trace de ces excroissances malsaines sur un corps malsain.

---

\* Cf. Engels, la situation politique de la République suisse, in: *New York Tribune*, 17. V. 1853.

*Le premier pas vers l'abolition des nationalités eût été l'absorption des petites nations malsaines par les grandes nations douées de vitalité et capables d'un développement productif considérable, comme condition préalable à l'abolition des différences nationales en général*

...te de la note voir page suivante.

La Hollande et la Belgique — séparées de l'Allemagne par les marais entre le Rhin et la Mer du Nord, par les Ardennes et le Venn\* au Sud — ont joué contre l'Allemagne le rôle de la Phénicie contre la Palestine, et l'on trouve à ce propos les mêmes lamentations en Allemagne que chez les anciens prophètes.

Depuis le partage de Verdun en l'an 1.500, les Flandres ont fait partie de la France — en conséquence ce fut la fixation de la langue française, développée par le commerce flamand du moyen âge, où les marchands ne parlaient certainement pas le flamand avec les marchands italiens, etc. Or, voilà que nos maniaques teutons réclament la restauration de la langue flamande que les Hollandais eux-mêmes ne reconnaissent pas comme pleine et entière : le mouvement flamand des curés! Il est temps que les Flamands aient enfin une langue au lieu de deux, et ce ne peut être que le français.

Que dirait-on si le parti démocratique en Allemagne inaugurerait son programme, en exigeant le retour de l'Alsace, de la Lorraine et de la Belgique qui appartient en toute occurrence à la France, sous prétexte que la majorité de la population y est germanique ? \*

---

*suite note de la page précédente.*

*sous le socialisme. Ce processus réalisé sous l'égide de la bourgeoisie eût été progressif, mais ne s'est pas réalisé, la bourgeoisie se contentant des formations nationales, issues de bric et de broc, des mouvements révolutionnaires successifs, si bien que le prolétariat peut et doit se désintéresser complètement des mouvements irrédentistes de rafistolage ultérieurs à la révolution nationale politique. Il ne s'agit donc plus en Belgique, de réclamer une annexion à la France, il ne s'agit pas non plus de considérer comme socialistes les revendications séparatistes des nationalités en Belgique, qui ne font que refléter un processus de décomposition inévitable — dont il faut donc se réjouir — des nations bourgeoises. Il s'agit de prendre le pouvoir en Belgique comme ailleurs, après avoir battu l'Etat capitaliste, et rattacher ce pays à la Fédération des Etats socialistes à venir, qui eux-mêmes disparaîtront avec le dépérissement de l'Etat, pour fonder l'humanité en une seule et vaste communauté.*

\* Cf. Engels Matériaux divers relatifs à l'Allemagne, manuscrit datant de fin 1873 — début 1874.

Le Venn constitue le versant nord-ouest du massif schisteux rhénan.

Avec le même droit que les Français ont pris les Flandres, la Lorraine et l'Alsace et tôt ou tard la Belgique, avec le même droit l'Allemagne prendra la Schlesvig — avec le droit de la civilisation sur la barbarie, du progrès sur la stabilité.\*\*

En publiant l'histoire du traité sur la Belgique, Bismarck vient de se dépasser.\*\*\* La très respectable Londres n'ose plus continuer à parler de l'honnêteté de la Prusse : Macaire et Cie! Je me souviens, par ailleurs, avoir lu avant 1866 dans le journal du digne Brass et la *Kreuz-Zeitung* que la Belgique n'était rien d'autre "qu'un nid de jacobins"\*\*\*\* et qu'il fallait donc... l'annexer à la France. Mais l'indignation morale

---

\* Cf. Engels, le panslavisme démocratique, in; la nouvelle Gazette rhénane, 16 février 1849.

Le lecteur trouvera l'analyse historique et philologique de la question linguistique en Belgique dans le *Fil du Temps*, no. 4 intitulé l'Etat-nation belge, produit de la contre-révolution (suite), p. 20-40. Ce chapitre fait la synthèse des citations d'Engels éparses dans les annexes à l'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat, Editions sociales, 1954 : 1. Sur l'histoire des anciens Germains : chap. 1er César et Tacite, p. 171-183; chap. 2 : Les premiers combats contre les Romains p. 184-186, 187; chap. 4 : Note, les Tribus germaniques p. 214-215, 217; 2. Sur l'Epoque Franque: chap. 1er : le bouleversement des rapports de propriété foncière sous les Mérovingiens et les Carolingiens, p. 224; chap. 2 : Organisation de "pays" et organisation militaire, p. 242-243; 3. Le Dialecte Franconien, p. 248-255, 258-265, 267-268.

Pour ne pas surcharger notre recueil, nous avons renoncé à reproduire ces citations, déjà publiées en français et systématisées dans le *Fil du Temps*.

\*\* Cf. Engels, l'armistice Prusso-Danois, in; la Nouvelle Gazette rhénane, 10 septembre 1848.

\*\*\* Cf. Marx à Engels, 28 juillet 1870.

L'incident évoqué par Marx dans cette lettre montre qu'après la conquête du pouvoir par la bourgeoisie, celle-ci n'est plus nationale-révolutionnaire, mais impérialiste, si bien qu'elle ne peut absorber les petits Etats vestiges irrédentistes qui subsistent à ses frontières à moins de susciter une guerre impérialiste, qui, à son tour, ne résoud rien. Marx fait allusion à un article du *Times* du 25 juillet 1870 évoquant le plan de traité secret proposé par la France au gouvernement prussien en 1866. Napoléon III y proposa d'annexer la Belgique et le Luxembourg à la France avec le soutien militaire, de la Prusse en cas de conflagration européenne qui en résulteraient. En échange, la France promettait sa neutralité bienveillante dans la guerre prusso-autrichienne de 1866. Bismarck fit publier ce traité pour discréditer la France, avant la guerre prusso-française de 1870.

\*\*\*\* Nous avons vu déjà précédemment que la bourgeoisie utilisait des arguments "jacobins", révolutionnaires, pour masquer ses propres velléités impérialistes.

du John Bull anglais n'est pas moins comique! Le droit des traités? Au diable! C'est d'autant plus vrai depuis que Palmerston a élevé en maxime d'Etat que, lorsque l'on signe un traité, ce n'est pas pour autant que l'on jure de tenir parole. De fait, l'Angleterre a agi de la sorte depuis 1830. De toutes parts, ce n'est que guerre et bassesse. Tu as parfaitement raison pour ce qui concerne le traité\*. Mais les gens ne sont pas tout à fait aussi bêtes que Bismarck se le figure. L'affaire a ceci de bon cependant que toute la merde apparaît à présent au grand jour et puis que les intrigues entre Bismarck et Napoléon III doivent prendre un terme.

### Petit historique

Nous n'avions absolument pas l'intention de chuchoter, par le truchement de gros volumes, les nouveaux résultats scientifiques du socialisme moderne aux oreilles du monde *savant* \*\*. Au contraire. Tous deux, nous étions déjà profondément engagés dans le mouvement politique, nous avions certains contacts avec des intellectuels, dans l'ouest de l'Allemagne notamment, et une solide liaison avec le prolétariat européen, et pour commencer celui d'Allemagne. Après que nous eûmes clarifié les idées pour nous-mêmes, nous nous mîmes à l'ouvrage. A Bruxelles, nous fondâmes une association ouvrière allemande, et nous nous emparâmes de la *Gazette allemande de Bruxelles (Deutsche*

---

\* Cf. la réponse d'Engels à Marx du 31 juillet 1870.

\*\* Cf. Engels, Introduction, à la troisième édition allemande de l'ouvrage de Marx, *Révélations sur le procès des communistes de Cologne, Londres, le 8 octobre 1885.*

*Dans les extraits concernant la Belgique de cette étude d'Engels intitulée Contribution à l'histoire de la Ligue des communistes, 1885, nous trouverons d'abord une brève synthèse de l'activité politique de Marx Engels à Bruxelles 1847.1848, puis l'énoncé de leur position dans la tactique suivie par les "têtes chaudes" de Risquons. Tout qui voulaient exporter la révolution par les armes! Nous allons voir que ce n'est pas par hasard que cette tactique aventureuse et tout à fait erronée, ancêtre de la tactique des partisans de la Résistance de la dernière guerre, si vivement combattue par Marx-Engels, a vu son application modèle dans l'Etat-nation contre-révolutionnaire belge.*

*Brüsseler Zeitung*)\*, dont nous fîmes notre porte-parole jusqu'à la révolution de Février. Nous nouâmes des liaisons avec la fraction révolutionnaire des chartistes anglais par le truchement de Julian Harney, rédacteur de l'organe central du mouvement chartiste, *The Northern Star*\*\* auquel je collaborais. De même, nous avions formé une sorte de cartel avec les démocrates bruxellois (Marx était vice-président de l'*Association démocratique*) et les social-démocrates français de la *Réforme*\*\*\*, dans laquelle je publiais des informations sur les mouvements anglais et allemands.

---

\* Il serait illusoire de vouloir juger l'activité de Marx-Engels en Belgique d'après leur activité dans l'*Association démocratique* et d'en déduire que la tâche des ouvriers belges consiste, aux yeux du marxisme, à défendre la démocratie, comme l'ont fait les renégats Vandervelde et Cie sous l'égide de leur roi. L'activité de Marx-Engels y coïncidait bien plutôt avec l'oeuvre de préparation de la révolution de 1848 qu'annonçait la grave crise économique de 1847. Ils ne pouvaient partir que des conditions d'organisation existante (qu'il ne faut donc pas considérer comme modèles fixes dès lors), AFIN DE LES TRANSFORMER en les haussant au niveau du parti international, indispensable à la direction de la révolution européenne imminente. Etant les conditions très défavorables et le niveau d'organisation extrêmement lâche préexistant, ce réseau ne put être que très large et ténu, mais ce fut néanmoins la base de la future organisation à la fois politique, économique et théorique de la 1ère Internationale, qui constitua le prolétariat de tous les pays développés d'Europe et d'Amérique en classe internationale unique face aux exploités capitalistes, terriens et leurs alliés.

Si Marx-Engels défendirent les pratiques de la démocratie, en insistant sur la publicité des débats, c'était parce qu'il s'agissait de dissoudre les sectes et autres associations secrètes ou conspiratrices qui, par leur caractère étroit et autoritaire, s'opposent à la formation théorique et politique des militants et des masses qui doivent s'émanciper par leurs propres moyens, en intervenant avec leur conviction agissante dans le processus révolutionnaire. Ce n'est encore qu'un simple point de passage à l'organisation du parti — comme la social-démocratie le sera encore ultérieurement — et ce n'est qu'ensuite que sera possible le parti communiste, qui ne peut fonctionner que d'après le principe du centralisme organique: sur l'évolution des organisations de la Ligue des communistes en passant par la 1ère Internationale jusqu'à la 3ème, cf. Marx-Engels, le Parti de classe, vol. 1er, Théorie et activité, p. 61 - 69.

\*\* Hebdomadaire anglais, organe central des chartistes, de 1837 à 1852. Engels collabora à ce journal de septembre 1845 à mars 1848.

\*\*\* Quotidien français, porte-parole des démocrates petits-bourgeois, des républicains ainsi que des socialistes petits-bourgeois. D'octobre 1847 à janvier 1848, Engels y publia plusieurs articles.

En somme, nos liaisons avec les organisations et la presse radicales et prolétariennes comblaient nos vœux.\*... Bref, au printemps 1847, Moll alla trouver Marx à Bruxelles, puis vint me voir ensuite à Paris, afin de nous inviter une nouvelle fois au nom de ses camarades à entrer dans la Ligue des Justes. Ils étaient, nous disait-il, convaincus en général de l'exactitude de notre conception tout autant que de la nécessité de soustraire la Ligue aux anciens usages et procédés conspiratifs. Si nous voulions adhérer, l'occasion nous serait offerte de développer, à un congrès de la Ligue, notre communisme critique dans une proclamation qui serait ensuite publiée comme Manifeste de la Ligue; de la sorte, nous pourrions contribuer avec nos forces à substituer à l'organisation surannée de la Ligue une organisation nouvelle, conforme aux exigences de l'époque aussi bien qu'au but du communisme.

Il ne faisait pas le moindre doute qu'il fallait une organisation au sein de la classe ouvrière allemande, ne fût-ce que pour la propagande. Cependant, dans la mesure où elle n'était pas purement locale, elle ne pouvait être qu'une

---

*\* Le travail politique de Marx-Engels eux-mêmes nous montre quelle est la voie à suivre en Belgique pour préparer la révolution organiser le prolétariat sur une base internationale et renverser le système capitaliste en même temps que les odieux exploités belges. Il ne leur serait jamais venu à l'idée de cantonner leurs activités à la seule Belgique. Au contraire à partir de cette plaque tournante, ils nouèrent des liens d'activité et d'organisation dans toute l'Europe occidentale, en se fondant sur l'avant-garde révolutionnaire groupée sur place en un réseau international, en vue de coordonner les conditions fondamentales de la révolution avec les buts finaux du communisme.*

*Plus que partout ailleurs, le cadre national de la Belgique est borné et mesquin, si on limite l'action militante aux frontières de la nation. Ce furent les sociaux-démocrates de la dernière période de la seconde Internationale qui se cantonnèrent dans un tel horizon — ce qui ne fut possible que parce que les grands pays étaient absorbés par leurs problèmes et que le centralisme ne fonctionnait pas de manière organique. En Belgique, les sociaux-démocrates dégénérent plus gravement et plus rapidement qu'ailleurs par rapport aux principes et à l'action révolutionnaires du parti de l'époque de Marx-Engels, qui était déjà en retrait en Belgique par rapport aux conditions mûres de l'industrie de ce pays.*

*L'opportunisme et l'immédiatisme sont un danger particulièrement menaçants dans un petit pays comme la Belgique, coupé des grands mouvements universels par une frontière artificielle, qui immerge toute la vie dans le train-train immédiat. Les mauvais bergers qui ont la vue courte, y trouvent un terrain particulièrement favorable pour annihiler les efforts des éléments qui ont une vue large et généreuse — communiste.*

association secrète, même si elle existait aussi hors d'Allemagne. Or, la Ligue constituait précisément une organisation de ce genre. Ce que nous avons critiqué jusqu' alors dans la Ligue, les représentants de la Ligue le considéraient à présent eux aussi comme erroné et se disaient prêts à le sacrifier. Et l'on nous invitait à contribuer à cette réorganisation. Pouvions-nous refuser? Evidemment non. Nous entrâmes donc dans la Ligue. A Bruxelles, Marx créa une commune avec nos sympathisants, tandis que je rendis visite aux trois communes de Paris.

En été 1847, la Ligue tint son premier congrès à Londres. G. Wolff y représentait la commune de Bruxelles, et moi celle de Paris. On y mena d'abord à bonne fin la réorganisation de la Ligue. Toutes les vieilles formules mystiques datant du temps de la conspiration furent éliminées; la Ligue s'organisa en communes, cercles, cercles dirigeants, Conseil central et Congrès, et prit le nom de *Ligue des communistes*. Le premier article des statuts proclama\* : "Le but de la Ligue est le renversement de la bourgeoisie, la domination du prolétariat, l'abolition de la vieille société bourgeoise, fondée sur les antagonismes de classes, et l'instauration d'une société nouvelle, sans classes et sans propriété privée."

L'organisation était parfaitement démocratique, ses dirigeants étant élus et à tout moment révocables; ce seul fait barrait la route à toutes les velléités de conspiration qui impliquent la dictature d'un individu, et transformait la Ligue — du moins pour les temps de paix ordinaires — en une simple association de propagande. On procéda alors si démocratiquement que ces nouveaux statuts furent soumis à la discussion des communes, puis aux débats du deuxième congrès qui les adopta définitivement le 8 décembre 1847.

Wermuth et Stieber les reproduisirent dans leur ouvrage, I, p. 239, annexe VIII.

Or donc, lorsque, la révolution de Février éclata, le Conseil central de Londres délégua ses pouvoirs au cercle directeur

---

\* L'ancien article 1er exprimait une vague aspiration au communisme, sans aucune liaison avec la réalité économique et sociale, bref, un communisme tout utopique et sentimental, sans aucun caractère de classe : "La Ligue a pour but la suppression de l'esclavage des hommes par la diffusion de la théorie de la communauté des biens et, dès que possible, par son introduction dans la pratique."

de Bruxelles. Mais cette décision intervint à un moment où Bruxelles était soumis à un véritable état de siège et où les Allemands en particulier ne pouvaient plus se réunir nulle part. Quoi qu'il en soit, nous étions tous sur le point de nous rendre à Paris. Le nouveau Conseil central résolut donc de se dissoudre, afin de remettre tous ses pouvoirs à Marx, l'habilitant à constituer immédiatement à Paris un nouveau Conseil central. Les cinq camarades qui avaient pris cette résolution (3 mars 1848) venaient à peine de se séparer que la police envahit le logis de Marx pour l'arrêter et le mettre en demeure de partir le lendemain en France, où il avait précisément l'intention de se rendre.

### La fondation de l'Association démocratique.

A Bruxelles nous avons fondé deux associations démocratiques de caractère public.

1. Une association de travailleurs allemands\* qui rassemble déjà une centaine de membres. On y discute de manière tout à fait parlementaire et on s'y adonne, en outre, à des jeux de société : chant, déclamation, théâtre, etc.

2. Une association moins nombreuse, cosmopolite et démocratique, à laquelle participent des Belges, des Français, des Polonais, des Suisses et des Allemands.\*\*

---

\* Cf. Marx à Georg Herwegh, 26.X.1847.

*C'est en août 1847 que Marx-Engels fondèrent cette Association pour organiser les travailleurs allemands vivant en Belgique. Elle se mit en relation avec des sociétés ouvrières flamandes et wallones, et ses membres les plus actifs et conscients entrèrent par la suite dans la communauté bruxelloise de la Ligue des communistes. Elle joua aussi un rôle important dans la création de l'Association démocratique.*

*L'Association ouvrière allemande fut dispersée après la révolution de février 1848, lorsque la police belge arrêta la plupart de ses membres et les expulsa en France, où ils se regroupèrent avant de retourner en Allemagne après la révolution de Mars de Berlin.*

\*\* *Dans la manière des années 1840, ce fut au banquet des démocrates à Bruxelles, le 27 septembre 1847, que fut décidée la création de l'Association Démocratique! Elle réunit dans ses rangs des révolutionnaires prolétariens, surtout allemands, ainsi que des démocrates progressistes bourgeois et petit-bourgeois. Marx et Engels prirent une part active à sa création. Le 15 novembre 1847, Marx fut élu vice-président, le président étant le démocrate belge, L. Jottrand. Sous l'impulsion de Marx, l'Association Démocratique devint*

*suite de la note (voir page suivante).*

Lorsque tu reviendras ici, tu pourras voir que, même pour la propagande immédiate, il y a plus à faire en ce moment dans la Petite Belgique que dans la grande France. En outre, je pense que, si réduite soit-elle, une activité publique a sur tout homme un effet tout à fait rafraîchissant.

Mais il est bien possible, maintenant que le cabinet libéral tient la barre de l'Etat, que les chicanes policières vont se multiplier, car les libéraux demeurent fidèles à eux-mêmes. Cependant, nous en viendrons à bout. Ici, ce n'est point comme à Paris, où les étrangers sont isolés face au gouvernement.

Comme il est impossible, dans les conditions actuelles de l'Allemagne, de se servir de la presse et de l'édition, j'ai entrepris, en accord avec des Allemands résidant en Allemagne, de fonder une revue mensuelle, soutenue par des souscriptions par le système d'actions. En Rhénanie comme en Bade, nous avons déjà collecté un certain nombre d'actions. Dès que nous aurons rassemblé les fonds pour trois mois, nous pourrons commencer.\*

La légation de Prusse de Bruxelles fait suivre et surveiller étroitement Bornstedt pour le trouver en train de commettre un péché quelconque\*\*. Cela lui a réussi à la fin.

Elle l'a dénoncé et lui a collé trois procès sur le dos :

1. une affaire fiscale pour avoir contrevenu la loi sur les droits d'enregistrement; 2. un procès politique pour avoir

---

*suite note de la page précédente.*

*le centre important du réseau international du mouvement démocratique. Au moment de la révolution de février, l'aile prolétarienne de l'Association s'efforça de réaliser l'armement des ouvriers belges et de déchaîner la lutte pour une République démocratique. Au moment de l'expulsion de Marx en mars 1848 de Bruxelles, les autorités belges s'en prirent aux éléments les plus révolutionnaires de l'Association et, comme il fallait s'y attendre, les démocrates petits-bourgeois belges ne surent pas se mettre à la tête du mouvement des masses belges. Dans ces conditions, l'activité de l'Association Démocratique s'éteignit progressivement, et cessa entièrement dès 1849.*

\* On le voit, Marx a commencé à partir de la Belgique les tractations pour forger le grand organe de la révolution de 1848, la Nouvelle Gazette Rhénane.

\*\* Ce fragment de lettre de Marx du 8.VIII.1847 à Georg Herwegh (qui organisera début 1848 à Paris avec Bornstedt la légion allemande pour "libérer" l'Allemagne à la pointe des baïonnettes révolutionnaires) montre que l'Etat constitutionnel belge est peu chatouil-

*suite de la note voire page suivante.*

dit dans sa *Gazette allemande de Bruxelles* qu'il fallait abattre Louis-Philippe; 3. un procès pour avoir diffamé un grand de Belgique, le sieur Osy que Bornstedt avait accusé, à juste titre, de spéculer sur les céréales.

Ces trois procès vont faire long feu ici. Leur résultat le plus certain sera de ridiculiser encore davantage la légation prussienne, qui de toute façon jouit de peu d'estime. Mais que peut bien lui fichier Louis-Philippe, Osy et la loi belge sur les droits de timbre?

Le juge d'instruction lui-même a déclaré que tous ces procès étaient *pour le roi de Prusse*. En revanche, la *Gazette de Bruxelles* — qui, malgré ses innombrables faiblesses, a certains mérites et aurait pu s'améliorer maintenant que Bornstedt s'est déclaré prêt à faire tout ce qui était en son pouvoir pour nous — est, quant à elle, menacée de disparaître subitement par suite de difficultés financières.\*

Comment les nobles Teutons se sont-ils comportés à cette

---

*suite note de la page précédente.*

*leux de sa souveraineté politique et juridique. Comme on le voit, chaque Etat policier, si petit-soit-il, peut y opérer comme chez soi. Marx-Engels ne cessent de le répéter : la neutralité y est une phrase, et le droit d'asile politique, qui seul pourrait le justifier n'est rien d'autre qu'un piège. En 1890, Engels écrira à propos de la Suisse ce qui vaut aussi pour la Belgique : "Depuis 1830, ce droit d'asile connaît une défaillance juste au moment précis où il doit s'appliquer. Depuis la démocratisation obtenue en 1830, les grandes puissances voisines de la Petite République permettaient à la Suisse de faire des expériences démocratiques à l'intérieur, à la seule condition cependant que le droit d'asile aux réfugiés ne soit exercé que sous le contrôle de la grande puissance concernée en l'espèce. La Suisse est trop faible pour ne pas céder. Marx avait coutume de dire, à propos notamment de la Hollande, de la Suisse et du Danemark, que la pire situation possible était celles d'un petit pays qui avait eu une grande histoire." (La lettre d'Adieu aux lecteurs du journal "Der Sozialdemokrat", 27.09.1890, in : Marx-Engels, la Social-démocratie Allemande, Ed. 10/18, 1975, p. 262-263.) La Belgique ne manque dans cette énumération que parce qu'elle ne souffre pas du poids d'une "grande histoire."*

\* Dans cette lettre, Marx s'indigne des tracasseries policières, dont est victime à Bruxelles le directeur de la *Gazette allemande*, Bornstedt, qui est suivi par des mouchards prussiens. Or, le plus drôle, c'est que Bornstedt lui-même était de 1840 à 1850 un agent prussien, comme on l'apprit plus tard, ce qui explique aussi qu'il fut à la tête d'un journal de réfugiés politiques à Bruxelles, puis dirigea des opérations de partisans armés sous le drapeau tricolore durant la campagne militaire de 1849 en Bade. C'est dans la petite Belgique que Marx-Engels se trouvèrent en contact avec des éléments particulièrement corrompus : n'est-elle pas un

*suite de la note (voir page suivante).*

occasion? Les libraires ont *escroqué* Bornstedt qui ne peut les poursuivre en justice. L'opposition de toutes nuances, loin de faire la moindre chose sur un plan littéraire ou financier, a trouvé commode de prendre en répulsion le nom de Bornstedt. Il ne manquera jamais à ces gens de prétextes pour ne rien faire? Si ce n'est pas l'homme qui ne vaut rien, ce sera la femme, une autre fois la tendance, le style, le format ou bien encore c'est la diffusion qui ne va pas sans risque, etc., etc. Il faudrait que les alouettes tombent toutes rôties dans le bec de ces messieurs. Du moment qu'il existe un journal d'opposition qui s'émancipe de la censure, dont le gouvernement prend fort ombrage, et dont le directeur, par la logique même de l'entreprise, se montre enclin à favoriser toute initiative progressiste, ne faudrait-il pas avant tout exploiter cette occasion? Si l'on trouve que ce journal à des lacunes, on peut faire en sorte de les combler! Mais non, nos braves Allemands ont toujours milles raisons *in petto* pour expliquer pourquoi ils doivent laisser passer l'occasion sans la saisir : une occasion de faire quelque chose ne fait que les mettre dans l'embarras.

## Création de l'association Démocratique

---

Il s'est passé ici une très curieuse histoire, ces jours-

---

*suite note de la page précédente.*

*de ces petits pays "neutres" ? Ils le savaient fort bien. En effet par la force des choses, durant cette phase de transition nécessaire, ils durent se frotter à la démocratie belge et étrangère en émigration qui tisse mille intrigues et conspirations avec les gouvernements officiels, ici avec celui de Palmerston, là avec le gouvernement français, voire avec la police. La démocratie bourgeoise, avec ses concilia-bules et ses compromis, vit comme en serre chaude dans les petits pays neutres à l'écart des grand pays en lutte. Dès que la forme d'organisation correspondra davantage au rapports modernes du prolétariat ouvrier de l'industrie et de l'agriculture, ses principes, en seront plus homogènes, et il sera possible de surmonter les méthodes conspiratrices et sectaires de la démocratie bourgeoise ou "ouvrière" avec son jeu de manoeuvres d'une majorité d'imbéciles à manipuler.*

*Dans les phases de reflux de la vague révolutionnaire, les organisations ouvrières retomberont au niveau de la première phase démocratique d'intrigues personnelles et de conspiration, et c'est alors la réédition, à l'échelle de tous les pays des mesquines conditions de l'époque belge de 1847-1848 que Marx-Engels ont traversée, alors qu'au plan international la vague révolutionnaire était ascendante. (Cf. Marx-Engels, le Parti de classe, t. 2, Chap. 1er : le Parti à contre-courant (1850-1853) p.5 - 77.*

ci.\* Tous les éléments des milieux allemands aux quels nous-mêmes et notre action déplaisent viennent, en effet, de former une coalition pour nous réserver, toi, moi et les communistes en général, et pour faire concurrence à l'Association ouvrière. *Bornstedt*\*\* est fâché au plus haut point; le propos, parti d'*Ottenberg*, puis rapporté et amplifié par *Sandkuhl*, exploité par *Crüger* et *Moras*, à savoir que nous ne faisons qu'user et abuser de *Bornstedt*, l'a rendu furieux contre nous tous. *Moras* et *Crüger* qui se lamentent partout que nous les traitons de haut, l'ont excité le plus. *Seiler* est vexé que nous ayons commis la faute impardonnable de le négliger lors de la fondation de l'Association ouvrière et que la bonne marche de l'Association contredit toutes ses prophéties. *Heilberg* cherche pour toutes les vexations, dont il a été l'objet et qui se répètent tous les jours, une vengeance éclatante quoique non sanglante. *Bornstedt* écume, en outre, parce que, malgré ses dons de livres et de cartes, il n'a pu s'acheter la situation de démocrate influent, ni le titre de membre d'honneur, ni le moindre buste de sa personne à l'Association. Au contraire, demain soir son typo peut demander que l'on vote à son sujet, comme il s'agissait d'un homme du commun. Il enrage également, lui, l'aristocratique *homme d'esprit*, de trouver chez les travailleurs moins d'occasions de faire des bons mots qu'il se l'était promis. Ensuite *Moras* est fâché de n'avoir pu gagner

---

\* Cf. *Engels* à *Marx*, en Hollande, 28-30 Septembre 1847. Dans cette lettre, *Engels* raconte les circonstances assez rocambolesques de la création de l'Association Démocratique belge. En effet, sa création ne découle pas de la volonté délibérée de *Marx-Engels*. Au contraire, c'est pour parer à une manoeuvre dirigée contre eux et les communistes de Bruxelles qu'ils prirent finalement, grâce à *Engels*, l'affaire en main. Le banquet de création de l'Association avait été organisé le 27 septembre par *Bornstedt*, dont les archives révélèrent plus tard qu'il était un agent du gouvernement prussien, afin de rassembler autour de lui les éléments mécontents de la colonie allemande de Bruxelles et les organiser en une Association concurrente, voire opposée à celle de *Marx* qui justement était absent alors de Bruxelles.

\*\* Il est clair qu'*Engels* ignorait que *Bornstedt* était un agent prussien stipendié, lorsqu'il eut avec lui les démêlés, dont il fait état dans sa lettre. Comme on le verra, il ne le contra pas moins avec la fermeté et l'esprit d'à-propos qu'il faut. C'est d'ailleurs ce qui donne toute sa saveur à cet épisode minutieusement rapporté ici, qui nous éclaire aussi sur les humbles tâches militantes de *Marx-Engels* en Belgique.

la Gazette de Bruxelles aux idées petites bourgeoisies républicaines de Heinzen. Enfin, tous ces éléments hétérogènes se sont associés pour un coup qui devait tous nous ravalier à un rôle secondaire par rapport à Imbert, et ses démocrates belges, et de donner naissance à une organisation bien plus grandiose et plus universelle que notre pauvre Association ouvrière. Tous ces messieurs brûlaient du désir de prendre à leur tour une quelconque initiative, et cette bande de fripouilles avait trouvé que le moment de ton absence était le plus propice. Or ils se sont honteusement trompés.

Ainsi donc ils décidèrent, dans le plus grand secret, d'organiser un souper démocratique et cosmopolite et d'y proposer, tout à fait à l'improviste, la création d'une société à la manière des *Fraternal Democrats* avec des meetings ouvriers. Ils formèrent une sorte de comité, où ils firent entrer *pro forma* l'inoffensif Imbert. Après toutes sortes de rumeurs vagues, ce n'est que dimanche soir à l'Association que Bornstedt me donna quelques renseignements concrets, alors que le banquet était fixé au lundi! Impossible d'obtenir de Bornstedt des précisions, si ce n'est que Jottrand, le général Mellinet, Adolphe Bartels, Kats, etc. y assisteraient, ainsi que des Polonais, des Italiens, etc. Je n'avais toujours pas la moindre idée de toute cette coalition. Ce n'est que lundi matin que j'appris que Bornstedt était un peu vexé, que Moras et Crüger se lamentaient et intriguaient; mais pour ce qui est de Seiler et Heilberg, je ne me doutais de rien. Toute cette affaire me devenait néanmoins suspecte. Je devais y aller à cause des Belges et pour éviter qu'il n'y ait dans ce petit Bruxelles une manifestation démocratique à laquelle nous ne participions pas. De toute façon, il fallait veiller à avoir des partisans. Wallau et moi, nous avons lancé une opération de soutien énergique, et il s'est trouvé tout de suite une trentaine de camarades prêts à s'y rendre. Le lundi matin, Wolff me dit qu'outre le *président d'honneur*, le vieux Mellinet, et le véritable président Jottrand, il fallait deux vice-présidents dont l'un serait Imbert et l'autre un Allemand, si possible un ouvrier. Wallau ne pouvait pas hélas entrer en ligne de compte, puisqu'il ne parlait pas français. C'est ce que Bornstedt avait dit. Wolff lui avait dit que c'était alors à moi d'être vice-président. Je répondis à Wolff que c'est lui qui devait l'être, mais il s'y

refusa absolument. Moi non plus je ne voulais pas, parce que j'avais l'air si terriblement jeune, mais finalement je me dis que pour parer à toute éventualité le mieux était encore d'accepter.

Nous y allâmes donc le soir. Bornstedt fit tout à fait l'ignorant, comme si rien n'avait été arrangé, sauf le choix des membres du bureau (*toujours à l'exception de l'Allemand*) et de quelques orateurs incrits dont je ne pus savoir les noms, en dehors de Crüger et de Moras. A tout moment, il se dérobait sous prétexte de vérifier l'aménagement du local, courant de l'un à l'autre, complotant, intrigant, flagorant à qui mieux mieux. Pourtant je n'y voyais encore aucun indice d'intrigue particulière; cela apparut plus tard. Nous étions à l'Estaminet Liègeois, place du Palais de Justice. Quand vint l'élection des membres du bureau, Bornstedt, en dépit de toutes nos conventions, proposa Wallau. Celui-ci se fit récuser par Wolff qui me proposa; cela marcha comme sur des roulettes. Ainsi fut déjouée et anéantie toute l'intrigue. Ils perdirent alors plus ou moins contenance, et se trahirent. Après Imbert qui glorifia les *martyrs de la liberté*, je portai un toast, en français, au *souvenir de la Révolution de 1792* et, avec un peu de retard, à l'anniversaire du *1er Vendémiaire an 1 de la République*. Après moi, Crüger fit un discours ridicule au milieu duquel il resta empêtré et dut sortir son manuscrit. Puis Moras lut un discours sonore où il ne fut pratiquement question que de sa petite personne. Tous deux en allemand. Leurs toasts étaient si confus que je ne m'en souviens plus. Puis Pellerin en flamand; l'avocat Spilthoorn de Gand, en français, porta un toast au *peuple anglais*. Ensuite à ma grande surprise, Heilberg, cette araignée bossue, prononça en français un long discours pédant et insipide, dans lequel 1. il se lança des fleurs pour son activité de rédacteur à l'*Atelier Démocratique*; 2. il déclarait que *lui, Heilberg maximus*, aspirait depuis plusieurs mois — *mais cela doit se dire en français* : à l'*association des ouvriers belges*; voilà le but que je poursuis depuis plusieurs mois (c.-à-d. depuis le moment où il a daigné prendre connaissance du dernier chapitre de la "*Misère de la Philosophie*"\*). C'était donc lui, et non Kats et les autres Belges : nous entrerons dans la carrière

note (voir page suivante).

quand nos aînés n'y seront plus. Il réussirait là où Kats et Jottrand ont échoué; 3. il proposa de fonder une démocratie fraternelle et de réorganiser les meetings, et 4. de confier l'organisation des deux machins au bureau élu.

Quelle confusion dans tout cela! Premièrement, mélanger les affaires internationales avec les meetings belges consacrés à des affaires spécifiquement belges, et deuxièmement au lieu de laisser tomber cette proposition, puisque toutes ces propositions-là devaient échouer, il en chargeait le bureau existant! Et de s'imaginer que j'allais céder, alors qu'il devait bien savoir qu'il n'était pas pensable d'élire quelqu'un d'autre au bureau que toi. Mais cet âne bête avait son discours tout préparé et sa vanité l'empêchait d'en changer la moindre ligne pour prendre l'initiative. Naturellement sa proposition fut adoptée. Devant l'enthousiasme très *factice*, mais tout de même bruyant, il ne fallait pas songer à améliorer cette motion confuse. Là-dessus, en l'absence de Jules (Bartels), A. Bartels parla, et puis Wallau demanda la parole.

A ma grande surprise, Bornstedt se leva et réclama avec flamme la parole pour Seiler, qui était déjà inscrit comme orateur. Celui-ci eut la parole et prononça (en français) un discours interminable et verbeux, tissu d'inepties et de fautes ridicules et honteuses. Il y raconta des sottises, à faire frémir, sur les *pouvoirs législatif, administratif et exécutif* en donnant aux démocrates toutes sortes de conseils avisés (tout comme Heilberg qui a raconté les sornettes les plus extraordinaires sur *l'instruction et la question de l'enseignement*); Seiler se posa, en outre, *en grand homme*, parla des sociétés démocratiques "*auxquelles j'ai participé et que j'ai peut-être dirigées*" (littéralement) et plaça enfin sa noble agence avec les *dernières nouvelles arrivées de Paris*, etc. Bref, c'était affreux! Après lui, plusieurs personnes prirent la parole, un âne suisse, Pellerin, Kats (très bon), etc., et à 10 h. Jottrand (qui mourait de honte pour les Allemands) leva la séance. Soudain Heilberg réclama le silence et annon-

---

\* Le dernier chapitre de la *Misère de la Philosophie* de Marx traitait d'abord du programme final des communistes et ensuite des questions d'organisation de la classe ouvrière : en syndicats et association économiques de base, et en parti politique (pour lui permettre de conquérir le pouvoir et d'appliquer son programme communiste). Chaque activité militante reposait sur un travail d'autoclarification politique important.

ça que le discours de Weerth au congrès du *Free-trade* paraîtrait le lendemain dans un supplément de l'*Atelier* qui se vendra séparément!!! Zalewski a versé une larme aussi sur l'union de cette malheureuse Pologne et de cette grande, noble et poétique Allemagne — enfin, tous rentrèrent très calmes, mais très mécontents chez eux.

Depuis que j'ai écrit ce qui précède, il y a eu toutes sortes d'événements nouveaux et certaines choses se sont décidées. Le mardi matin, ayant percé toute l'intrigue, je courus de tous côtés pour la contrecarrer : A deux heures du matin, j'allais encore voir Wolff au bureau pour savoir s'il n'était pas possible de mettre Bornstedt en ballottage à l'Association ouvrière. Mercredi, j'ai continué à courir de tous côtés, mais tout le monde pensait que nous n'y parviendrions pas. Mercredi soir, je me rendis à l'Association, Bornstedt y était déjà et tout était équivoque chez lui; Thomis distribua enfin le dernier numéro du journal; mon article contre Heinzen\* n'y figurait pas, bien que je le lui avais apporté dès lundi et même porté à l'imprimerie puisqu'il n'était pas là (à deux heures de l'après-midi ! ). A mes questions, il me répondit que la place avait manqué. Je lui rappelai ce que tu avais convenu avec lui. Il se mit à le contester; j'attendis l'arrivée de Wallau qui me dit qu'il y avait eu assez de place, et que, le mardi, Bornstedt avait *envoyé chercher* l'article à l'imprimerie et ne l'y avait plus renvoyé. Je m'adressai à Bornstedt sur un ton violent. Il essaya de se tirer d'affaire par des mensonges. J'en revins à votre convention qu'il continua de nier, en prétendant que vous n'aviez fait que bavarder en général. Je lui dit quelques grossièretés devant Crüger, Gigot, Imbert, etc., et lui demandai : "Voulez-vous passer l'article dimanche, *oui ou non?*" — "Il faut d'abord que nous en parlions." — "Ce n'est pas avec vous que j'en parlerai," et je le laissai choir.

La séance commença. Bornstedt appuya sa tête sur son

---

\* *Allusion aux articles d'Engels intitulés les Communistes et Karl Heinzen, parus dans la Gazette allemande de Bruxelles les 3 et 7 octobre 1847. Engels dénonce à l'avance la conception qu'a Heinzen de la révolution allemande : une fédération républicaine autonome de pays, semblable à la Suisse, en soulignant que les petits bourgeois sont incapables de lutter contre le localisme, le séparatisme provincial et la division. Bornstedt fit donc précéder l'article d'Engels d'une note rédactionnelle disant, entre autres, "Nous croyons pouvoir donner aux deux parties le conseil de bien vouloir laisser tomber la polémique, même si quelqu'un cherchait à la soulever de nouveau ailleurs..."*

coude et me considérait d'un air bizarre de vainqueur. Je le regardai à mon tour et attendis. Monsieur Thomis se leva, car, comme tu le sais, il avait demandé la parole. Il tira de sa poche un discours écrit et débita toute une litanie d'attaques fort étranges contre notre pseudo-polémique. Cela dura assez longtemps et, comme *cela n'en finissait pas*, ce fut un murmure général. Nombre de gens réclamèrent la parole et Wallau rappela Thomis à l'ordre. Celui-ci lut alors une demi-douzaine de phrases absurdes sur cette question, et se retira. Hess se leva ensuite, et nous défendit fort bien. Et ce fut le tour de Junge et enfin de Wolff de Paris qui, à trois reprises, s'enferma, mais fut très applaudi. Et puis plusieurs autres. Wolff avait révélé que notre opposition n'était que formelle, et je dus donc prendre la parole. *A la grande déconfiture* de Bornstedt qui avait cru que je resterais enfermé dans les zizanies personnelles, j'abordai l'aspect révolutionnaire de la question du protectionnisme, en laissant totalement de côté le discours de Thomis et proposai une nouvelle motion. Adoptée — Pause. Bornstedt fut très ébranlé par ma grossièreté à son égard, par la défection totale de Thomis (*il y avait du Bornstedt dans son discours*) et par la violence avec laquelle j'avais parlé. Il s'approcha de moi : "Mais, mon cher enfant, vous êtes terriblement passionné, etc.". Bref, il fallait que je signe l'article. — "Non". — "Alors nous devrions du moins nous mettre d'accord sur un bref chapeau de la rédaction." — "*Bien, à demain à onze heures au Café Suisse.*"

Puis ce fut l'intervention de Bornstedt, Crüger, Wolff. Hess se leva le premier et posa deux questions à Bornstedt à propos de la réunion de lundi. Il s'efforça de s'en tirer par des mensonges, et Hess fut assez faible pour se déclarer *satisfait*. Junge s'en prit directement à Bornstedt à cause de son intervention à l'Association et parce qu'il avait introduit Sandkuhl sous un faux nom. Fischer prit très énergiquement position contre Bornstedt sans s'être concerté avec moi. Il fut excellent. Plusieurs autres firent de même. Monsieur von Bornstedt, déjà enivré par une victoire qu'il croyait avoir remporté, dut littéralement subir une volée de bois vert que lui administrèrent les ouvriers, il fut cruellement malmené, lui qui s'imaginait avoir purement et simplement acheté son admission par ses cadeaux de livres, si bien qu'il ne put que reconnaître les faits avec des

réponses évasives et faibles. Cependant Wallau, qui lui est fanatiquement acquis et assurait misérablement la présidence, lui permit à tout instant d'interrompre les orateurs. Rien n'était donc joué, quand Wallau invita ceux qui avaient déposé leur candidature de se retirer, afin que l'on passât au vote. Crüger que j'avais proposé *comme étant absolument honnête et incapable de nuire à l'Association et que Wolff soutient purement et simplement*, fut élu. Lorsqu'on évoqua le cas de Bornstedt, Wallau fit un long discours ardent en sa faveur. J'intervins à mon tour et exposai toute l'intrigue pour autant qu'elle touchait l'Association. Je réduisis à néant les dérobades de Bornstedt les unes après les autres, et je conclus : Bornstedt a intrigué contre nous, en voulant nous faire concurrence, mais puisque nous avons gagné, nous pouvons l'admettre maintenant dans l'Association. Durant ce discours — le meilleur que j'aie jamais tenu — je fus très souvent interrompu par des applaudissements, notamment lorsque je déclarai : Ces Messieurs croyaient avoir remporté la victoire parce que moi, leur vice-président, je devais m'en aller, mais ils ne pensaient pas que cette place revient de droit à quelqu'un d'entre nous qui seul peut représenter les démocrates allemands à Bruxelles — Marx. Je fus alors chaudement applaudi. Enfin, personne ne parla après moi, et c'est ainsi que nous ne fîmes pas l'honneur à Bornstedt de le jeter dehors. Il était derrière la porte et entendait tout. J'aurais préféré dire tout cela en sa présence, mais il ne pouvait pas être dans la salle. Je devais donc lui réserver un dernier coup. Wallau interrompit la discussion, mais il avait entendu chaque mot — comme Wolff et Crüger. Par rapport à lui, Wolff fut admis presque brillamment.

En somme, Bornstedt, Crüger, etc. ont été si échaudés qu'ils ne peuvent pas décemment se présenter aux prochaines réunions et ils en subiront les contre-coups longtemps. Mais ils viendront néanmoins. Si éhonté soit-il, Bornstedt a trouvé encore plus impudent que lui; toutes ces intrigues ont été anéanties. Notre attaque enflammée l'a rendu si caduc qu'il en est au dernier degré de l'abaissement — et il traîne dans Bruxelles à pleurnicher partout sur sa déconvenue. Il était furieux quand il revint dans la salle, mais il était impuissant. Quand je pris congé de la salle, accompagné par toutes les marques possibles d'honneur, il partit en écumant de rage.

Durant toute la discussion sur lui, Bürgers était présent. Il est ici depuis avant-hier.

Dans cette affaire, nos ouvriers se sont formidablement comportés, à aucun moment, il ne fut question du don des 26 livres et des 27 cartes géographiques. Ils ont traité Bornstedt avec la plus grande froideur et le manque d'égards le plus complet. Quand je pris la parole et j'en arrivais à la conclusion, j'avais la possibilité de le faire recaler à une énorme majorité. C'est ce qu'admet Wallau lui-même. Or nous lui avons fait subir un sort pire encore : nous l'avons admis en le traînant dans la boue. Toute cette affaire a fait le meilleur effet sur l'Association : pour la première fois, ses membres ont joué un rôle et dominé une réunion, en dépit de toutes les intrigues. Ils ont remis à sa place un gaillard qui voulait se faire une position à leurs dépens. Seuls quelques commis sont mécontents, la masse s'enthousiasme pour nous. Ils ont senti ce qu'ils sont dès lors qu'ils s'associent.

Je suis allé au Café Suisse ce matin. Or qui ne vint pas? Bornstedt! Cependant j'ai rencontré Weerth et Seiler qui venaient de le voir. Seiler fut l'obséquiosité et la flagornerie mêmes. Naturellement je le laissai choir. Au reste, la réunion d'hier était si dramatique et elle évolua jusqu'à une intensité telle que Wolff de Paris en devint par moments un véritable homme de parti. J'ai été aujourd'hui chez A. Bartels et lui ai expliqué que l'Association allemande n'était en rien responsable de ce qui s'était passé lundi, que Crüger, Bornstedt, Moras, Seiler, Heilberg et Cie n'en étaient même pas membres et que tout avait été manigancé à son insu et visait au contraire à l'organisation d'une association concurrente. Demain nous enverrons également à Jottrand une lettre disant la même chose et signée de tous les membres du comité, et j'irai voir aussi Imbert, en compagnie de Wolff. Au surplus, j'ai écrit la lettre suivante à Jottrand à propos du poste que mon départ va laisser libre au Comité d'organisation des *Fraternal Democrats*\* de Bruxelles:

---

\* *En d'autres termes, aux yeux d'Engels, l'Association Démocratique que présida Jottrand ne devait pas être une société belge, mais une section de l'Association internationale des Démocrates Fraternelles, l'embryon de la Première Internationale, ayant pour programme les positions de la révolution permanente (à l'échelle de toutes les nations d'Europe) exposées aux meetings commémorant les révolutions française et polonaise dans la perspective de 1848.*

“Monsieur, obligé de quitter Bruxelles pour quelques mois, je me trouve dans l'impossibilité de remplir les fonctions dont la réunion du 27 de ce mois a bien voulu m'investir. Je vous prie donc d'appeler un démocrate allemand résident à Bruxelles à assister aux travaux de la commission chargée d'organiser une société démocratique universelle. Je me permettrai de vous proposer celui parmi les démocrates allemands de Bruxelles que la réunion, s'il avait pu y assister, aurait nommé à la charge qu'en son absence on m'a fait l'honneur de me conférer. Je parle de M. Marx qui, dans mon intime conviction, a le droit le plus fondé de représenter à la commission la démocratie allemande. Ce ne serait donc pas M. Marx qui m'y remplacerait, c'était plutôt moi qui, à la réunion, ai remplacé M. Marx. Agréez, etc.”

En fait, j'ai déjà convenu à l'avance avec Jottrand que je lui annoncerai par lettre mon départ et que je te proposerai pour le Comité. Jottrand est lui aussi parti en voyage et il sera de retour d'ici 15 jours. Si, comme je le crois, cette tentative rate, c'est tout de même la proposition de Heilberg qui échoue; mais si elle marche, nous aurons remporté le succès. Quoi qu'il en soit, nous avons déjà obtenu que toi, et moi après toi, sommes reconnus comme les représentants des démocrates allemands à Bruxelles et que, par ailleurs, toute la machination contre nous s'est honteusement effondrée.

La commune bruxelloise de la Ligue des communistes s'est réunie hier soir et j'en assurais la présidence. L'enthousiasme régnait sur l'issue de l'affaire Bornstedt, sauf chez Wallau qui reconnaît cependant ses gaffes et dont la position d'hier comporte divers motifs d'excuse, dont j'ai du reste tenu compte. Tous nos gens commencent à prendre conscience de ce qu'ils peuvent faire. Cette fois-ci, ils se sont enfin comportés comme une association, une force en face des autres; ils sont extraordinairement contents que tout ait si magnifiquement marché et que leur victoire ait été si complète. Junge est au septième ciel, Riedel ne cache pas sa joie, le petit Ohnemans, lui, est fier comme un coq de combat.

De plus, je peux affirmer que cette affaire a donné et donnera à l'Association un fameux coup de fouet tant à l'extérieur qu'à l'intérieur. Des gens qui, d'ordinaire, n'ouvrent pas la bouche, ont attaqué Bornstedt. Il se trouve que cette intrigue

nous a servis à la fin, parce que 1. Bornstedt a répandu partout le bruit que l'Association allemande avait organisé la réunion (d'inauguration de l'Association démocratique belge plus cosmopolite), et 2. nous avons tout démenti. Or, grâce à cette double manoeuvre, l'Association est devenue le sujet de discussion des démocrates belges, et elle passe pour une puissance très importante et plus ou moins mystérieuse. Ce matin, Bartels disait que *la démocratie allemande devient très forte à Bruxelles.*

Au demeurant, il est question de toi dans la seconde lettre du comité à Jottrand, puisque Gigot signera toujours : secrétaire en l'absence de Marx.

Arrange tes histoires d'argent le plus vite possible, et reviens. Le sol me brûle les pieds et je voudrais partir, mais il faut d'abord attendre le terme de ces intrigues. Il ne m'est absolument pas possible de partir maintenant. Plus tu avanceras donc ton retour, mieux cela vaudra. Cependant règle d'abord tes affaires. De toutes façons, je resterai à mon poste aussi longtemps que je le pourrai, et si possible jusqu'à ton retour. Or c'est justement pour cela qu'il faudrait que tu fasses vite, ton Engels.

### (Protocole de séance de l'Association allemande pour la formation des ouvriers, 7.XII.1847, à Londres)\*

Marx : De Belgique, j'ai à vous communiquer qu'on y a créé une Association ouvrière qui compte actuellement

---

\* L'intervention reproduite ci-dessous est complétée comme suit dans le protocole de la séance du 30.IX.1847, qui illustre l'activité de Marx-Engels dans les associations ouvrières qu'ils animaient : "Le président demande aux citoyens arrivés du continent — Engels, Marx et Tedesco — de nous donner des nouvelles de l'agitation sur le continent. La proposition est acceptée à l'unanimité. Le citoyen Engels prend la parole. Il affirme qu'il n'est pas urgent de parler des mouvements actuels, et préfère expliquer de quelle manière la découverte de l'Amérique — cette autre rivale de l'Angleterre — a contribué à diviser toute la société en deux classes opposées en créant le marché mondial, de sorte que les travailleurs du monde entier ont désormais les mêmes intérêts partout".

105 membres\*. A Bruxelles, les ouvriers allemands qui étaient autrefois complètement isolés, représentent d'ores et déjà une force. Alors qu'on les ignorait complètement dans le passé, on vient de leur demander d'envoyer un délégué à la commémoration de la révolution polonaise qui va être organisée dans la ville de Bruxelles, afin d'exprimer le point de vue de l'Association.

Si le gouvernement devait tenter de persécuter, voire d'interdire l'Association parce qu'elle exercera en toute occurrence une influence sur les travailleurs belges. L'Association a d'ores et déjà décidé de léguer à l'Association de Londres environ 300 ouvrages ainsi que ses autres biens.

## Le "Débat social" du 6 février sur l'Association démocratique.

Le *Débat social* du 6 février prétend défendre l'Association démocratique de Bruxelles et ses diverses sections locales.\*\*

---

\* Vers la même époque, Marx prépara un exposé théorique sur les rapports et la nature du Travail salarié et du Capital, pour la formation théorique des ouvriers. Son exposé a une telle valeur de clarification que le mouvement ouvrier international le traduisit dans les principales langues et le transmit d'une génération ouvrière à l'autre. C'est devant un modeste auditoire que Marx fit son exposé de formation militante : "Dans l'une des dernières réunions du Club des ouvriers allemands, Marx, a fait sur cette question : "Qu'est-ce que le salaire?" un exposé clair, objectif, compréhensible : la critique des conditions actuelles y est rigoureuse, l'argumentation y est pratique, à ce point que nous songeons à la communiquer à nos lecteurs, dès qu'il nous sera possible", cf. Gazette allemande de Bruxelles du 6.I.1848. Le texte en sera publié, en effet, in : la Nouvelle Gazette rhénane d'avril 1849.

\*\* Cf. Marx, la Gazette allemande de Bruxelles, 13 février 1848. En réponse à un article du 6 février 1848 paru dans le *Débat Social*, hebdomadaire belge de tendance radicale, dirigé par le président de l'Association démocratique, L. Jottrand, Marx précise, d'une part, quel est le rôle en Belgique des Associations démocratiques et, d'autre part, la position des communistes vis-à-vis des utopistes et des démocrates en général. Cet article écrit peu avant la révolution de février annonce la fragilité des alliés démocratiques belges de Marx, et notamment de Jottrand qui se laissera manoeuvrer par de fallacieuses perspectives d'instauration pacifique de la République par le roi Léopold lui-même. Le suite note (voir page suivante).

Nous nous permettons de faire quelques observations sur l'art et la manière dont il assure cette défense.

Il peut sembler utile au parti radical belge de démontrer aux catholiques qu'ils agissent contre leurs propres intérêts, lorsqu'ils s'en prennent au parti radical belge. De même, il peut lui sembler utile de distinguer entre bas et haut clergé et de retourner à *tout* le clergé des compliments pour les vérités qui ne vont qu'à *une fraction* de celui-ci. Mais nous n'avons rien à voir dans tout cela.

Ce dont nous nous étonnons, c'est que le *Débat* ne se soit pas aperçu que les journaux catholiques de Flandre reproduisent avec empressement les attaques dirigées contre les *Associations démocratiques* par le quotidien libéral *l'Indépendance belge*, bien que celui-ci, pour autant que nous le sachions, n'ait pas d'attaches catholiques.

Le *Débat social* déclare que les Belges réclament de simples réformes politiques par le truchement des *Associations démocratiques*, en omettant en conséquence le fait que *l'Association démocratique* a un caractère international.

Mais peut-être l'a-t-il oublié, parce qu'il ne sait pas qu'une association, qui s'efforce de promouvoir la démocratie dans tous les pays, doit agir d'abord dans le pays où elle réside?

Le *Débat social* ne se contente pas seulement de dire ce que les Belges se proposent de réaliser grâce aux *Associations démocratiques* ; il va plus loin et dit ce que les Belges ne se proposent pas de réaliser; en d'autres termes, ce qu'ils ne *doivent* pas vouloir, lorsqu'ils font partie de ces associations dont il assure que les Belges les ont créées... pour réclamer des réformes politiques. *Avis aux étrangers!*

Le *Débat* écrit : "Les réformes politiques que les Belges veu-

---

*suite note de la page précédente.*

*tout s'achèvera par l'expulsion de Belgique des derniers subversifs dangereux — ces communistes allemands déjà stigmatisés par le Débat Social de l'ami Jottrand.*

*On ne saurait accuser Marx d'avoir été dupe de ses amis démocrates à l'alliance avec lesquels il était contraint par les nécessités de la révolution permanente en Belgique et en Allemagne. Il sera encore obligé de sous-titrer sa Nouvelle Gazette rhénane d'"organe de la démocratie", mais il y remarquera dans un article du 25.VIII.1848 : "Nous n'avons jamais ambitionné l'honneur d'être l'organe de quelque Gauche parlementaire que ce soit. Etant donné les éléments disparates dont est né le parti démocratique en Allemagne, nous avons au contraire toujours estimé qu'il fallait, de toute nécessité, surveiller étroitement et plus que quiconque, les démocrates eux-mêmes".*

lent réclamer grâce aux Associations démocratiques, ne font pas partie de ces utopies (communistes) que certains démocrates poursuivent dans des pays où les institutions sociales ne permettent pas d'espérer de réformes efficaces, où il paraît donc aussi raisonnable de rêver de châteaux en Espagne que du bien-être modeste dont jouissent déjà les peuples libres. Celui qui ne possède rien peut aussi bien rêver d'un seul coup à des millions qu'à cent francs de rente ou de profit."

Le *Débat* parle manifestement ici des *communistes*. Nous voudrions lui demander si "le modeste bien-être" de la "libre" Angleterre se manifeste par le fait que les dépenses pour les pauvres croissent plus vite que la population ? \*

Nous voudrions lui demander s'il comprend aussi la misère flamande dans "le modeste bien-être des peuples libres" ?

Nous voudrions qu'il nous éclaircisse ce mystère : comment s'y prendra-t-il pour mettre un salaire à la place des "cent francs de rente ou de profit" ? Mais sans doute entend-il par "modeste bien-être des peuples libres" le modeste bien-être des libres capitalistes et propriétaires fonciers !

Enfin, nous voudrions lui demander si l'*Association démocratique* de Bruxelles l'a chargé de faire passer pour des menteurs les "utopistes" qui ne croient pas "au modeste bonheur des peuples libres" ?

Le *Débat social* ne parle pas, cependant, des communistes tout court, mais des *communistes allemands* qui - parce que les conditions politiques de leur pays ne leur permettent de créer ni une Alliance allemande, ni une "Association libérale allemande - tombent en désespoir de cause dans les bras du communisme.

Nous faisons observer au *Débat* que le communisme a son origine en Angleterre et en France, et non en Allemagne.

---

\* Le radical *Débat* n'a pas à pavoiser pour ce qui concerne les conditions belges par rapport aux allemands. Marx reviendra sur ce sujet, après avoir approfondi les sources statistiques de l'évolution de l'économie belge, dans l'article que nous reproduisons dans la prochaine section de ce recueil, la Belgique "Etat modèle". Mais les radicaux politiques ne sont guère économistes !

Nous donnons, en tout état de cause, au *Débat* l'assurance suivante en échange de la sienne : le communisme allemand est l'ennemi le plus déterminé de tout utopisme et, loin d'exclure le développement historique, il se fonde au contraire sur lui.

L'Allemagne, elle, a un grand retard dans l'évolution politique, et il lui faut traverser encore de longues phases politiques. Nous sommes bien les derniers à le nier. Mais, par ailleurs, nous croyons qu'un pays de plus de quarante millions d'habitants ne cherchera pas la mesure de son mouvement dans le radicalisme de petits pays libres, lorsqu'il s'agira de préparer une révolution.

Le *Débat* entend-il par communisme le fait de souligner les oppositions de classes et la lutte de classe ? Alors ce n'est pas le communisme qui est communiste, mais l'économie politique et la société bourgeoise. Nous savons que Robert Peel déjà a prophétisé que l'antagonisme des classes de la société moderne devait éclater en une terrible crise. Nous savons que Guizot lui-même, dans son histoire de la civilisation, n'a rien fait d'autre que d'exposer des formes déterminées de la lutte de classes. Mais, bien sûr, Peel et Guizot sont des utopistes, et réalistes sont ceux qui considèrent les manifestations de la réalité sociale comme une atteinte portée à ceux qui ont une conception philanthropique de la vie. \* Libre au *Débat social* d'admirer et d'idéaliser l'Amérique du Nord et la Suisse ! Nous lui demandons simplement si la constitution politique de l'Amérique du Nord a jamais pu être introduite en Europe sans de grands bouleversements sociaux ?

Que le *Débat* veuille nous pardonner, si nous sommes assez chimériques pour croire que la revendication de la Charte anglaise n'a pas été établie par quelques bons esprits rêvant de suffrage universel, mais bien par un grand parti à l'échelle nationale, fruit lui-même d'un long processus d'unification en classe des ouvriers anglais. Or, cette charte est réclamée dans un tout autre but que les constitutions

---

\* Dans sa lettre du 9 mars 1848, Engels constatera que ce n'est qu'après la révolution de Février que Jottrand admettra la lutte de classes (ce qui ne fait un marxiste que si on reconnaît aussi la nécessité de la dictature du prolétariat).

d'Amérique et de Suisse, et elle aura également des conséquences sociales absolument différentes. \*\* A nos yeux, sont utopistes ceux qui séparent les formes politiques de leur fondement social et les présentent comme des dogmes abstraits et généraux.

Le *Débat social* fait mine de défendre l'Association démocratique en éliminant cependant "certains démocrates" qui ne se contentent pas du "modeste bien-être des peuples libres". C'est ce qui ressort de ses propos sur la discussion de la question du libre-échange au sein de l'Association. Le *Débat* écrit : "Six séances furent consacrées à la discussion de cette intéressante question, et de nombreux ouvriers des divers ateliers de notre ville firent valoir à cette occasion des raisons qui n'eussent pas été en mauvais lieu au célèbre congrès des économistes qui s'est tenu à Bruxelles en septembre dernier."

---

\*\* Marx dit clairement ici ce qui différencie les communistes de la phase sociale-démocrate (où le parlementarisme est encore révolutionnaire et la démocratie un cri de bataille) de leurs alliés démocrates bourgeois, après avoir souligné plus haut que même la politique de ces derniers ne trouve pas sa mesure dans les petits pays, mais dans les grands.

Dès 1843, Engels écrivait : "L'évolution politique de la France montre donc clairement comment devra se dérouler l'histoire à venir des chartistes anglais : Napoléon ou Babeuf ?

"La Révolution française développa la démocratie en Europe. La démocratie est une contradiction dans les termes, un mensonge et, au fond, une pure hypocrisie (une théologie, comme diraient les Allemands). Et cela vaut, à mon avis, pour toutes les formes de gouvernement. La liberté politique est un simulacre et le pire esclavage possible; cette liberté fictive est le pire asservissement. Il en va de même de l'égalité politique : c'est pourquoi, il faut réduire en pièces la démocratie aussi bien que n'importe quelle autre forme de gouvernement." (Cf. "Progrès de la réforme sociale sur le continent", 4-11-1843, trad. fr. : *Ecrits militaires*.) Ce long article retrace l'évolution du programme et l'historique des partis ouvriers en Angleterre, France et Allemagne, dont le marxisme a fait une synthèse nouvelle.

En Angleterre, aux yeux de Marx-Engels, les revendications du chartisme ouvrier ne devaient pas aboutir au règne parlementaire bourgeois, mais à la révolution violente : "Le suffrage universel, qui fut en 1848, en France, une formule de fraternisation générale, est en Angleterre un cri de guerre.

En France, le contenu immédiat de la révolution fut le suffrage universel; en Angleterre, le contenu immédiat du suffrage universel, c'est la révolution" (*Marx, Neue Oder-Zeitung*, 8-6-1855).

Auparavant, le *Débat social* remarque encore que l'Association s'est prononcée pratiquement à l'unanimité pour la liberté absolue des échanges entre les peuples, comme but de la démocratie.

Ensuite, le *Débat*, dans le même numéro, reproduit un discours de M. Le Hardy Beaulieu, véritable ramassis des déchets les plus corrompus de la cuisine des libre-échangistes anglais. Et pour finir, il fête le libéral Cobden.

Qui douterait après cette présentation du *Débat social* que l'Association ait voté à une forte majorité pour le libre-échange dans le sens du congrès des économistes et des libre-échangistes bourgeois. \*

A M. Julian Harney, rédacteur du journal

---

“Northern Star”, secrétaire de l'association

---

“Fraternal Democrats”, à Londres.

---

Bruxelles, le 28 Février 1948.

Vous connaissez déjà la glorieuse révolution qui vient de s'accomplir à Paris.\*\*

Nous avons à vous communiquer qu'en conséquence de cet événement important l'Association démocratique a établi ici une agitation pacifique, mais énergique, pour obtenir, par les voies propres aux institutions politiques de la Belgique, les avantages que le peuple français vient de conquérir.

Les résolutions suivantes ont été arrêtées par acclamations les plus enthousiastes :

1. l'Association démocratique tiendra assemblée tous les soirs et le public y sera admis;

---

\* Marx entend bien distinguer entre sa position en faveur du libre-échange (qui admet le protectionnisme au moment de la révolution) et celle des économistes bourgeois qui, au reste, étaient bien au courant de cette différence, puisqu'ils refusèrent à Marx la parole à leur Congrès de Bruxelles de septembre 1847.

\*\* Cf. MEGA, 1/6, p. 653-654.

2. Une adresse, au nom de l'Association, sera envoyée au gouvernement provisoire de la France, dans le but de lui exprimer nos sympathies pour la révolution du 24 Février;

3. Une adresse sera présentée au conseil communal de Bruxelles, l'invitant à maintenir la paix publique et à éviter toute effusion de sang en adjoignant aux forces municipales composées de la garde civile en général, c'est-à-dire aux bourgeois armés en temps ordinaires, les artisans qui peuvent être armés dans les circonstances extraordinaires, conformément aux lois du pays. Les armes seront ainsi confiées aussi bien à la classe moyenne qu'à la classe ouvrière. \* Nous vous informerons, aussi souvent que possible, des démarches et des progrès que nous ferons ultérieurement. Nous avons l'espoir que vous réussirez bientôt, de votre côté, à faire passer "la charte du peuple" dans les lois de votre pays, et qu'elle vous servira à faire ensuite d'autres progrès.

Enfin, nous vous invitons à vous tenir, dans cette crise importante, en fréquente communication avec nous, et à nous transmettre toutes les nouvelles de votre pays qui peuvent être de nature à exercer un effet favorable sur le peuple belge.

## 2. LE VERROU BELGE A LA REVOLUTION DE 1848.

### La révolution de Février 1848 en Belgique

---

C'était, si je ne m'abuse, vers la fin d'avril 1846. Marx et moi nous habitions alors un faubourg de Bruxelles. Nous étions en train de travailler ensemble à l'*Idéologie allemande*, lorsqu'on nous apprit qu'un Monsieur venu d'Allemagne désirait nous parler : Wilhelm Wolff...\*\*

---

\* On ne saurait revendiquer de façon plus nette et "plausible" l'armement du peuple au cours de la crise révolutionnaire. Pour agir de manière révolutionnaire, répétera Engels, on n'a pas besoin de brandir à tout bout de champ le mot de révolution, comme le font les anarchistes.

\*\* Cf. Engels, Wilhelm Wolff, in : *Die Neue Welt*, 1.8/VII.1876.

A Bruxelles, il trouva bientôt un emploi dans un bureau d'information de presse qui venait juste d'y être créé et pourvoyait les journaux allemands en informations françaises, anglaises et belges. Dans la mesure où les circonstances le permettaient, elles étaient rédigées dans l'esprit social-démocrate. Lorsque la *Gazette allemande de Bruxelles* se mit à la disposition de notre Parti, Wolff y collabora lui aussi. Dans l'Association bruxelloise des ouvriers allemands, que nous avons fondée à ce moment-là, Wolff devint bientôt l'un des orateurs les plus aimés. Il y faisait chaque semaine un panorama des nouvelles du jour, et c'était à chaque fois un chef-d'oeuvre de descriptions populaires, à la fois humoristique et vigoureux. Il y stigmatisait notamment les mesquineries et les bassesses des gouvernants comme des sujets d'Allemagne. Ces panoramas de l'actualité politique devinrent son thème préféré, si bien qu'il en traita dans chaque réunion à laquelle il participait - et il en fit toujours une présentation populaire avec la même maîtrise.

Lorsque la révolution de Février éclata, elle trouva aussitôt un écho à Bruxelles. \* De très nombreuses personnes se rassemblaient chaque soir sur le Grand Marché devant la Mairie qui était occupée par la garde civile et la gendarmerie. Les bistrots de bière et d'eau de vie autour du marché étaient bondés de monde. On criait "Vive la République", on chantait la Marseillaise, on s'assemblait, on poussait et on était repoussé. Le gouvernement se tenait coi en apparence, mais il mobilisait les réservistes et rappelait les permissionnaires de l'armée dans les provinces. Il fit prévenir en cachette le républicain belge le plus en vue, Monsieur Jottrand, que le roi était disposé à démissionner, au cas où le peuple le désirait, et il pouvait entendre cela de la bouche même du roi dès qu'il le voulait. De fait, Jottrand se laissa dire par Léopold lui-même que, dans son coeur, il était

---

\* Cet article qui rapporte, quelque trente ans après, les événements de 1848 en Belgique, démontre qu'il ne suffit pas de tirer une frontière artificielle autour d'un pays pour éviter la contagion et l'explosion révolutionnaire. C'est bel et bien d'une défaillance dans le camp révolutionnaire que resulta en dernière analyse la défaite

Suite note (voir page suivante).

républicain et n'opposerait jamais d'obstacles si la Belgique désirait se constituer en République. Il souhaitait seulement que tout se passe bien, sans effusion de sang et, au reste, n'espérait qu'une pension confortable pour lui-même. La nouvelle fut rapidement répandue en sous-main et détériora l'atmosphère au point qu'on ne fit aucune tentative de soulèvement. Mais à peine les réservistes furent-ils rassemblés - et il suffit de trois à quatre jours pour cela dans un pays aussi petit, qu'il ne fut question de démission; la gendarmerie intervint soudainement le soir avec le plat de ses armes blanches contre les masses assemblées sur le marché, et l'on se mit à opérer des arrestations à droite et à gauche. Parmi les premiers qui furent ainsi malmenés et arrêtés, il y eut naturellement aussi Wolff, au moment où il rentrait chez lui tranquillement. \* Traîné à la mairie, il fut ensuite malmené par les gardes civils, ivres et colériques et, après plusieurs journées d'emprisonnement, expédié jusqu'à la frontière française.

Il ne resta pas longtemps à Paris. La révolution berlinoise de Mars et les préparatifs au parlement de Francfort et à l'Assemblée de Berlin l'incitèrent à aller d'abord en Silésie.

---

*Suite note de la page précédente.*

*Quoiqu'il en soit, la tactique du gouvernement de Léopold est classique pour les pays de capitalisme mûr : à l'heure de la crise, opérer des concessions publiques, assorties en sous-main de mesures policières et militaires, dans une ambiance qui fait choir à tout coup les philistins dans l'irrésolution et l'inaction. Engels remarque, en outre, que la petitesse du pays rend la manoeuvre facilement réalisable : on y trouve une police et une soldatesque proportionnellement la plus forte pour maintenir l'ordre, tandis qu'elle permet d'avoir en face de soi un adversaire moins nombreux et concentré, un organisme de classe moins unitaire dans sa volonté et ses réflexes de lutte*

*\* Dans le mécanisme de défense des institutions belges, Engels situe exactement la place que prend la persécution des étrangers : une fois les masses neutralisées par une manoeuvre traître de surprise, il faut encore éliminer les dirigeants politiques qui auraient pu trouver rapidement la parade pour passer à une contre-attaque victorieuse*

*Suite note (voir page suivante).*

## La situation en Belgique

---

La bourgeoisie belge, après avoir refusé la république au peuple il y a quinze jours, fait mine à présent de prendre l'initiative du mouvement républicain. \* Elle ne pose pas encore tout haut la proclamation, mais partout à Bruxelles elle le dit tout bas à l'oreille : "Décidément, il faut que Léopold s'en aille; décidément, il n'y a que la république qui puisse nous sauver. Mais ce qu'il nous faut, c'est une bonne et solide république, sans organisation du travail, sans suffrage universel, sans que les ouvriers s'en mêlent !" \*\*

Ce serait déjà un progrès. Les bons bourgeois de Bruxelles qui, il y a peu de jours encore, se défendirent avec véhémence de toute intention de contrefaire la République française, ont ressenti le contrecoup de la crise financière de Paris. S'ils décrient la contrefaçon politique, ils subissent la contrefaçon financière. Alors qu'ils chantent des hymnes à l'indépendance et à la neutralité belges, ils s'aperçoivent que la Bourse de Bruxelles est dans la dépendance la plus complète, la plus humiliante, vis-à-vis de celle de Paris. Le cordon de troupes qui occupe la frontière du sud

---

*Suite note de la page précédente.*

*Le gouvernement belge, en se débarrassant au moment décisif des éléments révolutionnaires les plus conscients qu'étaient en 1848 les étrangers de la Ligue des communistes, démontre qu'il sait, lui aussi, qu'une révolution anti-bourgeoise ne peut réussir sans la direction de l'avant-garde du parti. C'est comme si le gouvernement belge avait connu la thèse fondamentale du marxisme sur la révolution prolétarienne : "Pour qu'au jour de la décision, le prolétariat soit assez fort POUR VAINCRE, il est nécessaire qu'il se constitue en un parti autonome, en parti de classe conscient, séparé de tous les autres." (Cf. Engels à G. Trier, 18.XII.1889).*

*\* Souligné par nous.*

*\*\* Engels, texte écrit en français (MEGA, 1/6, p.422), 18 mars 1848. Cet article complète le précédent, en passant à un troisième palier - comme toujours pour les événements belges : le premier est la situation objective (de la révolution qui gagne la Belgique), le second est la parade hypocrite du gouvernement belge, et le troisième la mascarade de la bourgeoisie belge, qui n'a d'oreilles que pour ses intérêts spéculatifs en bourse - le plan économique, lamentable de la Belgique.*

*Suite note de la page suivante).*

n'a pas empêché la baisse des fonds d'entrer, tambour battant, sur le territoire garanti neutre de la Belgique. De fait, la consternation qui règne sur la place de Bruxelles est on ne peut plus universelle. La banqueroute décime le moyen et petit commerce, les fonds ne trouvent plus d'acheteurs, les cotes ne sont plus que nominales, l'argent disparaît plus vite encore qu'à Paris, le commerce est en stagnation complète, et la plupart des industriels ont déjà renvoyé leurs ouvriers.

Voici quelques exemples de la dépréciation universelle : il y a quelques jours un commerçant offrait à vendre 150 actions, de cent francs chacune, du chemin de fer de la Dendre, effets cotés avant la révolution de février au-dessus du pair à la bourse de Londres. Le premier jour, il refusa 45 fr., le deuxième 35 fr., le troisième, il les vendit à dix francs par action ! Des terrains achetés six mille francs il y a deux ans ne trouvent plus d'acheteurs pour le tiers de cette somme.

Et c'est dans ce moment de panique universelle que le gouvernement demande, d'abord une avance des deux-tiers des contributions directes, puis un emprunt forcé de cinquante à soixante millions, mesures qui jettent l'effroi parmi les contribuables déjà mécontents d'un budget en augmentation croissante !

---

*Suite note de la page précédente.*

*Mais Engels remarque aussitôt que cette bouffonne bourgeoisie n'a aucune énergie pour introduire les institutions qui correspondraient à ses intérêts de classe réels : la république vers laquelle la pousse pourtant sa bourse, et c'est le fantoche royal et ses laquais parasitaires qui voient leur règne assuré pour longtemps.*

*C'est ce qui démontre la fragilité objective de revendications telles que la république et les droits démocratiques qui s'opposent, chez les minables Jottrand, au vigoureux programme de classe de Marx-Engels, qui ne s'applique qu'à l'échelle internationale en un processus de luttes réelles.*

*Lorsqu'il décrit ici la situation belge, issue des événements révolutionnaires de Février, Engels poursuit, dans le feu de la lutte, la polémique engagée par Marx contre le Débat Social, qui, après avoir tenté d'écarter les communistes allemands de l'Association Démocratique, voulait en prendre la direction pour la fourvoyer sur le terrain bourgeois belge, en cédant d'abord au fantoche Léopold avant de glisser sur le terrain de la mascarade propre à la bourgeoisie belge*

Voilà un état des choses qui n'a pas manqué à persuader nos bons bourgeois qu'ils n'avaient gagné, à s'enthousiasmer pour la monarchie, que participation pleine et entière aux désagréments de la situation en France, sans partager aucun des avantages conquis. Voilà la cause efficiente à leur républicanisme naissant.

En attendant, les ouvriers ne sont point tranquilles. Gand a connu plusieurs jours de troubles; ici il y a eu, avant-hier, des rassemblements nombreux d'ouvriers aboutissant à une pétition au roi, que Léopold est descendu prendre en personne des mains calleuses qui la lui présentaient. Des démonstrations plus sérieuses ne tarderont pas à suivre. Chaque jour met de nombreux corps d'ouvriers au chômage. Que la crise industrielle suive son développement encore quelque temps, que les esprits s'échauffent encore un peu dans la classe ouvrière, et la bourgeoisie belge, tout comme celle de Paris, fera son "mariage de raison" avec la république.\*

---

\* Engels conclut son article en plaçant toute sa confiance en la crise et la classe ouvrière poussée dans la voie révolutionnaire sous son aiguillon. Pour ce qui est de la tactique, il ne renie rien, car elle n'est pas une création des chefs politiques, mais la juste théorisation des conditions de la lutte à partir de la maturité des rapports sociaux. En ayant réussi à éviter l'application de la première - timide - revendication révolutionnaire, la République et le suffrage universel démocratique, la bourgeoisie a esquivé le processus révolutionnaire dont la vague l'eût rapidement emportée. Si l'on voulait établir des données chiffrées sur le dommage qu'a causé à la classe ouvrière belge l'échec de la révolution de 1848 ou plutôt son arrêt devant les frontières de l'Etat-nation belge, on pourrait dire que la revendication bourgeoise du suffrage universel ne fut conquise de haute lutte par les ouvriers belges, non pas au parlement, mais dans les usines et la rue, dans les années 1893, comme nous le verrons dans la dernière partie de ce recueil.

Bref, la crise de 1848 ne fut pas assez violente pour faire céder le verrou contre-révolutionnaire de l'Etat-nation belge. C'est ce que Marx expliquera dans son étude sur Travail salarié et Capital, ou il souligne que tout dépend de la lutte de la classe ouvrière, même pour ce qui est des toutes premières revendications, alors encore progressives, qui aboutissent à une conflagration générale : "Nous avons démontré que tout soulèvement révolutionnaire, même si son but paraît bien éloigné de la lutte des classes, doit échouer jusqu'au jour où la classe ouvrière révolutionnaire l'aura emporté; que toute réforme sociale reste une utopie, tant que la révolution prolétarienne n'est pas mesurée avec la contre-révolution féodale, les armes à la main, dans une guerre mondiale. Dans notre exposition, comme dans la réalité, la Belgique et la Suisse n'étaient que des caricatures, des tableaux de genre tragi-comique dans

Suite note (page suivante).

## L'Association démocratique de Bruxelles aux

### Démocrates fraternels réunis à Londres.

Nous avons bien reçu votre lettre de décembre dernier; nous avons immédiatement pris en considération et discuté votre proposition relative à la tenue d'un *congrès démocratique de toutes les nations* et un échange mensuel de correspondance entre votre association et la nôtre.\*

Vous avez proposé de tenir le premier congrès démocratique ici à Bruxelles, et de réunir le second à Londres; de faire organiser le premier congrès par notre Association pour l'anniversaire de la révolution de 1830 en Belgique en septembre prochain, et de préparer le programme par le comité de notre association : toutes ces propositions ont été acceptées à l'unanimité et avec enthousiasme.

L'offre d'échange d'une correspondance mensuelle régulière avec notre société a également été accueillie avec le plus grand enthousiasme.

Nous voulons maintenant vous donner un bref aperçu de nos progrès et de la situation générale de notre cause.

L'état de notre Association est aussi prospère qu'on peut le souhaiter. Le nombre de nos adhérents augmente de semaine en semaine, et la participation

---

*Suite note de la page précédente.*

*cette grande peinture historique : deux Etats modèles, l'un de la monarchie bourgeoise, l'autre de la république bourgeoise; et tous deux s'imaginent indépendants, aussi bien de la lutte de classe que de la révolution européenne !.*"

\* Cf, *The Northern Star*, le 4 mars 1848.

*La suite des écrits de cette période apparaît absurde, si l'on n'avait en vue que les événements de la triste Belgique, car, en fait, la révolution se poursuit et s'amplifie à l'Est comme à l'Ouest, et aboutira à l'assaut prolétarien de Juin à Paris et aux événements de Mars et d'Octobre en Allemagne, Autriche, Hongrie, etc. Marx-Engels développeront donc encore leur oeuvre de coordination des éléments révolutionnaires épars dans les différents pays, Déjà lors de leur séjour à Londres, fin novembre à début décembre 1847, en vue de participer au deuxième congrès de la Ligue des communistes, Marx et Engels prirent contact, entre autres, avec les Démocrates fraternels et décidèrent de resserrer la liaison avec eux. Dans ces discussions, Marx intervint au nom de l'Association démocratique de Bruxelles.*

du public en général et de la classe ouvrière en particulier à notre activité s'accroît dans la même mesure.

La meilleure démonstration de notre force est, cependant, l'intérêt suscité dans les provinces de ce pays par notre mouvement. Les principales villes de Belgique nous ont demandé de leur envoyer des délégués en vue d'y établir des associations démocratiques semblables à la nôtre et de nouer des relations permanentes avec l'Association de la capitale.

Nous avons dédié toute notre attention à ces appels. Nous avons envoyé une délégation à Gand, afin d'y tenir une réunion publique dans le but d'y créer une branche locale. Cette réunion a attiré énormément de monde, et notre délégation, formée de ressortissants de différentes nationalités, fut accueillie avec un enthousiasme indescriptible. La fondation d'une association démocratique y fut décidée sur-le-champ, et les noms des membres furent aussitôt portés sur une liste. Par la suite, nous avons reçu de Gand la nouvelle de la constitution définitive de cette société, ainsi que de la tenue d'une seconde réunion, où le nombre de participants et l'enthousiasme furent encore plus grands. Plus de trois mille citoyens y assistèrent, et nous avons le plaisir de pouvoir dire que la plupart en étaient des ouvriers. \*

Nous considérons le progrès réalisé à Gand comme l'un des plus grands succès de notre cause dans ce pays. Gand est, en effet, la plus grande ville industrielle de Belgique avec plus de cent mille habitants.

C'est dans une grande mesure le centre d'attraction pour toute la population laborieuse des Flandres.

La position occupée par Gand est décisive pour l'ensemble du mouvement ouvrier du pays. C'est ce qui nous permet de croire que la participation des ouvriers des fabriques de ce Manchester belge au renouveau du mouvement purement

---

\* Ces informations encourageantes sur la montée, en Belgique même, du mouvement révolutionnaire profond n'est pas en contradiction avec l'échec de l'action politique en faveur de l'instauration de la République et des libertés démocratiques, car, après une première défaite ou un recul de la vague sur un front, le mouvement révolutionnaire peut parfaitement reprendre — comme le montre l'exemple de Février, puis du recul de l'avancée de juin 1848

démocratique peut être considérée comme le signal de l'adhésion de l'ensemble des prolétaires belges à notre cause.\*

Nous espérons, dans notre prochaine lettre, pouvoir être en mesure de vous informer de progrès ultérieurs dans d'autres villes du pays, *pour arriver ainsi progressivement à la constitution d'un parti démocratique fort, uni et organisé en Belgique.*

Nous partageons entièrement les positions que vous avez défendues dans votre récente adresse à la classe ouvrière de Grande-Bretagne et d'Irlande sur la question de la "défense nationale".\*\* Nous souhaitons que cette adresse contribue dans une large mesure à éclairer le peuple anglais sur ses véritables ennemis.

Nous avons également suivi avec une grande joie les démarches que vous avez entreprises de la masse des chartistes anglais, afin de conclure enfin une alliance solide entre le peuple d'Irlande et celui de Grande-Bretagne. Nous sommes arrivés à la conclusion que vous avez en ce moment plus de chances que jamais de surmonter les causes qui ont suscité les ressentiments du peuple irlandais qui poussent celui-ci à confondre, dans une haine commune, les classes opprimées d'Angleterre avec les oppresseurs des deux pays.

---

\* *Ce n'est pas par hasard que le mouvement révolutionnaire se développe à présent dans la partie flamande de la Belgique, qui renferme les couches profondes du prolétariat. Des décennies plus tard encore, Marx-Engels fonderont leurs espoirs sur cette fraction des ouvriers que la structure de l'Etat belge contre-révolutionnaire condamne le plus au silence. Signe de l'amplification de la crise en Belgique même : le sursaut des prolétaires flamands. Ce furent évidemment les "communistes allemands" qui oeuvrèrent le plus à cette soudure — le nationalisme belge étant justement fondé sur la prééminence de l'une des parties sur l'autre : diviser pour régner !*

\*\* *Le Northern Star avait publié, le 8-1-1848, l'Adresse aux ouvriers de Grande-Bretagne et d'Irlande", lancée par les Démocrates fraternels pour démasquer la manoeuvre des classes dirigeantes anglaises qui prétendaient que la France voulait attaquer les côtes britanniques (elles s'efforçaient de détourner les masses par une propagande chauviniste des luttes populaires et démocratiques). L'adresse appelait les ouvriers à résister à tous "les conjurés qui suscitent la haine d'un peuple contre l'autre avec leurs mensonges, afin de faire croire que les hommes des différents pays sont tout naturellement ennemis entre eux"*

Nous souhaitons que soit réunie bientôt entre les mains de Feargus O'Connor la direction des mouvements populaires des deux pays, et nous considérons la prochaine alliance entre les classes opprimées des deux pays, sous la bannière de la démocratie, comme le progrès le plus important de notre cause en général.

Nous concluons en vous transmettant nos salutations fraternelles.

Le comité de l'Associations démocratique :

L. JOTTRAND, président

K. MARX, vice-président

A. PICARD, secrétaire

## Persécutations des étrangers à Bruxelles

---

Dimanche, le 27 février, l'Association démocratique de Bruxelles tenait sa première séance publique depuis la nouvelle de la proclamation de la République Française. \* On savait d'avance qu'une immense foule d'ouvriers viendrait y assister, décidée à prêter leur concours actif à toutes les mesures que l'Association jugerait convenables de prendre.

---

\* Cf. Engels, *Persécutations des étrangers à Bruxelles*, in *La Réforme*, 12 mars 1848.

*Le lecteur peut être étonné de l'ampleur donnée, dans les textes de Marx-Engels, à l'incident de l'expulsion des étrangers de Belgique. Certes, cette publicité sert la propagande du "parti Marx" en même temps qu'elle assure sa défense, à un moment où il est soumis à l'arbitraire policier. Mais ce n'est là que l'aspect immédiat. En février-mars 1848, la crise éclate en Belgique, à la suite de la révolution de Février de Paris qui gagne tout le continent. L'arbitraire policier contre Marx ou les étrangers — procès de Risquons Tout, etc. — sera la seule trace qu'y laissera la révolution européenne. Sa signification dépasse de beaucoup l'effet produit par les sanctions sur les personnes touchées par elle. En effet, ces incidents relèvent de la structure étatique même de la petite Belgique, en ce sens que le cordon douanier dressé autour de ses frontières par la Sainte-Alliance a pour but d'isoler le pays des influences perturbatrices du monde moderne et notamment des révolutions qui agitent les pays environnants, le reste de l'Europe.*

*Suite note (page suivante)*

Le gouvernement, de son côté, avait fait répandre le bruit que le roi Léopold était prêt à abdiquer du moment que le peuple le voudrait. C'était un piège tendu aux démocrates belges, pour les engager à ne rien entreprendre de décisif contre un si bon roi, qui ne demandait pas mieux que de se défaire du fardeau de la royauté, pourvu qu'on voulût lui laisser en tout honneur une pension honnête.

En même temps, le gouvernement du roi tenait toute prête une liste de personnes qu'il jugeait propres à être arrêtées cette même soirée, parce qu'elles perturbaient l'ordre public. Il avait été convenu avec M. Hody, chef de la Sûreté publique, de faire figurer sur cette liste des étrangers comme les instigateurs principaux d'une émeute qui n'avait même pas eu lieu — et ce autant pour couvrir l'arrestation de Belges connus et de républicains décidés, que pour aiguillonner les susceptibilités nationales. C'est ce qui explique aussi pourquoi, plus tard, son Excellence M. Rogier, qui n'est pas plus Belge que S.M. le roi Léopold, a fait publier une ordonnance qui enjoint à toutes les autorités de surveiller rigoureusement les Français et les Allemands, les uns compatriotes de Rogier, les autres compatriotes de Léopold. Cette ordonnance rappelle, par son style, la loi des suspects. Ce plan si bien conçu fut exécuté d'une manière d'autant plus perfide et brutale, que les personnes arrêtées dans la soirée du 27 février s'étaient abstenues de toute provocation.

On dirait qu'on s'est donné le plaisir d'arrêter ces personnes pour pouvoir les maltraiter, les outrager à loisir.

---

*Suite note de la page précédente.*

*L'expulsion des étrangers, politiquement indésirables, n'est que le complément de ce cloisonnement politique et fait partie intégrante du système belge d'administration. Le Débat Social avait lancé la campagne nationaliste qui aboutit à l'expulsion des étrangers : il avait insinué que les bons Belges ne voulaient que des réformes, et tout ce qui était trouble, révolutionnaire, provenait des étrangers qu'il faut donc éliminer dès que la crise approche. Belge devient dès lors synonyme de provincialisme borné et satisfait, incapable d'un mouvement inconscient et violent - révolutionnaire.*

*Suite note (page suivante)*

Immédiatement après leur arrestation, on les accabla de coups de poing, de coups de pied, de coups de sabre.

On leur cracha à la figure, à ces *républicains*.

On les maltraita en présence du philanthrope Hody, qui était enchanté de donner à des étrangers une preuve de sa toute puissance.

Comme il n'y avait pas de charges contre eux, il ne restait qu'à les rendre à la liberté ? Mais non ! On les a retenus au cachot pendant six jours !

Alors, on choisit parmi les prisonniers les étrangers et on les plaça dans les voitures cellulaires, pour les conduire directement au chemin de fer.

Là, ils furent de nouveau placés dans des voitures cellulaires, chacun dans une cellule à part, et expédiés de cette manière à Quiévrain, où les gendarmes belges les reçurent pour les traîner jusqu'à la frontière française.

Quand enfin ils purent un peu reprendre connaissance sur la terre de la liberté, ils se trouvaient n'avoir dans leurs poches que des passeports d'expulsion, datés de la veille de l'arrestation. L'un des expulsés, M. Allard, est Français.

En même temps, le gouvernement du roitelet proclamait à la Chambre des représentants que le *royaume* belge, y compris les deux Flandres, était la meilleure des *républiques* possibles, et qu'il possédait une police-modèle dirigée par un homme tel que M. Hody, à la fois ancien républicain, phalanstérien et léopoldiste rallié.

---

*Suite note de la page précédente.*

*Selon l'expression d'Engels, c'est l'éveil du nationalisme de la classe petite-bourgeoise, satisfaite d'elle dans des conditions de vie mesquines et bornées.*

*Tout lien avec le mouvement international lui apparaissant suspect - le fait d'étrangers. On espère ainsi exorciser le spectre de la révolution en Belgique.*

*Aujourd'hui encore, la Belgique se distingue de tous ses voisins par le fait qu'elle exige une autorisation de Belges habitant le pays pour qu'un Algérien, par exemple, ait le droit de mettre les pieds sur ce territoire béni. Y-a-t-il une frontière commune entre la Belgique et l'Algérie ou existe-t-il un régime social différent dans les deux pays ou simplement l'Algérie est-elle un foyer de sédition ?*

*Il n'en est rien. Mais alors pourquoi cet ostracisme, sinon pour se garder la main avec une administration et des fonctionnaires rodés à la tâche pour le moment où les choses deviendront sérieuses - comme à l'époque de Marx en février 1848, par exemple.*

*Les Belges sont tenus ainsi en tutelle par leur gouvernement - comme des mineurs, des enfants attardés.*

La Chambre pleura de joie, les journaux catholiques et libéraux s'extasièrent sur les vertus domestiques du roi Léopold, et les vertus publiques de son domestique Rogier. Le peuple belge est républicain. Il n'y a de léopoldiste que la grande bourgeoisie, l'aristocratie foncière, les jésuites, les fonctionnaires et les ex-Français, qui, chassés de France, se trouvent maintenant à la tête de l'administration et du journalisme belges.

Metternich est enchanté de trouver si bien à propos à la frontière de la France un Cobourg, ennemi-né de la révolution française. Il oublie seulement que les Cobourg d'aujourd'hui ne comptent plus que dans les questions de mariage.

## L'expulsion de Karl Marx de Bruxelles

---

*Note de la rédaction du journal* : la correspondance ci-après\* est arrivée au journal, alors que son directeur était à Paris. C'est pourquoi elle n'a pas paru jusqu'ici. Dieu soit loué, la méprisable tyrannie "constitutionnelle" de Belgique voit maintenant ses jours comptés : Léopold est en train de plier bagage.

Au directeur du "Northern Star",

Après les importants événements qui viennent de se dérouler en France, l'attitude prise par le peuple belge et le gouvernement a un intérêt plus grand qu'en temps ordinaire. Je m'empresse donc d'informer le lecteur de ce qui s'est passé depuis le vendredi 25.

L'agitation et l'inquiétude étaient générales dans toute la ville le soir de ce jour-là. Toutes sortes de rumeurs circulaient sans qu'elles réussissent à convaincre vraiment qui que ce soit. La gare était remplie d'une foule bigarrée de gens issus de toutes les classes, attendant des nouvelles avec anxiété. On y voyait l'ambassadeur français lui-même, l'ex-marquis de Rumigny. A minuit et demi, le train arriva avec la glorieuse nouvelle de la révolution survenue jeudi, et

---

\* Cf. Engels, in : *The Northern Star*, 25 mars 1848.

toute la foule cria dans un éclat soudain d'enthousiasme : "Vive la République !". La nouvelle fit rapidement le tour de la ville. Le samedi tout était tranquille. Cependant le dimanche, les rues étaient pleines de monde, et chacun était anxieux de connaître les démarches que prendraient les deux Associations — l'*Association Démocratique* et l'*Alliance*. Ces deux sociétés se sont réunies le soir même. L'*Alliance*, groupe de bourgeois radicaux, décida de rester dans l'expectative, et se retira du mouvement. L'*Association Démocratique*, cependant, prit une série de résolutions très importantes qui la plaça à la tête du mouvement. Elle décida que ses membres se réunissent quotidiennement, au lieu d'une fois par semaine, et envoya une pétition au conseil municipal, réclamant l'armement, non seulement des Gardes civiles bourgeois, mais encore de tous les citoyens dans les ; districts. Les gens crièrent : "Vive la République !", et se rassemblèrent en masse autour de l'Hôtel-de-Ville. Il y eut quelques arrestations, mais il n'arriva rien qui tirât à conséquence.

Parmi les personnes arrêtées, il y avait deux Allemands — un émigré politique, Monsieur Wolff, et un ouvrier. Or, vous devez savoir qu'il existe à Bruxelles une Association ouvrière allemande, où l'on discutait de questions politiques et sociales, ainsi qu'un journal démocratique allemand, la *Gazette allemande de Bruxelles*. Les allemands, résidant à Bruxelles, étaient généralement connus comme des démocrates très actifs et intransigeants. Ils étaient presque tous membres de l'*Association Démocratique*, et le président de l'Association allemande, le Dr. Marx, était également le vice-président de l'Association Démocratique.

Le gouvernement, jouant à fond le nationalisme borné qui prévaut dans une classe déterminée de la population d'un pays aussi petit que la Belgique, exploita cette circonstance pour répandre le bruit que toute cette agitation pour la République avait été montée par les Allemands — des hommes qui n'avaient rien à perdre, qui avaient été expulsés déjà de deux ou trois pays en raison de leurs turpitudes et qui tentaient maintenant de se hisser à la tête de la République belge convoitée. Cette amusante nouvelle circula le lundi dans toute la ville et en moins d'un jour toute la masse des boutiquiers, qui constitue le noyau de la garde civile, poussa un cri unanime contre les rebelles allemands

qui voulaient révolutionner leur heureuse patrie belge. Les Allemands avaient convenu d'un point de réunion dans un café, où chacun d'eux devait apporter les dernières nouvelles qu'il avait pu obtenir de Paris. Mais les criaileries des boutiquiers furent si violentes et les rumeurs de mesures gouvernementales contre les Allemands si nombreuses, qu'ils furent obligés d'abandonner même cet innocent moyen de communiquer entre eux.

Le dimanche soir, la police réussit à inciter le propriétaire du local de l'Association allemande à lui refuser sa location à l'avenir, afin d'empêcher qu'elle puisse se réunir.

Les Allemands se sont comportés parfaitement bien au cours de cette période. Bien qu'ils fussent exposés aux persécutions les plus mesquines de la police, ils restèrent cependant à leur poste. Ils assistèrent tous les soirs aux réunions de l'*Association Démocratique*. Ils s'abstinrent de toutes les démonstrations tumultueuses dans la rue, mais ils prouvèrent qu'ils seraient bien capables de s'exposer personnellement pour ne pas laisser en plan leurs frères belges à l'heure du danger.

Lorsque quelques jours plus tard l'agitation exceptionnelle du dimanche et du lundi fut quelque peu tombée, lorsque les gens étaient retournés à leur travail, lorsque le gouvernement s'était repris de sa première frayeur, ce fut le commencement d'une première vague de persécutions contre les Allemands. Le gouvernement publia des ordonnances selon lesquelles tous les travailleurs étrangers, à partir du moment où ils n'avaient plus de travail, devaient être expulsés du pays; tous les étrangers sans distinction devaient être traités de même, dès lors que leurs passeports n'étaient plus en règle. Grâce à ces mesures et à ces rumeurs que l'on propagea, on monta les patrons contre tous les travailleurs étrangers, et on rendit impossible aux Allemands de trouver du travail. Même ceux qui avaient du travail le perdirent et furent dès lors exposés à être expulsés.

La persécution ne frappa pas seulement les travailleurs en chômage, mais encore les femmes. Un jeune démocrate allemand qui, d'après la coutume française et allemande, vivait en union libre avec une Française, dont la présence à Bruxelles dérangeait subitement la police, fut soumis maintenant à toute une série de vexations, qui visèrent aussi sa compagne. Jamais on n'avait pensé jusque-là réclamer ses

papiers à une femme en Belgique. Or maintenant on la menaçait d'expulsion immédiate, et la police lui déclara que ce n'était pas à cause d'elle, mais de l'homme avec lequel elle vivait. En trois jours, le commissaire de police passa sept fois dans leur logis, tandis qu'ils durent passer plusieurs fois à l'administration et furent menés au commissariat central de la police sous l'escorte d'un agent : si un Belge haut placé n'était pas intervenu en leur faveur, ils eussent été contraints de quitter le pays.

Mais tout cela n'est encore rien. Les chicanes contre les ouvriers, les rumeurs selon lesquelles telle ou telle personne serait arrêtée ou qu'une chasse générale contre les Allemands était préparée dans tous les cafés de la ville pour le mardi soir — tout cela n'est encore rien par rapport à ce que je vais rapporter maintenant.

Le samedi soir, le Dr. Marx reçut, entre autres, un commandement royal lui enjoignant de quitter le pays dans les vingt-quatre heures. Il était en train de préparer ses bagages pour le voyage, lorsqu'à une heure du matin, en dépit des lois qui interdisent l'accès à l'habitation des citoyens du coucher au lever du soleil, dix policiers armés, conduits par un commissaire de police, firent irruption dans son logement pour s'emparer de lui et le conduire à la prison de l'Hôtel-de-Ville. On ne lui donna pas d'autre raison, sinon que son passeport n'était pas en règle, bien qu'il ait été en état de leur en présenter trois au moins et bien qu'il habitât Bruxelles depuis trois ans déjà. Il fut donc arrêté. Sa femme, pleine d'inquiétude, courut aussitôt voir un avocat belge, qui avait toujours offert ses services aux étrangers persécutés — le même dont nous avons déjà mentionné ci-dessus l'intervention amicale en faveur des étrangers — Monsieur Jottrand, président de l'Association Démocratique. Lorsqu'il revint, elle rencontra un ami belge, Monsieur Gigot, qui l'accompagna chez elle. A la porte de la maison de Monsieur Marx, ils trouvèrent deux policiers qui avaient arrêté son mari : "Où avez-vous conduit mon mari ?", demanda-t-elle. "Bien, si vous voulez nous suivre, nous vous montrerons où il est". Ils la conduisirent en même temps que Monsieur Gigot à l'Hôtel-de-Ville, mais au lieu de tenir leur promesse, ils la livrèrent à la police qui la jeta en prison. Madame Marx, qui avait laissé ses petits enfants en bas âge à la maison avec la seule bonne,

fut introduite dans un local où elle se trouva en compagnie de prostituées du plus bas étage, avec lesquelles elle dut passer la nuit. Le lendemain matin, on la conduisit dans une pièce non chauffée, où, tremblante de froid, elle dut séjourner trois heures durant. Monsieur Gigot fut également retenu. On avait fourré Monsieur Marx dans la même pièce qu'un *fou furieux*, contre lequel il dut sans cesse se défendre. A cette vexation honteuse s'ajoute encore un traitement infâme de la part de ses geôliers.

Vers trois heures de l'après-midi, ils furent à la fin, conduits devant le juge, qui ordonna alors leur libération. Or de quoi Madame Marx et Monsieur Gigot furent-ils accusés ? De *vagabondage*, parce qu'aucun d'eux n'avait son passeport dans sa poche.

Monsieur Marx avait également été relâché, avec l'ordre de quitter le pays le soir même. Et ce, après qu'on l'ait mis en prison durant dix-huit des vingt-quatre heures qui lui restaient pour régler ses affaires, après qu'on l'ait séparé non seulement de sa femme, mais encore de ses trois enfants, dont le plus âgé n'avait pas encore quatre ans.

Bref, on ne lui donna pas une minute pour arranger ses affaires avant son départ.

La veille de son arrestation, Monsieur Gigot venait à peine de sortir de prison. Il avait été arrêté, en même temps que trois démocrates de Liège, à six heures du matin dans un hôtel — toujours pour vagabondage parce qu'il n'avait pas ses papiers sur lui. Ils devaient être libérés ce mardi, mais furent retenus illégalement jusqu'au jeudi. L'un d'eux — Monsieur Tedesco — se trouve toujours encore en prison : nul ne sait de quoi il est accusé. Lui et Monsieur Wolff seront ou bien libérés ou bien passeront devant le tribunal au cours de la semaine.

Je dois dire cependant que les travailleurs belges et certains autres démocrates de ce pays — particulièrement Monsieur Jottrand — se sont comportés très convenablement à l'égard des Allemands persécutés. Ils ont montré qu'ils étaient bien au-dessus des mesquins sentiments nationalistes : ils ne voyaient pas en nous des étrangers, mais des démocrates. Je viens d'apprendre qu'un mandat d'arrêt vient d'être lancé contre un ouvrier belge et courageux démocrate, Monsieur de Guasco. Un autre, Monsieur Dassy, arrêté dimanche

dernier pour rébellion, est passé, en jugement hier, mais l'arrêt n'est pas encore prononcé.

J'attends d'une heure à l'autre mon arrêt d'expulsion — si ce n'est pire, car nul ne peut dire à l'avance ce qu'osera faire le gouvernement belgo-russe. Je me tiens prêt à partir dans les plus brefs délais.

Telle est la situation d'un démocrate allemand dans ce "libre" pays, au dire des journaux, pays qui n'a rien à envier à la République française.

Salut et fraternité  
Bruxelles, le 5 mars 1848.

## Lettre de Marx sur son expulsion de Bruxelles

Monsieur le Directeur,

En ce moment, le gouvernement belge se range entièrement du côté de la politique de la Sainte-Alliance. \* Sa fureur réactionnaire tombe sur les démocrates allemands avec une brutalité inouïe. \*\* Si nous n'avions pas le coeur trop navré des persécutions dont nous avons été spécialement l'objet, nous ririons franchement du ridicule que se donne le ministre Rogier, en accusant quelques Allemands de vouloir imposer la république aux Belges, malgré les Belges; mais c'est qu'en l'occurrence, l'odieux l'emporte sur le ridicule. D'abord, Monsieur, il est bon de savoir que presque tous les journaux de Bruxelles sont rédigés par des Français, qui se sont, pour la plupart, sauvés de France pour échapper aux peines infâmantes dont ils étaient menacés dans leur patrie.

---

\* Cf. *La Réforme*, 8 mars 1848.

\*\* *La police prolonge, à sa manière, la polémique engagée par le Débat Social. Le rôle du parti est précisément de démasquer, aux yeux des masses ceux qui préparent, sur le papier et dans les esprits, les actions anticommunistes, en indiquant à l'avance sur quelles positions l'ennemi va attaquer.*

Or, ces Français ont le plus grand intérêt à sauvegarder en ce moment l'indépendance belge, qu'ils avaient tous trahie en 1833. Le roi, le ministère et leurs partisans se sont servis de ces feuilles pour accréditer l'opinion qu'une révolution belge dans le sens républicain ne serait qu'une contrefaçon d'une *france-quillonnerie*; et que toute l'agitation démocratique qui se fait pour l'heure sentir en Belgique avait été provoquée uniquement par des Allemands surexcités.

Les Allemands ne nient nullement qu'ils se sont franchement associés aux démocrates belges, et ils l'ont fait sans exaltation aucune. Aux yeux du procureur du roi, c'était exciter les ouvriers contre les bourgeois, c'était rendre suspect aux Belges un roi *allemand* qu'ils aiment tant, c'était ouvrir les portes de la Belgique à une invasion française.

Après avoir reçu, le 3 mars, à cinq heures du soir, l'ordre de quitter le *royaume* belge dans le délai de vingt-quatre heures, j'étais occupé encore, dans la nuit du même jour, à faire mes préparatifs de voyage, lorsqu'un commissaire de police, accompagné de dix gardes municipaux, pénétra dans mon domicile, fouilla toute la maison, et finit par m'arrêter, sous prétexte que je n'avais pas de papiers. Sans parler des papiers très réguliers que M. Duchâtel m'avait remis en m'expulsant de la France, je tenais en mains le passeport d'expulsion que la Belgique m'avait délivré, il y avait quelques heures seulement.

Je ne vous aurais pas parlé, Monsieur, de mon arrestation et des brutalités que j'ai subies s'il ne s'y rattachait une circonstance qu'on aura peine à comprendre — même en Autriche.

Immédiatement après mon arrestation, ma femme se fait conduire chez M. Jottrand, président de l'Association Démocratique de Belgique, pour l'engager à prendre les mesures nécessaires. En rentrant chez elle, elle trouve à la porte un sergent de ville qui lui dit, avec une politesse exquise, que, si elle voulait parler à M. Marx, elle n'aurait qu'à le suivre. Ma femme accepte l'offre avec empressement. On la conduit au bureau de la police, et le commissaire lui déclare d'abord que M. Marx n'y est pas; puis il lui demande brutalement qui elle était, ce qu'elle allait faire chez M. Jottrand, et si elle avait ses papiers sur elle. Un démocrate belge, M. Gigot, qui avait suivi ma femme au bureau de la police avec le garde municipal, se révoltant des questions à

la fois absurdes et insolentes du commissaire, est réduit au silence par des gardes qui s'emparent de lui et le jettent en prison. Sous prétexte de vagabondage, ma femme est amenée à la prison de l'Hôtel-de-Ville, et enfermée avec des femmes perdues, dans une salle obscure.

A onze heures du matin, elle est conduite en plein jour, sous toute une escorte de gendarmerie, au cabinet du juge d'instruction. Pendant deux heures, elle y est mise au secret, malgré les plus vives réclamations qui arrivent de toutes parts. Elle reste là exposée à toute la rigueur de la saison et aux propos les plus indignes des gendarmes.

Elle paraît enfin devant le juge d'instruction, qui est tout étonné que la police, dans sa sollicitude, n'ait pas arrêté également nos enfants en bas âge. L'interrogatoire ne pouvait être que factice, car tout le crime de ma femme consistait en ce qu'elle partageait les sentiments démocratiques de son mari, bien qu'appartenant à l'aristocratie prussienne. Je n'entre pas dans tous les détails de cette révoltante affaire.

Je dirai seulement que, lorsque nous fûmes relâchés, les vingt-quatre heures étaient justement expirées, et il nous fallut partir sans pouvoir seulement emporter les effets les plus indispensables.

*Charles Marx,*  
Vice-président de l'Association Démocratique de  
Bruxelles.

En Belgique, tout est calme. \* Dimanche soir, Jottrand a parlé à l'Association Démocratique de l'histoire de ton expulsion et celle de ta femme.

Je suis arrivé trop tard pour l'écouter et n'ai entendu que quelques remarques furieuses de Pellerin en flamand.

Gigot a pris également la parole sur ce sujet. Lubliner a publié un article sur cette affaire dans l'*Emancipation*.

Les avocats bruxellois sont furieux. Maynz veut que l'on intente une action en justice, et il faudrait que tu te constitue *partie civile* pour violation de domicile, etc.

---

\* Cf. *Engels à Marx, le 9 mars 1848.*

Gigot doit, lui aussi, porter plainte. Il serait bon qu'on le fit, bien que le gouvernement ait fait savoir que le coupable serait révoqué. \* Maynz a remis hier à Castiau les documents nécessaires pour qu'il fasse une interpellation à ce sujet, ce qui se fera, demain ou après-demain. L'affaire a fait grand bruit et a beaucoup contribué à apaiser quelque peu la germanophobie qui règne ici.

Dimanche dernier, à 11 heures du matin, Wolff a été mis dans le train et expédié à Valenciennes d'où il a écrit et où il doit être encore. Il n'a comparu devant aucun tribunal. On ne l'a même pas laissé passer chez lui prendre ses affaires ! \*\*

On ne m'a rien fait. D'après certaines paroles qu'ils ont laissé échapper, ces messieurs n'osent pas m'expulser parce qu'ils m'ont autrefois donné un passeport, ce que l'on pourrait faire valoir contre eux.....

Tedesco est toujours en prison. Je ne sais pas quand il comparaitra devant le tribunal.

---

*\* Toutes ces mesures de rétorsion contre... les services de répression de la Sécurité publique de l'Etat belge ne sont, par définition, qu'une pure mascarade et font partie du petit jeu qui consiste à masquer le véritable totalitarisme du capital en Belgique qui noie dans la médiocrité tout ce qui vit dans ce pays liliputien. Les services de répression contre les étrangers sont effectivement une pièce-maîtresse dans la politique d'isolement de la Belgique vis-à-vis des grands courants universels, dont il s'agit précisément de préserver ce mini pays, s'il veut survivre.*

*Voici ce que cache cette mystification : une fois le sujet étranger expulsé et le danger révolutionnaire écarté, on organise une mascarade parlementaire et judiciaire pour faire oublier sa brutalité, mais dans tout cela Marx et ses compagnons restent expulsés. C'est de ce point de vue aussi que la démocratie Belge est un modèle constitutionnel qui annonce la politique de tous les pays qui se développeront dans la voie démocratique.*

*Le démocrate Jottrand lui-même qui, par ses conceptions divergentes de celles de Marx sur la question de la révolution (cf. l'incident qui les opposa lors de la commémoration de la révolution polonaise le 22 février 1848), mena à la faillite le mouvement belge en faveur de la République, ce qui brisa le flot révolutionnaire aux frontières de la Belgique, put à bon compte se blanchir, en intervenant "courageusement" pour défendre la Justice en faveur de son adversaire politique d'un moment, mais néanmoins ami : Marx*

*\*\* Tandis que "toutes les mesures sont prises" pour punir ceux qui expulsèrent Marx, on continue allègrement à chasser les étrangers de Belgique, comme on le constate.*

Un article fulminant sur ton histoire a été envoyé au *Northern Star*.

Un calme remarquable a régné dimanche soir à la réunion de l'*Association démocratique*. On a décidé d'adresser une pétition aux Chambres pour réclamer une dissolution immédiate et de nouvelles élections selon le nouveau cens. Le gouvernement ne veut pas prononcer la dissolution, mais il sera bien obligé de le faire. Demain soir, la pétition sera adoptée et signée *séance tenante*. La pétition que Jottrand avait envoyée au maire et au Conseil municipal a été rejetée très poliment.

Tu n'as pas idée du calme qui règne à Bruxelles. Hier soir, ce fut le carnaval comme d'habitude; c'est à peine s'il est encore question de la République française. On trouve les journaux français dans les cafés presque sans attente et sans difficultés. Si l'on ne savait pas qu'ils seront *forcés* de dissoudre *tant bien que mal*, on serait tenté de croire que tout est fini ici. \*

Dimanche, devenu furieux par les poursuites que tu as subies, Jottrand a prononcé un excellent discours; les *séances* de Rogier l'ont amené à reconnaître l'existence de l'antagonisme des classes. Il fulminait contre les grands bourgeois et entra dans des détails, certes assez plats et illusoire, mais qui n'en étaient pas moins d'ordre économique, pour démontrer à la petite-bourgeoisie qu'une classe ouvrière bien rémunérée et consommant beaucoup constitue pour elle, dans une république, une meilleure clientèle

---

\* *Engels ne pouvait s'empêcher d'espérer que la crise de Février 1848 rebondirait en Belgique — comme elle le fit en France en juin et en Autriche en octobre, etc. Mais c'était compter sans l'oeuvre de la contre-révolution qui avait précisément créé l'Etat-nation belge en 1830 pour servir de brise-flamme lors de l'incendie révolutionnaire général. Pourtant, on le voit, Engels espérait une révolution qui serait d'abord limitée — la dissolution des Chambres et de nouvelles élections — puis irait en s'amplifiant.*

*Comme Engels l'écrira, en conclusion, à Marx le 26.IX.1851, la Belgique qui demeure intouchée par la crise européenne, servira de modèle aux autres pays travaillés par la révolution : "Comme la Belgique en 1848, la Sardaigne essaiera de jouer au rocher dans la mer. On peut se demander si vraiment l'armée piémontaise qui, de toute façon est déjà pleine de jeunes paysans bigots de la Sardaigne et — du moins dans sa forme actuelle — se trouve sous le commandement d'officiers de l'aristocratie, est aussi prête pour la révolution que notre Techow se l'imagine. Le roi de Sardaigne Victor Emmanuel a pris Léopold de Belgique pour modèle : c'est dangereux".*

qu'une cour et une aristocratie peu nombreuses. Tout à fait à la O' Connor.

Le moment est passé de poster cette lettre, je la terminerai demain.

Jeudi.

Rien de nouveau. J'ai vu ton article dans *la Réforme*. En Angleterre, il y a également des troubles, *tant mieux*. Si tu devais ne pas avoir encore écrit au reçu de la présente, écris-moi immédiatement.

Voilà que, comble d'ironie, mes bagages arrivent de Paris : coût 50 frs ! avec la douane, etc. Adieu.

Il paraît que le commissaire de police adjoint qui s'est rendu chez toi a déjà été révoqué. Ici l'affaire a provoqué une grande indignation chez les petits-bourgeois !

Envoie quelques lignes à M. Victor Faider, *avocat*, soit directement, soit sous le couvert de Bloss;\* à cette occasion tu pourras le remercier des démarches qu'il a effectués dans ton intérêt et dans celui de ta femme et l'autoriser à en faire d'autres. Faider, qui s'est soudain révélé un républicain zélé, s'est en effet constitué ton défenseur; il va répondre comme tel au *Moniteur belge* et suivre l'affaire. Il espère que tu ne le désavoueras pas et pour qu'il puisse avoir les coudées franches, il est bon qu'il reçoive ce papier de toi. Il est préférable qu'un Belge suive l'affaire plutôt que Maynz, et comme c'est lui qui a offert ses services, il fera convenablement son travail.

Envoie donc la feuille de route. Nous voudrions bien l'avoir. Maynz me la réclame tous les jours.

Tedesco a été libéré, il est parti aussitôt pour Liège sans voir personne. Esselen a passé quelques jours ici, mais ne l'a pas vu.

Il y a en Belgique une crise financière, boursière, industrielle et commerciale sans pareille.\*\* Les commerçants sans

---

\* Cf. Engels à Marx, 18 mars 1848, (Bruxelles, le samedi).

\*\* Marx écrira plusieurs articles (que nous reproduisons ci-après) sur la crise économique qui sévit dans les années 1848 en Belgique et fut particulièrement grave, comme il est d'ailleurs normal dans un petit pays capitaliste où la crise économique ne peut être soulagée localement, puisque le capital n'y dispose pas de grands moyens de compensation qui sont à la disposition de grands pays aux activités plus variées et moins unilatéralement liées au marché mondial. Sans parler de ce que la crise économique traîne d'autant qu'elle ne peut pas se hisser facilement à une crise politique qui exige, à plus ou moins brève échéance, une solution — dans un sens ou dans l'autre.

travail se lamentent au Café Suisse; messieurs Kauwerz, Lauffs et consorts se traînent comme des caniches pisseux; les ouvriers ont organisé des rassemblements et lancé des pétitions. Partout le manque de pain se fait rudement sentir. Nulle part, on ne peut trouver de l'argent liquide et avec cela un emprunt forcé de 60 millions ! C'est par la Bourse qu'ils auront la République en Belgique.

A son retour de Bruxelles, Lüning a trouvé la nouvelle qu'on le recherche en Prusse; il va faire venir sa femme et aller à Paris....

Gigot a également des embarras d'argent. Je vais retourner aujourd'hui voir Brever.

Le *Débat Social* publiera demain une réfutation détaillée, mot pour mot de l'article éhonté du *Moniteur* sur ton expulsion.

Quand tu écriras à Faider, ajoute aussi que s'il lui fallait une procuration spéciale, tu la lui enverrais.

Envoie aussi quelques lignes à M. Bricourt, membre de la *Chambre belge des Représentants*, qui est intervenu très favorablement pour toi à la chambre et qui, à la requête de Maynz, a interpellé violemment le ministre et a obtenu que l'on effectue une *enquête* au sujet de l'affaire. C'est le représentant de Charleroi et le meilleur après Castiau.

Castiau était justement à Paris.

Revois le papier ci-joint et envoie-le à *la Réforme*. \*Il ne faut pas manquer une occasion de faire enrager les Belges. *Si c'est possible*, je partirai lundi. Mais il y a toujours l'obstacle de l'argent.

Je n'ai absolument aucune nouvelle d'Angleterre, ni par lettre ni par le *Star*.

En Allemagne, notre cause marche vraiment très bien, des émeutes partout et les Prussiens qui ne cèdent pas. Tant mieux j'espère que nous n'aurons plus longtemps à rester à Paris.

Que vous expulsiez Bornstedt est vraiment très bien. Ce type s'est montré tellement peu sûr qu'il faut vraiment l'exclure de la Ligue. Lui et Weerth sont maintenant tout.....\* et Weerth pose ici au républicain enragé.

---

\* Cet article a été reproduit ci-dessous.

\*\*Mot indéchiffrable dans le manuscrit.

Cher Monsieur,

Vous voudrez bien m'excuser de ce que je n'ai pas accusé réception plus tôt de votre lettre que vous avez eu l'amitié de m'envoyer de Bruxelles.\* Je vous remercie de cette lettre, bien que j'aie renoncé à l'utiliser de *quelque manière* que ce soit. Si je devais en arriver à présenter publiquement certains documents officiels qui concernent mon passé, l'époque *bruxelloise* — pour ce qui a trait notamment à mes relations avec les radicaux belges — seraient le mieux définis par deux de vos lettres ( du 25 février et du 19 mai 1848) \*\* que je viens de retrouver parmi mes papiers.

Comme vous êtes un républicain de l'école américaine (dont je n'accepte les conceptions que pour quelques questions *politiques* ), vous serez sans doute intéressé d'apprendre que depuis près de 9ans je suis l'un des principaux collaborateurs de la *New York Daily Tribune*, le premier journal américain de langue anglaise. J'ai utilisé cette relation pour donner à Monsieur Spilthoorn, lors de son passage à Londres, une lettre de recommandation pour les *Etats-Unis*. Si à l'occasion vous souhaitez voir publier par la *Tribune* des informations sur les affaires de votre pays, vous pouvez compter sur moi. Les attaques éhontées ( à cause desquelles j'ai déposé deux *plaintes en diffamation*, l'une à Berlin, l'autre à Londres) qui ont été lancées récemment contre moi, sont parties du camp Bonapartiste. Monsieur Louis Bonaparte a, par le truchement de Monsieur Mocquard, son secrétaire privé, remercié *publiquement* le *New-York Times* pour avoir fait de son mieux

---

\* Cf. Marx à Lucien-Léopold Jottrand, le 13 mars 1860.

Cette lettre, dans laquelle Marx dit sans ambages qu'il ne partage guère les idées du président de l'ex-Association démocratique, dont lui-même était le vice-président, illustre un autre aspect des relations politiques de Marx-Engels avec les démocrates belges des années 1848 : des petits services mutuels, un témoignage d'honorabilité demandé et obtenu avec une politesse réservée à l'occasion d'un procès politique dans lequel Marx est impliqué.

\*\* La lettre du 19 mai 1848 (dans laquelle Jottrand parle de son séjour à Paris en mai 1848 et de la possibilité d'une guerre qui impliquerait la Belgique, ce pour quoi il demande l'avis des "Allemands") se trouve dans le dossier ajouté à Marx en annexe de son Herr Vogt (trad. fr. des Editions Costes), où il se défend contre les diffamations bonapartistes et contre-attaque, en exposant sa conception sur l'imminente unification de l'Allemagne.

( et ce “mieux ” est vraiment triste figure) pour réagir contre mes remarques critiques parues dans la *New York Tribune* depuis 1852 sur le petit Empire.

J'ai l'honneur d'être votre dévoué serviteur.

K.Marx

Je séjourne pour quelques jours à Manchester, Mon adresse est: 9 Grafton Terrace, Maitland Park, Haverstock Hill, London.

Si vous lisez des ouvrages allemands, je me permettrais de vous envoyer un exemplaire de la première partie de ma “Contribution à l'économie politique”, dont la publication à Berlin est imminente.

### 3. DÉNONCIATION DE LA LUTTE DES PARTISANS ET AFFAIRES D'ARGENT

"L'étroitesse et la mesquinerie des conditions civiles aussi bien que politiques, l'ambiance des petites villes, et même des grandes, les petites chicanes qui se multiplient de plus en plus dans la lutte contre la police et la bureaucratie — tout cela use et lasse au lieu d'inciter à la fronde, et c'est ainsi que dans la "grande chambre d'enfants" nombreux sont ceux qui deviennent eux aussi puerils. Les petites conditions font les mesquines conceptions"

(cf. Engels à Eduard Bernstein,  
25 - 31 janvier 1882).

#### La Belgique "État modèle"

---

Jetons enfin de nouveau un coup d'oeil sur notre *Etat* constitutionnel "modèle", sur l'Eldorado monarchique à base démocratique la plus large, sur l'idéal supérieur de l'académie des arts politiques de Berlin et la fierté de la conservatrice *Gazette de Cologne*.\*

---

Cf. Karl Marx,

Cf. Karl Marx, la Belgique "Etat Modèle", in : la Nouvelle Gazette Rhénane, Cologne, 6 août 1848.

Les articles suivants de Marx sur la Belgique sont assurément les plus dérisoires et les plus ternes, mais aussi les plus caractéristiques pour notre sujet, de ceux qu'il a écrits au cours de l'épopée révolutionnaire de 1848-1849, qui souleva tout uniment l'Europe entière, à l'exception de la réactionnaire Russie et de la stagnante Belgique. L'artificieuse construction de l'Etat nation belge y joua parfaitement son rôle, sans éviter pour autant — au contraire, son étroitesse ne fit que l'aggraver — la crise économique qui fut terrible.

Le secret de la Belgique se révèle tout entier dans cette période : après avoir étrié les forces productives qui étouffent dans ce cadre mesquin, la crise économique sévère ne peut se prolonger en révolution politique et sociale des masses, et l'économie s'effrite et s'effondre comme un tas de merde, en engendrant l'impuissance, la corruption, la criminalité, etc. Ici nul désespoir salutaire qui se révolte et change l'état des choses, mais tout se ponctue par la farce et en les fêtes sinistres, absurdes dans leur joyeuseté de commande, puisque la coutume et l'Etat en organisent les rites.

En ce sens, le vieil article de Marx reste actuel, aujourd'hui où la Belgique progresse à grands pas dans la nouvelle crise économique, génératrice d'un chômage encore plus sévère ici qu'ailleurs.

Suite note (voir page suivante)

Nous considérerons d'abord la situation économique, dont l'insigne Consitution politique ne forme que le cadre doré. Le *Moniteur* \* belge — car la Belgique a son *Moniteur* — donne les nouvelles suivantes du plus grand vassal de Léopold, le *paupérisme*.

---

*Suite note de la page précédente*

*Dans l'article qui suit, les données statistiques catastrophiques sur le déclin de l'activité productive et la dissolution des mœurs des classes bourgeoises aussi bien que pauvres, se balancent et se perdent à la fin dans les processions et défilés de carnaval, organisés par la "joyeuse" Belgique officielle. Les chiffres glissent dans l'incohérence et finissent en queue de poisson sur le fonds de misère et la dissolution d'une petite Belgique ennuyée et guindée qui ne peut échapper à ses propres problèmes, mais à sa façon fait que plus il y a misère et chômage, plus la débauche embauche tandis que les gros rires deviennent sinistres et creux.*

*La fête repose dialectiquement sur l'ennui et le conformisme stérile de toute l'année, et Marx note que ces réjouissances douteuses ont pour base matérielle la misère avec son cortège de surtravail, d'un côté, de chômage, de débauche, de corruption et de crapuleries du quotidien, de l'autre : comme les 52 messes de l'année catholique donnent à la fin un défilé de carnaval dans les journées ouvrables. La Belgique de l'Etat constitutionnel modèle est le symbole vivant du bourgeois, ce pantin tiré par la ficelle des lois aveugles de l'économie capitaliste, si bien qu'elle tourne en rond sur elle-même et avorte dans toutes ses entreprises dès lors que la mécanique productive s'enraye. Elle ne peut trouver d'issue en elle-même pour dépasser la situation, car il lui faut une intervention extérieure sur laquelle elle ne peut rien.*

*Cet article sur la Belgique évoque ces films de Roumanie ou de Hongrie, toujours ratés, qui glorifient leur Résistance farouche, pleine de courage et d'abnégation contre l'occupant allemand, mais aboutissent à leur libération par un occupant russe, au moins aussi honni. Quelle différence avec les films de guerres épiques des Américains qui, avec un coup de fusil et un démarrage sec de jeep, se retrouvent au bout du monde, le ventre plein et le sourire aux lèvres sous les vivats des belles filles et des beaux garçons ! La faute n'en revient pas au metteur en scène, mais au sujet traité, et traité fidèlement, en l'occurrence.*

*Marx lui même connaissait déjà les conditions belges à partir de son Allemagne de 1847, morcelée et philistine, qui depuis des siècles — depuis sa révolution manquée de 1825 — stagnait dans des conditions absolument semblables, mais qu'un grand pays finit cependant toujours par surmonter, en faisant une révolution nouvelle à partir de forces qu'il suscite lui-même dans son sein.*

\* Le *Moniteur* belge, journal officiel de l'Etat belge fondé à Bruxelles en 1831, est baptisé ainsi d'après le titre de l'organe officiel du gouvernement français.

Province de :	Nombre d'habitants secourus	
<i>Luxembourg</i>	on trouve	1 sur 69;
<i>Namur</i>	"	1 sur 17;
<i>Anvers</i>	"	1 sur 16;
<i>Liège</i>	"	1 sur 7;
<i>Limbourg</i>	"	1 sur 7;
<i>Hainaut</i>	"	1 sur 6;
<i>Flandres orientales</i>	"	1 sur 5;
<i>Brabant</i>	"	1 sur 4;
<i>Flandres occidentales</i>	"	1 sur 3;

Cette croissance du paupérisme entraîne nécessairement avec elle un ultérieur accroissement. En raison de l'impôt de solidarité que leur imposent leurs concitoyens paupérisés, tous les individus susceptibles de mener une existence indépendante perdent leur équilibre bourgeois et se trouvent à leur tour précipités dans le gouffre de la bienfaisance publique. Le paupérisme engendre donc avec une vitesse accrue le paupérisme. Or à mesure que le paupérisme augmente, la *criminalité* augmente aussi et la *jeunesse*, la source vitale par excellence de la nation, s'en trouve démoralisée. Les années 1845, 1846, 1847 nous apportent à cet égard de tristes données statistiques. \*

Mineurs de moins de 18 ans détenus par décision pénale :

	1845	1846	1847
Jeunes gens :	2.146	4.607	7.283
Jeunes filles :	429	1.279	2.069
Total :	2.575	5.886	9.352
Total général :	17.813		

\* Marx a tiré son tableau sur la criminalité juvénile en Belgique de l'ouvrage d'Edouard Ducpétiaux paru en 1848 à Bruxelles et intitulé : Mémoire sur l'organisation des écoles de réforme.

En conséquence, depuis 1845, le nombre des délinquants juvéniles *de moins* de 18 ans double environ chaque année. A ce rythme, la Belgique compterait en 1850 : 74.816 délinquants, et en 1855 : 2.393.312, soit plus qu'elle n'a de jeunes de moins de 18 ans, et plus de la moitié de sa population. En 1856, toute la Belgique serait en prison, y compris les enfants à naître. La monarchie peut-elle aspirer à une base démocratique plus *large* ? Au cachot, c'est le règne de l'*égalité*.

Les routiniers de l'économie nationale ont en vain appliqué les deux pilules contre la constipation du pharmacien Morrison : le libre-échange, d'une part, la protection douanière, d'autre part. Le paupérisme a été engendré par le système du libre-échange en Flandres, et il a grandi et forci sous les droits protectionnistes sur le lin et les toiles d'importation.

Tandis que le paupérisme et la criminalité croissent ainsi dans le prolétariat, les sources de revenu de la bourgeoisie tarissent, comme le prouve la publication récente d'un tableau comparatif du commerce extérieur belge pour le premier semestre des années 1846, 1847 et 1848.

Abstraction faite des fabriques d'armes et de clous exceptionnellement favorisées par la conjoncture économique, les fabriques de tissu quimaintiennent leur ancienne renommée, et la fabrication du zinc qui est insignifiante par rapport à l'ensemble de la production, toute l'industrie belge se trouve en état de déclin ou de stagnation.

A peu d'exceptions près, on note une forte diminution de l'*exportation* des produits des mines belges et de la métallurgie.

En voici quelques exemples :

Tonnes :	1er semestre 1847 :	1er semestre 1848 :
Charbon	869.000	549.000
Fonte	56.000	35.000
Articles en fonte	463	172
Fer, rails de chemins de fer	3.489	13
Fer forgé manufacturé	556	434
Serrures	3.210	3.618
	<hr/>	<hr/>
Total général :	932.718	588.237

En conséquence, la diminution pour ces trois articles atteint, au premier semestre de 1848, 244.481 tonnes, soit un peu plus d'un tiers.

Considérons l'industrie linière :

	1er semestre 1846	1er semestre 1847	1er semestre 1848
Filés de lin	1.017.000	623.000	306.000
Tisus de lin	1.483.000	1.230.000	681.000
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
Total général :	2.500.000	1.853.000	987.000

Par rapport au 1er semestre de 1846, celui de 1847 accuse une diminution de 657.000 kg et celui de 1848 de 1.613.000 kg, soit 64 p.c. \*

L'exportation de livres, cristaux et verres à vitres a énormément diminué; il en va de même pour l'exportation de lin brut et cardé, d'étoffe, d'écorce, de tabac manufacturé.

\* Ces données sont empruntées au *Moniteur belge*, No 213 du 31 juillet 1848.

Le paupérisme qui s'étend, l'emprise inouïe que le crime exerce sur la jeunesse, le déclin systématique de l'industrie belge, telle est la base concrète des joyeusetés organisées officiellement \* : le journal ministériel *L'Indépendance* se plaît à compter — et il ne se lasse pas de le proclamer — 4.000 abonnés; le vieux Mellinet, le seul général qui ait sauvé l'honneur belge, est aux arrêts et comparaitra dans quelques jours aux assises d'Anvers; \*\* l'avocat gantois Rolin qui a conspiré contre Léopold au profit de la dynastie des Orange, et au profit de Léopold de Cobourg contre ses alliés ultérieurs, les libéraux belges, Roïin, \*\*\* deux fois apostat, a obtenu le portefeuille des Travaux publics; l'ex-brocantier fransquillon, baron et ministre de la guerre Cha-a-azai brandit son grand sabre et sauve l'équilibre européen; l'*Observateur* a enrichi le programme des fêtes de septembre d'une réjouissance nouvelle :

---

\* Dans son article sur le Congrès économique, in : *Gazette allemande de Bruxelles*, le 23 septembre 1847, Engels écrit que les jeux et les ris organisés par la petite Belgique sont un peu comme les produits de son industrie : "Les Belges se plaisent dans le rôle d'acteurs passifs; du reste, ils ne s'élèvent jamais au dessus du niveau de leur propre industrie nationale, la contrefaçon. Quant aux Allemands, ils constituèrent la partie honteuse (en fr.) de tout le congrès. La palme leur serait revenue, s'il n'y avait pas eu finalement un Belge afin de la remporter pour sa nation..."

"La Belgique ouvrit la discussion par M. Faider, dont toute les mimiques avec ses gestes, sa tenue, et son langage, donna en spectacle les poses de ces freluquets que l'on voit s'étaler de manière si répugnante dans les rues et promenades de Bruxelles. M. Faider ne débita que des phrases creuses et ne peut même pas se hausser aux vérités économiques les plus élémentaires..."

Le folklore belge avait certainement toute sa saveur au naïf moyen-âge, mais sous le capitalisme, il n'est plus qu'un rite, une contre-façon séréotypée

\*\* On se rendra compte de l'odieuse de cette affaire, en lisant l'article publié ci-après sur les Condamnations à mort d'Anvers. Dans ce pays ésothérique et particulariste de Belgique, chaque remarque de Marx appellerait des considérations fort longues sur la duplicité et le cynisme doubles et triples du gouvernement et des bourgeois.

\*\*\* Rolin était à la fois leader du parti libéral et ministre des Travaux Publics. Son cas reflète la corruption et la traîtrise dans les pratiques de l'Etat modèle des bourgeois belges. Rolin louvoyait entre les représentants de la noblesse foncière et la bourgeoisie, s'alliant avec l'une et l'autre pour les trahir l'une contre l'autre — et pour avoir pratiqué la même politique avec le roi

Suite de la note (voir page suivante).

un défilé — un *Ommeganck* général — en honneur du *Doudou* de Mons \*, du *Houplala* d'Anvers \*\* et du Mannequin Pisse de Bruxelles. Tel est le profond sérieux de l'*Observateur*, le journal du grand Verhaegen. Finalement, et comme pour consoler la Belgique, elle a été élevée au rang d'école supérieure des Montesquieu de Berlin, d'un Stupp, d'un Grimm, d'un Hansemann, d'un Baumstark et elle jouit de l'admiration de la *Gazette de Cologne*. Heureuse Belgique !

(No 68, 7 août 1848, p.1)

---

*Suite note de la page précédente.*

est honoré d'un poste de ministre. Dans les conditions belges, un compromis est toujours possible et nulle crise politique n'éclatera dans les sphères du gouvernement, la politique étant l'affaire d'une "maffia" extérieure à toute la vie des classes du pays. Ainsi la bourgeoisie est-elle à l'abri des soucis de la politique et le peuple doublement échiné — tout à fait la préfiguration des modernes jeux politiques de Bonn ou de Washington, qui se font bien à l'écart par une bande spécialisée, liée aux divers lobbies et groupes de pression des affaires.

\* Après les "hautes sphères", on passe au menu peuple, puisqu'on est en démocratie constitutionnelle. *Doudou* est un personnage populaire du Borinage, le naïf surnom du méchant dragon terrassé par Saint Georges. C'est ensuite le nom du défilé annuel et des réjouissances qui évoquent ce haut fait ! C'est, enfin, un chant wallon qui commence par ces mots : "Nous irons vir l'car d'or...!" (Nous irons voir le char doré). Ce défilé porte le nom officiel de procession du car d'or parce qu'une statuette en bronze enfermée toute l'année est exhibée le jour de la procession annuelle dans un char.

\*\* Au moment où les Espagnols furent chassés des Flandres, les Anversois réussirent à mettre la main sur le dernier soldat ennemi et l'envoyèrent en l'air à de nombreuses reprises avec un drapeau tendu violemment à chaque fois. Et les Anversois de crier : *Op ! Sinjorken !* (op ! : en l'air; *sinjor* : *senor* prononcé à la flamande; *ken* : diminutif marquant le mépris). L' "*Op sinjorken*" est l'un des principaux personnages du folklore anversois. Aujourd'hui encore, la kermesse d'Anvers évoque cette brimade symbolique, le "*Sinjorken*" étant remplacé par une poupée. Lorsque la poupée est lancée, les participants crient : "*Houp-la-la ! Houp-la-la !*"

Le jeu symbolise parfaitement les tristes conditions du nationalisme belge : les citoyens s'y inclinent quotidiennement devant leur Etat modèle, tatillon, tyrannique, omniprésent et irresponsable, en trouvant qu'il est drôle de se moquer du dernier soldat désarmé d'une puissance étrangère qui a quitté le pays depuis des siècles : Espiègles de gamins impuissants, mais très respectueux de leurs parents ! Peut-on trouver des sujets plus serviles et ridicules ?

C'est avec une satisfaction nouvelle que nous revenons à notre *Etat constitutionnel modèle*", sur la Belgique.\* Dans l'un de nos précédents numéros, nous avons démontré que "le plus grand vassal de Léopold était le paupérisme." Nous montrions que, si les crimes commis uniquement par les garçons et les filles de moins de 18 ans continuaient de progresser dans la même proportion que de 1845 à 1847, "en 1856 toute la Belgique serait en prison, y compris les enfants à naître".

Nous y démontrions également que la source des revenus industriels de la Belgique tarissait à mesure que le paupérisme et la criminalité y augmentaient (No 68 de la *Nouvelle Gazette Rhénane*).

---

\* Cf. Karl Marx, l'Etat constitutionnel modèle, in : la Nouvelle Gazette Rhénane du 21 octobre 1848.

Marx découvre ici un secret de plus dans l'art de s'enrichir des bourgeois : même si la production baisse et si le paupérisme augmente, il y a encore un moyen de se remplir les poches : enlever le peu qui reste à la grande masse, à la populace qu'on plume, en lui enlevant ses derniers centimes. Et pour cela, l'Etat est là, et la nation aussi. Si la Belgique ne sombre pas dans la révolution, ce n'est pas qu'elle s'en tire mieux que les pays en pleine effervescence révolutionnaire. Elle est encore plus ruinée que ses voisins française et allemande, mais, contrairement à ce qui se passe chez celles-ci, les "affaires" continuent... puisque le capitalisme est toujours là — même s'il est par terre : entre petits requins, on fait les comptes de la banqueroute, et on se partage l'actif comptable qu'on en retire.

C'est de cette économie de la banqueroute effectuée en Belgique de capitalisme modèle que les apôtres du bien-être ont tiré leur sagesse durant le dernier demi-siècle : fabriquez n'importe quoi, intéressez-y l'Etat, celui-ci trouvera toujours de l'argent, et l'économie continuera de marcher. La chose est plus que facile : tant que la révolution n'aura pas extirpé le capitalisme, les affaires continueront toujours — mal pour le grand nombre et bien pour quelques-uns. C'est dans ces souffrances-pires que tout-que le système capitaliste surmonte ses crises, si le prolétariat ne parvient pas à organiser son action de classe autonome, qui ne peut se réaliser dans le cadre de petits bouts de pays, mais au plan de l'Internationale. Et en Belgique, ce sont Marx-Engels qui, les premiers, ont tissé, avec une petite avant garde, ce réseau d'où vient le salut des masses exploitées qui, en Belgique, n'ont vraiment pas de patrie.

Jetons maintenant un coup d'oeil sur la situation financière de "l'Etat modèle".

Budget ordinaire de 1848 . . . . .	119.000.000 Frs
Premier emprunt forcé . . . . .	12.000.000 Frs
Deuxième emprunt forcé . . . . .	25.000.000 Frs
Billet de banque à cours forcé . . . . .	12.000.000 Frs
<b>Total</b>	<b>168.000.000 Frs</b>
A quoi s'ajoutent les billets de banque à cours forcé garantis par l'Etat . . . . .	40.000.000 Frs
<b>Total</b>	<b>208.000.000 Frs</b>

La Belgique, nous conte Rogier, tient comme un roc, impassible contre les assauts de l'histoire universelle, elle ne bouge pas. Elle se dresse sur les cimes inviolées de ses larges institutions. Les 208 millions de francs traduisent pro-saïquement la force miraculeuse de ces institutions modèles. La Belgique constitutionnelle ne sombre pas sous les coups d'une révolution, mais s'abîme déjà honteusement — dans la *faillite*.

A l'instar de tous les ministères libéraux, le cabinet *libéral* belge de Rogier n'est rien d'autre qu'un gouvernement de capitalistes, de banquiers, de la haute bourgeoisie. Nous allons voir tout de suite que, pour braver le paupérisme croissant et l'industrie déclinante, il ne recule pas devant les moyens les plus raffinés pour pressurer toujours davantage le peuple entier au profit des barons de la banque.

Le second emprunt, dont il est question dans le tableau ci-dessus, a été obtenu des Chambres avec l'argument que l'on voulait rembourser les *bons du trésor*. Ceux-ci avaient été émis par le ministre catholique des finances *Malou*, dans le cabinet catholique de *Theux*. Ils avaient servi à couvrir des prêts librement consentis à l'Etat par quelques barons de la finance. C'était le sujet essentiel, inépuisable, des diatribes et gueulantes de notre Rogier et de ses collègues libéraux contre le ministère de *Theux*.

Or que fait maintenant le ministère libéral ? Il annonce dans le *Moniteur* — la Belgique ne possède-t-elle pas son *Moniteur* ? — une nouvelle émission de bons du trésor à 5 p.c.

Quel cynisme que d'émettre des bons du trésor alors que l'on a déjà arraché un emprunt forcé de 25.000.000 francs que sous le prétexte fallacieux de rembourser les bons du Trésor si dénigrés qu'avait émis Malou ! Mais ce n'est pas tout !

Les bons du Trésor sont émis à 5 p.c. Des valeurs belges, également garanties par l'Etat, rapportent de 7 à 8 p.c. Qui donc placera son argent en bons du Trésor ? Et de plus la situation du pays en général et les emprunts forcés ont laissé peu de gens en mesure de faire à l'Etat des avances librement consenties.

Quel est alors le but de cette nouvelle émission de bons du Trésor ?

Les *banques* n'ont pas réussi — et il s'en fait de beaucoup — à placer tous les billets à cours forcé que le gouvernement libéral les a autorisés à émettre. Leurs portefeuilles contiennent encore quelques millions de ces valeurs inutiles qui naturellement ne rapportent rien tant qu'elles restent hermétiquement enfermées dans les coffres de la banque. Mais y a-t-il un meilleur moyen de placer ce papier que de le donner à l'Etat en échange de bons du trésor rapportant 5 p.c. ?

La banque encaisse de la sorte plusieurs millions pour des bouts de papier qui ne lui ont rien coûté et qui avaient comme seule valeur d'échange les 5 p.c. que l'Etat leur avait attribués. La populace belge imposable trouvera dans le prochain budget un déficit de quelques 100.000 francs qu'il sera de son devoir de combler, le tout pour le plus grand profit de la pauvre Banque.

Faut-il s'étonner que les barons belges de la finance trouvent la monarchie constitutionnelle plus rentable que la République ? Le ministère catholique a choyé essentiellement les intérêts *les plus sacrés*, autrement dit les intérêts *matériels* des propriétaires terriens. Le ministère libéral, lui, traite avec la même tendre sollicitude les intérêts des propriétaires terriens, des barons de la finance et des laquais de cour. Ces soi-disants partis foncent avec la même avidité sur la richesse nationale ou plus exactement, puisque nous sommes en Belgique, sur la pauvreté nationale — et ils en venaient parfois aux mains. Or sous l'habile direction du

cabinet libéral, les voilà tous réconciliés dans une embrassade générale et ils ne forment plus qu'un seul grand parti, le "Parti national". \*

## Les condamnations à mort d'Anvers

---

La Belgique, Etat constitutionnel modèle, a fourni une nouvelle démonstration éclatante de l'excellence de ses institutions *Dix-sept condamnations à mort* à l'occasion de la ridicule affaire de Risquons-Tout ! \*\* Dix-sept condamnations à mort pour laver l'outrage infligé à la prude nation belge par quelques têtes chaudes, quelques écervelés, fous d'espoir qui ont tenté de soulever un tout petit pan de son manteau constitutionnel ! Dix-sept condamnations à mort — quelle brutalité !

On connaît l'histoire de Risquons-Tout. Des ouvriers belges se rassemblèrent à Paris pour tenter une invasion républicaine de leur patrie, tandis que des démocrates belges vinrent de Bruxelles pour soutenir l'entreprise. Ledru-Rollin la favorisa autant qu'il put. Lamartine, le traître "au noble coeur" qui avait d'aussi belles paroles que ses actes étaient exécrables à l'intention des démocrates français aussi bien qu'étrangers, Lamartine qui se vante d'avoir conspiré avec l'anarchie comme le paratonnerre avec la nuée d'orage, Lamartine soutint d'abord la légion belge pour la trahir d'autant plus sûrement aussitôt après : la légion partit,

---

*\* Est-il possible de dire plus clairement qu'en Belgique la communauté nationale est constituée par les affaires effectuées sur le dos des autres : un parti ou une société devient national dès lorsqu'il parvient à exploiter les masses de tout le pays ! Dans des pays plus grands, l'Angleterre, par exemple, la bourgeoisie industrielle n'ajoutait pas son exploitation à celle des propriétaires fonciers, comme ici, mais évinçait ses concurrents plus ou moins précapitalistes et usuriers. Mais le compromis n'est-il pas roi en Belgique ?*

**\*\* Cf. Engels, les Condamnations à mort d'Anvers, in : la Nouvelle Gazette Rhénane, 3. 1848.**

*On pourrait penser que Risquons-Tout est une hardie formule révolutionnaire. Il n'en est rien, c'est le nom d'un village belge, situé près de la frontière française. Un détachement de l'armée s'y heurta, le 29 mars 1848, à une "légion" républicaine qui venait "libérer" la Belgique de la monarchie. Le gouvernement belge en profita pour passer aussi en jugement certains membres gênants de l'opposition "démocrate" et même de la Ligue des Communistes de Marx Engels, Tedesco, par exemple. Le procès eut lieu du 9 au 30 août 1848.*

Delescluze, commissaire du gouvernement dans le département du Nord, vendit la première colonne à des fonctionnaires des chemins de fer belges; le train qui les amena fut entraîné par traîtrise en territoire belge, au milieu des baïonnettes belges. La seconde colonne, dirigée par *trois espions belges* (un membre du gouvernement provisoire de Paris nous l'a appris lui-même, et le procès le confirme) fut conduite par ses chefs traîtres dans une forêt en territoire belge où des canons prêts à tirer les attendaient dans une embuscade sûre; ils furent mis en pièces pour la plupart ou faits prisonniers. \*

Ce minime épisode des révolutions de l'année 1848, mémorable par le nombre des traîtrises et les dimensions qu'on lui a données en Belgique, a servi au Parquet de Bruxelles de toile de fond pour y greffer la conjuration la plus formidable qui ait jamais eu lieu. Le libérateur d'Anvers, le vieux général Mellinet, Tedesco \*, Balliu, bref, les démocrates les plus résolus et les plus actifs de Bruxelles, de Liège et de Gand y furent entraînés par les autorités. Bavay y eût même impliqué Jottrand de Bruxelles, si M. Jottrand n'avait su des choses et possédé des papiers dont la publicité eût compromis de la façon la plus déshonorante tout le gouvernement belge, le sage Léopold inclus.

---

\* *La lutte de ces légions qui "exportent" la révolution n'a rien à voir avec la lutte directement internationale du prolétariat qui se soulève des deux côtés de la frontière et trouve le soutien actif de l'armée du prolétariat déjà victorieux. La lutte des partisans est bourgeoise, parce qu'elle ne dépasse pas le cadre national et s'appuie sur des Etats bourgeois, impérialistes, existants. Elle relève aussi bien de l'idéologie que de la pratique bourgeoise, et n'a rien à faire avec la méthode prolétarienne de la propagation de la révolution socialiste, d'un maillon à l'autre du système capitaliste, en un processus directement international au niveau du prolétariat mondial, solidaire dans la lutte pour son émancipation.*

\*\* *Tedesco, Victor, 1821—1897, véritable tribun, adhéra à la Ligue des communistes et travailla en contact étroit avec Marx et Engels, dont il jouissait de la plus large confiance, comme il ressort des lettres d'Engels à Marx des 15 et 24 novembre 1847. En tant que délégué belge, il accompagna Marx et Engels au décisif congrès international des Fraternal Democrats (embryon de la future 1ère Internationale), ainsi qu'au second congrès de la Ligue des communistes, du 29.11. au 8.12. 47. Il rédigea enfin le catéchisme du prolétaire qui n'est pas sans lien avec les Principes du communisme d'Engels, qui prépara le Manifeste de 1848.*

Or pourquoi a-t-on arrêté ces démocrates, et mis en scène le procès le plus monstrueux qui soit contre les gens qui étaient aussi étrangers à toute l'affaire que les jurés devant lesquels ils étaient traduits ? Afin de semer l'épouvante dans la bourgeoisie belge et, sous couvert de cette terreur, faire rentrer les impôts écrasants et les emprunts forcés qui permettent de cimenter le glorieux édifice de l'Etat belge et dont l'encaissement se présentait très mal. \*

Suffit. On traduisit les accusés devant les jurés d'Anvers, devant l'élite de ces Flamands buveurs de faro, l'élan du dévouement politique français est aussi étranger que la tranquille sérénité de vue du profond matérialisme anglais à ces marchands de morue séchée qui végèteront toute leur vie dans l'utilitarisme crassement petit-bourgeois ainsi que la chasse la plus bornée et la plus horrible au profit. Le grand Bavay connaissait son monde et en appela à sa peur.

De fait, a-t-on jamais vu de républicain à Anvers ? Maintenant trente-deux de ces monstres se tenaient devant les Anversois effrayés; et les jurés tremblants, de concert avec le sage tribunal, livrèrent dix-sept des accusés à la clémence des articles 86 et suivants du Code Pénal, c'est-à-dire à la mort.

Pendant la Terreur de 1793, il y eut des simulacres de procès; des condamnations ont été prononcées qui avaient pour motif des faits différents de ceux que l'on alléguait

---

\* *L'effronterie de la bourgeoisie belge atteint ici un nouveau sommet dans l'odieux. Les événements sont si réactionnaires et si tortueux dans la Belgique truquée à tous les niveaux que l'on a peine à reconnaître la position de Marx, ce qui permet de jeter la confusion dans le camp révolutionnaire. Dans cet article, Marx ne défend pas l'opération aventureuse de Risquons-Tout, entreprise dans le sillage des gouvernements officiels. Au contraire, comme il ressort indubitablement des textes qui suivent, Marx-Engels ont énergiquement combattu l'aventure des "partisans" qui aboutit à ce lamentable échec. Marx défend simplement ceux qui sont impliqués dans ce procès par une sinistre machination du gouvernement belge, qui entendait faire entrer ses impôts, en réglant son compte aux gêneurs de l'opposition et aux communistes.*

*De fait, les condamnés proclameront hautement leur foi en la République et en les droits démocratiques. La situation belge était, en effet, telle en 1848 que la révolution ouvrière devait y commencer par la revendication de l'abolition de la monarchie et l'instauration du suffrage universel, comme levier de la révolution prolétarienne — et nul effort de pensée et d'action ne pouvait en dispenser les révolutionnaires ouvriers.*

officiellement, mais le fanatique Fouquier-Tinville lui-même n'a jamais monté de procès marqué par des faux aussi grossièrement cyniques, par une haine partisane aussi aveugle. La guerre civile règne-t-elle par hasard en Belgique ? La moitié de l'Europe se tient-elle à ses frontières, conspirant avec les rebelles, comme ce fut le cas en France en 1793 ? La patrie est-elle en danger ? La Couronne s'est-elle fêlée ? Au contraire, nul ne songe à asservir la Belgique, et le sage Léopold continue d'aller tous les jours sans escorte de Laeken à Bruxelles et de Bruxelles à Laeken.

Qu'avait donc fait le vieux Mellinet, âgé de quatre-vingt et un ans, pour que le jury et les juges le condamnent à mort ? Le vieux soldat de la République française avait sauvé en 1831 ce qui restait de l'honneur belge, en libérant Anvers et, pour le remercier, Anvers le condamne à mort ! Toute sa faute fut de laver des soupçons de la presse officielle belge son vieil ami Becker, et à ne pas l'exclure de son souvenir et de son amitié alors qu'il conspirait à Paris. Mais il n'avait absolument rien à voir avec la conspiration. Et c'est pour cela qu'il est, sans autre raison, condamné à mort. Et Balliu ! C'était un ami de Mellinet; il lui avait souvent rendu visite; il avait été vu avec Tedesco dans un *estaminet*. Voilà une raison suffisante pour le condamner à mort. Et Tedesco enfin ! Quoi ! n'avait-il pas été membre de l'Association ouvrière allemande, n'était-il pas en liaison avec des gens à qui la police belge avait subrepticement glissé dans la manche des poignards de théâtre ? Ne l'avait-on pas vu avec Balliu dans un *estaminet* ? La démonstration était faite : Tedesco avait provoqué la bataille des nations de Risquons-Tout — à l'échafaud !

Et de même pour les autres.

Nous sommes fiers de pouvoir donner le nom d'ami à plus d'un des ces "conjurés". Ils ont été condamnés à mort, parce qu'ils étaient des démocrates. Et si la presse belge stipendiée les couvre d'ordure, nous voulons au moins sauver leur honneur devant la démocratie allemande; si leur patrie les renie, nous voulons les reconnaître.

Lorsque le président prononça leur condamnation à mort, ils lancèrent avec fougue : Vive la République ! Ils se sont conduits pendant tout le procès, comme à l'annonce du verdict, avec une fermeté véritablement révolutionnaire.

Qu'on écoute, au contraire, la voix de la misérable presse belge !

"Le verdict, dit le *Journal d'Anvers*, ne fait pas plus sensation dans la ville que tout le procès qui n'a suscité presque aucun intérêt. C'est seulement dans les classes laborieuses (lisez : le lumpenprolétariat) qu'on peut découvrir un sentiment d'hostilité à l'égard de ces paladins de la république; le reste de la population s'en occupe à peine; pour elle, le ridicule de la tentative révolutionnaire n'est même pas effacé par une condamnation à mort, à l'exécution de laquelle personne d'ailleurs ne croit."

Naturellement si l'on offrait aux Anversois l'intéressant spectacle de la guillotine décapitant dix-sept républicains, le vieux Mellinet, leur sauveur en tête, ils s'intéresseraient alors au procès !

Comme si la brutalité du gouvernement belge, des jurés et des tribunaux belges ne consistait pas justement à jouer avec des condamnations à mort !

"Le gouvernement, dit le *Libéral liégeois*, a voulu se montrer fort, il n'a réussi qu'à être brutal."

Et ce fut, en effet, de tout temps le sort de la nation flamande. \*

---

\* Le comble de l'odieux pour ce qui est de ce procès, est énoncé à la fin de l'article par des extraits de quotidiens libéraux belges : il ne s'agit pas du tout d'exécuter les sentences de mort prononcées. Il s'agit d'être brutal, à la manière de la classe petite-bourgeoise, en condamnant à mort dix sept innocents pour faire régner la peur en Belgique.... afin que les contribuables paient leurs impôts ! Lorsque le philistin aura payé, on grâciera les condamnés, en transformant leur peine capitale en prison à vie. Et dira-t-on alors, les choses ne sont jamais si graves dans la petite Belgique !

Les conditions belges sont inouïes, parce qu'elles sont celles-là mêmes du pur capitalisme : une petite mafia y gouverne la masse moutonnaire avec cynisme, en bernant ceux à qui les cyniques barons de l'industrie et de la finance vident les poches en leur crachant dessus. Pour ce faire, ils se dissimulent derrière les singeries de l'Etat et manient la veulerie des philistins. La politique de classe de la bourgeoisie affairiste y est tout à fait limpide : mépris de la vie, mépris des gens, tout se ramène à une question de gros sous ! La loi, comme toutes les choses — honneur, vie, force, travail — sont là pour faire de l'argent. Tout scrupule serait candeur et faiblesse.

A Paris sévissait en 1848 la manie des légions révolutionnaires. \* Espagnols, Italiens, Belges, Hollandais, Polonais, Allemands se constituaient en troupes pour délivrer leurs patries respectives. \*\* La légion allemande était dirigée par Herwegh, Bornstedt, Börnstein. Etant donné que tous les travailleurs étrangers se trouvèrent, au lendemain de la révolution, non seulement sans travail, mais encore en butte aux tracasseries du public, l'afflux vers ces légions fut considérable. Le nouveau gouvernement y vit un moyen de se débarrasser des travailleurs étrangers, si bien qu'il leur accorda l'étape du soldat \*\*\*, soit une indemnité de 50 centimes par jour de marche jusqu'à la frontière, où le ministre des affaires extérieures, le beau parleur Lamartine

---

\* Engels, Contribution à l'histoire de la "Ligue des communistes", ibid.

\*\* Alors qu'en 1789, en 1793, en 1830, la Belgique, non encore constituée en Etat-nation, ni entourée d'une muraille chinoise politique, se soulevait à chaque fois que les autres grandes villes s'insurgeaient. Elle ne bougea plus après 1831. D'où l'idée folle aux yeux de Marx-Engels, en 1848, d'y importer la révolution en conspiration avec les Etats bourgeois constitués, dont on tenait l'argent, les armes et les munitions.

Dans les années 1848, la bourgeoisie, pour s'imposer en Europe contre le féodalisme, utilisa la conspiration de sociétés secrètes ainsi que l'organisation de légions de volontaires pour des expéditions armées en vue de soutenir les mouvements d'indépendance nationale, qui éclataient dans les divers pays. A la méthode des légions et des partisans fondée sur l'action de groupes d'exilés, le marxisme oppose la méthode prolétarienne, qu'Engels décrit parfaitement dans le texte ci-dessus et dont la première condition est l'autonomie de classe.

\*\*\* La méthode bourgeoise consiste à s'appuyer sur un régime étranger, qui puisse fournir les armes et des secours et, en cas de défaite, un refuge.

Avec ses déductions corruptrices, cette méthode n'a jamais cessé d'être un piège et un obstacle à la construction du mouvement prolétarien. C'est évidemment la Belgique, coupée artificiellement des autres pays européens en pleine effervescence révolutionnaire, qui devait le plus puissamment suggérer que, les masses ne se soulevant pas, il fallait s'en désintéresser sur place et importer la révolution à la pointe des baïonnettes, comme une idée qui circule et s'irradie.

La réponse à cette tactique qui reste irrémédiablement enfermée dans l'horizon bourgeois et proclame lutter pour la démocratie ou la république, sans parler de la classe qui détient le pouvoir, est donnée par toute la méthode marxiste et l'action que Marx-Engels ont menée en Belgique notamment.

qui avait toujours la larme à l'oeil, trouverait toujours une occasion pour les trahir et les livrer à leurs gouvernements respectifs.

C'est de la manière la plus nette que nous prîmes parti contre cet enfantillage révolutionnaire. Entreprendre une invasion au beau milieu de l'effervescence allemande du moment, afin d'y importer de l'étranger la révolution de vive force, c'était donner un croc-en-jambe à la révolution en Allemagne même, consolider les gouvernements en place et enfin — Lamartine en était le plus sûr garant — livrer sans défense les légionnaires au coups de l'armée allemande. De fait, lorsque la révolution vainquit ensuite à Berlin et à Vienne, la légion fut plus inutile que jamais. Comme on avait commencé, ainsi continua-t-on de jouer \*

---

\* Au XXe siècle, la guerre de partisans fit ses preuves dans la guerre civile espagnole de 1936. Le gouvernement de Caballero interdit l'action autonome et révolutionnaire des ouvriers (grèves, manifestations et assaut de classe contre le pouvoir) pour l'armer sous la direction de l'Etat républicain et l'envoyer en bon ordre lutter pour la démocratie contre le fascisme, c'est-à-dire pour l'un des camps de la future guerre mondiale. Rouges et Noirs formèrent des corps d'armée entretenus et soutenus par des Etats étrangers pour la technique moderne et les dépenses qu'elle entraîne, sans qu'apparaissent officiellement ces Etats, par exemple, l'Allemagne et l'Italie d'un côté, et la Russie, de l'autre. Ainsi, au lieu d'un affrontement entre deux mondes, ce fut une opération de police qui fit une hécatombe d'hommes valides et courageux, le tout dans l'intérêt et pour le bénéfice du capitalisme : les armes et les tactiques y furent essayées pour la guerre impérialiste qu'inaugurait la guerre d'Espagne. En Chine des années 1928, puis dans la Résistance, les militants révolutionnaires se transformèrent en aventuriers d'un type standard : au lieu d'être des hommes de parti, défenseurs de la position marxiste et de l'organisation solide et autonome du parti et de l'Internationale, ils devinrent des caporaux, colonels et généraux d'opérette. Toute lutte devint "progressiste", au lieu de classiste. Ils persuadèrent les ouvriers de France, d'Italie, etc. que la lutte de classe devait être menée par les centres de Moscou, de Londres ou de Washington. Le partisan est un opportuniste qui croit pouvoir se battre avec l'argent et les moyens d'une centrale capitaliste (qui, elle, est en lutte impérialiste contre l'autre) : il se bat pour un autre, qu'il le fasse par conviction, devoir ou pour de l'argent. Le militant du parti révolutionnaire est le travailleur qui combat pour lui-même et pour la classe à laquelle il appartient. La tactique des légions pour noyauter et dévier les authentiques mouvements de révolte est utilisée aujourd'hui par Moscou comme Péking. A l'heure où la révolution anti impérialiste de nature bourgeoise révolutionnaire doit se hausser au niveau socialiste après avoir

Suite note (voir page suivante)

Nous fondâmes un club communiste allemand, afin de donner aux ouvriers le conseil de gagner isolément l'Allemagne et d'y faire de la propagande pour le mouvement, plutôt que de s'engager dans la légion. Nous fîmes rentrer trois à quatre cents ouvriers, en grande majorité membres de la Ligue.

Comme il était facile de le prévoir, la Ligue s'avéra comme un levier pratiquement dérisoire face aux masses populaires jetées dans le tourbillon révolutionnaire. Les trois quarts des membres de la Ligue avaient changé de domicile lors de leur retour en Allemagne, et la plupart des communes auxquelles ils avaient adhéré jusqu'alors se trouvèrent automatiquement dissoutes, de sorte qu'ils perdirent toute liaison avec la Ligue. Les plus ambitieux ne cherchèrent même pas à rétablir cette liaison, mais se mirent à créer, pour leur propre compte, de petits mouvements séparés dans leur localité. Enfin, dans chacun des innombrables Etats en lesquels l'Allemagne était alors divisée, dans chaque province, dans chaque ville, la situation était à son tour si particulière que la Ligue eût été, de toute façon, dans l'impossibilité de donner autre chose que des consignes générales qu'il était en somme plus commode de diffuser par voie de presse. En fin de compte, dès l'instant où cessaient les causes qui avait rendue nécessaire la clandestinité, la Ligue n'avait plus besoin d'être une organisation secrète. Ceux qui devaient en être le moins surpris, c'était ceux qui venaient précisément d'enlever à la Ligue ses derniers aspects conspirateurs.

---

*Suite note de la page précédente.*

*systématisé en Afrique des Etats nationaux, en faisant passer la révolte angolaise aux Noirs prolétaires d'Afrique du Sud et du Congo, Moscou — Washington en étant militairement dans l'incapacité — est intervenue en Angola pour faire d'un mouvement de révolte qui allait se transformer en mouvement de classe un mouvement de guerre entre Etats — soit une nouvelle guerre d'Espagne. Cf. le Fil du Temps No 11 le Mouvement de libération de l'Afrique (et le Portugal), p. 19 - 22 et No 12, p. 7 - 11.*

Il s'avéra néanmoins qu'avec notre initiative la Ligue fut une excellente école d'action révolutionnaire. Sur le Rhin, où la *Nouvelle Gazette rhénane* constitua un point de ralliement solide, dans le Nassau, la Hesse rhénane, etc., des membres de la Ligue avaient pris partout la tête du mouvement démocratique extrémiste, et de même à Hambourg. En Allemagne méridionale, la petite bourgeoisie démocratique prépondérante nous barra la route.

A Breslau, Wilhelm Wolff déploya une activité très fructueuse jusqu'à l'été 1848 et obtint un mandat pour représenter la Silésie au parlement de Francfort. A Berlin, enfin, Stephan Born, ancien membre très actif de la Ligue à Bruxelles et à Paris, fonda une *Association fraternelle ouvrière* qui prit une grande extension et subsista jusqu'en 1850.

En ce qui concerne Breyer, il faut que tu retournes le voir pour lui représenter ce qu'il a de *répugnant* à utiliser ma déveine pour ne pas payer.\* Il faut qu'il te procure au moins une partie de ce qu'il doit. La révolution ne lui a pas coûté un sou.

En Belgique, la bourgeoisie redevient terriblement insolente et réactionnaire, *mais elle verra.*

Bornstedt et Herwegh se comportent en véritables gredins.\*\* Ils ont fondé contre nous une association noir-rouge-or.\*\*\* Le premier va être exclu aujourd'hui de la Ligue.

---

\* Cf. Marx à Engels, le 16 mars 1848.

\*\* Dès que la révolution prend une tournure défavorable, les tièdes, suiveurs et grande gueule des organisations révolutionnaires apparaissent pour ce qu'ils sont, et c'est la merde qui s'écoule.

\*\*\* C'est-à-dire une association patriotique, en l'occurrence, la Société démocratique allemande, fondée à Paris après la Révolution de février 1848 et dirigée par Georg Herwegh et Adalbert von Bornstedt. Ils projetèrent de déclencher la révolution en Allemagne à l'aide d'une légion armée d'émigrants allemands qui devait être créée en France, afin de proclamer la république en Allemagne, en Belgique, etc. Marx et Engels s'opposèrent énergiquement à cette entreprise aventureuse. Des le passage de la frontière, la légion de Herwegh fut anéantie en avril 1848 sur le territoire de l'Etat de Bade par les troupes des Etats de l'Allemagne du Sud, tandis que la légion belge était écrasée près du village-frontière belge Risquons Tout.

Voici ce qui tient lieu de réponse à la note déposée ce matin chez Marx par Messieurs Bornstedt, etc.\*

1. Il ne vient même pas à l'esprit de Marx de rendre des comptes à qui que ce soit pour quelque article de journal allemand que ce soit.
2. Il ne vient pas davantage à l'idée de Marx de rendre des comptes à un comité ou à une délégation de la Société démocratique allemande avec laquelle il n'a rien à voir.
3. Si Messieurs Bornstedt et Herwegh — en leur nom propre et non en tant que membres d'un quelconque comité ou d'une quelconque association — demandent des explications, il a déjà été dit à Monsieur Bornstedt, une fois en privé et une fois publiquement, à qui ils devaient s'adresser.

Mon mari, qui est de nouveau tellement submergé de travail et de courses à faire dans cette ville géante, me prie de vous demander de communiquer au *Westphälisches Dampfboot* que — comme Monsieur Lüning le sait bien et en détail — plusieurs associations allemandes se sont formées ici; \*\* mais que le Club des travailleurs allemands\*\*\*, à la tête duquel se trouvent les Allemands de Londres, Schapper, Bauer, Moll et les Allemands de Bruxelles, Marx, Wolff,

---

\* Cf. Marx-Engels à Adalbert von Bornstedt et autres, 1er avril 1848.

En véritables provocateurs, les auteurs de la note remise à Marx le 1er avril — Wilhelm von Löwenfels, Karl Börnstein, Volk et Mayer conduits par Adalbert van Bornstedt — exigeaient qu'il leur communique le nom de l'auteur de l'article sur la Société démocratique allemande, paru dans la *Gazette de Trèves*.

\*\* Cf. Jenny Marx à Joseph Weydemeyer, 16 mars 1848 (Paris, le jeudi)

\*\*\* Ce Club fut fondé à Paris les 8 et 9 mars 1848 par les dirigeants de la Ligue des Communistes. Marx en rédigea les statuts. Marx et Engels s'efforcèrent, par l'intermédiaire de ce Club, de regrouper les ouvriers allemands émigrés à Paris et de leur appliquer la tactique que devait adopter le prolétariat dans la révolution démocratique bourgeoise — et en premier retourner en Allemagne pour y faire de l'agitation révolutionnaire. Le Club s'opposa aux tentatives des démocrates petits-bourgeois de Bornstedt et Herwegh qui avaient forgé le plan d'envahir l'Allemagne avec une légion de volontaires armés, pour la "révolutionner" avec l'aide d'Etats constitués de la bourgeoisie

Engels, Wallau, Born, et ceux-ci (qui par le truchement de Harney et Jones), n'ont rien à voir avec la *Société démocratique allemande* présidée par Börnstein, Bornstedt, Herwegh, Volk, Decker, etc., organisation qui arbore le drapeau noir-rouge-or (ce en quoi la Diète fédérale l'a déjà précédé), parle du "père" Blücher et est entraîné en sections par des officiers prussiens en retraite. Il est absolument nécessaire, en France et en Allemagne, de se démarquer délibérément de cette société, étant donné qu'elle fera faire perdre la face aux Allemands. Si le *Dampfboot* arrivait trop tard, faites alors, à partir des indications qui précèdent, un petit article pour n'importe quel journal allemand parmi ceux qui maintenant, dans le Sud, sont plutôt à votre disposition. Essayez d'insérer cela dans autant de journaux allemands que possible.



"Le citoyen Marx attire l'attention sur le projet de traité (prévoyant l'annexion de la Belgique par la France en échange de la reconnaissance de l'Union de l'Allemagne du Nord et du Sud) publié dans le *Times* le 25 juillet. Ce pourrait être un faux, car aucun français n'écrirait pareil français, mais de toute façon de telles choses ont déjà été publiées avec l'accord du gouvernement prussien dans des feuilles officielles avant 1866. La classe ouvrière n'a pas intérêt à ce que la Belgique reste un Etat indépendant, puisque celle-ci a employé ses armes à massacrer les travailleurs. Le gouvernement anglais après qu'il se soit servi de Napoléon III, lui ait fait des courbettes et rampé devant lui, est tout disposé maintenant à s'en débarrasser." (Cf. les Procès-verbaux du Conseil Général de la Première Internationale, séance du 25 juillet 1870).

### Troisième Partie

## ECONOMIE ET MOUVEMENT OUVRIER DE BELGIQUE

# 1. PRÉSENTATION

## L'Agriculture, mère de l'industrie

---

*Nous avons disposé les textes de la troisième partie de ce recueil comme s'articule la conception du monde marxiste qui apparaît de manière particulièrement frappante en Belgique : le point de départ en est l'économie, sur laquelle se greffent la lutte des classes et le mouvement politique et social de la classe ouvrière, qui se défend contre l'exploitation capitaliste et cherche à s'en émanciper par la subversion des rapports économiques existants.*

*Le premier groupe de textes montre que la Belgique fournit un terrain favorable à l'essor du capitalisme sur sa base la plus classique — celle d'une terre particulièrement féconde qui prodigue une plus-value suffisante pour accumuler le capital et pour nourrir une population qui puisse s'adonner de plus en plus à l'industrie et au commerce.*

*En opposition à la Russie, par exemple, où le climat ne permet que 165 journées de travail dans l'agriculture et fixe donc au sol une nombreuse population pour labourer, semer, entretenir et récolter en si peu de temps pour la laisser végéter le reste de l'année à des travaux manufacturiers dans les villages, la Belgique, avec la richesse de son sol et l'abondance de ses pluies pendant de longues saisons ouvrables, permet d'augmenter au maximum la productivité du sol. Le capital pouvait s'y développer puissamment, dès lors que les rapports politiques qui entravaient la production dans des formes surannées étaient balayées par la révolution de 1789 qui mit fin à la période de stagnation consécutive au déclin des communes du XII<sup>e</sup> siècle.*

*Comme nous le verrons, ce sont les vicissitudes de cette révolution qui déterminèrent essentiellement sur cette partie du continent européen le sens de l'évolution future, et parmi celles-ci en premier l'alliance décisive entre l'Angleterre (qui cherchait à tout prix à éviter qu'apparaisse en face d'elle un concurrent capitaliste qui brisât son monopole industriel) et la Russie (à la tête des autres puissances féodales sur le continent, qui craignaient plus que tout la contagion capitaliste)*

*Dans le passage suivant (Angleterre 1845 et 1885, in Neue Zeit de juin 1885), Engels, traitant d'économie, ne fait allusion qu'aux conditions matérielles, mais ailleurs il a décrit les luttes politiques correspondantes : "La théorie du libre-échange reposait sur l'hypothèse selon laquelle l'Angleterre devait devenir le seul grand centre industriel d'un monde par ailleurs agricole. L'évolution historique a entièrement démenti cette éventualité : les conditions de l'industrie moderne — force-vapeur et machinisme — peuvent être créées partout où il existe du combustible, notamment du charbon. Or, d'autres pays que l'Angleterre en ont : la France, la Belgique, l'Allemagne, l'Amérique, et même la Russie. Or les peuples de ces pays n'étaient pas d'avis qu'il fût de leur intérêt de devenir des métayers faméliques à la mode irlandaise uniquement pour la plus grande gloire et la richesse des capitalistes industriels anglais. Ils se mirent donc à produire des articles industriels, non seulement pour eux-mêmes, mais encore pour le reste du monde, et la conséquence en fut que le monopole industriel, détenu par l'Angleterre durant près d'un siècle, est maintenant irrémédiablement ruiné."*

*La Belgique fut l'un des tout premiers pays à briser l'hégémonie mondiale de l'Angleterre à la suite de la révolution française de 1789 qui débâta les entraves féodales et impérialistes à son essor industriel.*

*Godefroid Kurth écrivait en 1930 que l'un des "traits nationaux" des Belges était leur capacité merveilleuse de développer hautement la production (pauvres prolétaires !) : "Nous sommes aujourd'hui la cinquième puissance économique du monde; nous ne sommes dépassés que par l'Angleterre, l'Allemagne, les Etats-Unis et la France; nous dépassons de grandes nations qui s'appellent l'Autriche, la Russie, l'Italie. Ce n'est pas assez dire : toute proportion gardée, à ne compter que le chiffre d'affaires par tête d'habitant, nous sommes les premiers" (1830-1930. La Nationalité Belge, p.82). Sur ce plan aussi, la Belgique est aujourd'hui en pleine dégringolade, et même l'Angleterre est reléguée au sixième rang.*

*Comme le dit le Manifeste, le capital ne peut exister sans révolutionner sans cesse ses propres bases d'existence; mais un fait est remarquable en l'occurrence. Une fois les conditions données sur le continent par la révolution de 1789*

*pour l'apparition d'un rival à l'hégémonique Angleterre, celle-ci ne lâcha pas prise et en 1815, de connivence avec la Russie, elle sépara les industriels départements belges de la France vouée à un destin agricole. Ce fut donc en 1913 seulement que l'Allemagne, après avoir fait en 1870 sa révolution anti-féodale, parvint à dépasser l'Angleterre — et ce fut le carnage mondial. Ainsi donc, si l'Angleterre parvint à peser sur le développement de son concurrent français, en limitant l'essor industriel à la Belgique, elle ne put empêcher l'expansion économique de l'Allemagne, pourtant toute capitaliste. Le capitalisme dispose d'une semblable capacité relative de contrôler les crises décennales et triennales de l'économie suscitées par la production capitaliste elle-même : elles peuvent être surmontées plus ou moins facilement, mais débouchent à la fin sur les destructions de la surproduction dans la guerre générale, en l'absence de l'intervention révolutionnaire du prolétariat.*

### **Le poids de la propriété foncière**

---

*Comme on le verra dans toute cette dernière partie, le prolétariat de Belgique a une histoire très mouvementée et s'est révélé d'une combativité extraordinaire, même si ce fut avec des succès mitigés. Il faut tout de même rappeler que l'un des principaux résultats de la révolution de 1789 fut de susciter une grande industrie. Or celle-ci s'est concentrée essentiellement en Belgique après la défaite de 1815, en y procédant à une remarquable prolétarisation des masses. Ce fut donc la petite Belgique qui, la première en Europe continentale, se mit à contester le monopole industriel de l'hégémonique Angleterre.*

*La révolution de 1789 et la contre-révolution de 1815 eurent de profondes répercussions sur l'évolution économique et les rapports de classe en Belgique. Le passage du règne de la grosse propriété foncière très productive à celui du capital industriel s'en trouva compliqué et traîna en longueur. Les propriétaires fonciers, dont le rôle est prédominant au début de l'accumulation capitaliste, retrouvèrent vigueur et force avec le retour des ex-citoyens en 1815, et le parti catholique devint plus puissant que jamais. La coupure entre Flandre catholique et agraire d'avec la Wallonie industrielle et minière est d'emblée inscrite en quelque sorte dans la structure de classe de l'Etat belge, issu de la défaite de la révolution et consacré officiellement en 1830: une région devait s'efforcer de dominer l'autre au nom de la propriété foncière ou du capital industriel.*

*En Angleterre, un compromis avait été réalisé entre propriétaires fonciers précapitalistes et industriels pour aboutir à l'embourgeoisement des premiers. En France comme en Belgique, la grosse propriété foncière féodale avait été balayée par la radicale révolution française. Mais l'industrie moderne la retrouva cependant sur sa voie restaurée plus ou moins par la contre-révolution. Or cette entrave pesa le plus durement sur les ouvriers : ceux de Wallonie furent constamment mis en concurrence avec les paysans prolétariés de Flandre, et leurs patrons, les capitalistes industriels, ne disposant pas directement de l'appareil d'Etat pour imposer à tous leur volonté et leur loi, payèrent une énorme rente aux seigneurs modernes de la terre en déduction de la plus-value extorquée aux ouvriers. Ce prélèvement freina, en outre, l'accumulation du capital dans l'industrie, en rendant plus laborieux le procès, douloureux par excellence pour les ouvriers surexploités de la phase d'accumulation dite primitive. Enfin, les capitalistes industriels furent d'autant plus enclins au compromis qu'ils craignaient les ouvriers.*

*La fraction la plus progressive des classes dominantes vécut ainsi dans l'équivoque la plus lâche et la plus coûteuse avec les propriétaires fonciers et réalisa l'union sacrée des classes dominantes sur le dos des classes ouvrières, la classe la plus rétrograde dominant la société pour compliquer à l'extrême l'accouchement de rapports modernes, plus francs et moins douloureux.*

*En Angleterre, les ouvriers purent profiter des discordances entre les deux classes possédantes pour intervenir au plan politique et faire passer leur législation ouvrière qui les soulageait progressivement de l'oppression spontanée et sauvage du capital. \* En Belgique, en revanche, les propriétaires fonciers ne se prêtèrent jamais à ce rôle d'ailleurs tout transitoire et contingent, en excitant les ouvriers contre les capitalistes pour en profiter. Ils y dominèrent carrément les deux classes pendant très longtemps, et firent traîner ensuite leur règne par leurs placements dans les chemins de fer, les communications, la finance et la bourse.*

---

\* Dans le *Capital* I, X/VI sur la journée de travail Marx écrit ainsi que, pour arracher la loi limitant la durée du travail à dix heures, les ouvriers "trouvèrent des alliés dans les conservateurs qui ne respiraient que vengeance contre les bourgeois".

*Les ouvriers pas plus que les capitalistes ne parvinrent dans ces conditions à imposer le suffrage universel qui, dès 1830, en Angleterre et en France, permit aux classes réelles du pays de faire entendre leur voix, à l'heure où le parlement avait encore une signification. Les trois faits suivants illustrent le rapport de forces en Belgique : l'article du code napoléonien interdisant les "coalitions" aux ouvriers fut supprimé en 1866, mais remplacé aussitôt par un texte restreignant complètement le droit des ouvriers de s'organiser et d'agir collectivement; la législation sur le livret d'ouvrier y resta le plus longtemps en vigueur : ce livret sanctionne l'absence de droit des travailleurs, "le maître étant cru sur parole" dans tous les conflits, et l'ouvrier étant lié, autant que faire se peut, à son usine, comme le serf l'était à sa glèbe; les grands propriétaires, majoritaires au Sénat, rejetèrent une loi, pourtant votée déjà par la Chambre, en vue de mettre fin au travail dans les mines des enfants âgés de moins de douze ans.*

*La structure de la production belge à ses débuts, du fait qu'elle reposait plus qu'ailleurs encore sur des productions liées à la terre — l'extraction du fer et du charbon, les chemins de fer et canaux, et même l'industrie du textile — renforçait tout naturellement la dépendance du capitaliste industriel vis-à-vis du propriétaire foncier, que le capitalisme est, de toute façon, incapable d'éliminer complètement. En effet, les trois figures classiques en sont le propriétaire foncier, détenteur du terrain exploité qui touche la rente; le fermier-capitaliste qui exploite industriellement le travail sur ce terrain et empoche le profit, et l'ouvrier sans réserve qui fournit le travail et touche le salaire.*

*L'Etat-nation belge, suscité par la contre-révolution, devait, par suite de son exigüité, prolonger et aggraver les conséquences de la domination des propriétaires fonciers : les industries de base liées à la terre restèrent d'autant plus longtemps prépondérantes qu'elles trouvaient des débouchés sur le marché international et que l'étroitesse du marché national ne favorisait pas l'essor rapide des grandes manufactures modernes de transformation et de consommation de masse, soit la multiplication des branches productives nouvelles.*

*Au niveau politique, la prédominance de la classe foncière se manifeste par le maintien obstiné du cens électoral qui assurait le pouvoir politique aux propriétaires au sein de ce que Marx appelle l'Etat constitutionnel modèle, autrement dit un Etat sans protection sociale contre l'arbitraire ou le despotisme de fabrique. Comme on l'a vu précédemment, l'Etat belge parvint à arrêter le flot de la révolution de 1848 à ses frontières, si bien que tout resta en l'état — et ce ne fut qu'en 1885 que les ouvriers, dans une lutte d'une rare violence, arrachèrent le suffrage universel, qui brisa l'Etat censitaire et permit ce que les sociaux-démocrates appelèrent des "réformes socialistes" en faveur des ouvriers, alors qu'il ne s'agissait — comme Marx le décrit de manière classique à l'exemple de la lutte de classes en Angleterre dans le Capital — que de droits démocratiques et de la législation bourgeoise de fabrique, organisant rationnellement l'exploitation capitaliste, sans jamais l'anéantir tant que les ouvriers n'auront pas conquis le pouvoir politique dans la société.*

## **L'union sacrée contre les ouvriers**

---

*Le compromis honteux entre propriété foncière et capitalisme industriel se manifesta, en outre, par la brutalité sauvage avec laquelle les ouvriers étaient mitraillés et écrasés à la moindre velléité de révolte, à l'occasion d'arrêts de travail ou de revendications de salaire : l'armée, composée de culs terreux et commandée par des hobereaux, fut longtemps inconditionnellement au service des classes dominantes contre les ouvriers. Cette conjuration explique aussi — comme Marx le met en évidence dans des passages que nous avons extraits du Capital sur la Belgique, pays modèle de tous les pays capitalistes passés, présent et futurs — que les bourgeois considèrent ensuite tout naturellement que les ouvriers n'ont aucun droit — pas même celui d'arrêter le travail ou de recevoir un salaire pour leur peine ! Il se trouve qu'une classe régnante où dominent les oisifs rentiers, qui touchent leurs revenus par la grâce de leur titre de propriété, ne peut concevoir que l'on fasse dériver un salaire*

*de ses efforts productifs : pour elle, le travail n'est rien et n'a pas de prix, les propriétaires vivant du revenu de leur titre, et les ouvriers du bon vouloir de leurs maîtres et seigneurs. De plus, ceux-ci exercent la justice, c'est-à-dire la répression, comme bon leur semble et ne sont bridés par aucune loi ni institution.*

*C'est ce qui apparut le plus clairement en Belgique dès le début du capitalisme. Or il se trouve que cette conception de la gratuité de la force de travail n'est pas le simple fait des propriétaires fonciers. Contrairement à ce que pensait le généreux Saint-Simon, dont la conception s'explique au début de notre ère, où le capitalisme fut productif au sens social qu'il introduisit révolutionnairement un mode de production d'une efficacité supérieure au précédent, le capitaliste n'est pas productif dans le procès de travail, puisqu'il ne produit aucune plus-value et ne touche aucun salaire, mais par définition le profit, soit un prélèvement sur la plus-value produite par autrui. Comme Engels le démontra bientôt, la personne du capitaliste devient rapidement superflue, "toutes ses fonctions étant assurées par des employés salariés" (Anti-Dühring), si bien que sa haine du travail finit par être égale à celle du propriétaire : les travailleurs productifs n'exigent-ils pas des salaires qui viennent en déduction de la plus-value et ne dérangent-ils pas la course au profit par leurs revendications de toute sorte ?*

*La brutalité des classes dominantes belges à l'égard des ouvriers ne s'applique donc pas seulement au début de la phase capitaliste et se répète dans tous les pays qui viennent d'entrer dans le cadre de l'enfer capitaliste — comme la Turquie où l'on attaque les grévistes à la mitrailleuse, ou au Pérou où on les massacre au lance-flammes des tanks et on les ramasse au bulldozer pour les enfouir dans les fosses communes: Il y a toujours assez de bras qui viennent de l'agriculture ruinée par l'évolution capitaliste. La théorie bourgeoise veut enfin que la force de travail n'ait pas de valeur et que seul son exercice ou son application à la matière produise de la valeur.*

*L'ouvrier ne vaut donc rien, et ne coûte rien au capital. Cet après-guerre a vu comment les pays de capitalisme développé faisaient venir leur main-d'oeuvre de pays où elle avait grandi sans frais, et les guerres consécutives aux crises de surproduction humaines et marchandes ont montré avec quel mépris le capital traite la vie des travailleurs vulgaires. Certes, les frais de formation et d'éducation des spécialistes et de l'aristocratie ouvrière sont payés par le capital général, et le capital a certains égards, dans des conditions données, pour cette précieuse main-d'oeuvre.*

*Quoi qu'il en soit, les ouvriers mitraillés par la soldatesque belge à l'époque de la 1ère Internationale ne coûtaient rien au capital et à l'Etat belges, car la main-d'oeuvre fourmillait en Flandres, où les enfants "poussaient tout seuls" et travaillaient dès leur âge le plus tendre.*

## Le modèle universel belge

*Marx a décrit pour le prolétariat international d'hier, d'aujourd'hui et de demain les traits caractéristiques du capital dans les pays où les phénomènes sont apparus à l'état le plus pur (classique). Si, dans les textes politiques, il voit dans l'Etat belge le modèle constitutionnel à suivre par tous les Etats capitalistes du monde, il définit dans ses textes économiques, la Belgique comme le paradis des capitalistes. Heureux pays, en effet, pour les bourgeois et propriétaires, où tout était privé, l'ouvrier n'ayant pas le moindre recours contre les empiètements et abus du capital qui exploite librement, sans contrainte ni retenue aucune. C'est de ce spectacle tragique pour les travailleurs que Marx tira les leçons les plus hautes pour la classe ouvrière : la nécessité d'une action politique pour brider d'abord le capital avant de le renverser et de le détruire, et la nécessité d'actions revendicatives pour préparer, dès la lutte quotidienne, l'action subversive suprême qui prélude au règne du travail dans la société et la production. Or, c'est en Belgique que, sous la suggestion immédiate du milieu, la fraction dirigeante des organisations ouvrières céda le plus*

souvent au proudhonisme et au bakouninisme qui méprisaient le moyen des grèves et rejetaient l'action politique et la perspective d'une dictature de l'Etat transitoire du prolétariat.

A l'époque de la Première Internationale, les prolétaires et leurs leaders politiques d'Angleterre ressentait davantage que dans l'artificieuse petite Belgique la nécessité de s'engager dans la juste voie politique du marxisme. La cause essentielle en était que les structures de classes et de l'Etat belges faisaient que la classe ouvrière y était pratiquement désarmée et sans recours, n'ayant aucun droit ni aucune possibilité de s'organiser solidement et systématiquement en face de la conjuration de toutes les classes possédantes qui faisait de la Belgique le "paradis des capitalistes".\* Peu de classes ouvrières furent alors aussi combattives, mais en même temps si peu armées pour arracher une conquête et la tenir — d'ou cette lutte sourde et sporadiquement violente, si longtemps sans issue, mais incessante en Belgique.

---

\* A l'occasion du centenaire de la création de la 1ère Internationale, de nombreux travaux de circonstance ont été rédigés sur le mouvement ouvrier de l'époque. Les idées subjectivistes les plus bourgeoises s'y font jour. Par exemple, le préjugé stupide de compter le nombre d'adhérents d'un mouvement aussi nouveau et sporadique que la 1ère Internationale : mais un bourgeois croit avoir quelque chose de "concret" à se mettre sous la dent avec des chiffres, surtout s'ils alignent un certain nombre de zéros. Ainsi l'affirmation aussi selon laquelle la classe ouvrière belge avait une mentalité spécifiquement proudhonienne à cette époque et répugnait à lutter et à s'organiser politiquement de manière durable. En réalité, le proudhonisme belge n'était que l'adaptation immédiate à l'anarchie du "paradis capitaliste belge", avec son refus de s'organiser politiquement et ses coopératives de consommation imitées des bourgeoises coopératives de production. De fait, la pression des classes dirigeantes était telle sur les ouvriers que ceux-ci ne pouvaient lutter, et donc agir collectivement sous l'égide d'un mot d'ordre de l'Internationale, que de manière sporadique, sous le feu de la révolte, la pression de l'ordre capitaliste défendu par la soldatesque et les porte-paroles politiques officiels et officieux désarmant ensuite entièrement les ouvriers. L'histoire du Parti Ouvrier Belge, qui fut préparé opiniâtement par les tentatives d'organisation de la 1ère Internationale et les luttes grandioses sous ses mots d'ordre marxistes, montre au contraire que la classe ouvrière belge avait un goût marqué pour l'organisation politique et l'action collective de classe, dont profitèrent hélas les réformistes et non les révolutionnaires.

*Si l'on peut tirer une leçon de la méthode contre-révolutionnaire qui découpe aujourd'hui l'Europe et le monde en plus de cent petites Belgique, cloisonnées pour empêcher la sève vitale de parcourir tout le corps de l'humanité et faire sauter un mode de production et de vie sclérosé et suranné, c'est que les ouvriers doivent déployer dans les minuscules Etats une énergie et une combativité inouïes, pour des résultats locaux incertains et parfaitement éphémères, parce que la décentralisation et la dispersion permettent la plus grande anarchie et le plus grand arbitraire. L'isolement localiste entraînant le particularisme et l'autonomie des groupes humains, le découpage belge a entraîné ensuite la pire dissection de la classe ouvrière à l'image de la division aiguë du travail dans le capitalisme sénile, par sa fragmentation en innombrables catégories professionnelles, hiérarchisées en grilles infinies de salaires, déterminées par les palabres des conventions collectives des fonctionnaires syndicaux qui, au lieu d'unir et de solidariser la classe ouvrière, la fractionne de manière corporatiste comme au moyen-âge. C'est donc tout logiquement qu'après avoir brillé dans sa première phase par l'absence de toute législation ouvrière de fabrique, la Belgique est devenue, dans sa seconde période de développement capitaliste, le paradis des réformistes. Face à l'impuissance et à la misère précédentes qui sont entrées dans la chair et le sang des masses — il suffisait de quelques lois de protection ouvrière assorties de garanties toujours compromises afin de remobiliser les ouvriers, pour qu'un changement immense semble atteint dans ce pays modèle de l'anarchie et de l'arbitraire capitalistes, et pour que ces réformistes abandonnent le but révolutionnaire suprême de la destruction de l'Etat bourgeois, qu'ils adorent au contraire depuis lors et en qui ils voient leur Dieu et leur patron tutélaire.*

## 2. ÉCONOMIE ET POLITIQUE

### Productivité agricole, prémisses de

---

### l'essor industriel

La nécessité impérieuse d'une utilisation parcimonieuse et commune de l'eau a conduit en Occident — par exemple, en Flandre et en Italie — à un réseau volontairement établi d'entreprises privées, tandis qu'en Orient, où le niveau de production était trop bas et l'extension des territoires trop vastes pour susciter des libres associations, l'intervention de l'Etat s'avéra indispensable. \*

La nécessité de diriger socialement une force naturelle, de s'en servir, de l'économiser, de se l'approprier en grand par les oeuvres d'art, bref de la dompter, joue le rôle décisif dans l'histoire de l'industrie.\*\*

C'est ainsi qu'il fallut régler et distribuer le cours des eaux en Egypte, en Lombardie, en Hollande, etc. La canalisation, tel a été le secret de l'épanouissement de l'industrie en Espagne et en Sicile sous la domination arabe.

---

\* Cf. Marx, *la Domination britannique en Inde*, in "New York Tribune", 25. VI. 1853.

*Les quelques extraits suivants tracent les grandes lignes de la formation de la rente foncière, et donc de la classe des propriétaires fonciers, à partir de l'occupation violente du sol, dont dérive une première rente juridique de propriété foncière. Une seconde rente est perçue par les individus privés, lorsque des améliorations sont apportées au sol par des travaux d'irrigation, des canalisations, des amendements qui augmentent la productivité du sol. Une terre aussi féconde que les Flandres appelait pour ainsi dire une telle amélioration par la haute qualité de son sol, et elle fut particulièrement propice au développement de l'agriculture qui donne lieu à une plus-value privée, tant que la terre n'est pas gérée en compte collectif.*

\*\* Cf. Marx, *le Capital I*, Ve section, chap. XVI sur la plus-value absolue et relative.

Les meubles, la joaillerie et les tissus allemands, des pièces de soie italiennes, de la dentelle du Brabant, des peaux des régions septentrionales de l'Europe, des parfums d'Arabie, des fruits du Levant, des épices indiennes — tout, sauf du savon — étaient achetés par les citoyens du moyen âge.\*

Un certain commerce mondial s'était développé : les Italiens traversaient la Méditerranée et, en outre, remontaient les côtes de l'Atlantique jusqu'en Flandre, les Hanséates dominaient encore toujours, malgré un début de concurrence des Hollandais et des Anglais, la mer du Nord et la Baltique.

Certes, l'antique économie naturelle continuait largement à subsister. Cependant, dans des districts entiers — par exemple, en Hollande, en Belgique et sur le Rhin inférieur, les paysans se mirent bientôt à substituer les redevances monétaires aux corvées et fournitures en nature. Ce fut de la sorte que maîtres et sujets firent le premier pas décisif au passage du rapport fermier-propriétaire foncier. C'est là où les institutions politiques du féodalisme perdirent en premier leur base sociale.

---

\* Cf. Engels, *Sur le déclin du féodalisme et la montée de la bourgeoisie*, manuscrit rédigé vers la fin de 1884.

*Dans la préface italienne du Manifeste, Engels déclare que c'est en Italie qu'a surgi la première nation capitaliste. Celle-ci s'est ensuite assoupie pour renaître 500 ans plus tard — un peu comme les Flandres ont eu leur floraison au XIII<sup>e</sup> siècle, puis ont différé les horreurs du passage au capitalisme industriel moderne, en se complaisant dans la phase intermédiaire que Marx qualifie d'âge d'or du travail.*

*Il y a trois sortes de défaites pour la révolution dans l'histoire : la première, la plus glorieuse, car elle préserve l'avenir, est celle qui est vaincue les armes à la main, comme la Commune de 1871 ; la seconde, celle qui ne parvient pas à prendre le pouvoir, soit parce qu'elle a été battue au moment de l'assaut, soit — ce qui est plus grave — parce que ses principes et sa volonté subversives ont flanché avant le moment décisif ou, pire encore, parce qu'après le triomphe de la révolution, elle a dégénéré, comme la Russie de Staline ; la troisième est une révolution qui s'est assoupie par destruction du tissu social qui la nourrissait. C'est l'exemple des Communes italiennes aussi bien que flamandes. Ce sont, en fin de compte, de fulgurantes apparitions qui préfigurent, dans leur éclat tout neuf, l'avenir de l'humanité, puis retombent dans la nuit des temps.*

Toutes les méthodes par lesquelles on veut, dans l'agriculture, soit répartir plus également sur toute l'année les dépenses en salaire et moyens de travail, soit diminuer le temps de la rotation en pratiquant la culture de produits plus variés, qui permet plusieurs récoltes au cours de l'année, exigent une augmentation du capital circulant avancé dans la production, déboursé en salaires, engrais, semences, etc. \* C'est ce qui se produit lorsque, de l'assolement triennal avec jachère, on passe à la culture alternative sans jachère. C'est également le cas, dans les Flandres, pour les *cultures dérochées*.

”Les plantes à racines utiles sont prises en culture dérochée, le même champ donnant d'abord des céréales, du lin, du colza pour les besoins de l'homme, et puis des racines semées après la moisson pour entretenir le bétail. Ce système qui permet de garder constamment les bêtes à cornes dans l'étable produit une accumulation considérable de fumier et devient ainsi le pivot de la rotation des cultures. Plus du tiers de la surface cultivée est consacré, dans la zone sablonneuse, aux cultures dérochées; c'est donc comme si l'on augmentait d'un tiers l'étendue du sol exploité”

A côté des racines, on emploie également dans cette région du trèfle et d'autres plantes fourragères.

”La culture ainsi poussée jusqu'au point où elle devient du jardinage exige, on le comprend sans peine, un capital d'exploitation relativement considérable. Ce capital est estimé en Angleterre à 250 francs par hectare.

En Flandre, nos cultivateurs jugeront sans doute beaucoup trop bas un capital de 500 francs pour la même surface. \*\*

---

\* Cf. Marx, le Capital II, chap. XIII : Le temps de production. Dans ce passage, Marx explique comment s'est développée la rente différentielle liée aux améliorations apportées à la terre par l'art de l'homme. L'élevage a pu s'ajouter à l'agriculture destinée à procurer l'alimentation végétale de l'homme, grâce aux cultures dérochées, faites dans l'intersaison, qui permirent une production nouvelle, tandis que les déchets de celle-ci servirent à mieux fumer la terre, et donc d'accroître la productivité du sol pour les deux sortes de culture. C'est dans les Flandres que Marx a trouvé l'exemple le plus classique de ce passage essentiel de l'humanité laborieuse. On constatera qu'une rente nouvelle ne se dégage que sur un fonds premier qui est développé au maximum, et se trouve renforcé par l'élément nouveau.

On trouvera un exposé systématique sur la question agraire dans la théorie marxiste in : "Fil du Temps", Nos 2, 4 et 7.

\*\* Par Emile de Laveleye : Essais sur l'économie rurale de la Belgique, Paris, 1863, p. 45, 46, 48 (Note de Marx).

## Naissance de la propriété et de la rente foncières

---

La propriété foncière présuppose le monopole de certaines personnes sur des portions déterminées du globe terrestre pour en disposer comme sphères exclusives de leur volonté privée, en en excluant toutes les autres. \* C'est sur cette première base que se développe la valeur économique de la terre par la mise en valeur ultérieure de ce monopole sur la base productive capitaliste. En effet, rien n'est encore fait, lorsqu'existe le pouvoir juridique de ces personnes d'user et d'abuser de ces portions du globe. L'utilisation en dépend entièrement des conditions économiques existantes, qui sont indépendantes des volontés humaines...

Le capital peut être fixé au sol, être incorporé à la terre, soit de manière plus ou moins passagère, comme lorsqu'on l'améliore avec des moyens chimiques, des engrais, de la fûmure, etc., soit de manière plus permanente, comme lorsqu'on procède à des travaux fixes de drainage, d'irrigation, de nivellement ou à des constructions de caractère économique.

Dans la *Misère de la Philosophie*, j'ai appelé le capital incorporé à la terre la "terre-capital". Elle se range dans la catégorie du capital fixe.

L'intérêt payé par le fermier au propriétaire foncier pour le capital incorporé à la terre et les améliorations qu'obtient ainsi ce moyen de production constitue une partie seulement de la rente, car elle se distingue de la rente foncière proprement dite, celle qui est payée pour l'utilisation du sol, qu'il se trouve à l'état naturel ou qu'il soit cultivé. \*\*

---

\* Cf. Marx, le Capital, III, chap. 37

\*\* Note (voir page suivante)

## Industries surgies de la terre

---

Le capital fixe se compose de parties constituantes de la même espèce, mais qui ne durent pas également longtemps, puisqu'elles doivent être renouvelées en divers espaces de temps. \*\* Il en va ainsi des rails dans les gares qu'il faut remplacer plus souvent que d'autres parties du réseau. Ainsi les traverses ont été remplacées, selon Lardner au cours des 50 ans que subsistent les chemins de fer belges, à un taux de 8 p.c., autrement dit toutes les traverses ont été remplacées dans le cours de 12 années.

---

*\* Tant que, dans l'agriculture, les éléments incorporés à la terre pour l'améliorer et en tirer une rente plus grande sont relativement peu importantes, c'est-à-dire ne sont pas des produits de la grande industrie, la rente foncière découlant du droit d'utiliser la terre, c'est-à-dire du monopole juridique du terrain, prédomine et fait que les propriétaires fonciers ont un caractère nettement précapitaliste.*

*En Belgique, la classe des propriétaires fonciers et leur parti catholique furent si longtemps puissants, parce que leur droit juridique de propriété était renforcé par les améliorations incorporées à une terre féconde. Or, comme la révolution politique ne les délogea pas finalement de leurs positions économiques, il fallut attendre que les améliorations incorporées à la terre eussent pris une énorme extension, grâce au fait que l'industrie les fabriquent, pour que ces rentiers s'embourgeoient et se soumettent enfin au capitalisme industriel. En d'autres termes, en l'absence de la violence révolutionnaire, les rapports sociaux à la campagne restèrent plus longtemps qu'ailleurs soumis aux propriétaires fonciers de caractère plus ou moins précapitalistes.*

*Dans son article intitulé les Perspectives de la guerre en Prusse, ("New York Tribune", 31.III.1859), Marx affirmait que le parti catholique de Belgique et de France (ces propriétaires fonciers ex-ci devants, qui avaient été rétablis dans leurs "droits" de monopole foncier par les baïonnettes de la Sainte-Alliance en 1815) avait une sympathie spontanée pour l'Autriche où régnait toujours la monarchie absolue., précapitaliste et basée sur le monopole de la propriété foncière prébourgeoise.*

*\*\* Cf. Marx, Capital III, chap. 8 sur le capital fixe et circulant. Ce n'est pas par hasard que Marx prend la Belgique comme exemple des chemins de fer, base du capital financier. L'unité de ce pays ne fut pas tant l'oeuvre d'une révolution politique que le produit (transitoire) du développement des chemins de fer, qui sont liés au développement du capital fixe incorporé à la terre.*

*Suite note (voir page suivante)*

Les chemins de fer ont surgi d'abord comme "couronnement de l'oeuvre" du capital dans les pays où l'industrie moderne était la plus développée, en Angleterre, aux États-Unis, en Belgique, en France, etc. \* Je parle de "couronnement de l'oeuvre" non seulement au sens où ce sont eux (ensemble avec les navires à vapeur pour le trafic océanique et les télégraphes) qui constituent les *moyens de communication*, mais encore parce qu'ils furent la base des sociétés par actions géantes et en conséquence le point de départ pour toutes les autres espèces de sociétés par action, à commencer les sociétés bancaires. En un mot, les chemins de fer donnèrent à l'industrie une impulsion insoupçonnée jusque-là et contribuèrent ensuite à l'accélérer et à le faire croître puissamment à l'activité cosmopolite du capital de prêt. Ce capital financier enserre désormais le monde dans un réseau d'escroquerie monétaire et d'endettement réciproque au nom de la fraternité "internationale" de la forme capitaliste.

En premier lieu, j'écris cette lettre pour vous demander un service personnel. Vous savez probablement qu'une partie de la bourgeoisie anglaise a formé une sorte de *Land League* contre la *Land and Labour League* des ouvriers. \*\*

---

*Suite de la note de la page précédente.*

Or on l'a vu, ce développement a été grandement freiné par le retour en masse des institutions politiques correspondant aux intérêts des ex-citoyens propriétaires fonciers. Le réseau de chemin de fer permit le passage de l'agriculture à l'industrie, par le truchement du capital financier, en même temps qu'il permit l'exploitation de tous les travailleurs par leur transport rapide sur les lieux de travail jusqu'à l'autre bout du pays — surtout pour les Flamands.

\* Cf. Marx à N. Fr. Danielson, 10.IV.1879.  
On voit la minutie des références de Marx : la Belgique était effectivement à l'époque le troisième pays industriel du monde — même avant la France qui avait fait sa révolution politique cent ans avant la date de cette lettre.

\*\* Cf. Marx à César De Paepe, 24 janvier 1870.  
Dans sa lettre du 14.VII.1870 à Jung, Marx avait établi un schéma de programme, dont les points suivants concernent la question agraire : "III. Moyens pratiques pour transformer la propriété agraire en propriété communautaire (cf. remarque).....

*Suite note (voir page suivante)*

Leur but ostensible est de transformer la propriété foncière anglaise en propriété parcellaire, et de créer une paysannerie pour le plus grand bien du peuple. Leur but réel est l'attaque contre l'aristocratie foncière. Ils veulent jeter le sol en libre circulation pour le transférer ainsi des mains des landlords dans les mains des capitalistes.

A cet effet, ils publient une série de traités populaires, sous le titre de *Cobden Treaties*, où la petite propriété est peinte en couleurs roses.

Leur grand cheval de bataille, c'est la *Belgique* (principalement les *Flamands*). Ils racontent que, dans ce pays, les paysans se trouvent dans des conditions paradisiaques. \* Ils se sont mis en relation avec M. de Laveleye, qui leur fournit les faits pour leurs déclamations. Maintenant, comme je traite dans le 3<sup>e</sup> volume du *Capital* la propriété foncière, je crois utile d'y entrer un peu dans les détails de la constitution de la propriété foncière en Belgique et de l'agriculture belge. Voudriez-vous avoir la bonté de m'écrire *les titres des livres principaux* que je dois consulter ?

Inutile de vous dire qu'il n'y a rien de vrai dans le tableau que l'on a fait en Angleterre de la propriété en Belgique et de la situation des paysans dans nos provinces flamandes en particulier. \*\* Je me contente de vous indiquer les principaux ouvrages où vous trouverez des renseignements sur l'état de l'agriculture dans notre pays :

---

*Suite de la note de la page précédente.*

*Note au point III : Le Conseil général belge a proposé la question suivante : "Les moyens pratiques pour former des sections de travailleurs agricoles au sein de l'Internationale et pour établir la solidarité entre les prolétaires de la campagne et ceux des autres branches de l'industrie". Le Conseil général de l'Association Internationale est d'avis que cette question passe au point III.*

\* *Le paradis belge n'existait donc pas seulement dans les villes, les usines et les mines pour le plus grand bonheur des capitalistes, mais encore dans les campagnes à la plus grande satisfaction des propriétaires fonciers.*

\*\* *Lettre de réponse de César De Paepe du 1<sup>er</sup> février 1870 à la lettre de Marx du 24 janvier 1870. L'entière lettre se trouve in : Entre Marx et Bakounine : César De Paepe, texte de présentation et notes par Bernard Dandois, Ed. Maspéro, 1974, p.87 - 88.*

1. *Exposé de la situation du Royaume*, en 3 volumes, de l'année 1850 à l'année 1860 (dans le premier volume, voir l'article "Territoire"; dans le troisième volume, voir le titre IV : "Agriculture").  
N.B. : *L'Exposé du Royaume* pour la période 1860 - 1870 est sous presse.
2. Agriculture : Recensement général du 31 décembre 1856, publié par le ministère de l'Intérieur.
3. *Id.* — Recensement de 1846.
4. Ducpétiaux, *Budget économique des classes ouvrières* (partie ayant trait aux travailleurs agricoles).
5. Poggendorf, *Belgische Landwirtschaft* (id. par Schwarz)
6. Sr. Docte, *Sur l'amélioration de la culture en Belgique*.
7. Kervijn, *Aanmerkingen op de Vlaamsche Landbouw*.
8. Les rapports annuels de la Commission centrale d'agriculture (et du Conseil supérieur d'agriculture).
9. La collection des *Annuaire des agriculteurs* (paraissait tous les ans à la Librairie agricole de M. Tarlier, à Bruxelles).
10. Collection du *Journal agricole de la province de Brabant*.
11. De Laveleye, *Essai sur l'économie rurale de la Belgique*.

Je n'ai absolument pas de temps pour aborder la question agraire. \* Au demeurant, cela a été un point délicat pour l'Internationale : D'une part, à cause des proudhoniens qui étaient fous de la parcelle en France, en Belgique, etc. et, d'autre part, à cause de l'abolition du droit d'héritage sur laquelle Bakounine jouait pour troubler la question.

---

\* Cf. Engels à K. Kautsky, 22. XI. 1894.

## Le paradis belge des capitalistes

---

L'histoire de la réglementation de la journée de travail dans certains secteurs de la production, comme la lutte qui se poursuit encore dans d'autres secteurs pour obtenir cette même réglementation démontrent de manière tangible que le travail isolé et dispersé ainsi que le travailleur qui vend "librement" sa force de travail, succombent sans résistance possible dès que la production capitaliste atteint un certain niveau de développement. \*

La création d'une journée de travail normale est donc le résultat d'une guerre civile fort longue et plus ou moins dissimulée entre la classe capitaliste et la classe ouvrière. Cette lutte commençant dans le secteur de l'industrie moderne, elle s'est déroulée en premier dans la patrie même de l'industrie — l'Angleterre. Les ouvriers des fabriques anglaises furent les premiers champions de la classe ouvrière, de même que leurs théoriciens furent les premiers qui attaquèrent la théorie du capital.

La Belgique, ce paradis du libéralisme continental, ne laisse pas non plus voir de trace de ce mouvement. Même dans ses mines de charbon et de métal, les travailleurs des deux sexes et de tout âge sont consommés avec une "liberté" totale, sans aucune limitation de durée et d'heures de service. Sur 1.000 personnes employées, il y a 733 hommes, 88 femmes, 135 garçons et 44 jeunes filles de moins de 16 ans; dans les hauts fourneaux, sur 1.000 également, il y a 688 hommes, 149 femmes, 98 garçons et 85 jeunes filles de moins de 16 ans. Il s'y ajoute que le salaire est très faible pour une ex-

---

\*Cf. Marx, le *Capital*, I, 3e section, chap. X/VII sur "la lutte pour journée de travail normale, contre-coup de la législation anglaise sur les autres pays".

Nous rassemblons ici tous les passages relatifs à la Belgique extraits du *Capital* qui est déjà largement diffusé. Nous avons comparé entre elles les différentes éditions et nous nous sommes efforcés de refaire la traduction en nous appuyant certes sur celle, classique mais parfois un peu rapide, de J. Roy. Nous retrouvons ainsi jusque dans ses détails les allusions de Marx à la Belgique.

En outre, comme les passages du *Capital* concernant la Belgique se trouvent le plus souvent en note, nous nous sommes permis de les reprendre ici en les rattachant au texte, soit l'idée qu'elles illustrent.

ploitation énorme des forces de travail parvenues ou non à maturité. Il est par jour en moyenne de 2 sh 8 d pour les hommes, 1 sh 8 d pour les femmes et 1 sh 2 1/2 d pour les garçons. C'est pourquoi aussi la qualité et la valeur du charbon de fer, etc. exportés entre 1850 et 1863 par la Belgique ont pratiquement doublé.

Il est de mode, parmi les capitalistes anglais, de dépeindre la Belgique comme le *paradis des travailleurs*, parce que la "liberté du travail", ou ce qui est la même chose, la "liberté du capital", n'y périlicite pas sous l'effet du despotisme ignominieux des syndicats, de la législation de fabrique et des inspecteurs de fabrique. \* S'il y eut quelqu'un de bien initié aux mystères du bonheur des libres travailleurs belges, ce fut sans doute feu M. Dupcétiaux, inspecteur général des prisons et des établissements de bienfaisance belges et en même temps membre de la Commission centrale de statistique. Ouvrons son ouvrage sur les *Budgets économiques des classes ouvrières en Belgique*, Bruxelles, 1855. Nous y trouvons entre autre une famille ouvrière belge normale, dont l'auteur calcule d'abord les dépenses ainsi que les recettes d'une année d'après des données très exactes et dont il compare ensuite le régime alimentaire à celui du soldat, du marin d'Etat et du prisonnier. La famille "se compose du père, de la mère et de quatre enfants". Sur ces six personnes, "quatre peuvent être occupées utilement pendant l'année entière". On suppose qu'il n'y a "ni malades ni infirmes", ni "dépenses de l'ordre religieux, moral et intellectuel, sauf une somme très minime pour le

---

\* Cf. Marx, le *Capital I*, 7e section, chap. XXV/Vd sur "l'Effet des crises sur la partie la mieux payée de la classe ouvrière".  
La bourgeoisie anglaise — qui était la plus développée de toutes — trouve son modèle dans la petite Belgique, où les heureux capitalistes n'ont pas à subir les "horreurs" d'une législation du travail restreignant leur despotisme et leur arbitraire dans les fabriques, car il y règne la liberté absolue pour les capitalistes d'exploiter et les ouvriers de subir, les premiers faisant ce qui leur plaît et les seconds souffrant ce qui plaît aux premiers, grâce au libéralisme de l'Etat constitutionnel belge modèle.  
Le secret de ce passage du *Capital*, c'est que la décentralisation et l'anarchie de la production qui en résulte sont le fruit privilégié de petits Etats-nations comme la Belgique et sont une arme puissante contre les ouvriers qui y subissent, sans écran protecteur, l'exploitation capitaliste dans toute sa sauvagerie spontanée.

culte (chaises à l'église)", ni "contribution aux caisses d'épargne, à la caisse de retraite, etc.", ni "dépenses de luxe ou provenant de l'imprévoyance". Cependant, le père et le fils aîné se permettent "l'usage du tabac, et le dimanche la fréquentation du cabaret", ce qui leur coûte la somme totale de 86 c. par semaine. "Il résulte de l'état général des salaires alloués aux ouvriers des diverses professions.... que la moyenne la plus élevée du salaire journalier est de 1 fr. 56 c. pour les hommes, 89 c. pour les femmes, 56 c. pour les garçons et 55 c. pour les filles. Calculées à ce taux, les ressources de la famille s'élèveraient au maximum à 1.068 fr. annuellement... Dans le ménage.... pris pour type sont réunies toutes les ressources possibles."

"Or en attribuant à la mère de famille un salaire, nous enlevons à ce ménage sa direction : comment sera tenu l'intérieur ? Qui veillera sur les jeunes enfants ? Qui préparera les repas, fera les lavages, les raccommodages ? Tel est le dilemme qui se pose chaque jour aux ouvriers".

Le budget annuel de la famille est donc :

Le père	300 jours à . . . . .	fr. 1,56	fr. 468
La mère	— — —	0,89	267
Le garçon	— — —	0,56	168
La fille	— — —	0,55	165
Total . . . . .			1.068

"La dépense annuelle de la famille et son déficit s'élèveraient, dans l'hypothèse où l'ouvrier aurait la même alimentation que :

le marin à ...	1.820 fr.	Déficit . . . . .	760 fr.
le soldat à ...	1.473 fr.	— — — . . . . .	405 fr.
le prisonnier à ...	1.112 fr.	— — — . . . . .	44 fr.

“On voit que peu de familles ouvrières peuvent atteindre, nous ne dirons pas à l’ordinaire du marin ou du soldat, mais même à celui du prisonnier. La moyenne générale du coût de chaque détenu dans les diverses prisons a été de 63 c. en 1847 - 1849 en Belgique. Si l’on compare ce montant à celui de l’entretien journalier du travailleur, la différence est de 13 c. On peut remarquer, en outre, que si, dans les prisons, il faut tenir compte des dépenses d’administration et de surveillance, par contre, les prisonniers n’ont pas à payer de loyer, que les achats qu’ils font aux cantines ne sont pas compris dans les frais d’entretien, et que ces frais sont fortement abaissés par suite du grand nombre de têtes qui composent les ménages et de la mise en adjudication ou de l’achat en gros des denrées et autres objets qui entrent dans leur consommation.... Comment se fait-il, cependant, qu’un grand nombre, nous pourrions dire la grande majorité des travailleurs, vivent à des conditions plus économiques ? C’est... en recourant à des expédients dont l’ouvrier seul a le secret : en réduisant sa ration journalière; en substituant le pain de seigle au pain de froment; en mangeant moins de viande ou même en la supprimant tout à fait, de même que le beurre, les assaisonnements, en se contentant d’une ou deux chambres où la famille s’entasse, où les garçons et les filles couchent à côté les uns des autres, souvent sur le même grabat, en économisant sur l’habillement, le blanchissage, les soins de propreté, en renonçant aux distractions du dimanche, en se résignant enfin aux privations les plus pénibles. Une fois parvenu à cette extrême limite, la moindre élévation du prix des denrées, un chômage ou une maladie augmente la détresse du travailleur et provoque sa ruine complète : les dettes s’accumulent, le crédit s’épuise, les vêtements, les meubles les plus indispensables sont engagés au mont-de-piété, et, finalement, la famille sollicite son inscription sur la liste des indigents”. (Ducpétiaux, l.c., p.151, 154, 155, 156.)

De fait, dans ce “paradis des capitalistes”, la moindre variation du prix des substances de première nécessité est suivie d’une variation dans le chiffre de la mortalité et des crimes ! (*V. Manifest der Maatschappij : De Vlamingen vooruit !* Bruxelles 1860, p. 12). La Belgique compte en tout 930.000 familles qui, d’après la statistique officielle, se ré-

partissent de la manière suivante : 90.000 familles riches (électeurs): 450.000 personnes, 190.000 familles de la petite classe moyenne dans les villes et les villages: 1.950.000 personnes, dont une grande partie tombe sans cesse dans le prolétariat; 450.000 familles ouvrières, 2.250.000 personnes. Plus de 200.000 de ces familles se trouvent sur la liste des pauvres !

En 1852, lorsque Louis Bonaparte s'efforça de se donner une assise bourgeoise, en s'en prenant à la législation sur la journée de travail, la population ouvrière cria tout d'une voix en France : " La loi qui réduit à 12 heures la journée de travail est le seul bien qui nous soit resté de la législation de la République !" \* ...

La Belgique s'avère aussi comme l'Etat bourgeois modèle pour ce qui concerne la réglementation de la journée de travail. Lord Howard de Welden, plénipotentiaire anglais à Bruxelles, écrit dans son rapport du 12 mai 1862 au ministère des Affaires extérieures : "Le ministre Rogier m'a déclaré que le travail des enfants n'était limité ni par une loi générale, ni par des règlements locaux; que le gouvernement, durant les trois dernières années, avait eu le dessein, à chaque session, de présenter aux Chambres une loi à ce sujet, mais qu'à chaque fois il avait trouvé un obstacle invincible dans la crainte jalouse qu'inspire toute législation qui ne repose pas sur le principe de la liberté absolue du travail" ! Les soi-disant "socialistes belges" ne font que répéter sous une forme amphigourique ce mot d'ordre donné par leur bourgeoisie ! \*\*

---

\* Cf. Marx, le Capital I, 3e section, chap. X/V sur "la lutte pour la journée de travail normale. Lois coercitives pour la prolongation de la journée de travail depuis le milieu du XI<sup>e</sup> jusqu'à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle".

\*\* Cette dernière phrase n'est pas reproduite dans les éditions allemandes du Capital, par exemple in : Marx-Engels, Werke, Dietz, t. 23, 1962, p.293.

## L'absence de valeur des forces de travail

“Les salaires, dit J. St. Mill, n'ont aucune force productive; ils sont le prix d'une force productive.\* Ils ne contribuent pas plus à la production des marchandises en sus du travail que n'y contribue le prix d'une machine en sus de la machine elle-même. Si l'on pouvait avoir le travail sans l'acheter, les salaires seraient superflus” (*Essays On Some Unsettled Questions, Londres 1844, p. 90 -91.*)

Si l'ouvrier pouvait vivre de l'air du temps, il n'y aurait plus à le payer d'un prix quelconque. Ce prix zéro est donc une frontière au sens mathématique qui n'est pas à atteindre, bien qu'on s'en rapproche toujours.

Le capital tend constamment à le rabaisser à ce néant. Un écrivain du XVIIIe siècle que j'ai souvent cité, l'auteur de l'Essay on Trade and Commerce, révèle le secret intime du capitaliste anglais, déclarant que la grande tâche historique de l'Angleterre est de ramener chez elle le salaire au niveau français ou hollandais.

Le *Times* de décembre 1866 et janvier 1867 publiait des déclarations de propriétaires de mines anglaises qui épanchaient vraiment leur coeur, en dépeignant la situation prospère et enviable des mineurs belges, lesquels ne demandaient et ne recevaient rien de plus que ce qu'il leur fallait strictement pour vivre au profit de leurs patrons. Les ouvriers belges supportent beaucoup, mais de là à figurer comme ouvriers modèles dans le *Times* il y a tout de même une marge ! \*\* Début février 1867, les ouvriers des mines belges de Marchienne répondirent à ces apologies capitalistes par une grève qui fut écrasée à coups de fusil.

---

\* Cf. Marx, le Capital, I, 7e section, chap. XXIV/4.

\*\* Marx montre ici que le capitalisme modèle de Belgique veut également avoir des ouvriers modèles, travaillant pour un salaire aussi proche que possible de zéro, comme l'a théorisé l'économiste bourgeois Mill qui en fait l'idéal du capital en général. Or la bourgeoisie anglaise fut incapable d'appliquer cette théorie à sa classe ouvrière, en raison des luttes revendicatives acharnées de celle-ci.

La France marche à pas lents sur les traces de l'Angleterre.\* Il lui fallut la révolution de Février (1848) pour enfanter la loi des 12 heures, bien plus défectueuse que son original anglais. Toutefois la méthode révolutionnaire française a aussi ses avantages particuliers. Elle dicte d'un seul coup à tous les ateliers et à toutes les fabriques, sans distinction, une même limite de la journée de travail, tandis que la législation anglaise, cédant malgré elle à la pression des circonstances, tantôt sur un point, tantôt sur un autre, prend toujours le meilleur chemin pour faire éclore toute une nichée de difficultés juridiques. D'autre part, la loi française proclame, au nom des principes, ce qui n'est conquis en Angleterre qu'au nom des enfants, des mineurs et des femmes, et n'a été réclamé que depuis peu de temps à titre de droit universel. \*\*

---

*Suite de la note de la page précédente.*

*Dans les grands pays comme l'Angleterre, les conquêtes sociales, pour durer, furent codifiées en lois d'Etat qui s'imposent aussi bien aux ouvriers qu'aux capitalistes, par exemple, la réduction du temps de travail qui s'oppose à la durée de travail illimitée et aux heures "supplémentaires". Il se trouve que les grands pays, ne serait-ce que pour niveler la concurrence sur le marché mondial, imposent ensuite leur législation sociale directement ou indirectement, par le jeu de la concurrence économique, aux autres nations capitalistes concurrentes, cf. le Capital I, chap. IX, VII sur "la lutte pour la journée de travail normale : Contrecoup de la législation sociale anglaise sur les autres pays". Marx y enseigne que les lois économiques entraînent : un nivellement universel des avantages sociaux, si bien que la classe ouvrière d'un grand pays lutte dans une certaine mesure aussi au profit des classes ouvrières de tous les autres.*

*On mesure la différence entre la classe ouvrière de l'actuel despote du marché mondial, les Etats-Unis d'Amérique, où n'existe pratiquement pas de législation sociale, et la classe ouvrière d'Angleterre du siècle dernier alors qu'elle occupait cette même place hégémonique dans le monde. Ce n'est donc pas seulement la classe ouvrière de pays comme la France, l'Allemagne, l'Italie, hautement combative au siècle dernier qui a reculé devant la pression croissante du totalitarisme bourgeois et la dégénérescence de ses organisations de classe.*

\* Cf. Marx, le Capital I, Section III, chap. IX/VII.

\*\* C'est le système politique qui détermine le degré dans lequel les législations sociales arrachées dans un premier grand pays sont ensuite reprises par les autres. Ainsi, explique Marx, un pays centralisé

*Suite note (voir page suivante)*

## Concurrence et hégémonie

Le citoyen Marx attire l'attention du Conseil Général de l'A.I.T. sur un Livre Bleu parlementaire, "Reports by Her Majesty's Secretaries of Embassy and Legation on the manufactures and commerce of the countries in which they reside, 1867", dont voici un extrait. \*

*Suite de la note de la page précédente.*

au plus haut point dans le domaine politique comme la France, par exemple, recueille le plus efficacement pour les ouvriers cette diffusion des législations de fabrique, tandis qu'un pays libéralement anarchique comme la Belgique se tenait pratiquement à l'écart du mouvement international de progression sociale.

Alors que les avantages de la législation sociale des grandes puissances capitalistes s'exportent dans les autres nations — et elle était la plus progressive dans l'Angleterre du siècle dernier qui "montrait leur voie aux autres pays" — les salaires plus élevés des grandes métropoles ont un effet négatif sur les nations plus petites ou plus faibles. On sait, en effet, que les salaires sont les plus élevés dans le pays le plus avancé, qui utilise plus de machines etc. par ouvrier, si bien que la productivité y est la plus forte : les salaires peuvent y être plus élevés et le prix des marchandises moindre, étant donné la plus forte productivité du travail, l'exploitation y étant le plus intense. Ces salaires élevés ont donc un contre-coup négatif pour les ouvriers des autres pays, moins développés, et cette réaction est inverse à celle de la législation du travail.

En effet, le mouvement des prix du pays le plus développé, en s'étendant aux autres pays, n'y provoque, par la concurrence, qu'une diminution générale du prix des marchandises, si bien que les pays moins bien équipés reagissent, comme c'est le cas en Belgique et en France, par exemple, en diminuant encore leurs salaires pour compenser la faible productivité technique et garder néanmoins des prix marchands compétitifs.

C'est donc en un sens social tout négatif que, pour les capitalistes, les bas salaires belges servent de modèle aux salaires plus élevés d'Angleterre, où la force de travail est relativement moins bien payée, quoique le salaire y soit plus élevé. Les petits pays, comme la Belgique, assurent en conséquence la pire exploitation spontanée des ouvriers — salaires plus bas en montant absolu, et législation ouvrière la plus défavorable — et leur grande combativité n'a guère d'effet sur les classes ouvrières des autres pays du monde.

\* Cf. Procès-verbal d'un exposé de Marx sur les statistiques du nouveau Livre bleu parlementaire, tenu à la séance du Conseil Général du 23 juillet 1867 à Londres.

Dans cet extrait, Marx analyse le niveau de compétitivité de l'industrie belge face à l'Angleterre et démontre que l'hégémonie de celle-ci est sérieusement compromise désormais par la petite Belgique, ce fruit bâtard de la révolution française, et bientôt plus

*Suite note (voir page suivante)*

“Durant les onze premiers mois de 1864, les importations en Belgique de fonte brute ont été de 7 200 tonnes, dont 5 300 d’origine britannique; durant la période correspondante de 1865, ces importations se sont élevées à 18 800 tonnes, dont 17 000 d’origine britannique; et en 1866, elles se sont élevées à 29 590 tonnes, dont 26 200 d’origine britannique. D’autre part, les exportations de fonte belge, durant les premiers mois de 1864, se sont montées à 24 400 tonnes, dont 17 200 à destination de la France et 5 900 de la Grande-Bretagne; tandis que, durant la période correspondante de 1866, ces exportations ne se sont pas élevées à plus de 14 000 tonnes, dont 9 600 à destination

### IMPORTATIONS DE GRANDE—BRETAGNE EN BELGIQUE

	premiers onze mois	
	1866 tonnes	1864 tonnes
Minerais et limaille . . . . .	0	1
Fer brut, fonte et ferraille . . . . .	26 211	5 296
Fer battu (clous, fils, etc) . . . . .	1 031	1 777
Fonte . . . . .	41	24
Fer forgé . . . . .	255	203
Acier en barres, en feuilles et en fil . . . . .	3 219	1 227
Acier forgé . . . . .	422	0
Total	31 289	8 528

*Suite de la note de la page précédente.*

*gravement encore par l'Allemagne. L'une achète plus ou moins à l'autre selon la conjoncture économique. Et il dénonce aussitôt l'hypocrisie habile des classes bourgeoises qui prétendent, par des moyens inverses dans chaque pays, rendre responsables leurs propres ouvriers de la concurrence croissante entre nations capitalistes pour les détourner de se coaliser pour revendiquer.*

de la France et 241 tonnes seulement à destination de la Grande-Bretagne. Durant les onze premiers mois de 1864, les exportations de rails belges ont également décliné de 75 353 tonnes à 62 734 tonnes en 1866.

## EXPORTATIONS DE BELGIQUE EN GRANDE—BRETAGNE

	premiers onze mois	
	1866	1864
	tonnes	tonnes
Minerais et limaille . . . . .	1 768	5 555
Fer brut, fonte et ferraille . . . . .	241	5 920
Fer battu (clous, fils, etc.) . . . . .	6 727	9 436
Fonte . . . . .	5	7
Fer forgé . . . . .	12	0
Acier en barre, en feuilles et en fil . . . . .	50	56
Acier forgé . . . . .	16	5
	8 817	20 979
<b>Total</b>		

Tout cela se résume comme suit : tandis qu'en 1864 (pour les onze premiers mois de l'année) la Belgique a livré à l'Angleterre 20 979 tonnes de fer et d'acier, elle ne lui en a envoyé que 8 817 tonnes en 1866, tandis que les exportations de fer et d'acier britanniques en Belgique passaient de 8 528 tonnes en 1864 à 31 289 tonnes 1866.

Marx rappelle que certains journaux de la bourgeoisie ont, l'an dernier, lancé des cris d'alarme au sujet des effets pernicieux des syndicats, en prétendant que leurs activités livraient le commerce du fer de l'Angleterre aux mains des sidérurgistes belges. Aucun des journaux qui ont poussé ce cri d'alarme n'a même mentionné la parution de ce Livre Bleu et — encore moins — exposé son contenu.

A mon avis, les Allemands peuvent supporter une baisse des tarifs douaniers protecteurs, et il me semble que les fabricants exagèrent leurs doléances à ce propos comme ailleurs.\* Mon jugement sur la comparaison entre les exportations anglaises et allemandes vers des marchés neutres, et le tableau concernant l'exportation vers la Belgique étaye cet optimisme.\*\*

Mais en même temps il s'agit, à mon avis, d'exploiter cette question dans l'intérêt du Parti, comme il s'agit aussi de ne plus accorder aux Anglais de nouvelles facilités.

Je proposerais néanmoins ce qui suit :

1) *Pas de diminution des droits de douane* jusqu'à ce qu'une enquête parlementaire ait été effectuée sur la situation de la production allemande du fer, du minerai et des manufactures. Mais il ne faut pas faire cette enquête comme les bourgeois le voudraient, en se limitant uniquement aux avis d'"experts" et de chambres de commerce, mais s'étendant encore sur la condition des ouvriers dans les dites branches, et ce d'autant plus que messieurs les fabricants ne "réclament" les droits douaniers que pour "protéger" prétendument les ouvriers, en arguant de la découverte selon laquelle "la valeur du fer ne se compose que de salaires et de transport".

2) *Pas de diminution des droits de douane* jusqu'à ce qu'une enquête ait établi la liste des procédés par lesquels les chemins de fer abusent de leur monopole et que les tarifs de marchandises (et de personnes) aient été réglementés par décision légale.

J'aimerais avoir ton avis par retour du courrier, en même temps que tu me renverras le tableau ci-inclus.

tableaux pages 262 - 263

---

\* Cf. Marx à Engels, le 4 mai 1868.

\*\* Dans cette lettre, Marx analyse les possibilités économiques de la révolution imminente pour unifier le marché et la production de l'Allemagne. En s'appuyant sur les données belges qui montrent que l'Angleterre est incapable de ruiner la concurrence de nations même aussi petites que la Belgique, Marx est optimiste pour l'issue de la révolution allemande à venir.

Il a néanmoins fallu attendre les années 1865 pour voir se relâcher quelque peu le monopole industriel de l'Angleterre sur le continent,

Suite note, page suivante.

## Petits pays et entraves à la révolution

---

Vouloir, sur la base de cette constitution qui sanctionne le système des petits Etats en Allemagne ainsi que l'alliance de la Prusse et de minuscules Etats à la Reuss-Greiz-Schliez-Lobenstein, dont l'un couvre autant de lieues carrées que l'autre de pouces carrés, vouloir sur une telle base entreprendre "la transformation des moyens de travail en propriété collective" est manifestement absurde. \* Toucher à l'ordre en vigueur est certes dangereux. Mais il faut tout de même s'y attaquer, qu'on le veuille ou non. Combien c'est nécessaire, c'est ce que démontre précisément à l'heure actuelle l'opportunisme qui s'étale dans une grande partie de la presse sociale-démocrate. Soit que l'on craigne le renouvellement de la loi anti-socialiste, soit que l'on se souvienne de certaines opinions exprimées prématurément sous

suite du texte page 264

*Suite de la note précédente.*

*et cette constatation vaut pour ce qui concerne le développement de l'économie belge qui ne prendra vraiment son essor qu'avec le mouvement d'unité et de systématisation nationales qui se réalisera en Europe occidentale à partir de 1870 et assurera la prépondérance politique aux industriels belges en 1885. Jusque-là l'économie belge subira de violentes fluctuations économiques qui pèsent avant tout sur les ouvriers, écartant toute solution réformiste.*

\* Cf. Fr. Engel, Critique du projet de programme social-démocrate d'Erfurt de 1891.

*Ce passage s'applique certes en premier à l'Allemagne alors qu'elle était encore dans un état semi-féodal d'éparpillement et de dispersion. Cependant, il vaut aussi pour la Belgique et les autres Etats modernes qui sont aujourd'hui amputés et divisés, comme l'Allemagne de notre génération. En effet, comme l'écrivait Marx à la suite de Fourier, le capitalisme sénile et dégénéré reproduit les formes figées et sclérosées de la division féodale, afin de retarder l'action de son fossoyeur, le prolétariat révolutionnaire. Aujourd'hui il n'est plus possible de faire une révolution victorieuse dans un seul pays, comme ce fut le cas à l'époque des révolutions bourgeoises : toutes les tentatives prolétariennes ont échoué, et la théorie du socialisme dans un seul pays a fait une faillite retentissante. C'est la raison pour laquelle les crises cycliques décennales ne produisent plus à chaque fois une révolution ouvrière : la centralisation du capital à l'échelle mondiale (à Washington) ne permet plus que des crises de société après des phases historiques plus longues mais générales — comme cela va se produire maintenant. La dispersion qui diffère les révolutions dans le temps et l'espace, en les vouant à l'échec — sans pouvoir les empêcher totalement d'ailleurs — ne fait à la fin que généraliser et universaliser la nécessaire révolution : cf. le Fil du Temps No 12.*

# IMPORTATIONS DE LA BELGIQUE DE 1865 à 1867

(en kg)

Fer, minerais et limaille	de la Petite-Allemagne de France
Fer brut et ferraille	total du Royaume-Uni
Rails, tôles, etc.	total du Royaume-Uni de Hollande
Fil de fer	total de la Petite-Allemagne du Royaume-Uni de France
Acier en barres, en feuilles et en fils	total du Royaume-Uni de la Petite-Allemagne
Acier forgé	total du Royaume-Uni
Produits métalliques de fer forgé	total de la Petite-Allemagne du Royaume-Uni
Produits métalliques de fonte	total de la Petite-Allemagne du Royaume-Uni *
Machines	total du Royaume-Uni de France

\* A ajouter a la rubrique des *produits métalliques en fonte* importé en direction de la France :

1865	1866	1867
238 905	205 264	247 527

1865	1866	1867
161 496 808	155 584 195	213 049 319
138 370 214	130 382 679	96 761 074
24 864 110	32 508 242	56 233 219
23 421 806	28 450 976	50 722 330
1 555 576	1 479 999	2 136 652
668 140	698 984	1 008 674
312 984	237 241	403 468
501 380	710 335	1 108 038
32 631	226 993	472 714 +
442 107	445 265	350 064 -
26 979	36 075	284 348
	4 320 429	2 484 240
	3 468 280	1 453 007 -
	697 295	905 108 +
	1 257 973	914 633
	761 234	548 396
940 763	994 581	1 307 407
256 138	305 909	385 148 +
283 164	285 001	331 732 -
290 715	274 784	385 325
18 931	13 901	26 145
37 853	45 239	59 946
4 908 078	5 437 599	5 114 905
3 081 942	3 888 891	2 859 729 -
1 322 155	1 052 857	1 699 102 +

le régime de la loi anti-socialiste, on veut maintenant faire accroire au parti que l'ordre légal actuellement en vigueur en Allemagne peut suffire à faire réaliser par la voie pacifique toutes ses revendications. On fait accroire à soi-même et au parti que "l'actuelle société transcroit directement dans le socialisme", sans même se poser la question : n'est-elle pas, pour cela, obligée de se dépouiller de toute sa forme constitutionnelle et sociale, de faire sauter sa vieille enveloppe avec autant de violence que l'écrevisse crevant la sienne.

## Intrigues diplomatiques et dynastiques autour de la Belgique

Le marquis de Clanricarde poursuit son discours en reprochant au premier ministre anglais d'avoir toujours été le partisan le plus zélé, le plus constant et le plus puissant des gouvernements despotiques du continent européen. \* Pour l'étayer, il cita l'exemple historique du Portugal, de la Belgique et de l'Espagne et fit allusion à l'opposition d'Aberdeen à la fameuse Quadruple Alliance de 1834.\*\*

---

\* Cf. Marx, *les Débats au parlement*, in "New-York Tribune", 10. VII. 1854.

*Dans ces extraits d'articles consacrés à l'actualité, Marx glisse parfois des allusions sur la Belgique que sous tendent des jugements historiques fulgurants. On y retrouve en premier l'idée que les petits nations d'Europe, dont la Belgique, sont de purs instruments dans les mains des puissances hegemoniques de la Sainte-Alliance contre révolutionnaire, la Russie et l'Angleterre, qui exerçaient alors leur condominium sur l'Europe, afin de l'empêcher d'avancer sur une voie révolutionnaire aussi bien bourgeoise qu'ouvrière.*

\*\* *La Quadruple Alliance était une mystification destinée, sous prétexte de défense de l'occident européen contre le danger russe, à faire passer la France, le Portugal et l'Espagne du côté de l'Angleterre, la fidèle alliée de la Russie, en les soumettant à la politique contre-révolutionnaire de la Sainte-Alliance. C'est comme de nos jours où les Américains ont rassemblé sous leur botte les pays d'Europe occidentale "menacés" par la Russie, tandis que les Russes "protègent" les pays d'Europe orientale, de sorte que peut s'exercer un véritable condominium américano-russe sur l'Europe.*

Il fallut certes tout le froid sans-gêne d'un vieux lord conservateur comme Palmerston pour chanter les louanges, en ce moment précis, des splendeurs de la Belgique, du constitutionnalisme au Portugal et en Espagne, ainsi que la bénédiction qu'apporta à l'Europe en général la Quadruple Alliance, dont Palmerston prétend mensongèrement, pour sa défense, qu'elle a été imaginée par Talleyrand, et non par lui-même.

Outre le personnel de l'ambassade russe, il y avait : le comte Fleming, le représentant de la Prusse pendant l'absence du comte Arnim, le général Mansbach, ambassadeur de Suède, le comte Bille-Brahe, ambassadeur du Danemark, de Heckeren, ambassadeur de Hollande, de Wendland, le secrétaire en exil du roi de Grèce et enfin O' Sullivan de Grass, ministre belge et doyen du corps diplomatique.\* Telle est la liste complète des personnes qui sont ouvertement partisans de la Russie.

On sait l'amitié que la reine Victoria témoigna toujours à la duchesse d'Orléans.\*\* On se souvient aussi que le prince consort est un Cobourg, que l'oncle de la reine est un autre Cobourg, qui, en tant que roi de Belgique et beau-fils de Louis-Philippe, est hautement intéressé à la chute de Napoléon III et qui, par le mariage de son fils avec une grande-duchesse autrichienne, est entré officiellement dans le cercle de la Sainte-Alliance.

Il y a, en outre, les perpétuelles intrigues du tsar Nicolas contre Napoléon III, qu'il voudrait renverser et voir remplacé par Henri V, le candidat légitimiste des royalistes français, pour réaliser enfin la "fusion" tant chantée des deux branches des Bourbon, à laquelle s'emploient activement le roi Léopold, le prince Albert et les princes d'Orléans\*\*\*

---

\* Cf. Marx, la Conférence de Vienne, in "New York Tribune", 3, VIII, 1854.

\*\* Cf. Marx, la Question de la guerre, in Werke, 9, p. 262, Dietz 1868.

\*\*\* Cf. Marx, la Victoire russe. La situation de l'Angleterre et de la France, in "New York Tribune", 27, XII, 1853.

Ce dernier extrait donne la synthèse des premiers : la Belgique, après avoir été séparée de la révolution française par une frontière artificielle et avoir été transformée en monarchie sans droits de suffrage universel par les ex-cis devants rétablis dans la propriété

Or, toutes ces circonstances font que l'attention du public se tourne de nouveau sur le château royal de Windsor et éveillent le soupçon d'une conjuration secrète entre les cours de Bruxelles, Vienne et Saint Pétersbourg...

Le correspondant parisien du "Leader" écrit : "Vos ministres font ce que la reine Victoria leur ordonne de faire. La reine souhaite ce que le roi Léopold souhaite, et le roi Léopold veut ce qu'exige le tsar Nicolas, de sorte qu'en fait c'est Nicolas qui est de nos jours roi d'Angleterre".

Hiver 1792-93 : Après que le gouvernement français ait annexé la Belgique et que l'Angleterre s'était décidée à déclarer la guerre à la France, une partie supplémentaire du Code Pénal irlandais fut abolie.\* Les Irlandais purent devenir colonel dans l'armée, ils obtinrent le droit de vote au parlement irlandais à Belfast : Wolfe Tone, lord Fitzgerald, mais les paysans irlandais n'étaient pas mûrs.

Permettez-moi de remarquer en passant que le traité de Vienne, le seul code de droit international reconnu en Europe, représente l'une des plus épouvantables fiction de Droit Public dans les annales de l'humanité.\*\*

---

*Suite de la note de la page précédente.*

*fondrière, fut un premier pas dans la restauration en Europe de la monarchie et des conditions politiques pré bourgeoises par la réaction russe, soutenue par le compère anglais qui a horreur de tout nouveau concurrent moderne sur le continent.*

*Les cercles les plus réactionnaires qui gouvernent la Belgique dans ces conditions s'avèrent directement comme instruments de la Russie pour renverser la République et même le bonapartisme, n'ayant confiance que dans la dynastie réactionnaire des Orléans en France. La Russie trouve ainsi un premier bastion en Belgique dans ses attaques contre les conquêtes de la révolution française, et elle poursuivra cette politique jusqu'en 1895, où elle perdit enfin les forces nécessaires à sa politique réactionnaire.*

\* Dans ce bref passage d'un exposé qu'il se proposait de faire au Conseil Général de l'A.I.T. sur la question irlandaise le 16.XII.1867, Marx établit la liaison qui exista durant la révolution de 1789 entre la Belgique qui venait de se soulever et l'Irlande qui, de ce fait, se trouva avantagée dans sa lutte contre l'impérialisme britannique. Ce passage confirme que le mouvement révolutionnaire peut avoir dans un pays un autre but, tout en étant solidaire, par exemple dans la lutte contre un impérialisme.

\*\* Cf. Marx, le Problème des Iles Ioniennes, in "New York Tribune" 6.I.1859.

Quel en est l'article premier ? Eviction pour toute l'éternité de la dynastie des Bonaparte du trône de France !....

Un autre article déclare que la Belgique est attribuée pour toute l'éternité à la Hollande, alors que la séparation de la Belgique d'avec la Hollande n'est pas seulement depuis dix huit ans un fait accompli, mais encore un fait légal.

### 3. PREMIÈRE INTERNATIONALE ET MOUVEMENT BELGE

#### Les débuts du mouvement ouvrier de classe

---

1. *Belgique* — L'organisation de la *Ligue des communistes* parmi les ouvriers belges, telle qu'elle subsistait de 1846 à 1847, a naturellement cessé d'y fonctionner, depuis que ses principaux membres ont été arrêtés en 1848 pour être condamnés à mort et grâciés à la peine du bagne à vie. \* En général, la Ligue a perdu beaucoup de sa force en Belgique depuis la révolution de Février et l'expulsion de la plupart des membres de l'*Association ouvrière allemande*. Les conditions de police existantes ne lui ont pas permis de se réactiver. Cependant une commune a pu se maintenir sans discontinuité à Bruxelles, et aujourd'hui encore elle agit autant que lui permettent ses forces.

---

\* *Marx-Engels, Rapport d'activité dans l'Adresse du Comité central de la Ligue des communistes de juin 1850.*

*L'organisation des ouvriers belges, en raison des circonstances contre-révolutionnaires intérieures, ne put se faire — et encore tout sporadiquement — qu'à partir de la 1ère Internationale. Pourtant, le prolétariat s'était développé en Belgique vers les années 1800, de sorte que l'on peut dire que deux, sinon trois générations d'ouvriers restèrent en dehors du mouvement politique de leur classe.*

*La période de la formation de la 1ère Internationale suivra de peu l'introduction du libre-échange qui précipite la prolétarianisation dans les campagnes et marque le début du déclin de la classe des propriétaires fonciers et le développement de la finance et de l'industrie. L'économie belge devient de plus en plus dépendante des marchés internationaux et elle subit des oscillations brusques et nombreuses ayant des répercussions catastrophiques sur les masses ouvrières : pour ruiner les propriétaires fonciers, le libre-échange fait baisser le prix des produits alimentaires, mais en même temps les industriels en profitent pour baisser les salaires. Telles sont, en gros, les prémisses matérielles du mouvement de masse.*

*Les années révolutionnaires de 1848, précédées de l'activité politique de l'Association ouvrière, avaient eu une répercussion profonde sur certains milieux assez restreints certes. C'est de là que viendra essentiellement le groupe politique qui militera à la pointe de l'Internationale en Belgique.*

*Suite note (voir page suivante)*

## Les premiers pas de l'Association Internationale des Travailleurs en Belgique

---

Le comité convoquera pour l'année prochaine un congrès ouvrier international à Bruxelles. \* Je ne pourrai malheureusement y prendre part personnellement, puisque je reste toujours interdit de séjour dans l'Etat modèle de Belgique, aussi bien que de France et d'Allemagne.

Différents syndicats ont déclaré leur adhésion, et il en est de même d'une société de Bruxelles qui promet de jeter des branches dans toute la Belgique.\*\*

---

*Suite de la note de la page précédente.*

*On y retrouvera, bien sûr, les émigrés français imprégnés de proudhonisme, ainsi que des saint-simoniens et fouriéristes qui impulseront le mouvement coopératif, soit l'opposition aux thèses marxistes au sein de l'A.I.T. en Belgique. Ce mouvement se base, dans le pays même, sur les vigoureuses survivances du mouvement de solidarité des artisans, qui est très vivace, mais s'organise en dehors des normes de la classe ouvrière, de manière particulariste, autonomiste et corporatiste, sans action politique générale. Ce sont ces sectes que l'Internationale devra dissoudre pour parvenir à une organisation de classe ayant une base internationale.*

*\* Cf. Marx à Karl Klings, 3 octobre 1864. Contrairement à ce qui avait été prévu initialement, le premier congrès de l'Association Internationale des Travailleurs (A.I.T.) n'eut pas lieu à Bruxelles en 1865, mais à Genève du 3 au 8 septembre 1866. A l'initiative de Marx, une conférence préparatoire de ce congrès fut convoquée à Londres du 25 au 29 septembre 1865.*

*\*\* Cf. Marx à Engels, 1.II.1865. V.P. Le Lubez, le secrétaire provisoire, chargé par le Conseil central de la correspondance avec la Belgique, avait informé Marx qu'un journaliste, Léon Fontaine, avait traduit les Adresses et Statuts de l'A.I.T. pour les diffuser et que la Société Fédérative générale de Belgique voulait adhérer à l'internationale. Or il se révéla bientôt que ce Fontaine était un intrigant qui n'avait aucun lien avec les ouvriers, et qu'il s'agissait de fantômes. La première section de l'A.I.T. ne fut fondée qu'en juillet 1865, et l'un des meilleurs artisans en fut De Paepe.*

*Suite note (voir page suivante)*

Monsieur Limousin, l'un de nos correspondants de Paris, est allé à Bruxelles pour y éditer une feuille après l'interdiction de la *Tribune ouvrière* et l'impossibilité de trouver un imprimeur à Paris. \* Il s'est informé là-bas de l'état de nos affaires. Il a appris que la *Société Fédérative* n'avait pas adhéré, après qu'elle avait pourtant proposé elle-même à l'unanimité de rejoindre notre Association, parce que :

- 1) elle tenait à avoir le droit d'élire elle-même ses correspondants et ne voulait pas se les laisser "imposer" par le Conseil central,\*\*
- 2) elle refusait de payer ses cotisations de membre, n'ayant versé jusqu'ici qu'un franc cinquante.

D'après la lettre de monsieur Limousin, vous vous seriez adressé alors à l'association des imprimeurs, mais avec le même résultat devant les mêmes difficultés.

---

*Suite de la note de la page précédente.*

*Le barrage belge joue donc dès le début contre l'Internationale : c'est un intrigant qui s'efforce de monopoliser et de détourner son action. Autour de Le Lubez gravitera ensuite le provocateur Vésinier, un émigrant français, qui attaquera l'Internationale dans l'Echo de Verviers et tissera des liens avec la branche française de Londres qui s'opposera à l'A.I.T.*

\* Cf. Marx à Léon Fontaine, 25.VII.1865.

*On trouvera une autre lettre à ce même correspondant dans Marx-Engels, le Parti de classe, t. II, p. 105. Les débuts de la 1ère Internationale au travers de l'activité et des écrits de Marx-Engels y sont relatés, p. 99 - 123.*

\*\* *L'argument de ce refus d'adhérer de la Société Fédérative est typique de l'esprit autonomiste qui s'oppose au mouvement de classe des ouvriers modernes, qui implique au contraire la solidarité internationale, donc l'assujettissement à des principes généraux et à un centre unique pour maintenir la cohésion et a continuité des directives d'action. L'esprit autonome relève de la parcellarisation et de la dispersion artisanale et se trouve théorisée dans le proudhonisme, le mutuellisme et l'anarchie, qui ne sont que des reflets en Belgique de l'Etat officiel libre.*

*L'esprit d'autonomie et le particularisme sont encore aggravés par une manœuvre de la bourgeoisie belge, qui écartait systématiquement les "hommes de gauche" de la vie politique officielle, de sorte que ceux-ci, imprégnés d'esprit bourgeois, infectaient le mouvement ouvrier, en y renforçant les tendances petites-bourgeoises artisanales de libérés, de localisme et de séparatisme.*

Il s'est formé une intrigue contre l'Association Internationale, et je te réclame pour cela ton concours.\* Des détails plus tard. Pour l'instant voici ce qu'il en est : Monsieur Le Lubez et Vésinier (ce dernier sait qu'une enquête sur son passé est en cours; il est de nouveau à Bruxelles) ont créé ici une branche française (en fait : une branche d'opposition), dont fait aussi partie Longuet, le directeur de la *Rive Gauche* et à laquelle se relie enfin la bande de Proudhoniens de Bruxelles. Vésinier a commencé à publier une longue salade contre nous dans l'*Echo de Verviers*, et ce, de manière anonyme. Ensuite, c'est la branche de Londres qui publie dans la même feuille les calomnies contre notre Association (disant entre autres que Tolain et Fribourg, qui sont des nôtres, sont des bonapartistes), ainsi qu'un programme et un projet de statuts futurs, qu'ils prétendent présenter eux, les "Vrais", au congrès de l'A.I.T.

Le véritable noeud de la polémique est la *question polonaise*. Ces gaillards se rattachent à Proudhon et Herzen, qui sympathisent avec Moscou.\*\*

Dans l'intervalle, nous avons fait crever la misérable intrigue de Vésinier en Belgique et de Le Lubez à Londres.\*\*\* Le directeur de la *Rive Gauche* et l'ami de Rogeard — Longuet — et ensuite Henri Crespelle, soit les deux membres les plus intelligents de la branche française — sont devenus

---

\* Cf. Marx à Engels, 5.I.1866.

\*\* Nous avons vu ci-dessous que les cercles officiels belges prêtaient leur concours actif à la politique contre-révolutionnaire des Russes et des Anglais en vue de restaurer en France la monarchie, Napoléon III lui-même leur paraissant encore trop révolutionnaire. Cette intrigue réactionnaire a son prolongement dans le mouvement ouvrier, avec le proudhonisme et Vésinier qui n'hésita pas à accuser Marx de bonapartisme.

Pourquoi la Première Internationale se préoccupe-t-elle de la question nationale dans son Manifeste de 1864 ? L'unité de l'Allemagne et de la Pologne eussent à cette époque signifié la ruine du féodalisme tsariste en Europe orientale. Or le tsarisme, oppresseur des nationalités, était alors un obstacle non seulement à la révolution anti-féodale bourgeoise, mais encore à la révolution prolétarienne qui la suit.

D'où la nécessité préalable pour les ouvriers de la 1ère Internationale de soutenir pleinement la lutte des Polonais contre le tsarisme et ses larbins autrichiens et prussiens.

\*\*\* Cf. Marx à Engels, le 15.I.1866.

membres de notre Comité central. Cette branche a pris position contre Vésinier et pour nous, et le comité central l'a sommé d' "étayer ses accusations" ou sinon il sera expulsé. Voici ce que Vésinier nous reproche dans l'*Echo de Verviers* : "Le comité a été chargé d'un des plus grands intérêts de l'humanité, et il abandonne de gaieté de coeur le but sublime pour dégénérer en comité des nationalités à la remorque du bonapartisme". Et cette dégénérescence remonterait à la déclaration contenue dans l'Adresse inaugurale de l'A.I.T. en faveur de la Pologne opprimée contre la Russie. Et il poursuit : "Cédant à des influences fâcheuses (cet âne se figure que le paragraphe sur la Pologne du programme de l'A.I.T. émane des délégués parisiens, alors que ceux-ci ont cherché par tous les moyens à l'écartier, parce qu'ils le jugeait "inopportun"), "il a inscrit dans le programme du congrès de l'A.I.T. de Genève des questions en dehors du but de l'Association et contraires au Droit, à la Justice, à la Liberté, à la Fraternité, à la Solidarité des peuples et des races, telles que celles : D'anéantir l'influence russe en Europe, etc., et cela juste au moment où les serfs russes et polonais viennent d'être émancipés par la Russie, tandis que les nobles et les prêtres polonais ont toujours refusé d'accorder la liberté aux leurs...."

Le Lubez est une nullité. Fox l'appelle avec humour le "père enfantin", mais Vésinier est tout à fait le gaillard qu'il faut aux Russes. Il ne vaut pas cher comme écrivain, comme sa *Vie du Nouveau César* et ses autres pamphlets contre Bonaparte en témoignent, mais il a du talent, c'est un beau parleur, il dispose d'une grande énergie et surtout est parfaitement dépourvu de scrupules.

Monsieur Vésinier a mis nos partisans de Paris en demeure de venir en Belgique pour se battre en duel au pistolet avec lui. \*

---

\* Cf. Marx à Engels, 6.IV.1866.

Le fait de se battre en duel témoigne d'une mentalité crassement bourgeoise, en ce qu'elle conçoit l'honneur comme au moyen âge — l'idéologie a toujours un mode de production au moins de retard : "Le duel n'a d'autre sens que le respect d'une forme conventionnelle, reconnue dans certaines classes privilégiées. Notre parti, doit faire résolument front contre ces cérémonies de classe, et il doit récuser

Suite note (voir page suivante)

Soit dit en passant, les affaires ouvrières progressent formidablement.\*\* D'abord en Belgique, puis à Genève, et maintenant à Bologne. Ce qui m'étonne, c'est que l'on n'ait pas encore mis cela au compte de l'Internationale. L'agitation ne cesse plus nulle part.

---

*Suite de la note de la page précédente.*

*avec le mépris le plus cynique l'exigence prétentieuse d'avoir à s'y soumettre. Les circonstances de l'époque sont trop importantes pour se livrer actuellement à de semblables enfantillages" (Marx à Lassalle, 10. VII.1858).*

*Le 2 août 1882, De Paepe, par jalousie, tira sur un journaliste de la revue Europe. Le tribunal eut le bon goût de l'acquitter. Engels écrivait spirituellement à Marx le 15. VIII.1882 à ce propos :*

*"Que dis-tu des coups de revolver tirés par De Paepe sur Duverger ? O green eyed monster !" (Cette expression se trouve dans Shakespear, Othello, 3e acte, 1ère scène : O monstre aux yeux verts !)*

*\*\* Cf. Engels à Marx, 17 avril 1868.*

*Engels fait l'allusion à la grève et à la tuerie de Charleroi. Ce sera en contact avec l'agitation ouvrière que l'Internationale prendra pied en Belgique — comme il convient à une organisation de classe. Le gouvernement se fera ensuite le propagandiste zèle de l'Internationale auprès des ouvriers, en accusant à chaque fois l'A.I.T. d'être à l'origine des révoltes prolétariennes.*

## Préparation du congrès de Bruxelles

---

La conférence de l'A.I.T. de Londres semble effectivement avoir été submergée par les Français : le nombre des résolutions proudhoniennes fut vraiment trop élevé. \* C'est une bonne chose que le prochain congrès se réunisse en Belgique, en attendant que l'on puisse tout de même faire quelque chose en Allemagne du Nord, car là nous pourrons, avec l'aide des Anglais, poser une digue au flot proudhonien. Jusque-là, tout ce qui y a été décidé est tout de même vain, tant que le Conseil central demeure à Londres.

Je ferai moi-même un sort à ces ânes de Prouhoniens au prochain congrès de l'A.I.T. à Bruxelles. \*\* J'ai arrangé toute l'affaire minutieusement et je n'ai pas voulu me manifester personnellement avant qu'il y ait rupture et que notre Association ait pris racine. Pour le reste, je leur donnerai des coups de fouet dans le rapport officiel du Conseil général (malgré tout le mal qu'ils se sont donnés, les bavards parisiens n'ont pu éviter notre réélection).

---

\* Cf. Marx à Engels, 11.IX.1867. On sait que la tâche de la 1ère Internationale était de rassembler toutes les organisations, sectes et associations ouvrières existantes, afin de les dissoudre pour former un seul parti unique du prolétariat international, cf. Marx-Engels, le Parti de classe, I, p. 64-65. Les Proudhoniens formaient, en gros, la plus importante secte à dissoudre, et leur influence était décisive au plan international en Belgique, où il fallait placer le levier pour engager la lutte contre eux.

A la conférence de Londres, De Paepe fit un compte-rendu sur la situation de la branche belge de l'A.I.T. et relata l'historique des diverses associations existantes, et proposa fort pertinemment que l'on traite en priorité de la question agraire en Belgique. Cf. le Conseil Général de la Première Internationale. 1864-1866. La Conférence de Londres. 1865. Procès-verbaux. Editions du Progrès de Moscou, p. 195 et 199.

\*\* Cf. Engels à Marx, 11.IX. 1867

## Considérant

1. que le Parlement belge vient de reconduire pour trois ans la loi en vertu de laquelle tout étranger peut être expulsé du pays par le pouvoir exécutif; \*

2. qu'il est incompatible avec la dignité de l'Association Internationale des Travailleurs que le Congrès se réunisse en un lieu où il serait à la merci de la police locale;

3. que l'article 3 des Statuts de l'Association Internationale des Travailleurs prévoit que le Conseil Général peut, en cas de nécessité, changer le lieu de réunion du Congrès.

Le Conseil Général décide que le Congrès de l'Association Internationale des Travailleurs se réunira à Londres, le 5 septembre 1868.

Mardi dernier, nous avons tenu séance à l'Internationale. \*\* En attendant, j'avais reçu les papiers qui ont bouleversé nos projets de tenir le prochain congrès à Bruxelles. Il s'agit premièrement de la déclaration du ministre de la Justice Bara, disant que *nous n'aurions pas le droit de tenir notre congrès à Bruxelles*; deuxièmement le manifeste imprimé du Comité de Bruxelles et de Verviers, qui lance un défi au ministre; troisièmement, la lettre de De Paepe et de Vandenhouten, selon laquelle nous ruinerions l'Association en Belgique, si nous transférions ailleurs le lieu de réunion de

---

\* Cf. Procès-verbaux du Conseil Général, séance du 9 juin 1868 : la résolution fut rédigée par Marx.

Le congrès de Lausanne de 1867 avait décidé que le congrès suivant de l'A.I.T. se tiendrait à Bruxelles, conformément au vœu de Marx. Or le 16 mai 1868 le ministre de la justice belge, Jules Bara, déclara à la Chambre qu'il ne tolérerait pas la tenue de ce congrès à Bruxelles, et demanda aux députés de proroger la loi contre les étrangers de 1835 autorisant la police à expulser du pays n'importe quel étranger qui lui semblait suspect politiquement. C'est ce qui avait provoqué le débat au Conseil général sur l'opportunité de maintenir ou non Bruxelles comme lieu de congrès.

L'intervention de Bara et la prorogation de la loi des étrangers suscitèrent une vive émotion en Belgique. Les dirigeants de la section bruxelloise De Paepe et Alphonse Vandenhouten ayant proposé au Conseil général de ne faire aucune concession au gouvernement, car "l'existence et l'avenir de l'Internationale en Belgique eussent été compromis si on lui cédait sur ce point", Marx proposa au Conseil général de maintenir le congrès à Bruxelles - où il se réunit effectivement aussi.

\*\* Cf. Marx à Engels, 20.IV. 1868.

notre prochain congrès, car on l'interpréterait comme une concession au gouvernement.....

Voici comment j'ai présenté cette affaire au Conseil général : la loi belge contre les étrangers n'est pas une menace particulière contre l'Internationale. Ne s'applique-t-elle pas dans tous les pays ? Dans ces conditions, l'Internationale aurait pu faire une *concession* au gouvernement belge, si face à une telle législation, elle avait tenu son congrès à Bruxelles. Mais à présent c'est le contraire qui se passe : après que le gouvernement nous a directement menacé et provoqué, nous lui ferions une concession si nous tenions notre congrès ailleurs qu'à Bruxelles, etc.

Le comité parisien où se trouvent quelques uns de nos vieux camarades enverra un délégué à Bruxelles, mais il aura contre lui 8 - 9 corps de métier. \* Les nôtres nous ont écrit de prison que nous devons "compromettre politiquement" ces gens des corps de métier, afin qu'ils perdent leur influence à leur retour. A quels moyens recourt la police parisienne, c'est ce que tu peux voir au fait qu'un monsieur se prétendant "Eugène Dupont" du Conseil central de Londres est allé interroger les femmes des emprisonnés pour leur tirer les vers du nez. Or, c'était un mouchard de police, qui échoua partout dans sa comédie. Eccarius qui nous avait représenté à Nuremberg, ira à Bruxelles. Dans les deux cas, il est le correspondant du *Times*.

La prétendue branche française sous la direction de monsieur Pyat et Vésinier enverra un délégué à Bruxelles, afin — c'est horrible à dire — de dresser contre nous un acte d'accusation !

A propos : Nous serons faiblement représentés à Bruxelles, et chaque centime que nous pourrons ramasser servira maintenant à y envoyer un délégué.

---

\* Cf. Marx à Engels, 29. VIII. 1868.

*La tactique policière est toujours la même . mettre les militants les plus radicaux à l'ombre, afin de permettre aux tièdes et aux mous de se mettre en avant dans les congrès. D'où des difficultés sans nombre, supplémentaires, pour le "parti Marx" dans l'Internationale. La police avait arrêté, en outre, les membres du Comité parisien de l'A.I.T., afin d'éviter l'essor d'une branche de l'Internationale en France.*

Vous ne devez pas permettre que le congrès de Bruxelles dure plus d'une semaine. \* Jusqu' à présent — pour autant qu'il concerne l'Angleterre — il ne s'est pas rendu ridicule. Si les Belges mettent encore des tas de choses nouvelles à l'ordre du jour, faites leur comprendre que ce n'est pas possible, étant donné : 1. que les Allemands sont trop faiblement représentés, parce que leur congrès se tient en ce moment même à Nuremberg; 2. que l'Angleterre n'est pas non plus représentée valablement, étant donné que nous sommes ici en pleine campagne pour le suffrage universel; 3. que les Suisses allemands ne sont pas encore représentés du tout, parce qu'ils viennent tout juste de s'affilier et que les branches rattachées depuis longtemps ont épuisé tous leurs fonds dans la grève de Genève; 4. que la discussion est menée en français uniquement; 5. qu'il faut éviter de prendre des *résolutions sur des questions de théorie générale*, étant donné que cela ne ferait que provoquer plus tard des protestations de non-belges et de non-français.

L'histoire de la guerre intéresse naturellement le plus le public. De grandes déclamations et des phrases enflées ne font pas de mal ici. La résolution qu'il importe de prendre me semble être simplement la suivante : la classe ouvrière n'est pas encore suffisamment organisée pour jeter un poids sensible dans la balance, mais le congrès proteste au nom de la classe ouvrière et dénonce ceux qui sont à l'origine du conflit; qu'une guerre entre la France et l'Allemagne est une guerre civile, ruinant les deux pays et l'Europe en général; le fait que la guerre ne peut servir que le gouvernement russe ne pourra certes pas passer auprès de messieurs les Français et les Belges.

Si l'on en arrive au crédit mutuel, Eccarius devra déclarer simplement que les ouvriers d'Angleterre, d'Allemagne et des Etats-Unis n'ont rien à voir avec les dogmes proudhoniens, et que la question du crédit leur paraît tout à fait accessoire.

---

\* Cf. *Directives de Marx à Eccarius et Lessner, lettre du 10.IX. 1865.* Dans cette lettre, Marx donne au nom du Conseil général des conseils de prudence à ses délégués auprès du congrès de Bruxelles. Elle donne une idée très précise sur la force et les faiblesses de ce congrès.

Les résolutions du congrès doivent être communiquées par télégraphe aux journaux londoniens. Ne faites surtout rien de blâmable !

## Le congrès de Bruxelles de l'A.I.T. (6-13.IX.1868)

Par bonheur, le congrès s'achève aujourd'hui, et — à en croire les nouvelles reçues à ce jour — il ne s'est qu'assez peu compromis jusqu'à jeudi. \*

Mais il faut toujours craindre qu'il se rende ridicule, étant donné que les Belges en forment l'énorme majorité. Le proudhonien de droite Tolain et d'autres Parisiens veulent faire transférer le Conseil central à Bruxelles. Ils sont très jaloux de Londres. C'est un grand progrès que les "braves belges" proudhoniens et les Français, qui, à Genève en 1866 aussi bien qu'à Lausanne 1867, ont déclamé de manière dogmatique contre les syndicats etc. en sont maintenant de fanatiques partisans. \*\* Les "braves Belges", avec toutes leurs fanfaronnades, n'avaient rien préparé. Le correspondant du *Daily News*, par exemple, a cherché pendant 3 jours en vain à trouver l'éventuel local des réunions, jusqu'à ce qu'il rencontre par hasard Jung et Stepney. De fait, les locaux n'avaient pas été commandés à l'avance, et les "braves Belges" voulaient faire payer le Conseil central de Londres, auquel ils doivent 3000 frs avec les Français (pour leurs 250 assistants entre autres). Ils ont fini par faire des collectes individuelles parmi des assistants.

---

\* Cf. Marx à Engels, 12. IX. 1868.

\*\* L'A.I.T. avait pour but de dissoudre les sectes en les haussant, quand c'était possible, au niveau des principes et de l'action de l'Internationale.

*C'est à la fois sous la pression des faits et sous la pression des débats dans les congrès que les Proudroniens durent abandonner leur attitude d'hostilité aux grèves. En effet, les ouvriers en grève se faisaient charger et mitrailler par la soldatesque et les "meneurs" condamner par la cour d'assise, si bien qu'il fallait ou bien renoncer à se poser comme partisan des travailleurs ou soutenir leurs luttes. N'avaient-ils pas affirmé jusque-là, avec leur maître Proudhon, qu'une augmentation des salaires provoquait nécessairement un accroissement des prix alimentaires, de sorte que les grèves ne faisaient qu'accélérer la hausse des prix ?*

Le congrès s'est encore bien passé. \* La méthode qui consiste à parler publiquement de la salade, et de traiter en douce des choses sérieuses a fait brillamment ses preuves. Le Conseil central restera donc à Londres, et les Proudhoniens n'ont eu que la simple satisfaction d'avoir résolu qu'ils sont proudhoniens, autrement il n'y a eu personne.

Le "Journal des Débats" regrette que les Anglais, les Allemands et les Belges — à lire le texte de la résolution sur la terre — appartiennent à la "secte communiste" et que les Français ne font que produire sans cesse "les déclamations ridicules de Proudhon".... \*\*

Eccarius attribue (dans le *Times*) aux Allemands et aux Anglais la sottise belge, selon laquelle il suffit de faire la grève pour arrêter la guerre... Lessner dit que si nous avons obtenu tant de résultats, bien que nous étions si peu représentés au congrès qui était presque entièrement composé de Belges (plus les Français), c'est parce que, dans tous les points décisifs, les ouvriers belges, ont voté pour les Londoniens, malgré leurs dirigeants bruxellois.

Moses Hess a tenu le meilleur discours contre les Proudhoniens. Tolain en était si fâché qu'il n'a pas paru au banquet. Non seulement on a renouvelé le Conseil central, mais on a encore adopté la liste purifiée de ses membres. Vésinier doit, dans les 4 semaines, envoyer à une commission de Bruxelles la preuve de ses suspicions contre Tolain. Si cette preuve n'est pas faite (et elle ne le sera pas), alors le congrès l'a déjà exclu sous condition comme calomniateur.

---

\* Cf. Engels à Marx, 16. IX. 1868.

\*\* Cf. Marx à Engles, 16. IX. 1868.

Le "Journal des Débats" n'a encore rien compris. En effet, Marx oppose précisément sa position communiste à celle présentée à Bruxelles, qui est passée comme telle : "Au congrès international de Bruxelles de 1868, l'un de mes amis disait : "La petite propriété foncière a été condamnée par le verdict de la science, et la grande propriété par la justice. Il ne reste donc plus qu'une alternative : la terre doit revenir la propriété de l'ensemble de la nation. L'avenir décidera de cette question. " Je dis au contraire : "L'avenir décidera que le sol ne peut être que propriété de la nation. Transférer la terre à des travailleurs agricoles associés, ce serait livrer toute la société à une classe particulière de producteurs" (cf. Marx, la Nationalisation de la terre, trad. fr. in : Marx-Engels, Utopisme et communauté de l'avenir, Edit. Maspéo, p. 96-101)

Dans le compte rendu de l'*Opinion Nationale* sur le congrès de Bruxelles on lit entre autres : "Je dois mentionner ici le rapport général de l'Association, rédigé par le conseil de Londres. *Mentionner*, c'est bien le seul mot que je puisse employer, car je ne suis point assez fort pour tirer et élaguer les phrases incriminables par les lois de France, et il s'en pourrait trouver quelques-unes de ce genre". Il cite ensuite les passages concernant le gouvernement français. "La critique y est parfois verte, et souvent ironique. Je le répète, je ne puis m'en faire juge; mais je dois avouer que le public a été moins timide que mon correspondant; il a couvert d'applaudissements frénétiques tous les passages que je m'abstiens de citer". Douze journalistes venus de France assistèrent aux débats du congrès.

L' "Emancipation" et le "Journal de Bruxelles" ont attaqué le congrès exactement comme ils nous ont attaqué il y a vingt ans.

De Paepe a essayé en vain de trouver à Bruxelles un éditeur qui puisse publier en français "le 18 Brumaire de Louis Bonaparte". \* Ce que messieurs les éditeurs exigent, c'est que ce soit l'auteur qui paie leurs frais d'édition.

Au congrès de Bruxelles, il a été décidé que nous publiions des *bulletins* sur les grèves, etc. dans les diverses langues aussi souvent que les moyens du Conseil général le permettent \*\*..... Au congrès de Bâle, la question est revenue sur le tapis, mais le congrès traita les résolutions bruxelloises sur le bulletin comme non-existantes.

## Travail syndical du Conseil général de l'A.I.T.

---

Mise en garde, écrite par Marx, à la suite d'une décision du Conseil général de l'A.I.T., contre l'importation de compagnons tailleurs allemands, belges, danois etc. pour briser la greve des tailleurs d'Edimbourg: Les compagnons tail-

---

\* Cf. Marx à Engels, 20. III. 1869.

\*\* Cf. Marx à Engels, 17. XII. 1869

leurs de Londres ont fondé, il y a quelques temps, une association générale pour faire valoir leurs revendications contre les maîtres tailleurs de Londres, qui sont pour la plupart de gros capitalistes. La question n'était pas seulement de réajuster les salaires en raison de la hausse des prix des denrées alimentaires, mais encore de mettre fin au traitement exceptionnellement brutal dont sont l'objet les travailleurs de cette profession. Les maîtres ont cherché à rompre cette entente en embauchant des compagnons tailleurs, notamment en Belgique, en France et en Suisse. Les secrétaires du Conseil Central de l'Association Internationale des Travailleurs ont par conséquent publié dans les journaux belges, français et suisses, une mise en garde, qui eut un plein succès. La manoeuvre des maîtres-tailleurs de Londres a échoué; ils ont dû déposer les armes et satisfaire aux justes revendications de leurs tailleurs.

Dans la séance du Conseil général du 2 mai 1867, lecture est faite d'une lettre de Bruxelles annonçant que les patrons tailleurs y ont signé une convention sur les salaires majorant les salaires de 10 o/o, et que le 21 avril d'importantes réunions de tailleurs, d'ébénistes, de polisseurs de marbre et de teinturiers se sont tenues pour discuter des salaires. \*

---

\* Ces textes, quelque peu antérieurs au congrès de Bruxelles, montrent quelles sont les raisons du succès de l'Internationale pour ce qui est de son implantation en Belgique sur une base toute différente des sectes et des doctrines du socialisme petit-bourgeois de type artisanal ou proudhonien.

Ils témoignent de ce qu'un travail d'agitation réelle dans la lutte vivante de classe pour les intérêts évidents des exploités forma la base matérielle des branches de l'Internationale en Belgique.

La chance du mouvement ouvrier belge — due aux efforts tenaces d'un groupe de révolutionnaires relativement restreint de plusieurs pays — fut que l'Internationale avait jeté ses racines peu avant les grandes luttes de classes qui allaient éclater en Belgique à partir de 1868, de sorte que celles-ci purent être canalisées pour défendre les intérêts, aussi bien matériels que théoriques, pratiques qu'organisationnels durables, de la classe ouvrière belge.

En liaison avec la mise en garde de Marx à l'occasion de la lutte des tailleurs écossais qui travaillaient pour le marché mondial comme les tailleurs belges, l'agitation avait gagné aussi les ouvriers tailleurs de Bruxelles qui se mirent en grève du 8 au 19 avril 1867 sous la direction de la Société Fraternelle. Ils obtinrent une hausse de salaire de 10 o/o. Ce succès fut largement dû à la pression exercée sur les patrons tailleurs par les manifestations de solidarité internationale prolétarienne, à l'occasion des grèves des tailleurs de Londres et de Paris.

## La grève de Charleroi

---

Les patrons des mines du bassin de Charleroi, après avoir poussé à bout les ouvriers mineurs par leurs exactions incessantes, demandèrent au gouvernement de leur prêter l'armée contre la masse désarmée.\* Lors de ces troubles, la section belge de l'Association internationale des travailleurs se rangea aux côtés des mineurs et défendit leur cause. Les bourgeois belges essayèrent en vain de faire de l'Internationale le bouc émissaire de leurs propres infamies. L'Internationale dénonça la misérable condition économique imposée aux mineurs; elle secourut les familles des morts et des blessés, et procura des défenseurs aux prisonniers, qui finalement furent tous acquittés. Après l'affaire de Charleroi, le succès de l'Internationale était assuré en Belgique.

Le ministre de la Justice, Bara, dénonça l'Internationale du haut de la tribune de la Chambre des députés et fit de son existence le motif principal du renouvellement de la loi contre les étrangers. Il menaça même d'empêcher que l'Internationale tienne son congrès à Bruxelles. Le gouvernement belge devrait comprendre que les petits Etats n'ont pas d'autre raison d'être en Europe que celle de servir d'asile à la liberté.

---

\* *Extrait du Quatrième rapport annuel du Conseil général de l'A.I.T. au congrès de Bruxelles de septembre 1868. Ce rapport, élaboré par Marx, fut ratifié par le Conseil général dans sa séance du 1<sup>er</sup> IX. 1868. En mars 1868, la troupe était intervenue contre les grévistes du bassin de Charleroi du puits de l'Épine. Il y eut dix morts et de nombreux blessés parmi les mineurs. Vingt deux grévistes furent traînés en Cour d'assise. La section belge de Bruxelles, convertie aux thèses de l'A.I.T. sur les grèves, nomma un comité de défense et engagea des avocats sympathisants de Bruxelles, et publia une adresse en faveur des mineurs du bassin de Charleroi.*

*La percée de l'A.I.T., jusque là confinée au cercle restreint de Bruxelles, était faite dans le Hainaut. L'Internationale sortait de son isolement, en s'engageant dans une véritable agitation de classe. Elle entra en plain-pied dans le monde des prolétaires des mines et de l'industrie. Des sections s'organisèrent, et le succès de l'acquittement des accusés favorisa cet essaimage. Plus de cent cinquante meetings se tinrent de mai à décembre 1868, et plus de 500 en 1869.*

Le comité de l'A.I.T. a convoqué une réunion publique à Charleroi pour inviter les mineurs à former un syndicat et à adhérer à l'Internationale; une section y a été formée.\* Le citoyen *Besson* annonce qu'il a reçu 4 livres de contribution de Belgique et que 8.000 mineurs de Charleroi ont adhéré à l'Association. Les mineurs souhaitent vivement d'entendre quelque chose du Conseil Général. Les journaux belges qui ont inséré l'adresse aux mineurs se sont vendus par milliers dans les districts mineurs. Ils veulent avoir l'adresse de notre correspondant américain. Le comité désire connaître si nous aimerions recevoir les sept journaux qui sont en faveur de notre Association,\*\* afin que le Conseil se fasse une idée de ce qu'ils représentent.

Les massacres par lesquels le gouvernement belge répondit à la grève des puddleurs de Seraing et des mineurs du Borinage ont été longuement détaillés dans une adresse du Conseil général à tous les ouvriers d'Europe et des Etats-Unis.\*\*\*

---

\* *Extrait du compte rendu de séance du Conseil général, 9. VI. 1868, p. 179 - 180.*

\*\* *En voici la liste : la Tribune du Peuple, journal fondé à Bruxelles en 1861, devint en 1866 l'organe de la section de Bruxelles; le Devoir, hebdomadaire fondé à Liège, en 1865, devint en 1868 l'organe de la section locale de l'Internationale; le Mirabeau, organe mensuel de l'association des Francs ouvriers de Verviers, fondé en décembre 1867; De Werker, hebdomadaire de la section flamande fondé à Anvers en 1868. Par la suite, les journaux de Bruxelles la Cigale, la Liberté et le Peuple belge publièrent régulièrement les documents de l'Internationale et les comptes rendus d'activité de ses différentes sections.*

\*\*\* *Extrait du Rapport du Conseil Général au Congrès de Bâle, rédigé par Marx fin août-début septembre 1869.*

*Le compte rendu de la séance du 18. II. 1868 (procès-verbaux, p. 160) rapporte : Les membres de l'Association tiennent de nombreux meetings en faveur de la coopération, du suffrage universel ainsi que pour organiser une agitation contre la conscription et l'abolition des armées permanentes. De nouvelles sections se sont formées à Liège, Verviers et parmi les mineurs du Borinage.*

*A la séance du 5. V. 1868, le Conseil général explique comme suit la cause du mécontentement ouvrier : Le citoyen Jung donne lecture d'extraits d'un journal belge, la Tribune, en soulignant que les propriétaires des mines avaient baissé les salaires, tandis qu'ils se partageaient 15 p.c. de profits nets. A propos de la fusillade contre les mineurs, il précise que beaucoup de soldats ont tiré au-dessus des têtes des manifestants et qu'un médecin et son fils ont porté grande assistance aux blessés. Enfin qu'un comité de l'Internationale recueillait des témoignages en faveur des grévistes emprisonnés.*

*Suite note (voir page suivante)*

Nous considérons cette adresse d'autant plus urgente que pour le gouvernement modèle du constitutionnalisme de tels massacres d'ouvriers ne sont pas un accident, mais une institution. L'horrible drame militaire était suivi d'une farce judiciaire. Dans ces mesures contre notre comité central de Bruxelles, dont le siège était brutalement forcé par la police, et dont plusieurs membres étaient mis au secret, le juge d'instruction trouva la lettre d'un ouvrier demandant 500 *Internationaux*. Du coup il conclut que 500 combattants devaient être envoyés sur les lieux de l'action.

Or les 500 *Internationaux* étaient 500 numéros de l'*Internationale*, l'organe hebdomadaire de notre Comité de Bruxelles. Après une laborieuse recherche, on mit la main sur un télégramme envoyé à Paris par un des membres de l'*Internationale*, dans lequel on demandait une certaine quantité de poudre, le paquet incriminé fut saisi à Bruxelles; mais ce n'était que de la poudre insecticide. A la fin la police belge, dans une de ses visites domiciliaires se flatta d'être parvenue à s'emparer de ce fameux trésor qui tracasse tant les cervelles des capitalistes continentaux, c'est-à-dire le trésor de l'*Internationale* dont l'énorme masse s'accumule à Londres, tandis que les sommes inférieures circulent continuellement entre les centres de l'Association.

La police crut qu'il était enseveli dans une colossale et solide caisse cachée dans un endroit obscur. On saisit la caisse, on la force et l'on trouva des ... morceaux de charbon. Peut-être qu'en étant touché par des mains ennemies, l'or pur de l'*Internationale* s'est converti en charbon.

---

*Suite de la note de la page précédente.*

*Il annonce que l'Union du peuple d'Anvers venait d'adhérer à l'A.I.T. et que les "Francs Ouvriers" de Verviers avaient voté également en faveur de l'adhésion.*

*Le compte rendu de la séance du 7.VII.1868 (p.199) rapporte que le ministère belge s'en est pris directement à l'Association, en disant aux manufacturiers de Verviers de licencier les ouvriers, membres de l'A.I.T.*

## Les massacres en Belgique : Adresse aux ouvriers d'Europe et des Etats-Unis

En Angleterre, il ne se passe pas de semaine sans grèves — et des grèves magnifiques. \* Si le gouvernement utilisait ces occasions pour lâcher ses soldats contre les ouvriers, ce pays des grèves deviendrait bientôt le pays du carnage; mais cela ne pourrait durer longtemps, car après quelques tentatives de violences brutales, l'actuel pouvoir d'Etat disparaîtrait.

Aux Etats-Unis, les grèves ne cessent de se multiplier et de s'étendre au cours de ces dernières années et ont parfois menacé l'ordre établi. Cependant le sang n'a pas coulé. Dans plusieurs grands Etats militaires du continent européen, le début de l'ère des grèves coïncide avec la fin de la Guerre civile américaine, mais ici non plus le sang n'a pas coulé.

Il n'existe qu'un seul petit pays du monde civilisé où les forces armées sont là pour massacrer des ouvriers en grève, où toute grève est saisie avec avidité et malignité comme prétexte pour massacrer officiellement les ouvriers.

Ce petit pays unique et béni, c'est la *Belgique*, l'Etat modèle du constitutionnalisme continental, le confortable paradis et la chasse-gardée des propriétaires fonciers, des capitalistes et des curés. Comme la terre fait sa révolution annuelle, ainsi est-on assuré que le gouvernement belge

---

\* Cette Adresse fut rédigée au nom du Conseil Général par Marx. Elle fut publiée en anglais sous forme de tract, en français dans l'Internationale de Bruxelles du 15.V.1869. La présente traduction, est faite à partir du texte original publié dans *Vorbote* de juin 1869. Marx remarque dans sa lettre à Kugelmann du 11.V.1869 que celui-ci "méconnaissait l'importance et la signification particulière des événements belges", qu'au Conseil Général, Marx expliqua comme suit : "Premièrement, le droit des travailleurs de faire grève; deuxièmement, l'Internationale doit faire quelque chose pour manifester son pouvoir dans le heurt en cours, et son destin en dépend tout entier" (séance du 11. V. 1869, p. 80).

A la séance du 10. IV. 1869, le Conseil Général avait entendu un très long rapport de Hins sur les massacres en Belgique, cf. p.72 -74. Cf. enfin la lettre de Marx à Engels, le 8. V. 1869.

effectue son massacre annuel d'ouvriers. La tuerie de cette année ne se distingue de celle de l'an passé que par le nombre plus effroyable encore des victimes de la boucherie, par de plus sauvages exactions de la soldatesque, par ailleurs ridicule, ainsi que par l'allégresse tapageuse de la presse, de la prétraille et des capitalistes, et par l'inanité du prétexte qui a fait sévir les bouchers de l'Etat officiel.

Il s'avère désormais, même au travers des rapports impudemment publiés par la presse capitaliste, que la grève toute légale des ouvriers des fonderies de Cockerill à Seraing ne s'est transformée en émeute qu'à la suite de l'intervention de la cavalerie et de la gendarmerie qui y furent envoyées pour provoquer le peuple. Du 9 au 12 avril, ces valeureux guerriers ne s'attaquèrent pas seulement aux ouvriers sans défense avec leurs sabres ou leurs baïonnettes : ils tuèrent ou blessèrent sans distinction de paisibles passants, envahirent brutalement les maisons des particuliers et, à diverses reprises, s'amuserent même à attaquer comme des déments les voyageurs qui se trouvaient à l'intérieur de la gare de Seraing.

Lorsque ces jours de frayeur furent passés, on se souvint que M. Kamp, le maire de Seraing, était un agent des usines Cockerill, que le Ministre de l'Intérieur, un certain Pirmez, était le principal actionnaire d'une mine de charbon voisine, également en grève, et que Sa Majesté Royale, le prince de Flandre, avait placé 15 millions de francs dans les usines Cockerill.

D'où l'étrange conclusion que le massacre de Seraing était au niveau des sociétés par actions, une sorte de coup d'état, perpétré avec une joie maligne par la société Cockerill et le Ministre de l'Intérieur à seule fin de terroriser leurs sujets. \*

---

\* Dans sa séance du 1.XI.1870, le Conseil général note que de nouveaux troubles se sont produits chez Cockerill à Seraing, à la suite d'une première réduction de salaire de 10 p.c., puis d'une seconde de 5 p.c. Après avoir un peu hésité, les ouvriers se mirent en grève. Le maire de la cité suspendit alors la Constitution et interdit les rassemblements de plus de 5 personnes, et 30 arrestations furent opérées. Quant au procureur général, il a proclamé à Liège et à Bruxelles une nouvelle croisade contre les "doctrines subversives de l'Internationale" (Procès-verbaux, 1870—1871, p. 72).

Cette calomnie fut cependant démentie par les incidents qui se déroulèrent au Borinage — le district charbonnier — où ce même ministre, le fameux Pirmez, ne semble pas être le principal capitaliste. A la suite d'une grève quasi générale, des troupes nombreuses, pourvues d'un fusil de modèle nouveau, y furent concentrées. Celles-ci ouvrirent leur campagne à Frameries par une fusillade qui tua 9 mineurs et en blessa grièvement une vingtaine d'autres.

Après ce petit prologue héroïque, on promulga la loi contre les séditions, comiquement appelée "les sommations préalables", et l'on poursuivait la tuerie.

Divers politiciens attribuent à ces faits inouïs des motifs d'un patriotisme élevé. Ils prétendent qu'après avoir négocié avec le voisin gaulois sur certains points délicats, c'est le devoir du gouvernement de mettre hors de doute le courage de son armée. C'est grâce à un envoi d'armes minutieusement préparé que la cavalerie belge réalisa son irrésistible et fougueux assaut à Seraing et que l'infanterie belge fit montre de son ferme courage à Frameries.

N'y a-t-il pas de moyen plus infaillible, pour inspirer la crainte et le respect à l'étranger, que de mener à l'intérieur des batailles où l'on sait que l'on ne perdra pas en ouvrant des champs de bataille dans sa propre maison, où des centaines d'ouvriers abattus, mutilés et faits prisonniers jettent une gloire éclatante sur les guerriers sains et saufs qui, jusqu'au dernier homme, s'en tirent sans une égratignure.

D'autres politiciens ont soupçonné les ministres belges d'être à la solde des Tuileries et d'avoir monté personnellement cet affreux spectacle d'un semblant de guerre civile pour donner à Bonaparte un prétexte : sauver la société en Belgique comme il l'avait sauvée auparavant en France. Mais a-t-on jamais accusé l'ex-gouverneur Eyre d'avoir organisé des massacres de Noirs à la Jamaïque pour arracher cette île à l'influence de l'Angleterre et pour la faire passer entre les mains du bourreau ? Pour nous, il ne fait pas de doute que les ministres belges sont d'excellents patriotes — dans le genre d'Eyre.

Comme celui-ci était l'instrument sans scrupules des planteurs, ils sont les instruments sans scrupules du capitalisme belge.

Le capitalisme belge s'est acquis une grande réputation dans le monde par sa passion de la prétendue "liberté du travail". Il est si imbu de la liberté de ses ouvriers qu'il les fait travailler pour lui sans distinction d'âge ni de sexe, à toutes les heures du jour et de la nuit, si bien qu'il a toujours rejeté avec la plus vive indignation toute restriction de cette liberté par l'introduction d'une législation sur les fabriques. L'idée le fait frémir qu'un simple ouvrier puisse être assez scélérat pour avoir un autre but que celui d'enrichir son patron et maître. Non seulement il tient absolument à ce que son ouvrier reste un misérable domestique qui se tue à la tâche pour un salaire de famine, mais encore, comme tout esclavagiste, il veut que ses sujets rampent, fassent preuve de soumission en ayant des moeurs serviles, une religion d'humilité et le coeur contrit. C'est ce qui explique sa colère folle contre les grévistes, car la grève est pour lui un blasphème, une révolte d'esclaves et le signal d'un déluge social.

Si de tels hommes, cruels parce que lâches, ont entre leurs mains, sans partage et sans nul contrôle, le pouvoir absolu d'Etat, comme c'est le cas en Belgique, il ne faut pas s'étonner que le sabre, la baïonnette et le fusil soient utilisés pour faire baisser les salaires et monter les profits. Mais à quels autres buts peut en fait servir l'armée belge ? Quand, sur l'ordre de l'Europe officielle, la Belgique fut déclarée un Etat neutre, il aurait fallu avoir assez de bon sens pour lui interdire le luxe coûteux d'une armée, indispensable aux jeux des marionnettes royales. Or, en fait, la Belgique renferme, dans les 30.507 kilomètres carrés qu'elle occupe, une armée plus importante que la Grande-Bretagne ou les Etats-Unis. Le temps de service de cette armée se calcule fatalement en fonction de ses razzias contre la classe ouvrière.

Dans ces conditions, il est normal que l'Association internationale des travailleurs ne soit pas la bienvenue en Belgique. Excommuniée par les curés, diffamée par la presse bourgeoise, elle entra bientôt en conflit avec le gouvernement, et celui-ci mit tout en oeuvre pour s'en débarrasser, en cherchant à la rendre responsable des grèves de Charleroi de 1867 à 1868 — grèves qui, d'après la règle belge, s'achevèrent par une tuerie officielle et la

poursuite des victimes devant les tribunaux. Non seulement cette cabale du gouvernement échoua, mais, grâce à l'intervention active de l'Association internationale des travailleurs, tous les ouvriers mis en accusation furent acquittés, tandis que le gouvernement belge fut déclaré coupable par un jury belge.

Ulcéré par cette défaite, le gouvernement belge se soulagea, en dénonçant violemment l'Association internationale des travailleurs du haut de la tribune de sa deuxième Chambre et en déclarant solennellement qu'il n'admettrait jamais que le Congrès général se réunisse à Bruxelles. Or ce Congrès se tint néanmoins à Bruxelles. Mais, finalement, il faut que l'Internationale succombe tout de même à la toute puissance des 30.507 kilomètres carrés belges.

En effet, sa coresponsabilité pénale dans les événements récents s'étale au grand jour.

Les émissaires du Comité central belge et d'autres comités locaux ont été pris en flagrant délit de diverses atrocités : ils ont tenté d'apaiser les ouvriers et de les prévenir contre les pièges du gouvernement. Dans quelques localités, ils ont même réussi à éviter que le sang coule. Enfin, ces messagers du Mal ont fait une enquête sur place et ont soigneusement enregistré et fait certifier par des témoins ce qu'ils ont vu, et publiquement dénoncé les caprices sanguinaires des défenseurs de l'Ordre. Par le simple procès de l'incarcération, les émissaires furent transformés d'accusateurs en accusés.

Dans ces conditions, les logements des membres du Comité bruxellois furent envahis brutalement, leurs papiers mis sous séquestre et certains d'entre eux arrêtés sous l'inculpation d'appartenir à une société créée dans le but d'attenter à la vie et à la propriété des personnes. En d'autres termes, on les accusa d'appartenir à une société d'étrangleurs appelée Association internationale des travailleurs ! Excité par les capucinades des curés et les hurlements sauvages de la presse bourgeoise, le gouvernement nain des mégalomanes s'efforça anxieusement, après s'être roulé dans un bain de sang, de se noyer dans une mer de ridicule.

Le Comité central de Bruxelles a déjà révélé son intention d'effectuer une enquête complète sur les massacres de Seraing et du Borinage, et d'en publier les résultats. Nous diffuserons ces révélations dans les différentes langues et dans

tous les pays, afin d'ouvrir les yeux du monde sur la vantardise préférée des capitalistes belges : "La liberté, pour faire le tour du monde, n'a pas besoin de passer par ici".

Le gouvernement belge, qui obtint un délai de grâce après les révolutions de 1848 et 1849, en devenant l'agent politique de la police des gouvernements réactionnaires, se flatte peut-être de pouvoir détourner le danger qui le guette aujourd'hui en devenant ouvertement le gendarme du capital contre le travail. Au lieu d'arrêter la catastrophe, il ne fait que l'accélérer. Si la Belgique devient pour les masses populaires le synonyme et le symbole de l'infamie, on aura levé le dernier obstacle qui s'oppose aux envies des despotes qui cherchent à rayer son nom de la carte européenne.\*

Le Conseil général de l'Association internationale des travailleurs appelle tous les ouvriers d'Europe et des Etats-Unis à organiser des collectes pour soulager la misère des veuves, des femmes et des enfants, pour organiser la défense des accusés et soutenir l'enquête projetée.

## La grève des cigariers d'Anvers et de Bruxelles.

Le citoyen *Engels* donne lecture d'une lettre du secrétaire de la section d'Anvers (Coenen) annonçant que les cigariers ont depuis quelque temps formé une union et sont entrés en correspondance avec les cigariers de Hollande, d'Allemagne et d'Angleterre, ce qui n'a pas été du goût des patrons qui ont eux aussi formé leur union et annoncé aux travailleurs que s'ils n'abandonnaient pas la leur ils seraient lock-outés.\*\* Ils ont unanimement refusé d'obtempérer et 500 d'entre eux sont à présent sur le pavé. Ils disposent de 6.000 francs, mais cette somme ne durera pas longtemps avec tant de bouches à nourrir; ils demandent donc l'assistance du Conseil.

---

\* *Marx pouvait espérer que la crise qui allait aboutir à la conflagration de la guerre franco-allemande de 1870 aurait des répercussions jusqu'en Belgique. En effet, l'agitation ouvrière des dernières années y eût laissé augurer, cette fois-ci, de la combativité ouvrière.*

\*\* Cf. Procès-verbaux du Conseil Général de l'A.I.T., Séance du 4 avril 1871.

*Suite note, page suivante.*

Le citoyen *Cohn* dit qu'il s'est rendu à Bruxelles et Anvers en 1868 sous les auspices de l'Internationale, pour y organiser des unions de cigariers, ce à quoi il réussit complètement. Seulement quatre hommes ne font pas partie de l'union à Bruxelles et quarante-neuf à Anvers. A Liège et d'autres endroits tous font partie de l'union et, par-delà la frontière de la Belgique, ils ont établi des unions en Hollande. Toutes ces sociétés de cigariers appartiennent à l'Internationale.\*\* Depuis quelque temps, une centaine de Belges domiciliés à Londres, ont formé une société et versent une contribution chaque semaine. C'est une simple société de secours mutuel : ils donnent 2 livres pour un enterrement. Il y a quatre semaines, ils ont envoyé 6 livres à Anvers, et sitôt que les patrons l'ont su, ils ont décidé de ne plus employer les hommes à moins qu'ils ne quittent l'union. L'assertion selon laquelle l'Internationale a provoqué la grève est fausse.

Juste avant la guerre, ils avaient l'intention de se mettre en grève, mais cette société a envoyé une lettre, qui fut approuvée par le Conseil Général, pour prévenir cette grève et cet avis a été cordialement accepté.

Mercredi dernier, une lettre est arrivée d'Anvers, et, lundi soir, ils ont tenu une réunion spéciale et voté 150 livres avec trois voix contre. Cette somme n'épuisera pas leurs ressources. Les Belges d'ici ont envoyé 20 livres, ce qui,

---

*Suite note de la page précédente*

*Dès que l'action n'est plus spontanée et que la résistance doit s'organiser, comme ce fut le cas de la grève des cigariers d'Anvers et de Bruxelles, les difficultés qui surgissent inévitablement font ressortir les faiblesses et les lacunes du mouvement. Les textes qui suivent ont un intérêt tout particulier, parce qu'après l'explosion incompréhensible de l'agitation antérieure, le mouvement des cigariers implique, pour réussir, une organisation et une solidarité actives. Comme on le verra, elles viendront généreusement du Conseil général de l'A.I.T. et des syndicats de cigariers anglais, allemands et français, mais elles seront mal payées de retour par les cigariers belges, dont on est con fondu par le manque de solidarité dans cette affaire. Ce hiatus est indubitablement créé par l'isolement belge qui fait que l'on accepte l'idée de recevoir une aide de l'extérieur, mais qu'on ne doit rien en retour. Etrange conception, en vérité.*

\*\* A propos des cigariers, Marx écrivait le 21. III. 1872 à P. Lafargue : "Le seul syndicat véritablement international en Europe est celui des cigariers. Mais il reste tout à fait extérieur au mouvement prolétarien et ne fait appel au Conseil général que pour ses intérêts professionnels"

avec les 240 de ceux d'Anvers, fait une somme assez rondelette. Les hommes lock-outés se contentent de 5 francs par semaine, cependant répartie entre 500, la somme ne durera pas de longues semaines. Il y a une autre société, à Liverpool, qui va faire quelque chose, et les tabatiers, qui sont assez à leur aise en ce moment, feront aussi quelque chose. Le secrétaire de l'Association patronale s'est rendu en Hollande pour recruter des ouvriers, mais il s'est partout heurté à un refus. Si les hommes pouvaient tenir cinq à six semaines, les patrons seraient obligés de céder, et il est du devoir du Conseil de prêter assistance. Les hommes sont déterminés à ne donner à la police aucune occasion d'intervenir, ils ont résolu de ne circuler qu'un par un dans la rue. Ils ne veulent pas de dons, uniquement des prêts. \*

Au début de l'affaire des cigariers, les patrons ne voulaient absolument pas reconnaître l'association professionnelle. A présent ils sont disposés à le faire et à accorder une hausse de salaires, en supprimant également le paiement du gaz et autres charges accessoires. Ils ont également accepté d'employer des travailleurs auxiliaires pour le traitement des feuilles de tabac et, si les ouvriers le désirent, des jeunes garçons pour la mise en balles. Deux ou trois questions restent encore à régler, mais ils ne font pas le moindre doute que les ouvriers obtiendront tout ce qu'ils revendiquaient, car ils jouissent d'un ferme soutien. Les cigariers de Hambourg les ont chaleureusement soutenu et ont trouvé du travail à trente lock-outés.

Le citoyen *Marx* est d'accord avec l'idée que le Conseil doit faire tout ce qui est en son pouvoir, aussi bien l'a-t-il toujours fait dans tous les conflits du travail qui sont venus à sa connaissance. Le malheur est que les trade-unions et les organisations ouvrières se tiennent à l'écart de l'Internationale jusqu'au moment où elles se trouvent dans l'embarras, et c'est alors seulement qu'elles viennent demander assistance. Elles pourraient prendre toutes les mesures préventives d'avance si elles étaient en contact avec l'Association.

---

\* *Le Conseil général s'était occupé de la grève des cigariers belges et de l'organisation de la solidarité internationale dans ses séances du 13 et 29 IX. 1868, Procès-verbaux de 1868 - 1870, p. 28. du 11.V 1869, du 4. IV. 1871, p. 146.*

Comme je vous en informais dans ma dernière lettre, \* j'ai estimé qu'il était de mon devoir de communiquer le contenu de votre lettre sur la grève des cigariers au Conseil général dans sa séance d'hier. \*\* En même temps, j'ai demandé au Conseil de bien vouloir faire parvenir à nos membres d'Anvers \*\*\* toute l'aide et le soutien possibles. Ma proposition a trouvé un soutien chaleureux, notamment chez le citoyen Cohn, président des cigariers de Londres. Il avait juste auparavant communiqué au Conseil que, pour soutenir la grève, les cigariers de son syndicat avaient approuvé un prêt de 150 livres sterling — soit environ 3.750 francs — à vos frères d'Anvers; que l'association des cigariers belges qui travaillent ici a accordé 20 livres sterling; un autre syndicat d'ici ainsi que les cigariers de Liverpool sont prêts à vous consentir des avances pour soutenir la grève, etc. Là-dessus, le Conseil a décidé à l'unanimité :

1. de faire rédiger aussitôt un appel à tous les syndicats anglais de Londres et de la province, de le faire imprimer et de l'envoyer à toutes les associations, afin de réclamer qu'elles soutiennent les grévistes d'Anvers;
2. d'envoyer des délégations du Conseil à tous les grands syndicats centralisés de Londres avec lesquels il est en relation, afin de les gagner à la même cause.

Comme nous avons appris du citoyen Cohn que vous avez déjà entrepris les démarches nécessaires pour éviter que les fabricants anversoïis n'embauchent des cigariers hollandais

---

\* *La correspondance antérieure a été perdue.*

\*\* *Cf. Engels à Philippe Coenen, 5 avril 1871.*

*La liaison entre parti et syndicat forme une sphère d'activité fondamentale; elle est abordée dans Marx Engels, Le Syndicalisme (notamment dans le volume I, cf. p. 57 - 170 à propos de l'activité syndicale de Marx-Engels au sein de la 1re Internationale). L'activité syndicale représente, mieux que la propagande et le prosélytisme, le moyen efficace d'établir le contact entre masse et parti sur le terrain solide et brûlant de la lutte de classe du prolétariat en opposition à la Bourgeoisie.*

*C'est en plein paroxysme de la lutte pour la Commune, notons-le, que le Conseil général de l'A.I.T. et Marx-Engels trouvèrent nécessaire de consacrer leurs quelques forces à cette question qui va bien au-delà du beefsteak. Peut être l'espoir de l'extension de la Commune !*

\*\*\* *La suite du courrier montrera que les Anversoïis n'étaient pas nos membres de l'A.I.T.*

pour contrecarrer de semblables tentatives en Angleterre aussi, nous nous sommes bornés à faire paraître dans notre journal allemand — le *Volksstaat* de Leipzig — un entrefilet dans lequel nous informons les cigariers allemands de la grève que vous avez déclenchée, en soulignant qu'ils ont le devoir d'empêcher tout enrôlement d'ouvriers pour briser la grève d'Anvers et, si possible, qu'ils mettent à votre disposition des fonds de soutien. Il paraîtra la semaine prochaine, nous avons, en outre, attiré l'attention du rédacteur (W. Liebknecht) sur votre grève et lui avons demandé de se préoccuper de votre cause.

Il est difficile de préjuger des résultats de ces diverses démarches.

Si les syndicats anglais nous consentent des prêts, il faudra quelques semaines pour accomplir les formalités indispensables. On peut supposer que les syndicats allemands ne pourront pas rassembler des fonds, et la guerre a sans doute vidé les caisses.

Je vous prie de bien vouloir me tenir au courant de l'évolution de la grève des cigariers, afin que je puisse, le cas échéant, agir dans les délais les plus rapides, sans perte de temps. Est-il vrai que les 300 cigariers de Bruxelles font également grève, comme le dit le citoyen Cohn ?

Le Conseil n'en a pas été informé et les Bruxellois ont bien tort de négliger cela, car comment pouvons-nous entreprendre quoi que ce soit si l'on ne nous informe pas ?

Depuis un certain temps, le Conseil n'a plus reçu les exemplaires du *Werker*. Le Conseil général doit recevoir deux exemplaires de chaque journal : le premier pour sa bibliothèque, où nous avons entrepris d'établir une collection complète de tous les journaux ouvriers, afin de faciliter la rédaction future de l'histoire du mouvement prolétarien de tous les pays; le second pour le secrétaire du pays dans lequel paraît le journal.

Il serait vraiment dommage que nous ne recevions plus le *Werker* que nous avons lu attentivement à chaque fois. Les 150 livres sterling ont dû partir aujourd'hui. Si vous ne les avez pas reçues vingt-quatre heures après cette lettre, écrivez immédiatement au citoyen Cohn, dont vous avez l'adresse

Je considérerai qu'il est de mon devoir de faire tout ce qu'il est possible pour les ouvriers d'Anvers que j'ai l'honneur de représenter au Conseil.

Cette grève est précisément de la plus haute importance pour l'Internationale en Belgique...\*

Si les cigariers allemands avaient les moyens d'avancer des fonds aux Anversois, il faudrait s'en occuper.

Les cigariers anversois prétendent qu'à l'époque ils ont envoyé 3.000 francs pour soutenir la grande grève des cigariers allemands.\*\* La grève dure toujours à Anvers et à Bruxelles, et si ce que l'on me dit de ces 3.000 francs est exact, il serait bougrement de votre devoir en Allemagne de payer votre dette. Je te prie de te renseigner à ce sujet et, dès que tu auras appris quelque chose, tu feras bien d'écrire quelque chose à ce sujet dans le *Volksstaat*. J'ai reçu normalement vos deux lettres du 1er mai et 1er août, dans lesquelles j'apprends que les cigariers d'Anvers n'étaient pas rattachés à l'Internationale, et ne le sont même pas aujourd'hui.\*\*\* Je suis très étonné de ce qu'on ne m'en ait pas informé dès le début de la grève, car tout ce que nous avons fait pour eux ici — et cela n'a pas été une petite chose puisque nous leur avons tout de même procuré quelque 15.000 francs — nous l'avons fait dans la croyance que nous le faisons pour des membres de l'Internationale. Or, voilà que l'on nous apprend que non seulement ils n'étaient pas rattachés à l'Internationale, mais que même aujourd'hui ils ne se sont pas affiliés à elle, après tout ce que nous avons fait pour eux ! C'est tout de même un peu fort et, en ce qui me concerne, j'ai décidé de ne plus rien faire pour des gens qui manquent à ce point de reconnaissance. Ces messieurs appellent-ils *solidarité* le fait qu'ils empochent l'argent des ouvriers d'Angleterre et d'ailleurs que leur procure l'Internationale et, après l'avoir empoché,

---

\* Cf. Engels à W. Liebknecht, 5 avril 1871.

Par le même courrier, Engels envoya à Liebknecht un court article pour le *Volksstaat* sur la grève des cigariers d'Anvers, cf. Marx Engels, le Syndicalisme I

\*\* Cf. Engels à W. Liebknecht, 4 mai 1871

\*\*\* Cf. Engels à Philippe Coenen, 4 août 1871.

Dans cette lettre, Engels évoque la question de la conquête des ouvriers par le parti, en l'occurrence, l'Internationale

n'adhèrent même pas à notre association pour démontrer par là qu'ils sont prêts à leur tour à agir solidairement avec les autres ?

Tout cela n'a rien à voir avec notre conception, et ce n'est pas le devoir de l'Internationale d'œuvrer pour des gens pareils. Quiconque est disposé à recevoir le soutien de notre Association doit être prêt aussi à contribuer pour sa part à ses charges, et le moins que vous puissiez faire pour le démontrer, c'est que vous adhérez à l'Internationale. Des gens qui demandent à cor et à cri de l'argent à l'Internationale, et refusent en même temps de reconnaître notre cause, méritent d'être exploités par les bourgeois, puisqu'ils rejettent le seul moyen de salut possible contre l'exploitation capitaliste : l'union et l'organisation des ouvriers de toute l'Europe.

Depuis que l'Internationale existe, il n'y a pas eu un seul cas de ce genre : il demeurerait réservé aux cigariers d'Anvers de mendier le secours de l'Internationale et, après l'avoir obtenu, de nous faire dire : merci, Messieurs, vous pouvez vous retirer, nous n'avons plus besoin de vous, la porte est là !

J'espère que je vous juge trop durement, et que vous vous serez affiliés avant ce jour, mais si vous ne le faites pas immédiatement, vous devrez reconnaître que votre comportement est d'une grande bassesse, et tant que je n'aurai pas reçu la nouvelle de votre affiliation, je m'opposerai à ce que l'on vous envoie un seul centime de plus. Nous pouvons utiliser notre argent avec une utilité bien plus grande pour des hommes qui sont des nôtres.

Vous me demandez si les cigariers de Londres sont affiliés ? Mais oui, et cela va de soi, depuis la création de l'Internationale. Leur président — le citoyen Cohn — les représente au Conseil général. J'ai discuté avec lui de la lettre qu'il doit écrire à votre demande aux Anversois pour leur affiliation. Je me demande cependant quel effet peut avoir une lettre là où 15.000 francs n'ont eu aucun résultat ? Le *Werker* continue de nous arriver très irrégulièrement, et en un seul exemplaire seulement. Etant donné que très peu d'ouvriers comprennent le flamand ici, il sera difficile de vous trouver des abonnements en Angleterre ; j'ai cependant prié les membres du Conseil de faire la propagande pour votre journal...

A la dernière séance du Conseil Général, nous avons restructuré les secrétariats : l'Espagne et l'Italie m'ont été confiées, et j'ai cédé la Belgique au citoyen Alfred Herman de Liège, dont le dernier congrès belge avait recommandé la nomination. C'est donc lui qui correspondra désormais avec vous. \*

## Les coopératives \*\* en Belgique

Le citoyen Jung dit qu'il a reçu des échantillons et une liste des prix de marchandises tenues en dépôt par la coopérative des marbriers de Bruxelles. Ayant travaillé pour des patrons qui exportaient leurs marchandises en Angleterre, les ouvriers veulent à présent prendre en main leurs affaires de la même façon.

\* Cela signifie que les sections belges de l'A.I.T. n'étaient pratiquement plus rattachées au Conseil Général de l'organisation internationale, sise à Londres, puisque l' "homme de confiance" de ce Conseil général habitait la Belgique depuis fin 1871. Au congrès de La Haye, Herman vota contre le Conseil Général de concert avec la délégation belge et la minorité allianciste, tout en s'abstenant lors des votes sur la nécessité de l'action politique et les pouvoirs du Conseil Général !

\*\* Procès-Verbaux de séance du 30. IV. 1869 au Conseil Général, 1868 - 1870, p. 99.

Ce passage montre déjà que le mouvement des coopératives s'engageait dans une impasse. Son développement sur la base inchangée du marché et de l'argent faisait qu'elles entraient en concurrence avec les entreprises capitalistes et, au travers d'elles, aux ouvriers — ce qui les obligeait à des mesures de plus en plus mercantiles. En fait, le mouvement des coopératives correspond à l'époque initiale du mouvement ouvrier au moment de la ruine de l'artisanat, lorsque les travailleurs s'efforcent de reconquérir les moyens de production sur la base de leur association. Mais pour que ce mouvement réussisse, il faudrait conquérir le pouvoir, abolir les rapports mercantiles et fédérer le mouvement coopératif au niveau national pour suivre le développement des forces productives matérielles et humaines. En Belgique, le mouvement des coopératives est allé de pair avec les sociétés de résistance (syndicats), et les statuts prévoyaient que lorsque la révolution sociale aurait rendu inutiles les sociétés de résistance, celles-ci se transformeraient en coopératives de production, les syndicats prenant alors en main la gestion de la production. Il n'y a rien à redire à ce système qui devait évoluer avec la maturité des conditions économiques et le développement des luttes de classe. Au cours de cette évolution, les doctrines saint-simoniennes, fouriéristes et proudhoniennes eussent dû se muer au fur et à mesure en positions de classe : cf. Marx-Engels, les Utopistes, Ed. Maspéro 1976. Deux dangers existaient cependant pour la social-démocratie: 1) que l'évolution se fige au sein du mouvement coopératif, celui-ci devenant doctrinaire, tandis que les conditions générales de l'économie continuaient de progresser à pas de géant, si bien que les coopératives devenaient des fossiles petits bourgeois et réactionnaires, et se trouvaient acculées à la faillite à chaque tentative de réalisation, suite de la note page suivante

La principale difficulté est que les patrons d'ici ne tiennent pas du tout à entrer en affaire avec eux et offrent moins que le prix de la matière première pour leurs marchandises. Une autre difficulté est de s'assurer qu'en acceptant des prix peu élevés, ils ne font pas tort aux ouvriers anglais.

*Suite note de la page précédente*

2) qu'il se dégrade en conséquence au simple niveau de coopératives de consommation, en se limitant précisément à la partie la plus mercantile des opérations économiques, la vente et l'achat des marchandises. Dans ce cas, c'était gérer un secteur secondaire du procès général de production et illusionner les travailleurs sur leur participation à l'économie, qui restait capitaliste. Dès lors, les coopérateurs ne sont plus que les esclaves des capitalistes producteurs et gèrent simplement la misère des ouvriers, d'où leur champ en Belgique, pays des petites économies pour survivre chichement.

La fusion du système des coopératives avec les syndicats économiques et le parti politique se maintint très longtemps en Belgique, en permettant de recruter de grandes masses, d'autant plus tièdes qu'elles sont nombreuses en périodes non-révolutionnaires. Cette déviation "ouvriériste", qui se retrouve aussi dans le labourisme anglais, donne une large marge de manoeuvre à l'opportunisme et est contraire à la conception marxiste du rapport entre avant-garde et masses, entre syndicats et parti. Cette large base informe entrave l'action révolutionnaire énergique, et favorise le parlementarisme qui prétend représenter, non les principes radicaux et tranchants de la révolution inévitable, mais l'état d'esprit, l'intérêt et la volonté immédiats du grand nombre, enfoncés dans la pratique du possible tant dans l'économie que la politique, sans rien changer aux rapports capitalistes généraux. C'est là où l'autonomisme économique de l'anarchie se rencontre avec le réformisme parlementaire social-démocrate.

## Au 6e Congrès des sections belges de

## l'Association Internationale des Travailleurs \*

Londres, 23 décembre 1870

Citoyens,

Le Conseil général de l'Association Internationale des Travailleurs adresse ses félicitations à votre 6e Congrès. Le fait même de la réunion de ce Congrès prouve de nouveau que le prolétariat belge continue sans relâche dans ses efforts pour l'émancipation de la classe ouvrière, même pendant qu'une guerre meurtrière et fratricide remplit d'horreur l'Europe entière et supplante, pour le moment, tout autre intérêt dans la pensée publique.

C'est avec une satisfaction particulière que nous avons vu les sections belges suivre, à l'égard de cette guerre, la ligne d'action et énoncer les pensées que prescrivaient les intérêts du prolétariat de tous les pays : la répudiation de toute idée de conquête et le maintien de la République en France.

---

\* Rédigé par Engels en français et publié dans "L'Internationale", No 103 du 1er janvier 1871 sans les trois derniers paragraphes qui n'étaient pas destinés à la presse.

La crise de la guerre et de la révolution de 1870 - 1871 fut précédée et annoncée — comme on l'a vu — par des conflits sociaux toujours plus aigus et plus profonds, mais la frontière tirée entre la Belgique industrielle et prolétarienne et la France semi agricole fera que la révolution se trouvera isolée en son centre politique de Paris qui donna en vain le signal. Une fois de plus, la contre-révolution aura su prévenir les attaques du prolétariat, en morcelant le terrain sur lequel il doit évoluer

D'ailleurs nos amis belges se trouvent, sous ce rapport, en harmonie complète avec les ouvriers des autres pays. \* Depuis l'occupation de Rouen par les Prussiens, les dernières relations qui nous étaient encore restées en France, ont été interrompues. Mais en Angleterre, en Amérique et en Allemagne, le mouvement parmi les ouvriers contre la guerre de conquête et pour le maintien de la République s'est développé rapidement. En Allemagne surtout, ce mouvement a pris de telles dimensions que le gouvernement prussien s'est vu obligé, pour défendre sa politique de conquête et de réaction, de sévir contre les ouvriers. Le Comité central de la social-démocratie d'Allemagne, siégeant à Brunswick, a été arrêté; beaucoup de membres du même parti ont subi le même sort; enfin deux députés au parlement de l'Allemagne du Nord, les citoyens Bebel et Liebknecht, qui y représentaient les vues et les intérêts de la classe ouvrière, ont été mis sous verrou. L'Internationale est accusée d'avoir donné à tous ces citoyens le mot d'ordre d'une vaste conspiration révolutionnaire; nous avons là, n'en doutons point, la deuxième édition du célèbre complot de l'Internationale à Paris, complot que la police bonapartiste disait avoir découvert et qui, après, finit par s'évaporer si misérablement. En dépit de ces persécutions, le mouvement international des ouvriers marche et marchera toujours. Le présent congrès vous offre une occasion pour constater le nombre des sections et autres sociétés affiliées, des membres dont se compose chacune d'entre elles et de former ainsi une idée exacte de ce qu'a fait en Belgique notre mouvement. Nous désirerions que vous communiquiez au Conseil Général le résultat de cette statistique sur la position de notre Association chez vous, statistique que nous aurons à coeur de compléter aussi pour les autres pays. Il va sans dire que cette communication sera considérée par nous comme confidentielle et que les faits qu'elle nous fera connaître ne seront pas livrés à la publicité.

---

\* A la séance du Conseil général du 21.II. 1871, Marx déclare que "la République française a été reconnue par l'Italie, l'Espagne, la Suisse, la Belgique et d'autres pays, et que l'enthousiasme du peuple y a été si grand que même ceux qui y étaient opposés ont du prétendre être en sa faveur", cf. Procès verbaux 1870 1871 p 117

De plus, le Conseil Général se permet d'espérer que les sections belges, dans le courant de l'année 1871, se trouveront à même de se rappeler les résolutions des divers congrès internationaux relativement aux cotisations destinées pour lui. La guerre actuelle met hors de question la rentrée de fonds de la plupart des pays continentaux, et nous savons bien que les ouvriers belges se ressentent aussi de la dépression générale qui résulte de cette guerre; aussi le Conseil Général ne relève-t-il cette question que pour rappeler aux sections belges l'impossibilité où il se trouverait, sans soutien matériel, de donner à la propagande toute l'étendue qu'il voudrait lui voir.

En l'absence du Secrétaire pour la Belgique, le citoyen Serrailier, le Conseil Général a chargé le soussigné d'adresser cette communication au Congrès.

Salut et fraternité, F. Engels

Le citoyen Marx attire également l'attention sur le fait que la seconde Adresse sur la guerre n'a pas été publiée par les journaux de l'Association en Belgique.\* Il ne pense pas que le Conseil fédéral ait le droit de passer sous silence des documents officiels. Il ne serait pas politique d'engager une querelle en ce moment, mais il doit en être pris note au procès-verbal. Il propose que le Conseil Général exprime au Conseil fédéral de Belgique sa désapprobation pour avoir passé sous silence des documents officiels.

---

\* *Procès-verbaux du Conseil Général, séance du 18 octobre 1870.*

Pour le reste, le mouvement international continue de progresser malgré tous les obstacles...\*

En Belgique, notre organisation est forte et nos sections belges viennent de tenir leur sixième congrès national.

L'influence de l'Internationale commence à se faire sentir partout : \*\* deux journaux répandent ses idées en Espagne, trois en Allemagne, le même nombre en Autriche et en Hollande, six en Belgique et six en Suisse.

Jung annonce, au Conseil général, qu'il a reçu une lettre de Willebrord disant qu'il craint que les réfugiés de la Commune n'aient guère de chances de s'échapper par la Belgique; la police belge est toute prête à remplir la tâche pour le gouvernement français.\*\*\* Un soir, la troupe et la police ont circulé dans les rues en tâchant de provoquer une querelle avec les ouvriers, afin que le gouvernement puisse avoir une excuse pour réprimer la sympathie que les travailleurs ressentent envers leurs frères de Paris. Si quelques réfugiés s'arrêtent en Belgique, ils seront certainement arrêtés. Si quelqu'un des communards parvient à gagner Bruxelles, il faut tâcher de la faire aussitôt passer en Hollande.

---

\* *Au Conseil fédéral espagnol de l'A.I.T., écrit par Fr. Engels, secrétaire de l'A.I.T. pour l'Espagne, le 13 février 1871.*

\*\* *Cf. L'interview de Marx à "The World", le 3 juillet 1871.*

\*\*\* *Cf. Procès-Verbaux 1870 - 1871, p. 178 - 179.*

## Lutte contre l'anarchisme

---

A peine étiez-vous parti que je reçus une lettre de Bakounine, où il m'assurait de son amitié toute spécifique. \* De sa lettre je constate qu'il vient de nouveau d'écrire longuement à De Paepe pour l'appâter pour l'Alliance Internationale.\*\* Il est donc nécessaire, afin d'éviter des ennuis ultérieurs ou des plaintes relatives à un manque d'informations courantes, que vous fassiez part à De Paepe, aussi rapidement que possible, de nos décisions concernant l'Alliance, en lui en envoyant une copie.

---

\* Cf. Marx à H. Jung, 28. XII. 1868.

*Nous faisons ici un léger retour en arrière du point de vue chronologique avant de passer à la phase consécutive à la Commune qui marque un long reflux du mouvement ouvrier. La confluence apparente des éléments proudhoniens et bakouninistes en Belgique peut prêter à une grave confusion, car il n'y a pas eu liaison organique entre eux. En effet, nous avons affaire alors à l'anarchisme dû à un recul et une dégénérescence atteignant l'ensemble du mouvement qui se désagrègera à la suite de la défaite dans une bataille de classe qui se déroula hors de Belgique. Marx écrivit, pour caractériser alors l'anarchisme, qu'il fut l'effet de la défaite de la Commune de Paris et une réaction, au profit de la bourgeoisie, par des éléments déçus des classes moyennes, au sein du mouvement ouvrier pour dissoudre ses organisations — ce que n'avait pas fait le proudhonisme pour la bonne raison qu'il s'était dissous lui même, en se haussant dans l'Internationale au niveau général de la classe. Ainsi avait-il pris, durant la Commune, des mesures qui niaient de fond en comble sa propre théorie — comme les proudhoniens l'avaient déjà nié en acceptant de soutenir les grèves en Belgique. Bref le proudhonisme spécifique avait fait son temps. La léthargie du mouvement ouvrier belge qui permit que la plupart des dirigeants sombrât dans des positions anarchisantes doit être ramenée à ses causes générales dans son cycle historique, si l'on veut le comprendre de façon adéquate. Sinon on ne comprendrait rien au mouvement de reprise qui conduisit à la formation du Parti Ouvrier belge, lorsque les masses sortirent de leur léthargie sous la pression des contradictions économiques et sociales croissantes.*

*\*\* Bakounine fonda en octobre 1868 à Genève l'Alliance internationale de la Démocrate socialiste de caractère anarchiste. Cette organisation tenta de s'ériger en seconde Internationale en face et contre l'A.I.T. dirigée par le Conseil général de Londres, en faisant un travail de fractionnisme et de sape systématique*

Naturellement vous devez lui dire en même temps qu'en raison de la situation actuelle en Suisse et pour éviter toute apparence de scission, nous n'avons pas voulu publier ces résolutions, et que nous nous sommes limités à l'envoyer confidentiellement aux conseils centraux respectifs des divers pays.

Outre une copie de la "circulaire" de Genève, j'ai fait un rapport complet au Comité de Bruxelles "pour les encourager" et aussi un peu pour leur illustrer de manière tangible les théories absurdes qui sont prêchées à Genève.\*

Le "Conseil" belge de Bruxelles s'est déclaré de manière officielle entièrement en notre faveur contre l'*Egalité* des Allancistes du Jura,\*\* mais le secrétaire de ce même conseil, Hins, le beau-fils de De Paepe, qui est cependant fâché avec lui, a envoyé une lettre à Stepney où il prend le parti de Bakounine et m'accuse de soutenir le parti réactionnaire parmi les ouvriers genevois, etc. etc.

Dans l'affaire des fénians irlandais, toute sorte de choses se sont passées dans l'intervalle.\*\*\* J'ai envoyé une lettre à l'*Internationale* de Bruxelles pour y attaquer les républicains français qui s'en tenaient à une orientation nationale tout à fait bornée, et elle a été imprimée.\*\*\*\* De même la rédaction m'a informé qu'elle publiera *cette* semaine les réflexions que cela lui aura inspiré. Il faut que tu saches aussi que, dans la circulaire du Conseil central aux Genevois (qui a aussi été communiquée aux Bruxellois ainsi qu'aux principaux sièges de l'*Internationale* en France), j'ai exposé très en détail la signification de la question irlandaise pour le mouvement de la classe ouvrière en générale en raison

---

\* Cf. Marx à H. Jung, 8. I. 1870. Cf. également les allusions aux démêlés avec l'*Alliance* à propos desquels, très indirectement, Marx-Engels font allusion à des membres ou faits belges dans les lettres suivantes : Marx à Engels, 7. VIII. 1868, 10. II. 1870, 12. II. 1870, 5. III. 1870, 9. III. 1870.

\*\* Cf. Marx à Engels, le 10. II. 1870. Voir aussi la lettre à Engels du 12. II. 1879 où Marx explicite un peu les points du différend avec certains membres du Conseil général belge.

\*\*\* Cf. Marx à Engels, 5. III. 1870.

Suite note (voir page suivante)

de ses répercussions sur l'Angleterre. \*

Comme tu le sais, Bakounine a dans le Conseil général belge un instrument fanatique, Hins, un radoteur. \*\* Etant donné que le Conseil belge semblait sur le point de succomber, j'avais ajouté à la circulaire \*\*\* que le Conseil général avait lancée au début de janvier sur l'*Egalité*, etc. quelques remarques en mon nom pour décrire et dénoncer Bakounine. En réponse, Hins envoya au Conseil général une lettre très impertinente où il s'en prit à moi personnellement (il parlait de ma manière indigne d'attaquer Bakounine) — ce en quoi je l'ai servi. C'est à son influence qu'il faut sans doute attribuer le fait que nous ayons reçu hier du Conseil général belge une lettre officielle pleine d'accusations. Ainsi, par exemple : "le Conseil général belge a décidé de charger le délégué au prochain congrès de nous demander des comptes à cause de notre résolution concernant le Conseil Fédéral Romand". Il prétend que nous n'avons absolu-

---

Suite de la note de la page précédente.

\*\*\*\* L'article de De Paepe fut publié le 27. II. 1870. Il est particulièrement important pour le mouvement ouvrier belge, pour lequel Marx montre qu'à l'époque la question nationale était encore un préalable révolutionnaire au mouvement du prolétariat, dont on ne pouvait pas se désintéresser comme le proposaient les Alliancistes suisses et leurs partisans belges à l'idéologie anarchisante — et ce d'autant que l'action de petits pays peut avoir une répercussion énorme sur le rapport de forces entre bourgeoisie et prolétariat des métropoles.

\* La Communication confidentielle (cf. reproduction française dans Marx Engels, le Parti de classe, t. II, p. 154-9) à laquelle Marx fait allusion, relève la liaison entre l'indifférence politique vis-à-vis de la question irlandaise et les manoeuvres des Alliancistes pour isoler Marx dans le Conseil général sur la question nationale.

Dans sa lettre à Engels du 9 mars 1870, Marx déplore que De Paepe n'ait pas arrangé un peu pour les Belges l'article sur les Fénians incarcérés. Cf. l'importante lettre de Marx à De Paepe sur la question agraire ainsi que la polémique avec les Alliancistes dans l'Internationale du 24. I. 1870 (reproduite dans la correspondance de De Paepe préparée par Bernard Dandois : Entre Marx & Bakounine. César de Paepe, Editions Maspéro, 1974, p. 196 - 201).

\*\* Cf. Marx à J. Ph. Becker, 2 VIII. 1870.

\*\*\* Cf. la Communication confidentielle privé rédigée par Marx en mars 1870 in : Marx-Engels, le Parti de classe, t. II, p. 154 - 159.

ment pas le droit de nous immiscer dans les histoires locales de la Suisse ! Or, paradoxalement, ce sont les Belges eux-mêmes, en même temps que la "Fédération parisienne" qui nous ont directement mis en demeure de nous engager dans cette affaire ! Ils ont vraiment la mémoire courte.

Voilà ce qu'il en est des Belges. \* De Paepe est le seul élément de valeur, mais il ne fait pas grand-chose, Steens est un âne et un manoeuvrier voire plus encore, et Hins un proudhonien qui, pour cela mais surtout parce que sa femme est russe, incline vers Bakounine. Les autres sont des marionnettes. Cependant les ouvriers belges tolèrent tout cela, parce qu'ils n'ont aucune envie d'entrer en rébellion dans l'Internationale. D'où la rédaction mi-chèvre mi-chou de la résolution belge. \*\* Par chance, Monsieur Hins, dans sa superintelligence, nous a donné des armes pour le battre lui-même, car les journaux ouvriers, qui ne voient pas ce qui se passe derrière les coulisses, interprètent *littéralement* la résolution et y voient une prise de position *pour nous*.

La conduite du conseil fédéral vis-à-vis du Conseil général me semble suspecte. \*\*\* M. Hins et sa femme — je vous parle franchement — sont des bakouninistes, et M. Steens a probablement trouvé qu'on n'a pas assez admiré son éloquence. A Genève, on disait même, comme Outine m'écrit (il n'y croit pas, cela va sans dire), que vous vous étiez mis du côté des aliancistes coalisés avec les André-Léo, Malon, Razoua, etc.

---

\* Cf. Engels à W. Liebknecht, 18. II. 1872. Cf. Marx à Engels, 7. XII. 1873 à propos d'un livre préparé par De Paepe, mais non publié pour commenter le *Capital* de Marx. Celui-ci observe que, dans les conditions mesquines belges, De Paepe n'avait pu qu'interpréter le *Capital* à partir de son horizon privé de médecin, soit du point de vue physiologique !

Cf. également les lettres de Marx à De Paepe des 14. IX. 1870, 24. XI. 1871, 28. V. 1872, in : *Entre Marx & Bakounine : César De Paepe, préparé par B. Dandois, Editions Maspéro, 1974, Cf. également la lettre de Marx du 9. XII. 1870 aux membres hollandais et flamands de l'Internationale pour leur demander l'envoi de la presse paraissant en langue flamande.*

\*\* Marx fait allusion à la résolution du Conseil Général belge du 28. VI. 1870, in le Conseil Général de la Première Internationale 1870 - 1871. Procès-Verbaux, Editions du Progrès de Moscou

\*\*\* Cf. Marx à César De Paepe, le 24 novembre 1871

Cette affaire, mesquine en elle-même, pourrait amener de mauvais résultats. L'Angleterre, les Etats-Unis, l'Allemagne, le Danemark, la Hollande, l'Autriche, la majorité des groupes français, les Italiens du Nord, de la Sicile et de Rome, l'immense majorité de la Suisse romande, toute la Suisse allemande et les Russes en Russie (qu'il faut distinguer de quelques Russes à l'étranger, qui se sont liés à Bakounine) marchent avec le Conseil général.

D'un autre côté, il y aura la Fédération jurassienne en Suisse (c'est-à-dire les hommes de l'Alliance qui se cachent sous ce nom), Naples, peut-être l'Espagne, une partie de la Belgique et quelques groupes de réfugiés français (qui, du reste, d'après les correspondances que nous recevons de la France, paraissent n'y avoir aucune influence sérieuse) qui formeraient le camp opposé. Une telle scission, pas trop dangereuse en elle-même, serait très inopportune à un moment où nous devons marcher en rangs serrés contre l'ennemi commun. Nos adversaires ne se trompent pas du tout sur leur faiblesse, mais ils comptent dériver un grand appui moral par l'accession du conseil fédéral belge.

## Le reflux du mouvement en Belgique

La fable pour enfants de l'égalité des classes a trouvé un écho et a encore une certaine base en Italie et en Espagne où les conditions réelles du mouvement ouvrier ne sont encore que faiblement développées. \* Mais elle a aussi trouvé une résonance parmi quelques doctrinaires vaniteux, arrivistes et creux en Suisse romande et en Belgique.

---

\* Cf. Marx à Fr. Bolte, 23. XI. 1871.

Cf. également Engels à W. Liebknecht, 2. I. 1872 sur De Paepe qui se laisse facilement manoeuvrer par les Allancistes belges, ainsi qu'Engels à Th. Cuno, du 24. I. 1872 sur l'évaluation du nombre de partisans — 200 — des avocats, docteurs et journalistes en Suisse, en Italie etc., et sur le congrès belge qui réclame, le 25-26. XII. 1872, la révision des statuts. Cf. enfin Engels à Liebknecht, le 8 V 1872

En Belgique, le Conseil Fédéral belge a tout laissé aller à vau-l'eau; les deux seuls éléments convenables que nous y avons n'ont pas assez d'énergie pour intervenir; les ouvriers dans les provinces sont bien meilleurs, mais Bruxelles est le sol le plus pourri de tous et, tant que le centre s'y trouvera, il sera difficile d'en faire sortir quelque chose de bien. \* Hins est allé à Verviers et *la Liberté* est devenue bien plus accessible depuis : c'est un gain.

Les Belges ne viendront pas submerger le congrès de La Haye : ils ont peur de dépenser de l'argent. \*\* En outre, leur dernier congrès de Bruxelles a démontré qu'ils ne sont pas très à craindre une fois qu'éclate la bagarre. Ils ont décidé que seules des sections régulièrement reconnues pourraient être représentées à La Haye — et c'est le principal.

Les Belges semblent vouloir se mettre du côté des abstentionnistes de Bakounine et se prononceront contre la résolution prônant la nécessité de l'action politique de l'Internationale. \*\*\*

---

\* Cf. Engels à W. Liebknecht, 7. V. 1872. Une même allusion d'Engels se trouve dans sa lettre à Liebknecht du 23. IV. 1872 et, dans sa lettre à Th. Cuno, Engels estime qu'il faut chercher la main de Bakounine dans le projet de modification des statuts préparé par Hins (10. VI. 1872). Cf. enfin sur le même sujet Marx à Fr.-A. Sorge, 21. VI. 1872, et Engels à Th. Cuno, 5. VII. 1872 et 4. VIII. 1872.

\*\* Cf. Engels à J. Ph. Becker, 5. VIII. 1872. C'est ce qu'Engels répète à Sorge les 5. X. 1872 et 4. I. 1873, où il ajoute que "le congrès belge s'est bien moqué du Conseil Général. Il a déclaré qu'il ne voulait rien avoir à faire avec le nouveau Conseil général transféré à New York et que les décisions de La Haye étaient nulles et non avenues". Et de remarquer : "Les Genevois sont comme les Belges : ils ne font jamais rien et réclament toujours tout". Cf. aussi la lettre d'Engels à Sorge du 3. V. 1873, où Engels répète cela. Le 12. I. IX. 1874, à une phase de dissolution avancée de l'Internationale, Engels écrit à Sorge : "Les désaccords sont généraux chez les Belges sur tous les points importants, bien qu'ils soient masqués par le fait que l'on ne résoud rien, puisqu'on ne fait que raconter et écouter".

\*\*\* Cf. Jenny Marx à L. et G. Kugelmann, 21. XII. 1871; le 22. I. 1872. Jenny précise : "que le congrès belge a décidé de transformer le Conseil général en bureau de renseignement et que De Paepe est dans la plus grande confusion".

Sur l'action politique de la classe ouvrière à la Conférence de Londres du 17 au 23-9-1871 Cf. Parti de Classe, III. Questions d'organisations, p 39—52

Ci-inclus une déclaration du Conseil général contre Vésinier et Co pour l'Internationale de Bruxelles. \* La même chose a été envoyée à la Liberté :

1. parce qu'il faut de la publicité,
2. parce que M. Steens a supprimé la réponse du Conseil général au Parlement anglais qui lui a été envoyée.

J'ai lu le compte-rendu sur le congrès belge dans l'Internationale. Comment se fait-il que, parmi les délégués, les Flamands font défaut ? Généralement parlant, d'après les renseignements reçus ici par les Français de la part de leurs compatriotes, il ne paraît pas que l'Internationale a fait beaucoup de chemin en Belgique depuis les événements de la Commune.

Pour ma part, je serais prêt à accepter le plan Hins (avec des modifications de détails), non parce que je le crois bon, mais parce qu'il vaut toujours mieux de faire certaines expériences que de se bercer d'illusions.

C'est très caractéristique pour la tactique de l'Alliance : en Espagne, où elle est fortement organisée, quoiqu'elle ait perdu l'appui du conseil fédéral espagnol, elle a attaqué au comité de Barcelone tout élément d'organisation, conseil fédéral, etc., aussi bien que Conseil général. En Belgique, où il faut compter avec les "préjugés", on a proposé la suppression du Conseil général tout en transférant aux conseils fédéraux ses attributs (qu'on combattait à Barcelone) et en les exagérant même. \*\*

---

\* Cf. Marx à César De Paepe, 28 mai 1872.

En avril 1872, Vésinier avait créé à Londres un Conseil fédéraliste universel qui était essentiellement dirigé contre Marx et le Conseil général de l'A.I.T. A la séance du Conseil général le 20 mai 1872, Marx attaqua vivement Vésinier en rappelant notamment qu'il avait été exclu de l'A.I.T. après le Congrès de Bruxelles en 1868. Cette déclaration parut dans plusieurs journaux et notamment dans The International Herald (No 9 du 1er juin 1872, Der Volksstaat (No 44 du 1er juin) et l'Egalité (No 13 du 23 juin 1872).

\*\* C'est le congrès de La Haye qui fut le point de départ de la chute. On sait que les délégués belges votèrent (contre la résolution sur la nécessité pour la classe ouvrière et son parti d'une action politique) avec la minorité et refusèrent ensuite de se rallier à la majorité (conduite par Marx-Engels).

"Anarchistes, ils se mirent à démanteler effectivement les organismes de direction. Les conséquences en furent désastreuses : dans une large mesure, l'action de l'Internationale reposait sur l'activité d'un nombre très limité de militants actifs et qui avaient accédé aux postes de direction. La décentralisation aboutit à abandonner chaque section à elle-même et la plupart ne disposaient pas des éléments susceptibles de les diriger

Je ne peux plus rien envoyer en Belgique parce que toute l'Internationale belge tient pour les Alliancistes. \*

Que De Paepe ait été au congrès de Berne (des Alliancistes), c'est ce qui concorde avec toute son attitude passée. \*\* Depuis le congrès de La Haye, il est officiellement avec ceux qui avaient quitté l'Internationale, mais il y est en tant que chef de l'opposition. Actuellement il prend un bon chemin, en incitant les Flamands à exiger le suffrage universel et une législation économique. \*\*\* C'est la première chose convenable qui se fasse en Belgique. Les forts en gueule wallons sont obligés de marcher eux aussi à présent. Mais les nôtres en Allemagne seraient impardonnables de donner dans le panneau des Jurassiens. Partout les organes bakounistes crièrent victoire, en apprenant que les Allemands allaient envoyer quelqu'un à leur congrès de Berne.

---

*Suite de la note de la page précédente.*

*"Les meilleurs militants s'usèrent rapidement dans des grèves infructueuses et ce fut la fin du mouvement : beaucoup de sections disparurent entièrement, celles qui survécurent devinrent squelettiques. Plus aucune action efficace n'était possible. A Verviers seulement une activité réelle se manifesta jusqu'en 1877." (Cf. J. Dhondt et C. Oukhow, La Première Internationale en Belgique).*

\* Cf. Fr. Engels, lettre au Conseil général de L'A.I.T. à New-York, 13. VIII.1875.

\*\* Cf. Fr. Engels à J.-Ph. Becker, 21. XII. 1876.

*Les anarchistes profitèrent de l'enterrement de Bakounine pour tenter de regrouper les sections et fédérations qui subsistaient encore formellement dans ce qu'ils appelaient l'Association Internationale des Travailleurs. Le congrès anarchiste convoqué à Berne du 26 au 30 octobre 1876 devait servir ce dessein.*

\*\*\* *Ces paroles sont prophétiques, car c'est exactement sur ces deux points — revendications de lois protégeant les ouvriers contre l'anarchie et l'arbitraire capitalistes, et le suffrage universel qui permettra aux ouvriers de consolider leurs succès par des lois générales coercitives pour les patrons — que reprendra la lutte qui aboutira à la création du Parti ouvrier belge et de la Seconde Internationale. Ainsi dès le début de la période de désagrégation, le "parti Marx" lançait les directives à partir desquelles se ferait la reprise.*

Liebknrecht savait fort bien à quoi s'en tenir, car j'avais répondu à la lettre où il nous demandait ce que nous pensions des offres de réconciliation et quelle serait la position que nous adopterions : pas de position du tout, lui dis-je, car les gaillards sont toujours les mêmes, et si quelqu'un voulait se brûler les doigts il n'avait qu'à le faire. Et après cela, ils ont entrepris l'action avec leurs rêves de conciliation crédules, comme si l'on avait affaire aux plus droits des braves gens !

Le seul pays où le mouvement ouvrier se trouve directement sous l'influence des "principes" de Proudhon, c'est la Belgique, et c'est précisément la raison pour laquelle le mouvement belge ne peut "de rien avec rien arriver à rien", selon l'expression de Hegel. \*

En Belgique où il n'y a pas d'Alliancistes de renom, mais tout le mouvement international y est enfoncé dans le marais des phrases bourgeoises d'abstention politique, d'autonomie, de liberté, de fédération, de décentralisation et d'esprit de clocher, la circulaire du Conseil général a obtenu un certain succès d'estime. \*\* Bien que le Conseil Fédéral belge ait refusé de donner suite à la demande de convocation d'un congrès extraordinaire qui, au reste, eût été absurde en l'état des choses, étant donné que la Belgique était représentée par six délégués à la Conférence, il rédigea néanmoins un projet de statuts généraux prévoyant l'abolition pure et simple du Conseil Général de l'A.I.T. \*\*\*

---

\* Cf. Engels, la Question du Logement, 3e section.

\*\* Marx-Engels, Un Complot contre l'A.I.T. Rapport sur les agissements de Bakounine, rédigé de avril à juillet 1873.

\*\*\* Cette proposition est un exemple de la nullité du mouvement politique belge dirigé par les "principes" anarchistes. Elle illustre parfaitement les mots d'ordre d'abstention politique, de liberté, de décentralisation et d'autonomie, qui rendent une organisation impuissante. Certes, l'Internationale était gravement malade à cette époque, mais ce n'est pas en la décapitant que l'on sauvait le reste du corps. Face à cette situation, Marx agit tout autrement : cf. Marx-Engels, le Parti de classe, Petite Collection Maspéro, t. 3, p. 21 - 94 sur les Luttes de tendance et la dissolution de l'Internationale.

Lorsqu'on discuta de cette proposition au congrès belge, le délégué de Lodelinsart fit observer que le sentiment des patrons était le meilleur critère d'appréciation pour les ouvriers. Or si l'on constatait simplement la joie qu'avait suscitée chez les patrons la pensée de l'abolition du Conseil Général on pouvait être assurés qu' "il est impossible de commettre une plus grande erreur que de décider une telle abolition".

"Toute la Belgique" se laisse conduire par le bout du nez par les Alliancistes (de Bakounine), bien qu'elle soit très éloignée de partager ses principes .....

En Belgique, le proudhonisme règnait sans conteste parmi les travailleurs wallons. \* En Espagne et en Italie, à quelques rares exceptions près, tout ce qui n'est pas anarchiste est carrément proudhonien dans le mouvement ouvrier. Et aujourd'hui (1887) ? En France, Proudhon est entièrement discrédité parmi les ouvriers et n'a plus que des partisans parmi les radicaux bourgeois et petits-bourgeois qui, en tant que proudhoniens, se donnent le nom de socialistes, mais sont vivement combattus par les ouvriers socialistes. En Belgique, les Flamands ont évincé les Wallons de la direction du mouvement, après avoir déposé le proudhonisme et donné un vaste essor au mouvement.

---

\* Cf. Engels, Préface de 1887 à la seconde édition de la *Question du Logement*.

*La division de la Belgique en nationalités wallons et flamands a plusieurs conséquences : au point de vue économique, le centre de gravité du pays se trouva dans l'industrie de Wallonie, qui assied le pouvoir politique de la bourgeoisie francophone ; au niveau politique, la bourgeoisie joue les ouvriers de Wallonie contre ceux des Flandres. L'expérience a montré que le prolétariat le plus exploité est aussi le plus étranger au système politique.*

*En Belgique, la bourgeoisie francophone domina jusqu'à une époque récente où elle a échoué définitivement dans ses tentatives hégémoniques d'unifier sous sa houlette toute la nation. Tant que le mouvement ouvrier se limitait pour l'essentiel à la Wallonie ou y avait son centre de gravité, il reflétait par trop directement les conditions politiques de l'Etat belge et ne pouvait accéder à la pleine théorie du communisme marxiste, restant enfermé dans les influences localistes. Le mouvement a gagné l'ensemble de la classe ouvrière de la Belgique du jour où les ouvriers flamands ont commencé leur agitation, et de là date la possibilité d'un Parti Ouvrier belge, susceptible de reprendre le programme de la social-démocratie marxiste, dominée par le parti allemand, soit un programme révolutionnaire international, dépassant non seulement la Belgique, mais à l'intérieur d'elle, l'opposition entre ouvriers wallons et flamands, voire l'hégémonie des premiers sur les seconds*

En Belgique, le mouvement ouvrier en était arrivé au point mort, parce que, par le programme d'abstention politique de ses dirigeants, la classe ouvrière n'avait plus de champ d'activité réel. \* Alors que les Allemands menaient leur action politique de succès en succès, la classe ouvrière des pays où l'abstention était à l'ordre du jour, allait de défaite en défaite et en eut bientôt assez d'une politique qui ne pouvait conduire à aucun résultat : ses organisations tombèrent dans l'oubli et ses organes de presse disparurent l'un après l'autre.

La partie la plus sensée de ces ouvriers ne pouvait pas ne pas être frappé par ce contraste : en Italie comme en Belgique, les travailleurs commencèrent à se rebeller contre la doctrine "anarchiste" et abstentionniste, et l'on commença à se poser des questions à soi-même comme aux autres, afin de savoir pourquoi il fallait se dépouiller, pour l'amour d'un dogmatisme absurde, d'utiliser justement ces moyens d'actions-là qui s'étaient révélés les plus efficaces de tous... Lorsqu'en septembre 1876 le congrès socialiste mondial (des alliancistes) se réunit à Gand en Belgique en un congrès qui s'était fabriqué lui-même, il ne resta plus qu'une minorité insignifiante par rapport aux délégués des grandes organisations unie et unanime de la classe ouvrière d'Europe.

---

\* Cf. Engels, les Travailleurs européens en l'an 1877, in : *The Labor Standard*, 10, et 31, III, 1878.

*Ce passage démontre la formidable force révolutionnaire de prévision et de direction qu'est la doctrine marxiste. Les adversaires des marxistes dans l'Internationale avaient ruiné le mouvement en renonçant à l'action politique dans les luttes revendicatives aussi bien que dans les luttes contre l'Etat et la société capitalistes. Ce faisant, ils abandonnèrent la revendication de lois protégeant et défendant les ouvriers contre le despotisme du capital ainsi que les méthodes et l'action pratiques pour instaurer la société socialiste sur les ruines du capitalisme. Ces principes néfastes d'abstention menèrent effectivement le mouvement ouvrier à la ruine, notamment dans les pays les plus influencés par les Alliancistes, soit les pays latins, la Suisse et la Belgique, qui n'avaient pas été battus dans le heurt direct et armé des classes.*

*C'est en renouant avec les principes de l'action politique (prônée par Marx Engels tout au long de leur lutte contre l'anarchisme durant la dernière période de l'Internationale) lors de la lutte violente pour l'introduction du suffrage universel, soit en renouant avec le mouvement interrompu en 1848 que se forgea le parti ouvrier belge, comme Engels le prévoit ici en tenant solidement le fil de la continuité de lutte et de théorie.*

## Premiers pas vers la reprise

La classe ouvrière d'Allemagne, d'Italie, de Belgique, etc. n'est pas encore une puissance politique dans l'Etat : elle n'est une puissance politique qu'en regard de l'avenir, et si les partis officiels dans certains de ces pays, libéraux ou radicaux, ont à compter avec elle, c'est simplement parce que son développement rapide rend évident que, dans un très bref délai, le parti prolétarien sera assez fort pour faire sentir son influence. Mais il en va autrement en France : les ouvriers de Paris, soutenus par ceux des grandes villes de province, ont toujours constitué une puissance dans l'Etat depuis la révolution de 1789. \*

En Belgique, Hollande et Italie on est en train de suivre l'exemple de l'Allemagne. \*\* Dans chacun de ces pays il y a un parti ouvrier, bien que le cens soit si élevé dans ce pays qu'il y a en ce moment peu d'espoir pour qu'on puisse y envoyer des députés au parlement.

Dans le No du 16 novembre de la Correspondance de Bruxelles, César De Paepe traite du mouvement flamand qui s'efforce d'arracher une loi de fabrique et le suffrage universel, et il conclut : "Nous croyons avec cette méthode de lutte arriver plus promptement et plus purement à l'émancipation prolétarienne que si nous restions à bailler à la lune pendant des années et des quarts de siècle, en attendant que maman la Révolution veuille bien apparaître pour briser les chaînes des travailleurs"\*\*\*

---

\* *La Belgique, l'Italie et l'Allemagne en étaient précisément encore à arracher à la bourgeoisie les moyens politiques indispensables à son action révolutionnaire, et Engels greffera la perspective de renverser le capitalisme sur l'extension de ces luttes au cours de la dernière partie du XIXe siècle.*

\*\* Cf. Engels, un Parti ouvrier, in : *The Labour Standard*, 23. VII. 1881.

\*\*\* Cf. Engels à Marx, 23. II. 1877.

*En pleine période de dissolution du mouvement international et belge dans l'indifférence politique propre au défaitisme anarchiste, De Paepe renoue avec les luttes qui ont marqué le terme de la précédente période historique : les luttes revendicatives de salaire et d'amélioration générale pour la classe ouvrière qui préparent l'assaut politique ultérieur, ainsi que la revendication du suffrage universel qui était alors, en Belgique, le tremplin du mouvement révolutionnaire non seulement belge, mais international.*

La fripouille d'Anvers que Guillaume et Cie ont octroyé comme président provisoire par ses intrigues parmi les ouvriers flamands qui n'étaient au courant de rien après la scission du congrès de La Haye — un certain Abeele — a été démasqué par les siens eux-mêmes comme agent du gouvernement français et, en conséquence, a été fichu à la porte des sections de l'Internationale qui végètent encore en Belgique. \*

C'est avec beaucoup de peine que les ouvriers flamands ont été empêchés de ficher une bonne raclée au grand Guillaume. \*\* Le dissert De Paepe ainsi que Brismée les en ont dissuadés.

---

\* Cf. Marx à W. Liebknecht, 7. X. 1876.

Au congrès de La Haye, l'anarchiste Guillaume avait été exclu de l'Internationale, mais il n'en avait pas moins poursuivi ses activités désagréables. Cf. également Marx à W. Bracke, 20. IX. 1876.

\*\* Cf. Marx à Fr. A. Sorge, 27. IX. 1877.

Comme le répétera Marx, les ouvriers — en Allemagne notamment, mais aussi en Belgique — sont souvent bien meilleurs que leurs chefs, et ils ont souvent redressé une situation que compromettaient les dirigeants.

Dans sa lettre à E. Bernstein du 25. X. 1881, Engels montre comment l'opportuniste Malon chercha à utiliser contre Marx les travaux théoriques non seulement de Lassalle, mais encore de ..... De Paepe

”Ces gens des petits Etats sont notre malheur international — ils ont des prétentions énormes, veulent toujours qu'on les touche avec les gants les plus doux, se permettent n'importe quelle grossièreté et se sentent toujours mis à l'écart, parce qu'ils veulent jouer les premiers violons : toutes les chamailleries et les difficultés au précédent congrès, aussi bien avant que durant, ont été causées d'abord par les Suisses avec leur illusion d'écoeurer les possibilistes, puis les Bruxellois, et enfin les Hollandais.”  
(Engels à W. Liebkencht, 9.III. 1890)

#### 4. VERS LA CREATION DE LA SECONDE INTERNATIONALE

Nous avons réfléchi à ta proposition de créer une nouvelle Internationale, et nous pensons que le moment n'en est pas encore venu, mais approche. \*

Premièrement, une nouvelle Internationale, formellement réorganisée, ne ferait que susciter de nouvelles persécutions en Allemagne, Autriche, Hongrie, Italie et Espagne, et ne nous laisserait finalement que le choix entre laisser tomber l'affaire bientôt ou l'entreprendre *secrètement*. Ce dernier procédé serait un malheur à cause des inévitables vellétés de conspiration ou de putsch, ainsi que les inévitables mouchards qui s'infiltreraient dans nos rangs. Même en France, il n'est pas exclu que la loi contre l'Internationale qui n'a nullement été abolie, entre de nouveau en application.... Il ne resterait donc plus qu'une Internationale qui, en dehors de la Belgique, se limiterait à la seule émigration, puisqu'à l'exception de Genève et de ses environs on ne pourrait pas compter non plus sur les Suisses : vois la *Arbeiterstimme* et Bürkli.

---

\* Cf. Engels à J.B. Becker, 10. II. 1882.

Engels remarque dans cette lettre que le mouvement étant ascendant en Belgique, l'Internationale nouvelle devrait par trop s'appuyer sur ce petit pays et en souffrirait.

Les salades de De Paepe dans *l'Egalité* sur les socialistes belges t'auront certainement amusé.\* Le mouvement avance fort bien en Belgique depuis que les Flamands ont enlevé l'affaire des mains des Wallons et les Gantois de celles des Bruxellois. Le plus drôle, c'est qu'au moment où les Bruxellois voudraient créer une nouvelle Internationale où ils seraient le Conseil général, Powderly leur a fait demander d'entrer dans l'organisation syndicale américaine des Nobles Seigneurs du Travail : concurrence donc entre le pape Powderly contre le pape De Paepe !

Je t'envoie le journal de Cologne où tu pourras voir comment l'Association internationale humaine et civilisatrice de Stanley-Léopold de Belgique opère en Afrique. \*\* Que peuvent y faire les Portugais et Français — outre nos brutaux Prussiens, si ceux-là s'y mettent aussi ! Au reste, Bismarck a fait un joli coup électoral avec ses affaires d'escroquerie coloniales.

S'il est constaté qu'à Paris vous êtes prêts à agir en commun avec tous, et que les possibilités veulent vous exclure, cela suffirait à mettre les possibilistes dans leur tort même devant les Hollandais et les Belges (les Flamands sont bons, mais pour ce qui est de la politique étrangère, ils sont sous la direction des faux frères de Bruxelles que vous connaissez)... \*\*\*

---

\* Cf. Engels à Fr. A. Sorge, 4. V. 1887. Engels fait allusion à l'article de De Paepe intitulé le Congrès de Charleroi dans *l'Egalité* du 23. IV. 1887.

\*\* Cf. Engels à E. Bernstein, 13/ 15. IX. 1884.

\*\*\* Cf. Fr. Engels à Paul Lafargue, le 14 janvier 1889.

Au congrès de St. Gallen, le parti social-démocrate allemand avait chargé son comité central de se concerter avec les organisations des autres pays pour convoquer pour l'automne 1888 un congrès ouvrier international, après qu'il n'ait pu participer au congrès du même genre, prévu par les syndicats anglais manoeuvrés par les opportunistes qui s'opposèrent à cette époque aux "marxistes". Dès le début, les opportunistes forcèrent la main à leurs rivaux pour la création d'une nouvelle Internationale, dont le temps n'était pas encore venu, au jugement d'Engels qui se méfiait des organisations par trop formelles dans une période encore éloignée de la révolution.

Suite de la note (voir page suivante)

Les allemands en ont assez des concessions, ils n'en feront guère plus. \*

Les possibilistes s'en sont pris directement aux Hollandais, les Suisses et les Danois vont avec les Allemands et les Belges sont divisés. En effet, si les Bruxellois sont, comme vous dites, possibilistes dans l'âme, les Flamands valent beaucoup mieux, il s'agit seulement de les faire sortir du cercle de l'influence bruxelloise. Jusqu'à présent, ils ont laissé leur politique étrangère entièrement dans les mains des Bruxellois, cette fois cela pourrait bien changer.

On a résolu à la conférence préparatoire de La Haye — au cas où les possibilistes n'accepteraient pas les conditions posées — les Belges et les Suisses *prendraient l'initiative* de convoquer un congrès à Paris, et qu'on ferait alors une *déclaration commune* contre les possibilistes; ce congrès siégerait à la fin de septembre. \*\*

Cela a été résolu — si vous étiez absent — en présence de Bonnier qui était votre interprète pour l'allemand et qui doit le savoir. Les Belges ont expressément consenti. Or donc, si les Belges et les Suisses prennent maintenant l'initiative, *ce sera vous qui serez chargés de l'organisation et de tous les préparatifs*, de sorte que vous aurez tout ce que vous demandez, mais ayez donc un peu de patience.

---

Suite de la note de la page précédente.

Ce fut finalement la conférence de La Haye du 28 février 1889 qui prépara les conditions pour la tenue d'un congrès international à Paris. Les possibilistes déclinèrent l'offre de participer à La Haye, dont ils repoussèrent donc aussi les résolutions en général.

Engels s'attacha à montrer que les possibilistes s'efforçaient de provoquer d'emblée une scission dans le mouvement ouvrier international qui était en train de s'organiser et, comme on peut s'y attendre, ils s'appuyèrent sur les dirigeants des petits pays, tels que la Suisse, la Hollande et la Belgique, avides de jouer un rôle éminent dans le congrès de fondation de l'Internationale.

\* Cf. Fr. Engels à Paul Lafargue, le 12 mars 1889

\*\* Cf. Fr. Engels à Paul Lafargue, le 21 mars 1889, cf. également les lettres des mêmes du 23 et 25 mars 1889.

Les Belges, ou doivent s'exécuter, ou ils se mettront dans le tort aussi.

Je vous prie de ne pas leur fournir de prétexte plausible pour se tirer de ce dilemme.

Si les Belges ne s'exécutent pas, le dernier mot n'est pas encore dit — du moins c'est ce que je crois; pourvu que vous ne gâtiez pas votre propre affaire en agissant inconsidérément.

Vous connaissez la formule de Hegel : tout ce qui a été gâté l'a été pour de bonnes raisons. \* Et vos amis parisiens se sont donnés le plus grand mal pour en démontrer la justesse. Voici les faits : après la disparition du *Socialiste*, votre parti s'est effacé de la scène internationale. Vous aviez abdiqué, et vous étiez morts pour les autres partis socialistes à l'étranger. C'était entièrement la faute de vos ouvriers, qui ne voulaient ni lire ni soutenir l'un des meilleurs organes que le parti ait jamais eus. Mais après avoir ruiné votre organe de communication avec les autres socialistes, il vous faut inévitablement subir les conséquences naturelles de cette action.

Les possibilistes étant restés seuls possesseurs du champ de bataille, profitèrent de la situation que vous leur avez faite : ils ont trouvé des amis — Bruxellois et Londoniens — grâce auxquels ils apparaissent maintenant dans le monde comme les seuls représentants des socialistes français. Ils ont réussi à attirer à leur congrès les Danois, les Hollandais et les Flamands, et vous savez quelle peine nous avons eue à annihiler les succès remportés par eux.

Or voici que les Allemands vous offrent l'occasion, non seulement de revenir en scène avec éclat, mais de vous voir reconnus *par tous les partis organisés d'Europe*, comme les seuls socialistes français avec lesquels ils veulent fraterniser.

---

\* Cf. Engels à P. Lafargue, 27. III. 1889.

Cette lettre montre l'intérêt énorme pour le mouvement ouvrier de l'éviction des possibilistes et de la réussite du congrès de fondation de la 2<sup>ème</sup> Internationale — ce à quoi les Belges mettaient précisément les bâtons dans les roues.

On vous offre l'occasion d'effacer d'un seul coup l'effet de toutes les erreurs commises, de vous rétablir dans la situation que vous méritez par votre intelligence théorique, mais que votre tactique erronée a compromise; on vous offre un congrès, où se présenteront tous les partis ouvriers véritables — *même les Belges*. On vous offre la possibilité inespérée d'*isoler les possibilistes* qui devront ainsi se borner à tenir un congrès fantôme. En somme, on vous offre bien plus que vous n'étiez en droit d'espérer, étant donné la situation que vous vous étiez faite vous-mêmes. Eh bien, la saisissez-vous des deux mains ? Pas du tout, vous jouez à l'enfant gâté, vous marchandez, vous demandez plus, et quand enfin on parvient à vous faire accepter ce qui est convenu par tous, vous vous lancez dans des considérations qui compromettent tout ce qu'on a obtenu pour vous.

Il n'est qu'une chose qui doit vous intéresser, *c'est qu'il y ait un congrès à Paris*, où vous seriez reconnus par tous comme le seul parti socialiste français au plan international et qu'à l'inverse le congrès des possibilistes soit un congrès fantôme, en dépit de tout l'éclat que peuvent lui procurer le 14 Juillet et les fonds secrets. Tout le reste est secondaire, et moins que secondaire. Pour vous remettre sur pieds, il faut que votre congrès se réunisse, et peu importe alors qu'il soit un four aux yeux du public bourgeois. Pour reconquérir votre position en France, il faut qu'au plan international on vous reconnaisse et condamne les possibilistes. On vous l'offre — et vous faites la moue ! (.....)

Acceptez donc ce que l'on vous offre, car le point décisif c'est bien : *la victoire sur les possibilistes*. Ne compromettez pas la tenue du congrès, ne donnez pas de prétexte aux Bruxellois de se tirer d'affaire, de tergiverser et d'intriguer. N'embrouillez pas de nouveau ce que l'on a conquis pour vous ! Vous ne pouvez pas avoir tout ce que vous désirez, mais vous pouvez avoir la victoire.

Les petits, notamment les Belges, mènent la danse pour ce qui est des congrès et, comme le département pour les affaires extérieures n'est pas entre les mains des Flamands en

Belgique, mais de la vieille clique de Bruxelles — la famille Brismée —, ce sera toujours la vieille sauce. \*

Les Belges ne répondent ni à Bebel, ni à Liebknecht. \*\* Heureusement nous connaissons à présent leur secret. Anseele qui est honnête l'a écrit à Bernstein : ils vont soumettre les résolutions de La Haye à leur congrès national à Jolimont, \*\*\* le 22 avril, et leur conseil national n'agira qu'après ratification par le congrès. Voilà comme ces braves Bruxellois entendent l'action internationale.\*\*\*\*

La chose est transparente : les possibilités de Bruxelles gagnent ainsi tout un mois pour manoeuvrer et intriguer avec les possibilistes de Paris. Au congrès de Jolimont, ils présenteront une proposition de Brousse et Cie, offrant quelques concessions plus ou moins dérisoires (selon la situation du moment) que les Belges accepteront et ils proposeront aux autres de se satisfaire de ces grandes et généreuses concessions. Or, comme la masse est toujours pour la conciliation, et comme les petites nationalités raffolent des congrès, les Hollandais, les Danois, les Suisses même, les Américains, et qui sait ? peut-être Liebknecht aussi, se déclareront en faveur de l'union au congrès de Paris 1889, sauf à aller se griser de nouveau en Suisse en 1890. Car ceci est certain : si l'idée gagne du terrain que le congrès anti-possibilistes de Paris 1889 est abandonné, les possibilistes ont gain de cause et tout le monde ira chez eux, sauf, probablement, les Allemands isolés.

---

\* Cf. Engels à W. Liebknecht, 16. IV. 1889. Cf. également Engels au même, 5. IV. 1889 sur l'échec des intrigues des possibilistes en Espagne qui devait affaiblir par contre-coup leurs positions en Belgique, "leur principale réserve".

\*\* Cf. Fr. Engels à P. Lafargue, 10. IV. 1889.

\*\*\* Le congrès national du Parti ouvrier belge se tint les 21 et 22 avril 1889 à Jolimont (Suisse). Il décida l'envoi de délégués au congrès marxiste aussi bien qu'à celui des possibilistes.

\*\*\*\* Autrement dit ils subordonnent à l'avis de leur conseil national l'exécution des décisions internationales de congrès.

Le procédé est toujours le même, l'esprit particulariste belge prévaut sur la solidarité internationale, et il faut d'abord demander l'avis local avant de voir acceptées les décisions communes du mouvement international.

La maladie est toujours la même : liberté de critique, autonomie, particularisme, décentralisation, consultations démocratiques qui permettent toutes les tergiversations et les intrigues de couloir — et avec cela on prétend tenir des congrès internationaux.

Aujourd'hui, Bebel m'écrit que les Hollandais suivront l'exemple des Belges, c'est-à-dire assisteront aux deux congrès, et que les Allemands n'iront pas au congrès des possibilistes....\*

Il faut que vous passiez aussi doucement que possible sur la trahison des Belges — afin de ne pas fournir aux possibilistes l'occasion de triompher.

Au reste, une chose est sûre : cette fois-ci, les Belges se sont ruinés eux-mêmes, et à l'avenir ils ne tromperont plus personne.

Domela et ses Hollandais semblent s'obstiner dans leur nouvelle attitude. \*\*. C'est encore la preuve que les petites nations ne peuvent jouer qu'un rôle secondaire dans le développement du socialisme, alors qu'elles espèrent qu'on leur en confiera la direction. Les Belges ne renonceront jamais à l'idée que leur situation centrale et leur neutralité les destinent directement à fournir le siège central de la future Internationale. Les Suisses sont et ont toujours été des philistins et des petits bourgeois, les Danois le sont devenus aussi, et il reste à voir si Trier, Petersen et Cie pourront les tirer de leur stagnation actuelle. Or voilà que les Hollandais prennent le même chemin. Ni les uns, ni les autres ne peuvent oublier ni ne veulent oublier qu'à Paris, c'étaient les Allemands et les Français qui montraient la voie et qu'on ne leur a pas permis de meubler le congrès de leurs petites chicanes. \*\*\*

---

\* Cf. Engels à P. Lafargue, 30 avril 1889. Cette lettre manque dans le recueil des Editions Sociales en trois volumes de la Correspondance Engels-Lafargue. Cf. également la lettre du 21. V. 1889 d'Engels à Karl Kautsky relatant la complicité de l'opportuniste anglais Hyndman et des possibilistes français, in Engels-Marx, la Social-démocratie allemande, 10/18, p. 230-233. On trouvera également dans ce recueil toute la correspondance relative à la création de la Seconde Internationale, p. 223-236.

\*\* Engels à L. Lagargue, 9 septembre 1889.

Après le Congrès de Paris de 1889, Nieuwenhuis commença à critiquer les marxistes et se rapprocha des possibilistes.

\*\*\* C'est en se basant sur la force matérielle du parti allemand qu'Engels parvint au bout du compte à surmonter tant d'obstacles et put même mettre au pas, si l'on peut dire, les vellétés des dirigeants des partis ouvriers des petits pays — et du parti belge en particulier —

Suite de la note (voir page suivante)

Peu importe, l'espoir a grandi d'un meilleur accord entre Français, Allemands et Anglais, et, si les petits bébés deviennent turbulents, nous en ferons cadeau aux possibilistes.

---

*Suite de la note de la page précédente.*

*de jouer les trublions dans le mouvement international ! Dans sa lettre du 27.9.1890 à F. A. Sorge, Engels écrit finalement que les résultats essentiels du congrès de fondation de la IIe Internationale ont été : "Premièrement, nous avons montré en 1889 aux petits (Belges, Hollandais, etc.) grâce à notre propre congrès, que nous ne nous laissons pas mener par le bout du nez par eux, et ils feront attention la prochaine fois. Deuxièmement, les possibilités semblent maintenant en pleine dissolution".*

C'est que les Belges nous ont joué un tour qui met tout notre congrès en danger. \* Ils ont invité les Trades-Unions à Liverpool, et ceux-ci ont accepté avec frénésie. \*\* Naturellement — nous n'étions pas là pour les inviter aussi ! Pourquoi brillons-nous toujours par notre absence là où il y a quelque chose de décisif à faire ! Pourquoi avons-nous été assez bêtes pour laisser aux Belges et au Suisses le soin du Congrès prochain !

Tussy et Aveling me disent que les Anglais iront certainement au Congrès des Belges, c'est-à-dire des possibilistes, et qu'il n'y aura pas la moindre chance de leur faire comprendre qu'il y aura un autre congrès qui vaudra mieux ! Moi je suis clairement du même avis; les Anglais iront *en masse*, et avec l'enthousiasme des néophytes, au premier Congrès international auquel ils ont été invités.

Il n'y a qu'un moyen de contrecarrer cela. C'est de proposer, de notre part, la fusion. Si elle se fait — conditions indispensables pied d'égalité parfaite, convocation par les mandataires des deux congrès de 1889, le Congrès de 1891 maître *absolu* de ses actions, mode de représentation fixé d'avance en commun — alors nous dominerons facilement.

---

\* Cf. Engels à P. Lafargue, 15. IX. 1890.

\*\* Les Belges récidivent donc pour la formation du mouvement international des syndicats qui devaient se subordonner au mouvement politique de la Seconde Internationale. La manoeuvre des possibilistes était alors de s'appuyer, par le truchement des Belges, sur les syndicats anglais les mieux organisés et passablement réformistes pour prendre la direction du mouvement économique international du prolétariat. Cf. à ce propos dans le recueil de Marx-Engels, le *Syndicalisme*, t. II, p. 201-205, sur les conséquences du congrès de Liverpool de septembre 1890. Voir également Engels à Kautsky du 18. IX. 1890 dénonçant la "manoeuvre", et la lettre du 26. IX. 1890, où Engels informe Sorge que la fusion a été nécessaire et réalisée là aussi, et enfin la lettre d'Engels à Leo Fraenkel du 25. XII. 1890

Le congrès des mineurs aurait presque échoué à cause des bêtises belges sur la grève générale. \* Afin d'éviter un échec, les Anglais ont demandé que l'on vote à ce sujet sur le nombre de têtes d'ouvriers représentés.

Cela aurait donné aux Anglais la majorité presque absolue, mais les autres se mirent alors à se rebeller. Je voudrais presque que les mineurs de charbon de Wallonie qui ont cette fois-ci lancé toute cette bêtise de la grève générale à cause du suffrage universel, soient sérieusement battus pour que ces absurdités cessent. Mais les autres en Allemagne et en France auraient à en avaler les conséquences.

---

\* Cf. Engels à Fr. A. Sorge, 8, IV, 1891.

*Cet extrait montre que les Belges n'ont pas seulement compliqué la tâche d'Engels et des autres marxistes dans l'organisation des congrès et de l'Internationale ouvrière par leur amateurisme, mais ont encore jeté la confusion dans les travaux des congrès, c'est-à-dire dans l'élaboration des directives de lutte aux ouvriers. Ce n'est pas — est-il besoin de le dire — qu'Engels ait jamais été contre la grève générale. Il a été contre le gâchis de cette arme de lutte, comme, par exemple, lorsque les "têtes de lard" voulant briller dans des congrès, en faisant de la surenchère gratuite et verbaie, prétendent dicter à l'avance — à la façon des utopistes — des modèles de lutte parfaitement abstraits et irréels. Comme Marx-Engels n'ont cessé de le répéter :*

- 1. les actions mettant en jeu des intérêts économiques et monétaires, comme les grèves, ne peuvent provenir que des intéressés eux-mêmes, le parti ne faisant que canaliser et diriger ensuite une agitation existante de l'irrépressible lutte de classe en accord avec les syndicats ou les masses en lutte "spontanée";*
- 2. à ce moment précis, les congressistes n'avaient aucunement en main les moyens de réaliser leurs mots d'ordre, c'est-à-dire assez d'influence et d'autorité sur les masses : ils n'auraient fait que démontrer leur impuissance;*
- 3. la situation de la Belgique hautement industrialisée n'était pas du tout celle de ses voisins, à l'exception de l'Angleterre, où pour des raisons éminemment pratiques, on ne voulait absolument pas du mot d'ordre belge*

Le second congrès de l'Internationale éclairera beaucoup s'il a lieu, car il se trouve sérieusement compromis par les thèses absurdes des Belges sur la grève générale. \*

Je crois t'avoir envoyé le second paquet de lettres de Field-Burrows dans le Star. \*\* Quoi qu'il en soit l'affaire a fait long feu, grâce à l'accident de la circulaire des Belges convoquant le congrès international pour le 18 juin. Le fait que les Belges se soumettent complètement aux résolutions de Halle sur cette question a tellement dérangé les calculs du possibiliste Hyndman qu'il est maintenant dans une rage folle contre eux et qu'il les menace de sa vengeance tout en se retenant.

---

\* Cf. Engels à Léo Frankel, 24. IV. 1891. Par décision du congrès de Halle, les Belges devaient convoquer le prochain congrès de la Seconde Internationale, qui marqua l'échec des possibilités : les Belges, si avides de jouer les importants dans les congrès où l'on parle, n'eurent pas de grand mérite particulier à se soumettre aux décisions de ce congrès.

Dans sa lettre à P. Lafargue du 2. IX. 1891 publiée dans le *Socialiste* du 12. IX. 1891 (Cf. trad. fr. in : Engels-Marx, la Social-démocratie allemande, p. 297 - 99), Engels se déclare satisfait du congrès de Bruxelles : "On a bien fait de voter l'exclusion des anarchistes : par là avait fini la vieille Internationale, par là recommence la nouvelle. C'est la confirmation pure et simple, dix neuf ans après, des résolutions du congrès de La Haye". Le congrès international parvint donc à mettre fin aux vieilles hésitations entre marxisme et anarchisme des dirigeants belges — et même des meilleurs comme De Paepe. Mais ce fut vingt ans après la lutte engagée par Marx-Engels contre Bakounine et les Allancistes.

\*\* Cf. Engels à L. Lafargue, 12. VII. 1891. Cf. également sa lettre du 20. VII. 1891, où il répète qu' "on ne peut avoir absolument aucune confiance dans les dirigeants des petits pays" et propose la plus grande prudence dans la préparation de ce congrès. Cf. en outre, la lettre d'Engels à Fr. A. Sorge, où Engels déclare que les Belges sont au fond de leur cœur des "possibilistes". du 9. VIII. 1891.

En ce qui concerne donc l'opposition possibiliste, la victoire au congrès de Bruxelles ne sera qu'un jeu pour nos amis. Une fois cette question réglée, le congrès n'aura plus grand'chose à faire de grave, à moins que les diverses velléités de reconstituer l'Internationale ne tentent de s'exprimer. J'espère que non, car cela provoquerait de nouvelles scissions et nous ramènerait en arrière pour de nombreuses années à venir, du moins ici en Angleterre. C'est une absurdité à tous égards, surtout tant qu'il n'y aura pas en France et en Angleterre de parti fort et uni. Si tel était le cas, et si Français et Anglais s'unissaient de coeur et d'âme avec les Allemands, le but serait alors atteint même sans union formelle. Il suffirait de l'effet moral produit par l'action commune des trois grandes nations occidentales. Mais tant que ce sera impossible, toute tentative de reconstituer une Internationale donnerait à l'une des petites nations — probablement aux Belges — une prééminence imméritée, et tout finirait en querelles. En réalité, le mouvement est trop grand, trop vaste, pour être entravé par de tels liens. Mais la nostalgie existe d'une telle reconstitution, et Bonnier en était empli la dernière fois que je l'ai vu. Il a eu, certes, un air assez déconcerté quand je lui ai exprimé mes objections et n'a pas trouvé un mot à me répondre, mais cela le retiendra-t-il, lui et ses amis de Bruxelles ?

---

*Cf. Engels à L. Lafargue, 17. VIII. 1891.*

*Cet extrait représente une sorte de synthèse sur les vues d'Engels relatives au mouvement international sur la base du rapport de forces existant à la fin du siècle dernier : il relève avant tout la faiblesse du mouvement dans les deux pays importants qu'étaient alors la France et l'Angleterre. Les réserves d'Engels sur la formation de l'Internationale sont toutes dictées par la médiocrité du rapport des forces et de la maturité générale.*

Mais ni les Français, ni les Allemands, ni les Anglais n'auront, à eux seuls, la gloire de renverser le capitalisme. \*

Si la France — PEUT-ETRE — donne le signal, ce sera en Allemagne, le pays le plus radicalement travaillé par le socialisme et où la théorie a le plus profondément pénétré les masses que le sort de la *lutte* se décidera, mais ni la France, ni l'Allemagne ne pourront assurer définitivement cette victoire aussi longtemps que l'Angleterre restera aux mains de sa bourgeoisie. L'émancipation prolétarienne ne peut procéder que d'une action internationale. Si vous tâchez d'en faire un fait simplement français, vous la rendez impossible. La direction exclusivement française de la révolution bourgeoise — bien qu'elle fût inévitable, étant donné la bêtise et la lâcheté des autres nations — a mené vous savez où ? — à Napoléon, à la conquête, à l'invasion de la Sainte-Alliance. Vouloir attribuer à la France dans l'avenir le même rôle, c'est dénaturer le mouvement prolétarien international, c'est même — comme le font les blanquistes — rendre la France ridicule, car, au-delà de vos frontières, on se moque de ces prétentions.

---

\* Cf. Engels à P. Lafargue, 27. VI. 1893.

*Engels trace ici la perspective de la future révolution, qui pas plus dans l'un des trois grands pays de l'Europe occidentale qu'en Belgique ne pouvait être menée à terme, puisque dans la conception marxiste la révolution est un processus international : la France politique en donnait le signal, l'Allemagne théorique décidait de la victoire sur le terrain, et l'Angleterre fournissait, avec son industrie développée, les moyens matériels d'instaurer le socialisme. Et le rôle de la Belgique ? Celle-ci se rapprochait de plus en plus des conditions éminemment favorables de l'Allemagne, avec son terrain économique propice à la lutte massive et radicale des ouvriers de l'industrie, et l'évolution de son Parti ouvrier en direction du mouvement allemand, avec la jonction, enfin trouvée, entre prolétaires des Flandres et ceux de la Wallonie.*

*Dans la même lettre, Engels avait écrit encore : "Le développement industriel de la France est resté inférieur à celui de l'Angleterre; il l'est même en ce moment à celui de l'Allemagne qui fait des pas de géant depuis 1866 de sorte que le mouvement ouvrier en France aujourd'hui ne peut se comparer à celui de l'Allemagne".*

Mais voyez donc où cela mène. Vous parlez de ce que "la France relevait en 1889, dans SON immortel congrès de Paris, le drapeau etc. etc.". Comme vous ririez, à Paris, si les Belges voulaient dire que la Belgique, dans SON immortel congrès de Bruxelles en 1891 ou la Suisse dans SON immortel congrès de Zurich ! En fait, les actes de ces congrès sont des actes, non pas français, belges ou suisses, mais internationaux.

## Renouer le fil

On se rapproche de plus en plus en Europe — en ce qui concerne la situation *intérieure* des divers Etats — de la situation de 1845. \* Le prolétariat occupe de plus en plus la position que prenait alors la bourgeoisie. La révolution européenne de 1848 avait commencé en Suisse et en Italie — la Suisse avec ses chamailleries intérieures entre canton catholiques et démocratiques qui trouvèrent leur issue dans la guerre de séparatisme fédéral, l'Italie avec les tentatives libérales de Nono, l'introduction de Constitutions nationales libérales en Toscane, les petits Duchés, le Piémont, Naples et la Sicile : la guerre de séparatisme fédéral et le bombardement de Palerme furent, comme on le sait, les préludes immédiats de la révolution parisienne de Février 1848.\*\*

---

\* Cf. Engels à Victor Adler, 11. X. 1893.

Dans cette lettre, Engels impartit à la Belgique sa place dans le processus de la révolution internationale pour la fin du siècle : il renoue le fil avec la période révolutionnaire de la Belgique des insurrections (cf. la première section de ce recueil) pour tracer la perspective et fixer les tâches de chaque parti ouvrier dans le champ de forces internationales existant alors. La stratégie est celle-là même que nous avons décrit dans le *Fil du Temps*, No 11 pour 1975-1980 dans la *Crise actuelle et la stratégie révolutionnaire*, p. 5-36, toujours à partir de la trame de Marx Engels en 1818 - 1850, p. 68-108.

\*\* Cf. Marx-Engels, les *Ecrits militaires*, L'Herne 1970, *Premiers engagements*, p. 191 - 265.

Aujourd'hui où la crise peut être mûre également d'ici cinq ou six ans, il semble que la Belgique veuille reprendre le rôle de la Suisse, l'Autriche celui de l'Italie et l'Allemagne celle de la France d'alors. La bataille pour le suffrage universel vient de commencer en Belgique et sera reprise à une échelle encore plus grande en Autriche. Il ne saurait être question que cette affaire se règle par une quelconque demi-réforme électorale, car une fois que la pierre se mettra à rouler, l'impulsion sera donnée au mouvement dans toutes les directions — et un pays agit aussitôt sur l'autre.

A côté de la possibilité de grands succès, nous en avons donc aussi l'occasion et la probabilité. \*

Il se trouve que le gonflement de la vague prolétarienne dans tous les pays prépare une véritable crise de sorte que les résultats conquis dans un seul pays peuvent réagir puissamment sur tous les autres. \*\* Le mouvement pour le suffrage universel a remporté une première victoire en Belgique, \*\*\* et c'est l'Autriche qui suit à présent : cela nous assure d'abord en Allemagne la *conservation* du suf-

---

\* Engels ne peut évidemment prévoir que les déterminations matérielles qui — comme il le précise — ont selon leur degré d'intensité de fortes probabilités d'influencer en leur sens les volontés et actions humaines. C'est ce qu'il répète à Bebel le 26.X. 1891 : "Les comptes-rendus te rapportent que j'ai prophétisé l'effondrement de la société bourgeoise pour 1898. Il y a quelque part une petite erreur là-dedans. J'ai dit simplement que nous pourrions arriver au pouvoir vers 1898. Au cas où cela ne se produirait pas, la vieille société bourgeoise pourrait encore continuer de végéter jusqu'à ce qu'une impulsion de l'extérieur fasse craquer la boîte gangrenée. Une telle vieille boîte pourrie peut encore tenir quelques décennies après sa mort intérieure substantielle, si l'air ne bouge pas. Je fais donc très attention dans ces prévisions, en revanche, notre arrivée à la possibilité du pouvoir, ce n'est qu'un calcul de probabilité d'après des lois mathématiques".

\*\* Cf. Engels à Bebel, 12. X. 1893.

\*\*\* Le mouvement pour le suffrage universel — qui avait été arrêté en mars 1848 en Belgique, par la manoeuvre perfide de Léopold II qui, sans parole, promit d'instaurer les droits démocratiques et la république en Belgique, ce qui aurait lancé en grand le mouvement révolutionnaire — reprend donc exactement au même point en 1893

suite de la note (voir page suivante)

frage universel et surtout donne une impulsion pour d'autres revendications plus larges — en Allemagne comme en France et en Italie. La révolution de Février 1848 a été préparée par la guerre civile en Suisse et les changements de régime constitutionnel en Italie, et ce fut la guerre de séparatisme suisse et le bombardement de Messine par les Napolitains en février 1848 qui donnèrent le signal immédiat à la révolution de Février à Paris. Certes nous sommes peut-être encore à 5 - 6 ans de la crise, mais il me semble que ce soit cette fois-ci la Belgique et notamment l'Autriche qui jouent le rôle préparatoire d'une décision qui tombera maintenant en Allemagne. \*

---

*Suite de la note de la page précédente.*

*sous la poussée violente des ouvriers révolutionnaires. On le voit, il ne s'agissait pas alors de fixer au mouvement des buts électoraux et parlementaires, la lutte pour les droits démocratiques n'étant que le premier pas pour l'extension de l'égalité politique à l'égalité sociale qui est incompatible avec l'ordre bourgeois, soit l'amorce pour la propagation de l'incendie révolutionnaire qui devait détruire le capitalisme.*

*Après que les députés eurent rejeté la loi sur le suffrage universel, revendiqué par l'agitation et les grèves ouvrières de 1892, le Parti ouvrier belge déclara qu' "il y a lieu de recourir à la grève générale immédiate".*

*Plus de cent mille ouvriers cessèrent de travailler à Gand, Bruxelles et Anvers. Il y eut en outre, de violentes manifestations et de nombreuses arrestations. Mais le 18 avril, la Constituante fut contrainte, sous la pression des masses, à voter la loi sur le suffrage universel accordé aux hommes de plus de 25 ans.*

\* En ce qui concerne la stratégie et la perspective révolutionnaire centrales pour l'Allemagne à la fin du XIXe siècle, cf. Engels-Marx, la Social-démocratie allemande, Edit. 10/18, p 20 -23, et 301-339

## Les détonateurs belge et autrichien

---

La réaction sur l'Allemagne en est naturellement inévitable\* Tout comme en 1848, Vienne déclencha ses attaques le 13 mars et força ainsi Berlin à la journée révolutionnaire du 18 Mars, Berlin est à présent dans le naturel "ordre de cet abc", après les faits de Bruxelles et de Vienne. On réclame d'abord les droits de vote pour les administrations locales de Prusse et d'autres Etats : on passera probablement à la constitution de Hambourg etc. La période d'arrêt et de réaction dans la législation qui suivit 1870 est arrivée à son terme; les gouvernements vont de nouveau être placés sous le contrôle d'un mouvement politique vivant dans le peuple, à l'arrière-scène duquel NOUS nous tenons et que nous déterminons, négativement ici, positivement là. Nous sommes aujourd'hui ce qu'étaient les libéraux avant 1848. Les victoires électorales belgo-autrichiennes démontrent que nous avons une matière en fermentation assez puissante pour mener à terme l'agitation amorcée. Mais le processus ne deviendra fluide et ne se dilaguera qu'à partir du moment où nous obtiendrons des résultats directs ou indirects en Allemagne — conquêtes au sens des libertés, accroissement du pouvoir politique des ouvriers et exten-

---

\* Cf. Engels à Bebel, 18 - 21. X. 1893.

Dans cet extrait, Engels répète une fois de plus que le mouvement pour le suffrage universel en Belgique n'avait pas de buts locaux en soi, mais servait de détonateur au mouvement révolutionnaire international, comme février à juin en 1848.

sion de notre liberté de mouvement. \* Et c'est ce qui viendra aussi.

Tu prétends, toi, que les barricades sont surannées. \*\* Or elles peuvent de nouveau devenir utiles dès lors que l'armée est gagnée au socialisme dans la proportion de 1/3 — 2/5, et qu'elle fournit l'occasion de faire basculer les choses. Mais pour ce qui est de la grève politique, elle doit ou bien triompher tout de suite, par la simple menace (comme en Belgique où l'armée était TRES chancelante) ou bien finir soit dans le ridicule énorme, soit directement à la lutte sur les barricades. Or à Vienne, on peut vous massacrer sans autre forme de procès avec les Tchèques, Croates, Ruthènes, etc.

Permettez-moi de vous exprimer personnellement mes vœux de bonheur pour votre élection, ainsi qu'aux camarades belges en général à l'occasion de vos brillants succès ces deux derniers dimanches. \*\*\* Cette seconde victoire du prolétariat belge est pour nous tous d'une grande signification. \*\*\*\* Les petits pays comme la Belgique et la Suisse, sont de modernes laboratoires politiques, des terrains d'expérimentations où l'on accumule les expériences qui seront appliqués ensuite dans les grands Etats.

---

\* C'est dans les grands pays que les événements prennent un tour sérieux, comme l'expérience historique le confirme.

\*\* Cf. Engels à K. Kautsky, 3<sup>e</sup> XI.1893. En ce qui concerne la stratégie des barricades que certains prétendent surannée à l'époque moderne, cf. la polémique historique dans Engels-Marx, la Social-démocratie allemande, 10/18, p. 301 - 308.

\*\*\* Cf. Engels à E. Vandervelde, 21 octobre 1894. Une trentaine de députés, dont Vandervelde, furent envoyés au parlement belge lors des élections des 14 et 21 octobre. Cette seconde victoire confirma la première : celle de la conquête du suffrage universel, un an plus tôt.

\*\*\*\* Dans le brouillon de la lettre, Engels continuait ainsi : "Certes, il n'est pas possible de résoudre les grands problèmes historiques dans un petit pays, tel que le vôtre."

Très souvent, c'est précisément de ces petits pays que part la première impulsion d'un mouvement qui est destiné à ébranler l'Europe officielle. C'est ce qui a été le cas avant la révolution de Février 1848 de la guerre de séparatisme fédéral suisse.

Actuellement nous nous trouvons, comme il semble, en une époque de flux montant qui a commencé avec la conquête du suffrage universel par les ouvriers belges. Après la Belgique, c'est l'Autriche qui est entrée dans le mouvement du suffrage universel, et après l'Autriche, c'est le prolétariat d'Allemagne qui réclame que le suffrage universel soit étendu du Reichstag aux assemblées locales des Etats fédéraux. Les lois répressives contre les partis ouvriers de France et d'Italie et des lois semblables préparées en Allemagne n'auront pas plus de succès que les mesures de force prises par le gouvernement autrichien. \*

Pour ce qui concerne les ouvriers belges, le 14 octobre leur assure une position plus forte. Pour la première fois ils ont appris à connaître très exactement leurs forces et celles de leurs adversaires. A partir de maintenant, ils pourront aussi déterminer leur action tactique en pleine connaissance de cause. Vous et les autres représentants socialistes, vous prendrez plus de poids et vous serez écouté avec plus d'attention, maintenant que vous voilà les représentants de 350.000 citoyens belges. Avec vous le prolétariat belge tient sa "joyeuse entrée" au parlement, une entrée joyeuse non seulement pour vous, mais pour les prolétaires de toute l'Europe !

Après les succès électoraux belges, Belges et Français préparent une liaison régulière avec des conférences périodiques entre les parlementaires socialistes des divers pays. \*\* On peut se demander ce qui en sortira.

---

\* *La Belgique tenait dignement son rang parmi les puissances européennes à ce point de vue-là : "En Belgique, un gouvernement d'incapables et une bourgeoisie à courte vue jouent avec le feu à la veille immédiate du 1er Mai, comme s'ils visaient à provoquer un incendie qui peut mettre toute l'Europe en flammes" (cf. Engels, extrait du brouillon de son "Adresse de salut aux ouvriers français à l'occasion du 1er mai 1893", publiée dans le Socialiste du 23.IV. 1893).*

\*\* Cf. Engels à Fr. A. Sorge, 10.XI. 1894.

## Tenir ou céder devant le chantage à la victoire ?

---

Le petit Guillaume a un comportement qui étonne. \*\* Ne se met-il pas en tête de combattre les "tendances subversives" en commençant par renverser son propre gouvernement ? Ses ministres tombent comme des soldats de plomb. Le malheureux jeune homme a dû se taire et se tenir coi pendant plus de huit mois et, n'y résistant plus, il éclate — voilà le résultat ! Au moment même où nous conquérons le quart de la Belgique, où la réforme électorale est en train de conduire les nôtres au parlement autrichien, où l'incertitude la plus grande règne sur l'avenir de la Russie — à ce moment-là le jeune homme se met en tête de surpasser dans la répression ouvrière les Crispi et Casimir-Périer ! L'effet que tout cela produit en Allemagne, vous le voyez dans le fait qu'au congrès socialiste de Francfort un grand nombre de nos délégués a lancé un fier défi au gouvernement, en réclamant une nouvelle loi de répression comme le meilleur moyen de faire gagner du terrain à notre parti !

---

\* Cf. Engels à Kautsky, 22. XI. 1894.

\*\* Cf. Engels à P. Lafargue, 22. XI. 1894.

*Après les succès électoraux, acquis par de puissants mouvements de lutte de classe, la question se posait de savoir si ces luttes allaient gagner en violence et s'intensifier ou si elles allaient être canalisées dans la légalité et le cadre institutionnel des "luttes" démocratiques, exclusivement pacifiques.*

*Il suffit que les gouvernements de tous les principaux pays brandissent la menace de coups de force et de répressions anti-ouvrières à la moindre velléité de lutte pour que les dirigeants socialistes s'engagent, après la mort d'Engels, dans la voie du pacifisme, du légalisme, du démocratisme, c'est à-dire de la collaboration de classe et du révisionnisme opportuniste.*

*Certes, ce n'est pas en Belgique que fut pris le tournant décisif qui aboutit à l'effondrement de la Seconde Internationale — la trahison de l'Union sacrée avec la bourgeoisie surtout allemande et française le 14 août 1914 —, mais les socialistes belges firent d'amples expériences opportunistes dans leur laboratoire belge, qui annoncèrent et préparèrent l'événement fatal.*

# TABLE

## MARX — ENGELS : LA BELGIQUE

### PREMIERE PARTIE :

### LA BELGIQUE DES INSURRECTIONS

#### *Présentation*

Hier, aujourd'hui et demain . . . . .	5
Les textes sur la Belgique et le programme d'aujourd'hui . . . . .	10
La Belgique dans le champ de forces international . . . . .	12
La Belgique dans l'anneau industriel de l'Europe . . . . .	15
Naissance de l'anti-germanisme . . . . .	24
Les manuscrits de Marx sur la Pologne . . . . .	28

#### *1. Belgique et Pologne*

Impérialisme et nations révolutionnaires . . . . .	31
Alliance anti-jacobine et Pologne . . . . .	36
La France révolutionnaire sauvée par les insurrections polonaises . . . . .	39
Les Thermidoriens et la Pologne . . . . .	45
Les campagnes de Bonaparte . . . . .	46
Napoléon Ier et la Pologne révolutionnaire . . . . .	49
Les Polonais sont sacrifiés par Napoléon en Espagne de 1808 - 1811 . . . . .	52
Le prolétariat et la guerre de propagation révolutionnaire . . . . .	54
La guerre du côté impérialiste . . . . .	59
Les événements de 1830 . . . . .	62
Conclusion pour la Belgique . . . . .	65

#### *2. Topographie militaire de la Belgique*

Conditions et perspectives d'une guerre de la Sainte-Alliance contre la France révolutionnaire en l'année 1852 . . . . .	68
--	----

### 3. Belgique et anti-germanisme

L'ère impérialiste des annexions . . . . .	97
Théorie marxiste des nations et théorie impérialiste des nationalités . . . . .	102
Notice en guise de première conclusion . . . . .	108
Discours de Marx sur la Pologne, tenu à Bruxelles, le 22 Février 1848 . . . . .	115
Discours de Fr. Engels . . . . .	119

## DEUXIEME PARTIE :

### L'ACTIVITE DU "PARTI MARX" EN

### BELGIQUE

#### 1. Activités de Marx-Engels à Bruxelles : du 3 Février 1845 à début Mars 1848

Petite chronologie de l'activité de Marx à Bruxelles . . .	135
Installation à Bruxelles . . . . .	151
La fête des nations . . . . .	153
Premiers pas dans l'abolition des nationalités ou dans l'impérialisme . . . . .	156
Petit historique . . . . .	159
La fondation de l'Association démocratique . . . . .	163
Création de l'Association démocratique . . . . .	166
Protocole de séance de l'Association allemande pour la formation des ouvriers, 7. XII.1847, à Londres	176
Le "Débat social" du 6 Février sur l'Association démocratique . . . . .	177
A M. Julian Harney, rédacteur du journal "Norther Star", secrétaire de l'association	
"Fraternal Democrats" à Londres . . . . .	182

#### 2. Le verrou belge à la révolution de 1848

La révolution de Février 1848 en Belgique . . . . .	183
La situation en Belgique . . . . .	186
L'Association démocratique de Bruxelles aux Démocrates fraternels réunis à Londres . . . . .	189
Persécutions des étrangers à Bruxelles . . . . .	192
L'expulsion de Karl Marx de Bruxelles . . . . .	195
Lettre de Marx sur son expulsion de Bruxelles . . . . .	200

Les textes et traductions ci-dessous sont dans la même ligne nos "FIL DU TEMPS".

En grande partie inédits, ils représentent le même effort théorique visant à la restauration du marxisme révolutionnaire.

## K. MARX - F. ENGELS

Fondements de la critique de l'économie politique t. 1, 518 p., 1967; t. 2ème 762 p. Editions Anthropos Paris. Union générale d'Editions, 10/18. Paris 1972.

Ecrits militaires, t. 1er, 661 p.  
Editions l'Herne, Paris 1970

La Guerre Civile aux Etats-Unis (1861-1865), 318 p.  
Union générale d'Editions, 10/18. Paris 1970.

Un Chapitre inédit du Capital, 318 p.  
Union générale d'Editions, 10/18. Paris 1971.

La Commune de 1871

Lettres et déclarations pour la plupart inédites, 318 p.  
Union générale d'Editions, 10/18. Paris 1971

Le Syndicalisme

Théorie et action syndicales. Vol. 1

Contenu et portée des revendications syndicales. Vol. 2  
Editions Maspéro, Paris 1971.

La Chine

Union générale d'Edition, 10/18. Paris 1972.

Le Parti de classe, 4 Vol.

Editions Maspéro, Paris 1973

Le Mouvement Ouvrier Français

Editions Maspéro. Paris 1974.

La Russie

Union générale d'Editions 10/18

La Sociale-démocratie allemande

Union générale d'Editions, 10/18. Paris 1975

Manuscrits mathématiques

Union générale d'Editions 10/18. Paris 1975

Utopisme et communauté de l'avenir

Petite collection Maspéro. Paris 1975.

Les Utopistes

Petite collection Maspéro. Paris 1975.

EN PREPARATION

Surpopulation et chômage

Petite collection Maspéro.

Manuscrits Ethnologiques

Union générale d'Editions 10/18.

La Crise.

Nos publications :

## DIALOGUE AVEC LES MORTS

(Le XXe Congrès du Parti Communiste Russe)

## LE FIL DU TEMPS

- 1- La Nation et l'Etat Belge produits de la contre-révolution
- 2- Le Marxisme et la question agraire
- 3- La crise économique et sociale de Mai-Juin
- 4- L'Etat et la Nation dans la théorie Marxiste  
*La Nation et l'Etat Belge produits de la contre-révolution (suite)*
- 5- Facteurs de Race et Nation dans la théorie Marxiste
- 6- Le Marxisme et la question agraire (suite)
- 7- Le Marxisme et la question agraire (suite)
- 8- Sur le Parti Communiste  
*Thèses, discours et révolutions de la Gauche Communiste d'Italie - 1ère partie (1917 - 1925)*
- 9- Succession des formes de production et de société dans la théorie Marxiste
- 10- Le Marxisme et la question militaire
- 11- Crise actuelle et stratégie révolutionnaire
- 12- Perspective révolutionnaire de la crise
- 13- La Question philosophique dans la théorie Marxiste

Les textes et traductions ci-dessous sont dans la même ligne que nos "FIL DU TEMPS".

En grande partie inédits, ils représentent le même effort théorique visant à la restauration du marxisme révolutionnaire.

## K. MARX - F. ENGELS

Fondements de la critique de l'économie politique t. 1er, 518 p., 1967; t. 2 ème 762 p. Editions Anthropos Paris.  
*Union générale d'Editions, 10/18, Paris 1972.*

Ecrits militaires, t. 1er, 661 p.  
*Editions l'Herne, Paris 1970*

La Guerre Civile aux Etats-Unis (1861-1865), 318 p.  
*Union générale d'Editions, 10/18, Paris 1970.*

Un Chapitre inédit du Capital, 318 p.  
*Union générale d'Editions, 10/18, Paris 1971.*

La Commune de 1871

Lettres et déclarations pour la plupart inédites, 318 p.  
*Union générale d'Editions, 10/18, Paris 1971*

Le Syndicalisme

Théorie et action syndicales. Vol. 1

Contenu et portée des revendications syndicales. Vol. 2  
*Editions Maspéro, Paris 1971.*

La Chine

*Union générale d'Edition, 10/18, Paris 1972.*

Le Parti de classe, 4 Vol.

*Editions Maspéro, Paris 1973*

Le Mouvement Ouvrier Français

*Editions Maspéro, Paris 1974.*

La Russie

*Union générale d'Editions 10/18*

La Sociale-démocratie allemande

*Union générale d'Editions, 10/18, Paris 1975*

Manuscrits mathématiques

*Union générale d'Editions 10/18, Paris 1975*

Utopisme et communauté de l'avenir

*Petite collection Maspéro. Paris 1975.*

Les Utopistes

*Petite collection Maspéro. Paris 1975.*

EN PREPARATION

Surpopulation et chômage

*Petite collection Maspéro.*

Manuscrits Ethnologiques

*Union générale d'Editions 10/18.*

La Crise.

Nos publications :

## DIALOGUE AVEC LES MORTS

(Le XXe Congrès du Parti Communiste Russe)

## LE FIL DU TEMPS

- 1- La Nation et l'Etat Belge produits de la contre-révolution
- 2- Le Marxisme et la question agraire
- 3- La crise économique et sociale de Mai-Juin
- 4- L'Etat et la Nation dans la théorie Marxiste  
*La Nation et l'Etat Belge produits de la contre-révolution (suite)*
- 5- Facteurs de Race et Nation dans la théorie Marxiste
- 6- Le Marxisme et la question agraire (suite)
- 7- Le Marxisme et la question agraire (suite)
- 8- Sur le Parti Communiste  
*Thèses, discours et révolutions de la Gauche Communiste d'Italie - 1ère partie (1917 - 1925)*
- 9- Succession des formes de production et de société dans la théorie Marxiste
- 10- Le Marxisme et la question militaire
- 11- Crise actuelle et stratégie révolutionnaire
- 12- Perspective révolutionnaire de la crise
- 13- La Question philosophique dans la théorie Marxiste

**MARX-ENGELS dénonçaient déjà le baillonnement du prolétariat par la multiplication des petits Etats et le fédéralisme à propos de la création du minuscule Etat modèle Belge. Ils assignaient, à la Belgique des insurrections concomittantes à celles des grands pays, une position névralgique dans la révolution internationale.**

**Les activités d'organisation de MARX-ENGELS avant 1848, pendant la première et la deuxième Internationale, ont accompagné les premiers pas difficile du mouvement ouvrier belge et nous donnent aujourd'hui la clé pour sa préparation révolutionnaire.**

**NOMBREUX INEDITS**

**TRADUCTION, PRESENTATION**

**NOTES**